

LE MONDE. diplomatie

LE COMLOT DES
ANTICOMLOTISTES

PAR FRÉDÉRIC LONDON

Page 3.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 763 - 64^e année. Octobre 2017

UNE PUISSANCE NUCLÉAIRE DE FAIT

Négociateur sans préalable avec Pyongyang

Du haut de la tribune des Nations unies, le président américain a promis de « détruire complètement la Corée du Nord » en cas d'attaque. Les dirigeants français et russe, eux, prônent le dialogue, mais ils font de l'arrêt du programme nucléaire une condition préalable et non un objectif de la négociation. Une approche qui a déjà échoué.

PAR MARTINE BULARD

LE DIABLE NUCLÉAIRE est sorti de sa boîte. Pourra-t-il y retourner ? Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il s'agit en République populaire démocratique de Corée (RPDC) – le premier essai balistique date de 1993. Mais, depuis l'an dernier, M. Kim Jong-un fait sonner la charge à un rythme effréné : dix lancements de missiles balistiques de portée intermédiaire ou intercontinentale en vingt mois ; trois essais nucléaires revendiqués.

Cet emballement s'est accompagné d'un défilé militaire spectaculaire et de la diffusion d'images saturées de missiles et de chars (le 15 avril dernier), de fanfaronnades belliqueuses et de menaces contre les villes américaines, que l'homme fort de Pyongyang menace de « réduire en cendres », tout comme Guam, véritable porte-avions américain en plein océan Pacifique. L'engin lancé le 14 septembre a parcouru 3 700 kilomètres avant de s'abîmer dans l'océan, montrant ainsi que cette île située à 3 400 kilomètres de la

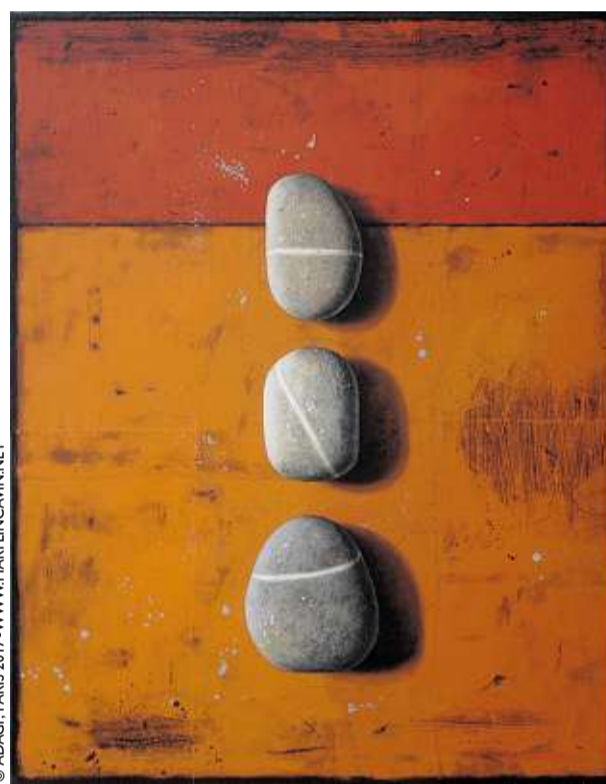
capitale nord-coréenne n'est plus hors de portée. Pour l'heure, le docteur Fola-mour de l'Asie s'est bien gardé de tirer dans cette direction. Seuls les Japonais ont entendu le cri strident des sirènes signalant le survol de leur territoire, à la merci de la moindre défaillance.

Aux provocations de M. Kim Jong-un répondent les déclarations fracassantes et les « tweetonades » de M. Donald Trump. À Pyongyang, le président américain promet « le feu et la fureur comme le monde n'en a jamais connu jusque-là » (8 août) ; avec Pékin, jugé trop faible, il menace de couper les ponts commerciaux, car « ceux qui font des affaires avec [les Nord-Coréens] ne pourront plus en faire avec nous » (3 septembre) ; à Séoul, il fait savoir que la stratégie d'« apaisement » du président nouvellement élu Moon Jae-in « ne conduit à rien » (3 septembre).

(Lire la suite page 10.)

POUR UNE RÉFORME DIGNE DE CE NOM

Et si l'on refondait le droit du travail...



© ADAGE PARIS 2017 - WWW.MARYLINCAVIN.NET

MARYLIN CAVIN. - « Pour que s'approche un autre monde », 2008

IL FAUDRAIT être aveugle pour disconvenir de la nécessité d'une profonde réforme du droit du travail. Toujours, dans l'histoire de l'humanité, les mutations techniques ont entraîné une refonte des institutions. Ce fut le cas des précédentes révolutions industrielles, qui, après avoir bouleversé l'ordre ancien du monde en ouvrant les vannes de

* Professeur au Collège de France, membre de la Commission mondiale sur l'avenir du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT). Auteur notamment de *La Gouvernance par les nombres*, Fayard, Paris, 2015.

la prolétarianisation, de la colonisation et de l'industrialisation de la guerre et des massacres, entraînaient la refonte des institutions internationales et l'invention de l'État social. La période de paix intérieure et de prospérité qu'ont connue les pays européens après guerre est à mettre au crédit de cette nouvelle figure de l'État et des trois piliers sur lesquels il reposait : des services publics intégrés et efficaces, une Sécurité sociale étendue à toute la population et un droit du travail attachant à l'emploi un statut garantissant aux salariés un minimum de protection.

Nées de la seconde révolution industrielle, ces institutions sont aujourd'hui déstabilisées et remises en cause. Elles le sont par les politiques néolibérales, qui entretiennent une course internationale au moins-disant social, fiscal et écologique.

Proclamant avoir été élu pour les réformes qu'il préconise, et non contre l'extrême droite, le président de la République française entend déréguler un peu plus le marché du travail. Devant la montée de la contestation dans la rue, même les syndicats les plus proches du pouvoir jugent le projet déséquilibré au détriment des salariés. Adapter le droit aux nouvelles formes d'organisation du travail en prenant réellement en compte les aspirations humaines conduirait à tout autres réformes.

PAR ALAIN SUPIOT *

Elles le sont aussi par la révolution informatique, qui fait passer le monde du travail de l'âge de la main-d'œuvre à celui du « cerveau d'œuvre (1) », c'est-à-dire du travailleur « branché » : on n'attend plus qu'il obéisse mécaniquement à des ordres, mais on exige qu'il réalise les objectifs assignés en réagissant en temps réel aux signaux qui lui parviennent. Ces facteurs politiques et techniques se conjuguent en pratique. Il ne faut cependant pas les confondre, car le néolibéralisme est un choix politique réversible tandis que la révolution informatique est un fait irréversible, susceptible de servir des fins politiques différentes.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) Michel Volle, « Anatomie de l'entreprise. Pathologies et diagnostic », dans Pierre Musso (sous la dir. de), *L'Entreprise contre l'État*, Manucius, Paris, 2017.

RETOUR DU GAULLO-MITERRANDISME ?

Une certaine idée de la France

Le président Emmanuel Macron a pris quelque distance avec les orientations néoconservatrices de ses deux prédécesseurs en matière de politique étrangère. Après une campagne marquée de manière inédite par les questions diplomatiques, cette apparente inflexion souligne la singularité de la position française, baptisée « gaullo-mitterrandisme ».

PAR JEAN DE GLINIASTY *

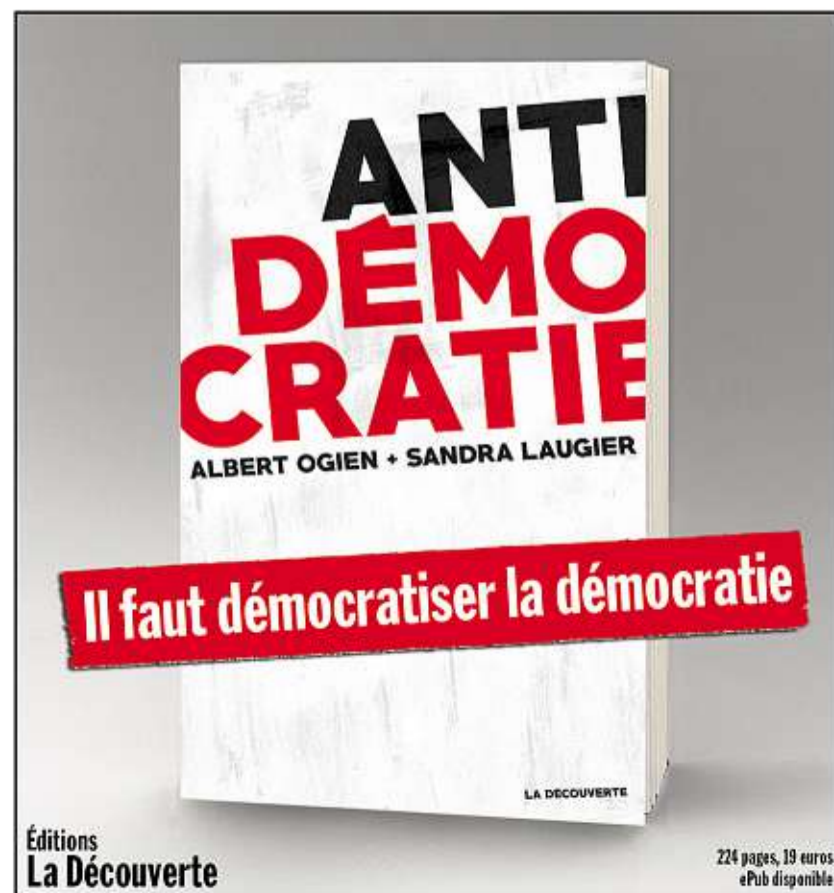
PENDANT longtemps, la politique étrangère a fait consensus en France. Ses « marqueurs » relevaient de l'évidence : dialogue Nord-Sud (de la décolonisation gaulliste suivie d'une approche teintée de tiers-mondisme au discours de Cancun de François Mitterrand, en passant par la conférence Nord-Sud proposée par M. Valéry Giscard d'Estaing) ; coopération avec la

* Ancien ambassadeur de France en Russie, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques, auteur de *La Diplomatie au péril des valeurs*, L'Inventaire, Paris, 2017.

Russie malgré la guerre froide ; présence forte en Afrique au risque d'une connivence avec les régimes en place ; soutien aux droits légitimes des Palestiniens, lui-même base d'une politique arabe dynamique ; autonomie militaire fondée sur la dissuasion et l'absence de participation à l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique ; construction européenne reposant sur le couple franco-allemand ; respect des nations et des États indépendamment de tout a priori idéologique... Et, en permanence, sur fond de pragmatisme, le souci

de la grandeur et de l'image de la France. Sur tous ces points, la continuité est patente jusqu'au second mandat de M. Jacques Chirac (2002-2007). Sans doute François Mitterrand a-t-il accepté en 1983 l'installation des euromissiles américains. Mais la vague de pacifisme qui agitait alors le continent aurait pu avoir des conséquences pour la dissuasion nationale et, face aux nouveaux missiles soviétiques, la France manifestait sa solidarité atlantique.

(Lire la suite page 20.)



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

224 pages, 19 euros
ePub disponible



Nouveaux dieux et vieilles ficelles

AVEC M. Donald Trump à la Maison Blanche et l'Union européenne sous tutelle allemande, l'idée des lendemains capitalistes qui chantent devient plus difficile à vendre. Il faut pour la revigorer promouvoir ses figures les plus mirobolantes. « Et si les nouveaux Platon et Aristote étaient dans la Silicon Valley... », titre *Le Point* (17 août 2017) dans son dossier « Les penseurs les plus influents du monde », qu'illustrent les portraits de MM. Elon Musk, dirigeant de SpaceX et de Tesla, Sergey Brin, cofondateur de Google, Peter Thiel, inventeur de Paypal, et Mark Zuckerberg, créateur de Facebook. Forts de leurs milliards amassés au terme d'épuisantes réflexions sur l'esprit des lois (évasion fiscale), l'être-en-soi et l'être-pour-soi (surveillance massive des internautes et pillage de leurs données personnelles) ou encore l'éthique (spéculation et capital-risque), ils rêvent de voyager sur Mars, d'abolir la mort, de fusionner le vivant et la machine. « *Silicon Valley, la nouvelle Athènes* », admire *Le Point*. Simultanément, *Le Figaro* (14-18 août) inaugure une série consacrée aux « nouveaux utopistes », qui met en scène les mêmes personnalités. Elon Musk, s'interroge la journaliste, « *est-il un néo-messie engendré par notre civilisation technologique ?* ». Quant à Mark Zuckerberg, « *plus le temps passe, plus les portraits officiels immortalisent à la façon d'Auguste ou d'un Habsbourg* ».

Nouveaux penseurs, nouveaux utopistes, néo-messie... ce n'est pas tout. Aux États-Unis, la réaction indulgente du président Trump au meurtre d'une manifestante antifasciste le 12 août en Virginie fait opportunément émerger un thème dans les médias. « *Après Charlottesville, les patrons sont devenus nos consciences morales* », affirme le site d'information Vox (17 août). Plusieurs chefs d'entreprise qui conseillaient la Maison Blanche ont en effet quitté leurs fonctions en signe de protestation. *Le New York Times* (19 août) voit lui aussi dans ce geste « *l'expression morale de l'Amérique entrepreneuriale* ». « *Les guerres culturelles sont de retour, menées autour des droits des trans et de l'immigration. Les nationalistes blancs sont en marche, écrit le quotidien. Au milieu de ces turbulences, un groupe inattendu d'Américains fait entendre plus vigoureusement que jamais sa voix morale : les patrons.* » Parmi eux, la directrice générale de General Motors, son homologue des supermarchés Walmart et M. Jamie Dimon, directeur milliardaire de la banque JPMorgan Chase, qui sans ciller explique : « *L'égalité de traitement de tous les citoyens est l'un des principes fondateurs de notre nation.* »

Les nouveaux Platon de la Silicon Valley rivalisent eux aussi d'éthique « citoyenne » en fermant les comptes d'utilisateurs suspects de suprématisme blanc. Sacrifice suprême, Google, Facebook et Twitter ont renoncé à vendre aux annonceurs la possibilité de cibler des internautes en fonction de catégories telles que « Ku Klux Klan », « Jew hater » (« qui hait les Juifs ») ou « Nazis » (Recode.net, 15 et 16 septembre). Pendant que la presse leur tresse des couronnes, ces industriels marginalisent les travailleurs les moins diplômés, pillent les ressources publiques, comptent leurs milliards. La « guerre des cultures » est aussi une bonne affaire.

PIERRE RIMBERT.

COURRIER DES LECTEURS

Allemagne

L'article « *L'enfer du miracle allemand* » (septembre) nous a valu de nombreux courriers, invitant à poursuivre la réflexion. M. Adrien Quatannens regrette ainsi que les médias belges ne s'intéressent pas davantage à cet aspect d'un « modèle » tant vanté dans son pays :

Je suis bien obligé d'admettre qu'aucun article ne m'avait encore aussi également choqué et terrifié que celui d'Olivier Cyran à propos du système Hartz IV. Choqué par la façon dont les Allemands peuvent considérer leurs concitoyens, et dont les syndicats peuvent se satisfaire d'une posture « neutre ». Terrifié car le « modèle allemand » est aussi porté aux nues et que certaines mesures – mises en place par un premier ministre « socialiste » de Belgique, Elio Di Rupo – sont d'ores et déjà appliquées. Ainsi, de nombreux chercheurs d'emploi ont disparu des statistiques, et des jeunes (par exemple, des diplômés de plus de 25 ans) se retrouvent sans la moindre ressource. Le ministre de l'économie, de l'emploi et de la formation wallon, Pierre-Yves Jeholet, se permet, au cours de la même interview, de traiter les chômeurs de rentiers, de dresser

la culture de l'excuse face aux Forem (service public wallon chargé de l'emploi et de la formation), tout en prétendant tendre la main à ces mêmes chômeurs.

Les citations placées dans l'encadré de droite suffisent à faire dresser les cheveux sur la tête, hurler à la trahison quand on voit que certaines sont proférées par des « socialistes », ou entamer la foi qu'on peut avoir dans le genre humain.

M. Laurent Pérez souligne la ressemblance avec la France :

Ayant longtemps vécu, ou plutôt survécu, du RSA [revenu de solidarité active], je n'ai jamais compris pourquoi les allocations Hartz IV étaient si décriées, alors que leur montant est supérieur aux minima sociaux français. Le montant que vous indiquez pour une personne (409 euros) est certes inférieur de 15% aux 472 euros que touche en France un célibataire allocataire du RSA qui est hébergé à titre gratuit ou perçoit une aide au logement. Un couple allemand, en revanche, est plus favorisé (736 euros) qu'un couple français (676 euros). Surtout, vous indiquez que leur loyer est intégralement pris en charge, ce qui est un avantage considérable par rapport au système des aides au logement français.

« Mémoire interdite en Algérie »

CONTRAIREMENT à celui de juillet et à celui de septembre, le numéro d'août de *Monde diplomatique* n'a pas été diffusé en Algérie. Il comportait une enquête de deux pages sur les massacres de civils commis dans les années 1990. L'article de Pierre Daum était intitulé « *Mémoire interdite en Algérie* »...

Le *Monde diplomatique* a demandé des explications aux autorités algériennes. À ce jour sans résultat.

Afin de déjouer ce qui s'apparente à un acte de censure dont plusieurs journaux algériens se sont d'ailleurs inquiétés, l'article a été mis en ligne gratuitement sur notre site. Ce qui lui a assuré une diffusion en Algérie très supérieure au nombre de lecteurs d'un numéro normalement mis en vente.

RECTIFICATIFS

– Cité dans l'article de Régis Debray « Sur un tissu bleu à douze étoiles » (août), le personnage de Clara Zetkin apparaît dans le roman de Louis Aragon *Les Cloches de Bâle*, et non dans *Les Voyageurs de l'impériale*.

– Évoquée à propos du kurde par un commentaire accompagnant la carte sur la romanisation des écritures (août), l'autorisation en Turquie des lettres q, w et x (non utilisées en turc) avait été promise en 2013 par le président Recep Tayyip Erdoğan, mais cette promesse n'a pas été tenue.

– Le salaire minimum en Slovaquie est en 2017 de 435 euros, et non plus de 405 euros comme mentionné dans l'article « Désenchantement européen en Slovaquie » (septembre).



RETOUR EN CHINE

L'agence de presse officielle Xinhua a publié une étude sur le retour au pays des jeunes Chinois ayant étudié à l'étranger (12 septembre).

Selon une étude du secteur Organisation du Parti communiste chinois et de deux agences d'État rendue publique le 30 août, le pays comptait à la fin de 2016 2,6 millions de jeunes Chinois ayant étudié à l'étranger et rentrés en Chine (...). Si le regroupement familial reste le principal motif du retour, les politiques visant à les attirer ont joué un rôle, selon 70,6% des personnes interrogées. [Parmi les mesures :] aide logistique pour faire aboutir les projets, subventions, réductions d'impôt, accès à une résidence permanente en ville...

MODÈLE

Un rapport de la Confédération des syndicats britanniques (TUC) éclaire le revers des « bons résultats » enregistrés par Londres en termes de réduction du chômage (The Guardian, 7 septembre).

La stagnation des salaires contraint un travailleur sur huit à sauter des repas pour boucler ses fins de mois, selon une étude menée par la TUC. L'enquête, portant sur plus de 3 200 travailleurs, révèle que près de la moitié des personnes interrogées s'inquiètent de ne pas pouvoir couvrir l'ensemble des frais de leur foyer, comme la nourriture, les transports, l'énergie. (...) Une personne sur six dit avoir coupé le chauffage quand il faisait froid de façon à économiser sur sa facture énergétique, et un nombre similaire a dû recourir au mont-de-piété de façon à boucler son budget.

PAROLE DE FEMMES

La fragile coalition dirigeant l'Islande a éclaté lorsque les partenaires du premier ministre Bjarni Benediktsson ont appris qu'il avait caché l'intervention de son père en faveur de la réhabilitation d'un pédophile notoire. Une victoire des femmes, selon Iceland Monitor (15 septembre).

Le gouvernement s'est effondré non à cause de l'argent, non pas en raison

de désaccords politiques entre politiciens professionnels, mais parce que les femmes ont pris la parole. Les gens ont parlé des violences auxquelles des femmes et des enfants ont été soumis. Ils se sont exprimés lorsque des agresseurs condamnés ont frappé à la porte de leurs amis pour demander des faveurs. (...) Il y a eu trop de silence dans ce pays.

PAS DE TOILETTES

Lors de la rentrée scolaire, la ministre de l'éducation russe a affirmé que 6% des établissements scolaires fonctionnaient sans les commodités nécessaires aux enfants, rapporte l'agence Ria Novosti (28 août).

« À ce jour, 2 700 écoles ne sont pas équipées des commodités nécessaires, à savoir des toilettes dans des locaux chauffés, un système d'assainissement ou un chauffage central appropriés (...), mais des travaux sont en cours pour remédier à cette situation », a déclaré M^{me} Olga Vasileva. De son côté, la vice-ministre de l'éducation Irina Kuznetsova a signalé que près de deux millions d'enfants russes

étudiaient dans des écoles ayant besoin de réparations majeures.

UN AIR RUSSE

Qualité de l'air à Moscou, parkings, vélos, construction d'églises... : telles seraient les préoccupations majeures des Moscovites, selon un sondage du Centre Levada auprès de 506 personnes de plus de 18 ans repris par le site Lenta.ru (8 septembre).

Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées se plaignent du manque d'air pur, 40% d'un nombre insuffisant de latrines publiques, 38% du déficit de places de stationnement. Se plaindre de la pollution de l'air est cependant moins fréquent qu'en 1997, quand ce problème était mis en avant par 61% des sondés. Les places de stationnement, elles, n'étaient mentionnées que par 10% des répondants il y a vingt ans (...). Parmi les initiatives des autorités de Moscou, la majorité approuve l'introduction de la location de vélos (70%) (...) ainsi que la construction d'églises orthodoxes (58%).

Informez-vous, abonnez-vous ...et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

2 ans - 24 numéros pour 109 €

1 an - 12 numéros pour 59 €

Coordonnées :

RMDMN1700PBA010

M. M^{me}

Nom

Prénom

Adresse

Code postal [][][][][][]

Ville

Courriel

J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui Non

J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui Non

À renvoyer, accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

Le Monde diplomatique, service abonnements,
A 2400, 62066 Arras Cedex 9
Tél. : 03-21-13-04-32 (numéro non surtaxé)

Règlement : Chèque bancaire
à l'ordre du Monde diplomatique SA

Carte bancaire
Numéro de carte bancaire

Expire fin [][][][][][]

Notez les trois derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte [][][]

Date et signature obligatoires



Le mensuel en version imprimée directement dans votre boîte aux lettres

+ Accès offert à la version numérique et aux 24 derniers numéros

+ NOUVEAU : Les articles en version audio lus par des professionnels (podcast)

Plus simple et plus rapide :
retrouvez cette offre sur
www.monde-diplomatique.fr/abo

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

**Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr**

Édité par la SA Le Monde diplomatique.

Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire : Serge HALIMI, président, directeur de la publication
Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Directrice des relations et des éditions internationales : Anne-Cécile ROBERT
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI
Rédacteur en chef : Philippe DESCAMPS
Rédacteurs en chef adjoints : Benoît BRÉVILLE, Martine BULLARD, Renaud LAMBERT
Cheffe d'édition : Mona CHOLLET
Rédaction : Akram BELKAÏD, Evelyne PIELLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Site Internet : Guillaume BAROU, Thibault HENNETON
Conception artistique : Maria IERARDI, Boris SÉMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONNET
Mise en pages et photographie : Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Xavier MONTHÉARD, Sarah ZHIRI

Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD
Directeur commercial, chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON
Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Secrétariat : Yuliya DAROUKA (9621), Sophie DURAND-NGÔ, attachée communication et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY, Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET
Publicité : Brigitte ANTOINE (01-57-28-39-29)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Sophie GERBAUD, Carole MERCERON, Saveria COLOSIMO-MORIN
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147

Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

© ADAGP Paris, 2017, pour les œuvres de ses adhérents
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

DISQUALIFIER POUR MIEUX DOMINER

Le complot des anticomplotistes

L'image est familière : en haut, des gens responsables se soucient du rationnel, du possible, du raisonnable, tandis que ceux d'en bas, constamment ingrats, imputent à leurs dirigeants une série de malveillances. Mais l'obsession du complot ne relève-t-elle pas plutôt des strates les plus élevées de la société? Les journalistes reprenant les idées du pouvoir privilégient eux aussi cette hantise.

PAR FRÉDÉRIC LORDON *

APRÈS «réforme», «moderne» et «logiciel» («en changer»), «complotisme» est en train de devenir le nouvel indice du crétin, le marqueur qui situe inmanquablement son homme. Un ordre social de plus en plus révoltant à un nombre croissant de personnes réduit nécessairement ses conservateurs aux procédés les plus grossiers pour tenter d'endiguer une contestation dont le flot ne cesse de monter. Au demeurant, on sait que cet ordre entre en crise profonde quand, vide d'arguments, il ne trouve plus à opposer que des disqualifications. Comme un premier mouvement de panique, «antisémitisme» a été l'une des plus tôt jetées à la tête de toute critique du capitalisme ou des médias (1). Mais, même pour l'effet de souffle, on ne sort pas d'emblée la bombe atomique s'il s'agit simplement d'éteindre un départ de feu. C'est que par définition on ne peut pas se livrer à un usage ordinaire et à répétition de la munition maximale, sauf à lui faire perdre rapidement toute efficacité. Ses usages tendanciellement grotesques soulignant son ignominie de principe, le procédé a fatalement entraîné l'autodisqualification de la disqualification.

Supposé moins couvrir ses propres utilisateurs de honte et mieux calibré pour l'arrosage extensif, susceptible par là d'être rapatrié dans le domaine du commentaire ordinaire, le «complotisme» est ainsi devenu le nouveau lieu de la bêtise journalistique – et de ses dépendances, philosophe dérisoire ou sociologue de service. Signe des temps, il faut moins invoquer la mauvaise foi que l'effondrement intellectuel de toute une profession pour comprendre ses impossibilités de comprendre, et notamment de comprendre deux choses pourtant assez simples. D'abord que la seule ligne en matière de

complots consiste à se garder des deux écueils symétriques qui consistent l'un à en voir partout, l'autre à n'en voir nulle part – comme si jamais l'histoire n'avait connu d'entreprises concertées et dissimulées... Ensuite que le complotisme, tendance évidemment avérée à saisir tous les faits de pouvoir comme des conspirations, demanderait surtout à être lu comme la dérive pathologique d'un mouvement pour en finir avec la dépossession, d'un effort d'individus ordinaires pour se réapproprier la pensée de leur situation, la pensée du monde où ils vivent, confisquée par des gouvernants séparés entourés de leurs experts – bref, un effort, ici dévoyé, mais un effort quand même, pour sortir de la passivité. «Vouloir tout traiter en cachette des citoyens, et vouloir qu'à partir de là ils ne portent pas de jugements faux et n'interprètent pas tout de travers», écrivait-il y a déjà longtemps Spinoza, c'est le comble de la stupidité (2). »

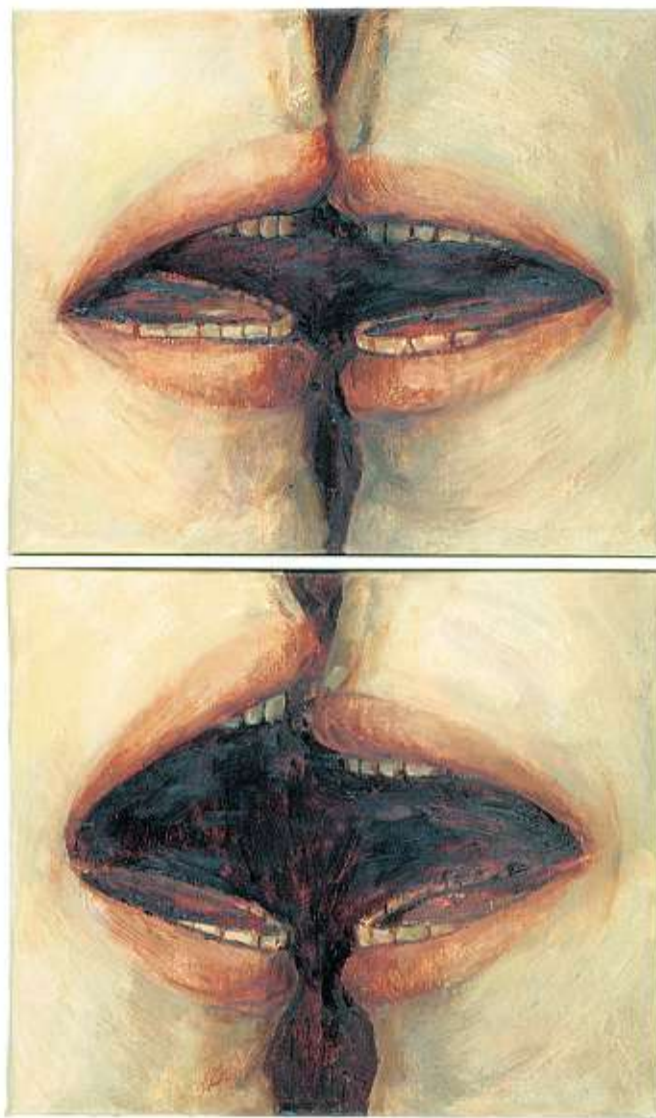
Mais il y a deux faces au débat, et s'il y a lieu de comprendre le mécanisme qui fait voir des complots partout, il y a lieu symétriquement de comprendre celui qui fait voir du complotisme partout. Or ni l'existence – réelle – de délirantes conspirationnistes ni l'intention disqualificatrice, quoique massive, ne rendent entièrement compte de l'obsession non pas pour les complots, mais pour les complotistes – un complotisme anticomplotiste, si l'on veut... Si cette nouvelle idée fixe trouve si bien à prospérer, c'est aussi parce qu'elle trouve une profonde ressource dans des formes de pensée spontanées à l'œuvre dans un milieu : le milieu des dominants, dont les journalistes, qui aux étages inférieurs en occupent les chambres de bonne, sont à leur tour imbibés comme par un fatal dégât des eaux.

La paranoïa des puissants

C'EST QUE, par construction, être un dominant, c'est participer à des jeux de pouvoir, être immergé dans leurs luttes, en vivre toutes les tensions, et notamment l'impérieuse obligation de la vigilance, c'est-à-dire l'anticipation des menées adverses, l'élaboration de ses propres stratégies et contre-stratégies pour conserver ou bien développer ses positions de pouvoir. En réalité, dans ses strates les plus hautes, la division fonctionnelle du travail est inévitablement doublée par une division du pouvoir... la seconde ayant pour propriété de vampiriser la première : les hommes de pouvoir, dans l'entreprise comme dans n'importe quelle institution, s'activent en fait bien moins à servir la fonction où les a placés la division du travail qu'à protéger les positions dont ils ont été par là dotés dans la division du pouvoir. Or la logique sociale du pouvoir est si forte qu'accéder à une position conduit dans l'instant à envisager surtout le moyen de s'y faire reconduire, ou bien de se hauser jusqu'à la suivante. On rêverait de pouvoir observer les journées d'un patron de chaîne, d'un directeur de journal, d'un cadre dirigeant, d'un haut fonctionnaire, d'un magistrat ou d'un mandarin universitaire louchant vers le ministère, pour y chronométrer, par une sorte de taylorisme retourné à l'envoyeur, les parts de son temps respectivement consacrées à remplir la fonction et à maintenir la position. La pathétique vérité des organisations peut conduire jusqu'à cette extrémité, en fait fréquemment atteinte, où un dirigeant pourra préférer attenter aux intérêts géné-

raux de l'institution dont il a la charge si c'est le moyen de défaire une opposition interne inquiétante ou d'obtenir la faveur décisive de son suzerain – et il y a dans ces divisions duales, celle du travail et celle du pouvoir, une source trop méconnue de la dysfonctionnalité essentielle des institutions.

La logique même du pouvoir, dont la conquête et la conservation sont immédiatement affaire d'entreprise décidée, voue par construction les hommes de pouvoir à occuper alternativement les deux versants du complot : tantôt complotés, tantôt complotistes. En réalité, le complot est leur élément même, soit qu'ils s'affairent à en élaborer pour parvenir, soit que, parvenus, ils commencent à en voir partout qui pourraient les faire sauter. On n'imagine pas à quel degré la forme complot imprègne la pensée des puissants, jusqu'à la saturer entièrement. Leur monde mental n'est qu'un gigantesque *Kriegspiel*. La carte du théâtre des opérations est en permanence sous leurs yeux, leurs antennes constamment déployées pour avoir connaissance du dernier mouvement, leur énergie mentale engloutie par la pensée du coup d'avance, leur temps colonisé par le constant travail des alliances à nouer ou à consolider. Bien davantage que l'égarement de quelques simples d'esprit, habiter le monde violent des dominants, monde de menaces, de coups et de parades, est le plus sûr passeport pour le complotisme. Le pire étant que, pour un homme de pouvoir, la paranoïa n'est pas une pathologie adventice : elle est un devoir bien fondé. La question constante de l'homme de pouvoir, c'est bien : «Qu'est-ce qui se trame?»



EVELYN WILLIAMS. – «Talking Mouths» (Bouches qui parlent), 1997

Vivant objectivement dans un monde de complots, les hommes de pouvoir développent nécessairement des formes de pensée complotistes. La dénonciation obsessionnelle du complotisme, c'est donc pour une large part la mauvaise conscience complotiste des dominants projectivement prêtée aux dominés. Le premier mouvement de M. Julien Dray, voyant sortir les photographies d'une femme en burkini expulsée de la plage par la police municipale de Nice à l'été 2016, est de considérer qu'il s'agit d'une mise en scène destinée à produire des clichés d'expulsion. M. Jean-Christophe Cambadélis, ahuri des mésaventures new-yorkaises de son favori Dominique Strauss-Kahn en 2011, assure qu'il a «*toujours pensé, non pas à la théorie du complot, mais à la théorie du piège* (3)» – c'est en effet très différent.

Sans doute y a-t-il une forme d'injustice à ce que, de cet effet projectif, ce soient les journalistes ou les publicistes, dominés des dominants, qui portent cependant l'essentiel du poids de ridicule. Car les dominants eux-mêmes lâchent rarement le fond de leur pensée : leur sauvagerie la rend imprésentable, et puis ce sont toujours des schèmes complotistes particuliers qu'il y aurait à y lire : «celui-ci me monte une cabale», «ceux-là m'orchestrent un coup», etc. Ironiquement, ce sont donc des agents simplement satellites des plus hauts lieux de pouvoir, donc moins directement engagés dans leurs paranoïas, qui vont se charger de faire passer les schèmes complotistes particuliers au stade de la généralité, puis de les verbaliser comme tels, mais bien sûr toujours selon le mouvement d'extériorisation qui consiste à les prêter à la plèbe.

Il est fatal que la forme de pensée complotiste passe ainsi de ceux qu'elle habite en première instance à ceux qui racontent leur histoire. D'abord parce que les journalistes politiques se sont définitivement abîmés dans les «coulisses», les «arcanes» et le «dessous des cartes», manière ostentatoire de faire savoir qu'ils en sont», mais surtout perspective qui emporte nécessairement la forme complot. Ensuite parce que la fréquentation assidue de leurs «sujets» se prête idéalement à la communication et au partage des formes élémentaires de la pensée, si bien que l'inconscient complotiste est peu ou prou devenu le leur – celui-là même d'ailleurs qu'il leur arrive de mettre directement en œuvre dans leurs propres manœuvres institutionnelles comme demi-sel du pouvoir.

Quand ils ne s'efforcent pas de passer dans le monde des caïds de plein rang. L'inénarrable Bruno Roger-Petit, qui

particulier de la disqualification, répandu par émulation, dans les couches basses du pouvoir médiatique, du schème éradicateur développé comme mauvaise conscience projective dans les couches hautes – un effet de «ruissellement», si l'on veut, mais celui-là d'une autre sorte. En résumé, on commence par entendre pendant des années des «BHL» et des Jean-Michel Aphatie, et puis, par lente imprégnation, on se retrouve en bout de course avec un Samuel Laurent, chef de la rubrique Les décodeurs du Monde.fr, d'autant plus pernicieux qu'on a affaire, comme on dit à Marseille, à «un innocent».

Le complotisme est décidément insuffisant à rendre compte de l'obsession pour le complotisme : on n'explique pas Les décodeurs par la simple, et supposée, prolifération des cinglés conspirationnistes. Le sentiment d'être agressé, le syndrome obsidional de la forteresse assiégée y prennent une part décisive dans un univers médiatique dont toutes les dénégations d'être les auxiliaires d'un système de domination ne font maintenant qu'accroître davantage la chose.

Il est vrai que, manifestation canonique de l'«innocence», les journalistes vivent dans la parfaite inconscience subjective de leur fonctionnalité objective, où leur dénégation prend tous les accents de la sincérité. Le fait est là pourtant, et le schème du retour, qui prête au peuple des tendances paranoïaques en réalité partout présentes dans l'univers des dominants, n'en prend que plus de force. Au vrai, la chose ne date pas d'aujourd'hui : couvrir projectivement le peuple révolté de monstruosité est une opération vieille comme la presse ancillaire – qu'on se souvienne des hauts faits de la presse versaillaise pendant la Commune ou de ceux de la presse bourgeoise russe relatant la prise du Palais d'hiver. La croisade médiatique contemporaine contre la *fake news* aura du mal à recouvrir que la presse elle-même est le lieu le plus autorisé de mise en circulation de *fake news* (4) – ceci expliquant cela? Au milieu d'un océan : *Le Monde* rapporte sans un battement de cil ni le moindre commentaire le propos, cet été, d'un «responsable macroniste» inquiet : «*Les Français ont l'impression qu'on fait une politique de droite* (5).» Quelques jours auparavant, le *Financial Times* rencontrait le premier ministre Édouard Philippe (6) : «*Lorsqu'on [lui] suggère que les plans de son gouvernement ne comportent que des mesures de droite, il éclate de rire : "Vous vous attendiez à quoi?"*»

(1) Cf. typiquement Nicolas Weill, «Le journalisme au-delà du mépris», *Le Monde*, 2 avril 2004.

(2) Lire «Conspirationnisme, la paille et la poutre», La pompe à phynance, 24 août 2012, <http://blog.mondediplo.net>, et le dossier «Vous avez dit complot?», *Le Monde diplomatique*, juin 2015.

(3) «Affaire DSK : Cambadélis ne croit pas à "la théorie du complot"», n'en titre pas moins *Le Monde*, 28 novembre 2011.

(4) Lire Pierre Rimbart, «Les chauffards du bobard», *Le Monde diplomatique*, janvier 2017. Ainsi que, entre autres, «Le voyage en Grèce de Macron raconté par *Le Monde*? Tout est faux!», blog de Yannis Youlountas, 8 septembre 2017, <http://bloggy.net>

(5) Solenn de Royer, «Après un mois de juillet difficile, Macron veut reprendre la main», *Le Monde*, 28 juillet 2017.

(6) «French centre-right premier says he is at ease with Macron agenda», *Financial Times*, Londres, 11 juillet 2017.

* Économiste et philosophe. Dernier ouvrage paru : *Les Affects de la politique*, Seuil, Paris, 2016.

Écoutez le «Diplo»

Une sélection d'articles du mois lus par des comédiens en ligne et en téléchargement (podcast)



www.monde-diplomatique.fr/audio

Au Portugal, la gauche essaye

Miné par la corruption et défiguré par la purge imposée par l'Union européenne, le Portugal se redresse lentement, notamment en augmentant le pouvoir d'achat des salariés et des retraités.

PAR NOS ENVOYÉES SPÉCIALES
GWENAËLLE LENOIR ET MARIE-LINE DARCY *

AU BORD DU TAGE, à un jet de pierre de la très touristique place du Commerce de Lisbonne, une mauvaise sono crache *Les Vampires*, du compositeur-interprète Zeca Afonso. Le chanteur engagé, mort en 1987, demeure un monument national : c'est l'une de ses chansons, diffusée sur une radio catholique le 25 avril 1974, qui donna le signal de la « révolution des œillets ». *Les Vampires*, écrite en 1962, a rythmé toutes les grandes manifestations antiaustérité de 2011 à 2014. Ce soir de juillet 2017, il n'y a que quelques dizaines de voix pour reprendre le refrain sous les banderoles : « *Ils mangeront tout/Ils mangeront tout/Ils mangeront tout/ Et ne laisseront rien* ». Les personnes rassemblées devant le ministère des finances, pour beaucoup assises sur des chaises en plastique, réclament la fin du travail précaire. Il y a là des professionnels de santé, des personnels de l'éducation nationale, des chercheurs, affiliés aux « précaires inflexibles » ou à la grande centrale Confédération générale des travailleurs portugais - Intersyndicale nationale (CGTP-IN). Le gouvernement lui-même estime à cent mille le nombre de précaires employés par l'État. S'ils ne sont qu'une poignée ce soir-là, c'est que l'humeur, au Portugal, n'est pas à la mobilisation sociale.

« *Aujourd'hui, le pays tout entier respire mieux. Nous sommes redevenus optimistes, nous sommes sortis de la dépression mentale* », sourit dans sa barbe courte M. José Maria Costa, maire socialiste de Viana do Castelo, une commune de 80 000 habitants du nord du pays connue pour ses chantiers navals et ses plages propices au surf. « *Nous soufflons, nous sentons tous la reprise, après avoir pris coup sur coup pendant quatre ans* », renchérit M. Fernando Gomes, 54 ans, chauffeur de bus à Lisbonne et syndicaliste. Il y a six ans et demi, en mars 2011, le pays faisait figure de très mauvais élève de la zone euro, au même titre que l'Espagne et la Grèce. Étranglé par un déficit public représentant 7,4 % du produit intérieur brut (PIB) et des taux d'intérêt à plus de 7 %, sa note dégradée par les agences de notation, il se résignait à faire appel, quelques mois après l'Irlande, à une aide extérieure massive : 78 milliards d'euros. Le pays passait alors sous les fourches caudines des technocrates de la « troïka », formée du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE). Les mesures exigées allaient même être aggravées par le gouvernement de droite, une coalition entre le Parti social-démocrate (PSD) et le Centre démocrate et social - Parti populaire (CDS-PP, ou CDS) issue des élections législatives anticipées de juin 2011.

Un déficit public inférieur à celui de la France

Six ans plus tard, et deux ans après le virage politique opéré à l'occasion du retour des socialistes au pouvoir, les indicateurs économiques suscitent la surprise, quelque peu envieuse, de la plupart des pays européens. Après plusieurs années de récession, la croissance atteint 2,8 % par an. Le taux de chômage, qui a culminé à 16,2 % en 2013 (860 000 personnes), est tombé à 9,1 % (441 000) en juillet dernier, soit sous la moyenne de la zone euro (9,3 % à la même date) et celui de la France (9,6 %). Quant au déficit public, Lisbonne fait à nouveau mieux que Paris : il affiche pour 2016 un enviable 2 % du PIB, contre 4,4 % en 2015. Surtout, il est bien en dessous des 3 % exigés par le pacte de stabilité et de croissance européen et loin devant les 3,4 % de la France. Mieux, le gouvernement portugais table sur un budget à l'équilibre en 2020.



SANDRA BERNARDO. – Homme descendant les escaliers, Lisbonne, 2012

Il compte pour cela sur les trois secteurs qui tirent la croissance : les exportations de fournitures industrielles et d'équipements automobiles, les activités traditionnelles (comme le textile) et le tourisme. Ce dernier bat record sur record. Le Portugal a reçu 11,4 millions de visiteurs en 2016, et un quart des emplois créés cette même année l'ont été dans le secteur touristique. À Lisbonne, aux terrasses des cafés et des restaurants comme dans les rames de métro, on entend le week-end plus de français, d'anglais et d'allemand que de portugais. Chaque rue de la capitale offre à la vue des tas de ciment et des échafaudages : on

réhabilite à tout-va les vieux immeubles. Les Lisboètes pestent contre les locations saisonnières qui occupent des bâtiments entiers et contre les *tuk-tuk* (taxis tricycles à cabine) qui encombrer les rues et les places du vieux Lisbonne. Consécration du bon résultat en matière d'orthodoxie budgétaire : Bruxelles a annoncé, en mai dernier, la sortie du pays de la procédure de déficit excessif ouverte en 2009. « *C'est une très bonne nouvelle pour le Portugal* », a commenté M. Pierre Moscovici, le commissaire européen chargé des affaires économiques, avant d'ajouter, en juillet, que la réduction du déficit était « *durable* ».

Les fées européennes qui se sont penchées sur le berceau du Portugal n'avaient pas toujours été aussi bienveillantes. À l'automne 2015, Lisbonne a donné des sueurs froides à Bruxelles et à Berlin quand s'est formée une alliance inédite entre le Parti socialiste, le Bloc de gauche, le Parti communiste portugais (PCP) et les Verts (*lire l'article ci-dessous*). La feuille de route du socialiste António Costa, fraîchement élu premier ministre, ancien maire de Lisbonne, était pour le moins originale dans l'Europe d'alors : respecter les engagements pris auprès de la Commission européenne, notamment en matière de réduction du déficit public... tout en redonnant du pouvoir d'achat aux Portugais, laminés par quatre ans d'austérité. Soit le contraire des politiques prônées par Bruxelles.

Quand la flexibilité fragilise aussi les entreprises

« *Certains partenaires européens avaient des doutes* », raconte aujourd'hui pudiquement M. Pedro Nuno Santos, secrétaire d'État chargé des affaires parlementaires. « *Il a été très difficile de négocier le premier budget, d'autant qu'il a fallu le boucler très vite après l'arrivée au pouvoir d'António Costa*, se souvient l'économiste José Gusmão, membre du bureau politique du Bloc de gauche et assistant de la députée européenne Marisa Matias. *La position des institutions européennes à l'égard du nouveau gouvernement était très négative. Plus dure qu'envers d'autres pays, comme la France ou l'Espagne, qui affichaient pourtant des déficits bien au-dessus des 3 %.* » Les admonestations, pressions, déclarations alarmistes et méprisantes allèrent au-delà du premier budget présenté par le nouveau gouvernement portugais. Ainsi, en juin 2016, M. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, prôna pour le Portugal un nouveau plan de sauvetage « *s'il ne respecte pas ses engagements* ». Un mois plus tard, M. Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro, menace le Portugal – et l'Espagne – de geler les fonds structurels pour cause de déficit excessif... en 2015, soit l'année précédant l'arrivée des socialistes au pouvoir. La menace ne sera pas mise à exécution, pour cause de divergences au sein de la Commission.

M. Costa est souvent qualifié d'« habile ». Car il a su jusqu'à présent naviguer entre le respect des compromis passés avec Bruxelles et la volonté de ses alliés de tourner la page de l'austérité. « *Ce qui a été décidé, c'est que cette*

« Gerinçõça »,

MONSIEUR Pedro Nuno Santos ne manque pas d'humour. Le secrétaire d'État chargé des affaires parlementaires, 40 ans tout juste, a posé en bonne place dans son bureau une caricature d'Helder Oliveira parue dans le magazine portugais *Expresso*. Au volant d'un tricycle foudroyant et fumant, le premier ministre socialiste António Costa regarde droit devant lui, chevelure blanche ondulante et lippe gouailleuse. Une main sur son épaule, l'autre tendue vers l'avant, le secrétaire général du Parti communiste portugais (PCP), M. Jerónimo de Sousa, lui montre la voie à suivre. Perchée sur une aile du véhicule, la dirigeante du Bloc de gauche Catarina Martins, une burette à la main, verse de l'huile sur la chaîne de l'engin. Et voilà résumée la coalition parlementaire qui, depuis novembre 2015, dirige le pays. Une alliance que l'ancien député du Parti social-démocrate (PSD, droite) Vasco Pulido Valente qualifie de « *gerinçõça* », ce que l'on peut traduire par « bidule », « truc » ou « machin ». Pour méprisant qu'il soit, le vocable dit bien la surprise suscitée à Lisbonne par les accords qui lient, depuis octobre 2015, le Parti social-démocrate et social - Parti populaire (PS), le PCP, les Verts et le Bloc de gauche, souvent comparé au Syriza grec ou à La France insoumise de M. Jean-Luc Mélenchon.

L'alliance est inédite en quarante ans de vie démocratique. Si le Parti socialiste gouverne seul, il est appuyé au Parlement par les trois autres formations, avec lesquelles il a signé des accords bilatéraux qui précisent leurs souhaits respectifs pour la politique à mener. La coalition n'a pas été facile à constituer. Le premier obstacle a été le refus du PCP de s'asseoir à la même table que le Bloc de gauche. Les négociations se sont donc menées entre les socialistes et les communistes d'une part, les socialistes et les dirigeants du Bloc d'autre part. Cela a contribué à un scepticisme largement partagé, y compris au sein des formations concernées. Mais l'attelage fonctionne et obtient même des résultats qui satisfont la population et les instances européennes, aux aspirations pourtant contraires (*lire l'article ci-dessus*).

QUAND les résultats des élections législatives du 4 octobre 2015 tombent, l'incertitude est totale à Lisbonne. La coalition sortante de droite réunissant le PSD et le Centre démocrate et social - Parti populaire (CDS-PP, ou CDS), aux affaires depuis 2011, est majoritaire en voix, avec 36,86 % des suffrages exprimés, même si elle en perd 700 000 par

rapport au précédent scrutin. Elle paie, plutôt faiblement, l'austérité très sévère des années 2011-2014. Les partis de gauche progressent tous et, avec 107 députés sur 230, le bloc de droite est minoritaire à l'Assemblée. Les composantes de la gauche, cependant, sont divisées. Entre le PS et le PCP règne une méfiance qui date de l'immédiat après-« révolution des œillets ». Ce dernier a toujours refusé de cautionner l'orientation, trop droitière à son goût, de la figure historique socialiste Mário Soares (1924-2017), nommé premier ministre en 1976. Les deux formations historiques de la gauche s'opposent aussi sur l'Union européenne : le PCP veut en sortir, alors que le PS se dit non seulement pro-européen, mais aussi engagé par les compromis passés avec Bruxelles en matière d'orthodoxie budgétaire. Sur ce point, les divergences sont grandes, également, entre les socialistes et le Bloc de gauche, issu de la fusion, en 1999, de divers partis et mouvements d'extrême gauche. Ce dernier prône désormais la sortie de l'euro, obstacle selon lui à la souveraineté du pays et à une politique économique propre, la restructuration de la dette portugaise et la sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Autant dire que, lors de la campagne pour

les élections législatives de 2015, bien peu imaginent une alliance.

« **L**A QUESTION a été posée la première fois pendant un débat entre António Costa, chef de file du Parti socialiste, et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche, se souvient José Gusmão, économiste et membre du bureau politique du Bloc de gauche. *Elle a proposé de soutenir un gouvernement conduit par le PS à condition que ce dernier abandonne trois mesures-phares de son programme : la libéralisation des licenciements, le gel des pensions et la réduction des contributions patronales à la Sécurité sociale. António Costa n'a pas répondu, ni lors du débat ni au cours des jours suivants.* » À l'issue des législatives, le président de la République décide de reconduire au poste de premier ministre le chef de la coalition de droite sortante, M. Pedro Passos Coelho, l'homme qui a mené la politique d'austérité lors de la législature précédente. Deux options sont alors sur la table pour le PS, qui a obtenu 32,31 % des voix et 86 sièges : soutenir un gouvernement de droite ou passer alliance avec le PCP, les Verts et le Bloc de gauche pour le faire tomber. La Coalition démocratique unitaire, qui



SANDRA BERNARDO. – Banc de parc, Lisbonne, 2013

majorité essaierait d'augmenter les revenus des Portugais, surtout les plus pauvres, en tenant compte le plus possible des règles européennes», explique Gusmão.

Sous la «troïka» et le gouvernement de droite PSD-CDS, la population a connu une réduction ininterrompue de ses revenus. Le salaire minimum a, pour la première fois de son histoire, connu une baisse de sa valeur réelle : gelé à 485 euros brut mensuels (sur quatorze mois) de 2011 à 2014, il a été, dès 2013, amputé par une hausse des cotisations sociales. Les pensions des retraités et les salaires des fonctionnaires ont diminué, d'abord pour les mieux rémunérés d'entre eux, puis pour tous avec la suppression des treizième et quatorzième mois. Le montant net des rémunérations a aussi baissé du fait de l'augmentation des cotisations retraite et des cotisations pour la Sécurité sociale. Citons encore la majoration des heures supplémentaires divisée par deux, la suppression de primes, la baisse des indemnités chômage et de leur durée. Le passage de huit à cinq tranches dans le barème de l'impôt sur le revenu a automatiquement augmenté le montant payé par les moins imposables. Réduction des salaires et des pensions, réduction des budgets pour les services de l'État, santé et éducation comprises, cessions d'entreprises publiques, jours fériés : le coup de rabot était brutal.

Au siège de l'Associação Sindical do Povo de Tráfego da Carris (ASPTC), le syndicat des travailleurs roulants des bus et tramways lisboètes, la première moitié de la décennie a laissé un très mauvais souvenir. MM. Fernando Gomes, 54 ans, Victor Santos, 45 ans, et João Pisco, 41 ans (respectivement vingt-neuf, onze et dix-huit ans d'ancienneté), en sont encore sonnés. «*Déjà, sous le gouvernement Sócrates (1), les heures supplémentaires n'étaient plus majorées que de 25 % au lieu de 50 %. Avec la "troïka", nous sommes passés d'un salaire moyen de 1 100 euros à 900 euros, explique M. Pisco. L'État n'injectait pas d'argent dans la Carris, qui s'endettait auprès des banques. Quand la "troïka" est arrivée, l'administration a réduit, réduit, réduit : les salaires, le nombre de bus, les coûts de fonctionnement. Elle a aussi gelé les carrières et augmenté le prix des titres de transport. Des chauffeurs ont émigré parce qu'ils ne pouvaient plus rembourser leurs emprunts. Le service s'est dégradé, avec moins de bus sur une même ligne. Les bus eux-mêmes n'étaient plus réparés, sauf en cannibalisant les autres !*» M. Santos renchérit : «*Les usagers sont devenus agressifs, parce que les temps d'attente étaient extrêmement longs et qu'ils étaient eux-mêmes pressurés. Chez les chauffeurs, tout ça a causé des problèmes financiers, des tensions familiales, de la détresse psychologique. Le seul point positif de cette période, c'est que nous*

roulions beaucoup mieux : le nombre de voitures en circulation avait diminué.»

Tous ont applaudi à l'arrivée de M. Costa. La Carris, que le gouvernement de droite voulait céder au privé, a été municipalisée. Les salariés ont récupéré l'intégralité des treizième et quatorzième mois et la majoration de 50 % des heures supplémentaires. En janvier prochain, le gel de l'ancienneté sera totalement levé. «*Notre situation et celle des usagers s'améliorent lentement. L'entreprise a commencé à embaucher, soixante-dix personnes l'an dernier, cent cette année, affirme M. Santos. Le nombre de passagers a augmenté, parce que l'emploi a repris et que les gens qui travaillaient ont besoin de se déplacer. Les réductions pour les jeunes et les personnes âgées ont été rétablies. Mais nous manquons toujours de bus. Et je gagne 200 euros par mois de moins qu'en 2011.*»

Toutes les mesures d'austérité n'ont pas été balayées en deux ans, et la récupération du pouvoir d'achat est lente. Le gouvernement de M. Costa procède à une politique des petits pas, plus rapides cependant que prévu, aiguillonné qu'il est par ses alliés du PCP et du Bloc de gauche. Ainsi, les socialistes s'étaient engagés à porter le salaire minimum à 600 euros brut mensuels. À la moitié de la mandature, le smic portugais est aujourd'hui de 557 euros brut mensuels (sur quatorze mois). Les

retraites et les salaires de la fonction publique ont commencé à retrouver les niveaux précédant l'entrée dans l'austérité. Le gouvernement est revenu également sur l'augmentation de certaines taxes, notamment de la TVA sur certains biens et services, passée de 6 % à 23 % pour l'électricité et le gaz, divers produits alimentaires ainsi que la restauration. L'énergie a retrouvé son taux antérieur, et l'addition au restaurant est quelque peu allégée, avec une TVA à 13 %. «*Avec ces petites hausses du salaire minimum et des retraites, nous voyons une reprise de la consommation, se réjouit M. João Vieira Lopes, président de la Confédération patronale du commerce et des services (CCP). Les gens qui gagnent 20, 30 euros de plus par mois les dépensent dans l'alimentation, la restauration, l'habillement.*» La CCP a été la seule organisation patronale à ne pas critiquer d'emblée le gouvernement Costa. Et pour cause : au Portugal, 97 % des entreprises du secteur sont de très petites entreprises. Elles ont pris les mesures d'austérité de plein fouet : au plus fort des restrictions, cent points de vente fermaient chaque jour. «*Les technocrates de la "troïka" étaient très dogmatiques, reprend M. Vieira Lopes. Ils n'avaient pas compris que leurs mesures allaient conduire à une récession très forte. Nos réunions avec eux se passaient mal, nous parlions à un mur.*»

L'émigration comme soupe de sécurité

La politique de la «troïka», aggravée par celle du gouvernement PSD-CDS, a engendré une émigration massive semblable à celle des années 1960, principalement des jeunes les plus qualifiés. «*Cinq cent mille personnes ont quitté le pays, soit plus de 10 % de la population active et beaucoup de jeunes diplômés*», souligne Raquel Varela, professeure à l'Université nouvelle de Lisbonne, spécialiste de l'histoire du travail. Le gouvernement les y a encouragés : «*L'émigration a été une véritable soupe de sécurité dans un contexte social tendu*», affirme l'universitaire. Aujourd'hui, beaucoup s'en inquiètent. «*C'est un danger pour le pays, d'autant que la démographie n'est pas vaillante*», souligne João Duque, professeur d'économie. «*Nous avons du mal à recruter des travailleurs qualifiés*», se lamente M. Artur Soutinho, président du conseil d'administration de More Textile, florissante entreprise de linge de maison de Guimarães dont les clients sont des marques américaines et européennes. Ces deux fervents partisans de l'austérité ne voient pas de paradoxe entre leur appui aux mesures de réduction des salaires et à la loi de 2012, qui a flexibilisé le travail, et leur inquiétude d'aujourd'hui. M. Soutinho craint que le gouvernement ne remette en cause la «banque d'heures», un volant de deux cents heures supplémentaires annuelles par salarié payées au tarif normal et utilisables à la discrétion de l'employeur. Son inquiétude ne semble pas fondée : pour le moment, ni le Bloc de gauche, ni le PCP, ni la CGTP-IN, qui exigent sa suppression, n'ont été entendus.

Les alliés du Parti socialiste, syndicat CGTP-IN inclus, commencent à trouver le temps long. «*Le taux de chômage dans notre région est plus faible qu'au niveau national, mais les embauches se font en contrat à durée déterminée via des boîtes d'intérim*», lance M. Domingos Costa, représentant communiste de Vila Nova de Famalicão. La crise justifie tout : licencié, baisser les salaires. Mais il n'y a pas de retour à la situation antérieure quand l'activité reprend. Pas d'avancée sur la brûlante question des conventions collectives, dont la durée a été réduite et qui, surtout, deviennent caduques en cas d'échec des négociations de renouvellement. Pas de progrès concernant la précarité du travail. «*Dans ce domaine, nous avons obtenu très peu, hormis la hausse du salaire minimum et l'intégration programmée des précaires de l'État. En fait, regrette l'économiste du Bloc de gauche Gusmão, ce gouvernement pense que la flexibilisation du travail a été une très bonne politique, et il n'a pas la volonté de la remettre en cause. C'est un point de tension très fort.*»

Le premier ministre se trouve aujourd'hui confronté à des revendications de redistribution plus rapide et plus large. Elles s'expriment pour le moment à voix basse, mais pourraient prendre de l'ampleur. «*Nous voulons une politique d'investissement public centrée sur les secteurs où nous avons des déficits externes : l'énergie, le logement, les produits alimentaires*, explique Gusmão. Car, avec la relance de la consommation, les importations tendent à augmenter, ce qui aggrave encore notre déficit commercial. C'est là que le bât blesse : les mesures de rattrapage du pouvoir d'achat ont été largement financées par la baisse de l'investissement public. Celui-ci a chuté de 30 % en 2016, atteignant le niveau le plus bas depuis soixante-dix ans.

GWENAEÛLE LENOIR
ET MARIE-LINE DARCY.

(1) M. José Sócrates, premier ministre du 12 mars 2005 au 21 juin 2011, ancien secrétaire général du Parti socialiste portugais.

l'alliance inattendue

regroupe le PCP et les Verts, a rassemblé 8,25 % des suffrages et obtenu 17 députés. Elle est dépassée par le Bloc de gauche : 10,19 % des électeurs et 19 sièges. «*Il était possible que le Parti socialiste s'abstienne lors du vote de confiance, raconte le politiste André Freire. Cela n'aurait pas été inédit, et certains, au sein du PS, y étaient favorables.*» M^{me} Martins le craignait et n'en aurait guère été étonnée : «*Le PS s'est présenté aux élections avec le programme le plus à droite de toute son histoire, rappelle la jeune coordinatrice du Bloc de gauche. Il avait abandonné clairement toutes ses références sociales-démocrates, en particulier en adoptant la "flexibilisation" du travail et en avançant l'idée d'un plafonnement de la Sécurité sociale.*» Les socialistes semblent hésiter : «*Une fois les résultats tombés, Catarina Martins et le PCP se sont une nouvelle fois dits ouverts à des discussions, se souvient Gusmão. La réponse, arrivée dans la nuit, a été ambiguë.*» Des négociations intenses s'ouvrent. Au Parlement, aux sièges des partis, la plupart du temps à huis clos. Elles durent trois semaines, et chaque point est âprement disputé : «*Tout, finalement, a été une question de rapport de forces et de conjoncture*», reprend M^{me} Martins. Elles aboutissent finalement aux accords

de soutien parlementaire. «*Les trois dirigeants devaient s'entendre, affirme M. Nuno Santos, le secrétaire d'État socialiste chargé des affaires parlementaires. Il y avait une ambiance qui faisait pression dans ce sens, un appel populaire à mettre fin à l'austérité.*»

Le contexte auquel se réfère M. Nuno Santos n'est pas seulement portugais. De Lisbonne, les dirigeants socialistes observent la déconfiture des partis socialistes européens convertis à l'idéologie libérale. Le Pasok grec vient de passer de 43,92 % aux législatives de 2009 à moins de 5 % en 2015 après des années de politique d'austérité et d'alliance avec la droite. «*Le déclin des socialistes, en Grèce, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Espagne, en France, est omniprésent dans la tête de M. Costa. Il a conscience que les alliances avec la droite sont un danger en termes de survie pour les partis socialistes. Il pense qu'il faut changer l'Europe.*» Cette conviction n'a pu qu'être renforcée par la fin de la présidence de M. François Hollande et la déroutante du PS français, entre éclatement interne et échec électoral cuisant.

L'originalité de la solution portugaise, ce sont les conditions de l'alliance : au cours des négociations,

il est décidé que le PS gouvernera seul. Ni les Verts, qui en sont très proches, ni le PCP, ni le Bloc de gauche ne veulent entrer au gouvernement. Ils l'appuieront au Parlement, votant les lois qu'ils approuvent, s'abstenant ou votant contre celles qu'ils condamnent, et gardent leur capacité d'initiative.

Car aucune des parties n'a mis sous le boisseau ses divergences avec l'autre. Les négociations sont permanentes. Le secrétariat d'État chargé des affaires parlementaires s'enorgueillit d'en être la cheville ouvrière : «*Le régime portugais est semi-présidentiel. Le gouvernement décidait, le Parlement entérinait. Avec cette alliance, le Parlement a regagné une place centrale. Nous avons des réunions tous les jours, entre le ministre concerné, le Bloc de gauche et le PCP. Il est arrivé que nous en ayons seize dans une même journée !*»

JUSQU'À PRÉSENT, ni le Bloc de gauche ni le PCP n'ont menacé de sortir de l'alliance, et donc de faire tomber le gouvernement. Même si les contradictions sont difficiles à gérer : «*Il y a urgence à modifier la loi sur le travail et à mettre fin à la précarité. Certes le chômage baisse, mais les*

emplois créés ne sont pas de bonne qualité, critique M. António Esperança, responsable du Parti communiste dans le district de Braga, dans le nord du pays. *Nous avons des divergences avec ce gouvernement. Mais l'important est d'empêcher le retour aux affaires d'une droite néolibérale.*» Le Bloc de gauche se vante de faire pression sur le gouvernement par des interpellations publiques. Ce qui dans une certaine mesure fonctionne : «*Le PS est plus à gauche aujourd'hui qu'il ne l'était avant l'alliance*, souligne Freire. *L'influence de ses partenaires est patente. Dans son programme, la récupération du niveau des salaires et des retraites était prévue pour le milieu de la législature, elle a été mise en place dès le début.*» La loyauté des partenaires du PS s'explique aussi par la popularité accrue de ce dernier. Provoquer des élections anticipées serait aujourd'hui périlleux, tant pour le Bloc de gauche que pour le Parti communiste.

Gerinçoa ? C'était une insulte hier, affirme M. Nuno Santos. *L'emploi de ce mot voulait souligner la précarité et la fragilité de nos accords. Or nous avons prouvé, depuis deux ans, que cette construction est solide et parvient à de bons résultats.*»

Cuba veut

Le président Raúl Castro a annoncé qu'il quitterait ses fonctions en 2018. Pressenti pour le remplacer, le premier vice-président Miguel Díaz-Canel est né un an après l'arrivée des guérilleros à La Havane en 1959. Une telle passation constituerait une petite révolution, dans la foulée de celle que M. Castro a tenté d'impulser en vue d'«actualiser» le modèle économique cubain.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL **RENAUD LAMBERT**

(travailleurs à compte propre et coopératives) représente désormais 30 % de la population active (pour un total d'environ cinq millions de personnes).

Les centres-villes bourdonnent d'une activité jusqu'alors rare. La Havane découvre ses premiers (petits) embouteillages, notamment sur le Malecón, son célèbre front de mer. Loin de la capitale, la circulation s'avère parfois tout aussi délicate. La rue principale de Cárdenas, plus à l'est, ressemble à une ruche où vélos-taxis et charrettes se disputent les bandelettes de bitume qui serpentent entre les nids-de-poule. À Trinidad, au bord de la Caraïbe, le nombre de restaurants a été multiplié par neuf depuis 2010. Pas un rez-de-chaussée du centre-ville où l'on n'ait quelque chose à vendre : des souvenirs en cuir, d'autres en bois, des colifichets, des statues d'Indiens Sioux (!), des peintures que l'on distingue à peine les unes des autres... Et, toujours, l'effigie du Che : sur des tasses, des casquettes, des tee-shirts, des cendriers. «Avec Raúl, le pays a davantage changé qu'en cinquante ans de révolution», concluent d'une même voix les personnes que nous interrogeons. Car l'«actualisation» ne se limite pas aux *cuentalpropistas*.

Sur les arbres qui bordent le Paseo del Prado, une avenue ombragée du centre de la capitale, des affichettes attirent l'œil : «À vendre, maison de deux étages, libre : arriver et s'installer, 25 000 dollars», «À vendre, appartement capitaliste, centre de La Havane, 18 000 dollars». Depuis 2011, les Cubains peuvent acheter et vendre des logements, y compris «capitalistes», c'est-à-dire construits avant la révolution («un gage de qualité», nous explique-t-on). Tout comme les professions désormais autorisées étaient pratiquées discrètement avant 2011, le marché de l'immobilier ne vient pas d'apparaître. Il est maintenant légal et encadré : seuls les résidents peuvent obtenir un titre de propriété. À Cuba, toutefois, les règles sont strictes, mais les gens souples.

«Où pourrais-je trouver un agent immobilier?», interroge-t-on sous la chaleur printanière en s'approchant d'un petit groupe qui s'est formé autour d'un arbre. «Moi, je m'occupe de cela», nous répond une jeune femme en nous tendant sa carte : la profession figure à la position 148 dans la liste de celles récemment autorisées. Sur un petit cahier d'écolier corné, elle griffonne les propositions d'achat et de vente des personnes qui viennent à sa rencontre ce dimanche après-midi. La requête d'un étranger désireux d'acquiescer un bien ne la surprend pas. Elle dispose d'ailleurs d'une solution toute trouvée à la difficulté qu'il rencontre : «Tu épouses une Cubaine, c'est tout!» Le coût de l'opération? «Environ 2 500 dollars.» Pour porter ses

fruits en matière de propriété immobilière, l'union doit durer cinq ans. «Mais, précise notre courtière, la jeune femme que je vais te présenter sera si belle que tu ne voudras pas la quitter.»

«Environ 2 500 dollars? Elle s'est bien moquée de toi», s'amuse Fernando, artiste, dans un rire profond qui fait vibrer sa bedaine. «La plupart des gens se marieraient gratuitement! Tu te rends compte de l'argent qu'on peut se faire avec une double nationalité?» En octobre 2012, La Havane a levé les restrictions concernant les voyages de ses ressortissants à l'étranger (4). Les Cubains jouissant d'une double nationalité peuvent désormais se passer de visa pour aller et venir entre la France, par exemple, et l'île, les valises chargées de biens de consommation qu'ils revendent à prix d'or une fois de retour. «Il y a tout un tas de personnes qui ne vivent plus que de ça, nous éclaire Fernando. Et très confortablement, d'ailleurs.»

À la suite du rapprochement diplomatique entre Washington et La Havane engagé par MM. Raúl Castro et Barack Obama à partir de 2015 (5), la succession de «premiers historiques» donne le tournis : premier concert des Rolling Stones; premier tournage d'un film hollywoodien à gros budget (*Fast & Furious 8*); construction du premier hôtel cinq étoiles «plus»; premier défilé de mode (organisé par Chanel et Karl Lagerfeld); première réservation de chambre effectuée sur le site Airbnb, désormais opérationnel dans l'île; premier accostage d'un navire de croisière américain depuis 1959... En 1961, les révolutionnaires repoussaient l'invasion de mercenaires financés par Washington dans la baie des Cochons. En 2017, le magazine *How to Spend It* concluait que la «monumentale année 2016» avait transmis un message : «L'invasion gringo a officiellement commencé» (6).

Bienvenue au Free Market Havana Tour

L'an passé, l'île a reçu quatre millions de touristes, un record qui place le secteur au deuxième rang de ses sources de devises (derrière la vente de services, notamment ceux de médecins, et les envois d'argent). Alors que l'activité croît de 5 à 10 % depuis vingt ans, 2016 a été marquée par une explosion du nombre des arrivées en provenance des États-Unis : 615 000 (dont 286 000 non-Cubano-Américains, un chiffre en hausse de 74 % par rapport à 2015). L'année 2017 pourrait être marquée par un recul : M. Donald Trump a promis de revenir sur certaines des mesures d'ouverture de son prédécesseur, et l'ouragan Irma a dévasté une partie des infrastructures de la côte nord au mois de septembre. Mais les touristes boudent-ils longtemps les plaisirs que leur promet l'île?

«La qualité de l'expérience que vous pourrez vivre à Cuba est de premier ordre», explique un spécialiste du secteur à la journaliste de *How to Spend It*. Car rien n'est plus agréable aux touristes raffinés que de mêler plages paradisiaques et contenu culturel. Et, dans ce domaine, la révolution a travaillé à enchanter ses futurs hôtes : «Si vous vous intéressez à l'afro-centrisme, vous pourrez rencontrer un historien respecté, un représentant distingué de la scène hip-hop ou un militant de la cause des femmes noires dans les quartiers populaires. (...) Des spécialistes américains réfléchissent même à des expériences LGBT

(1) Pour une chronologie complète, consulter «Cuba. Ouragan sur le siècle», *Manière de voir*, n° 155, 8,50 euros, en kiosques.

(2) Nous renonçons donc ici à présenter les patronymes. Les prénoms ont été modifiés.

(3) Lire «Ainsi vivent les Cubains», *Le Monde diplomatique*, avril 2011.

(4) Sauf pour certaines professions jugées stratégiques, comme les médecins.

(5) Lire Patrick Howlett-Martin, «Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane», *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(6) Lydia Bell, «Cuba's travel revolution», *How to Spend It*, Londres, 10 janvier 2017.



ADELAP. – De la série « Il fait trop chaud pour aller vite, La Havane », 2017

GUIMBARDES AMÉRICAINES, façades délabrées, esthétique désuète : pour la plupart des observateurs, la vie quotidienne cubaine illustre l'obsolescence de sa rhétorique politique. Communiste, l'île serait figée dans le passé. L'odeur de la naphthaline ne s'y estomperait que le temps d'une fumerolle de paraffine : âgé de 86 ans, le président Raúl Castro commence rarement ses discours sans souffler de bougies. «Les 55 ans de la proclamation du caractère socialiste de la révolution», lors de l'ouverture du VII^e Congrès du Parti communiste de Cuba (PCC), le 16 avril 2016; «le 161^e anniversaire de la naissance de notre héros national José Martí», lors de l'inauguration du port de Mariel, le 27 janvier 2014; «les 55 ans de triomphe de la révolution», lors de la clôture d'une session de la 8^e législature de l'Assemblée nationale, le 21 décembre 2013...

Si, de la place de la Révolution, à La Havane, aux immenses panneaux qui marquent l'entrée dans la ville de Cienfuegos, les visages des héros de la Sierra Maestra semblent omniprésents, il s'agit peut-être moins de convoquer un passé révolu que de donner corps à une actualité. Figée, l'île l'est sans doute, mais dans le présent : celui d'une révolution toujours en dispute.

Près de soixante ans après son «triomphe», reste à savoir comment les *barbudos* apprécieraient l'évolution du pays pour lequel ils ont donné leur vie. Un Ernesto «Che» Guevara ressuscité reconnaîtrait-il sa terre d'accueil? La continuité de la lutte le frapperait-elle autant que le changement? Pas si sûr, puisqu'un journaliste ayant parcouru l'île en 2011 peine déjà à retrouver ses marques six petites années plus tard...

Musée de la révolution, La Havane. Les salles de l'ancien palais présidentiel relatent, année après année, la geste d'une guérilla aux mille et un rebondissements : attaque contre la caserne de la Moncada, le 26 juillet 1953; embarquement sur le yacht *Granma*, le 25 novembre 1956; arrivée victorieuse de Fidel Castro à La Havane, le 8 janvier 1959 (1)... Des récits de batailles épiques aux conflits larvés de la guerre froide, une seule pièce a été consacrée aux questions économiques et sociales. Et encore, elle est en réfection : les visiteurs sont invités à la traverser rapidement.

Il faut passer par-dessus la barrière de sécurité – avec l'accord d'une préposée que l'effronterie a sortie de sa léthargie – pour s'approcher de l'un des panneaux posés, de guingois, contre un mur. Y est affichée la «une» de l'édition du 16 mars 1968 de *Granma*, l'organe officiel du PCC : «Nous allons assainir l'atmosphère, nous allons tout nettoyer, nous allons créer un vrai peuple de travailleurs», explique Fidel Castro, en lettres majuscules. Plus bas, le quotidien détaille les mesures de la grande «offensive révolutionnaire» que vient d'annoncer le dirigeant : «Les autorités procèdent à la nationalisation de tous les commerces privés qui restaient dans le pays. (...) Non seulement tous les bars privés ont été expropriés, mais tous les bars – y compris ceux de l'État – ont été fermés.» «Nous devons enseigner au peuple que la seule chose qui peut lui permettre de jouir des biens dont il a besoin, qui peut l'enrichir, c'est son travail, sa sueur, ses efforts», conclut Castro.

À deux pas de l'arrière-cour du musée, où, en ce mois d'avril, des touristes accablés par la chaleur contemplent des reliques de la guérilla, les serveurs du Chachachá se trémoussent au rythme d'une reprise de Madonna : «Parce que nous vivons dans un monde matérialiste / Et je suis une fille matérialiste...» Ce restaurant privé – un *paladar* – a ouvert

il y a environ dix-huit mois. Une dizaine d'employés y servent des plats qui raviraient les palais les plus délicats : filet mignon de porc bardé de jambon serrano (environ 14 euros), poisson frais grillé à l'ail (environ 13 euros), langouste à la plancha (environ 19 euros). Ici, les prix sont libellés en pesos convertibles (dits CUC), une devise initialement réservée au secteur touristique mais désormais utilisée par tous. Aux côtés de cette monnaie «forte» alignée sur le dollar en circule une autre : le peso traditionnel, vingt-cinq fois plus faible. Alors que le salaire minimum cubain s'établit à 225 pesos (environ 8 euros), siroter un mojito au Chachachá revient à 5 CUC (environ 4,50 euros).

On ne comptait qu'une centaine de *paladares* à La Havane en 2010; leur nombre dépasse à présent deux mille. «Une bonne dizaine enregistrent sans doute un chiffre d'affaires supérieur au million de dollars», nous assure un fin connaisseur du secteur hôtelier, qui, comme beaucoup de nos interlocuteurs, semble estimer que la discrétion constitue un préalable à la discussion (2).

Les règles sont strictes, mais les gens souples

L'explication de ce bouleversement? L'«actualisation du socialisme cubain», un processus de réformes lancé par M. Raúl Castro dès son arrivée à la présidence (par intérim en 2006, puis à la suite de l'élection de 2008) et validé par le Congrès de 2011 (3). Tout en proclamant s'inscrire dans les traces de son aîné, le chef de l'État a œuvré à la multiplication des «travailleurs à compte propre», désormais invités à participer à la très solennelle parade du 1^{er} mai. Ces autoentrepreneurs tropicaux peuvent exercer l'une des 201 professions autorisées, principalement manuelles : accordeur d'instruments de musique, maçon, loueur de tenues de soirée, clown, vendeur ambulant de produits agricoles, promeneur de chiens, restaurateur... Fidel Castro souhaitait terrasser le secteur privé? Le nombre de *cuentalpropistas* est passé d'environ 150 000 en 2010 à plus d'un demi-million en 2016, et le secteur privé

Il court, il court, le paquet

S'INSTALLER devant un poste de télévision n'est pas forcément plus réjouissant à La Havane qu'à Paris. Bulletins d'information obséquieux à l'égard du pouvoir, émissions éducatives laborieusement didactiques, «sélection» de programmes émanant de TeleSur, qui, bien que largement financée par le Venezuela, n'est pas diffusée en direct... Comment les Cubains font-ils?

«C'est simple, nous répond Mariela. On ne regarde pas la télé!» Ici, on lui préfère El Paquete («le paquet»). Dernière innovation cubaine visant à contourner le verrouillage des ondes, El Paquete propose une sélection d'articles, de bulletins d'information, de séries ou encore de magazines. Conçu à Miami, il circule dans l'île, chaque dimanche : contre la somme de 1 à 2 dollars, chacun peut télécharger le contenu qui l'intéresse à partir du disque dur de son intermédiaire. Selon le magazine *The New Yorker*, il s'agirait de la plus importante entreprise privée de l'île : environ 45 000 «employés» pour un chiffre d'affaires d'un demi-million de dollars par semaine. La sélection parvient à près d'un Cubain sur deux, y compris dans des zones ne jouissant que de quelques heures d'électricité par jour.

La livraison du 5 juin 2017 pesait 921 gigaoctets (Go). On y trouvait plusieurs «cycles de cinéma» classés par genres (cette semaine-là, «Aventure»), par acteurs («Bruce Willis») et par sagas («Terminator»); des informations sur les sorties de jeux vidéo, de films ou encore sur les nouvelles technologies; 41 Go d'émissions de télé-réalité en espagnol et autant en anglais; les dernières publications de Revolico.com, un site d'achat-vente de biens et de services (y compris de prostitution); des jeux vidéo pour tous les types de consoles; des applications pour smartphones; de la musique; des mangas; des séries («classiques», «cubaines», «nouveau-tés»); des documentaires (*Les Grands Crimes de l'histoire*, *Les États-Unis*); une sélection d'épisodes de l'émission «The Voice»; des revues (mode, sport, photo, technologie). Les seules informations politiques proviennent de la presse officielle cubaine (*Granma*, *Juventud rebelde*, etc.). Ce qui explique peut-être que, bien qu'illégal, El Paquete soit toléré.

R. L.

LES FRÈRES CASTRO ?

le marché... sans le capitalisme

[lesbiennes, gays, bisexuels et trans] *intelligentes, comme un dîner avec le premier membre trans de l'Assemblée.* De son côté, l'agence de voyages OnCuba Travel nous annonce le lancement prochain du Free Market Havana Tour, une visite guidée de tout ce que la ville recèle d'hommages au dieu Marché (diverses manifestations de la débrouille érigées en incarnation de l'« esprit d'entreprise » ; boutiques de luxe ; centres d'affaires...).

Quelques mois avant le Congrès de 2011, José Azel, chercheur à l'université de Miami, se montrait dubitatif quant aux réformes annoncées par M. Raúl Castro : « Il est clair que peu de choses vont changer (7). » On serait tenté de le contredire. Et pourtant...

« Raúl a fait beaucoup de choses, mais, depuis la visite d'Obama, en mars 2016, on observe le contraire de ce à quoi chacun s'attendait : comme

voracité énergétique : parler avec « un militant de la cause des femmes noires dans les quartiers populaires », d'accord, mais si la discussion est bercée par le ronron d'un ventilateur et accompagnée d'un mojito bien frais !

Le Venezuela constitue en outre la principale destination des services qu'exporte La Havane, notamment ses médecins (trente mille en 2016). L'économiste Carmelo Mesa-Lago concluait que « la part de l'économie [de l'île] liée au commerce avec le Venezuela » avoisinait 21 % du PIB cubain en 2010 (8). D'autres estimations placent désormais le chiffre à 25 %. Si le Brésil accueille un peu plus de quatre mille médecins cubains, la diversification des « débouchés » s'annonce délicate. Sans véritablement surprendre, l'opposition vénézuélienne a proclamé qu'elle entendait rompre avec l'île, dénonçant le président Nicolás Maduro comme un pantin de La Havane.

Augmenter les salaires figure au nombre des priorités affichées par le président. Gonfler les rémunérations sans accroître la production de biens et services conduirait toutefois à doper l'inflation. Par ailleurs, Cuba constitue un cocktail singulier de services sociaux dignes des pays les plus avancés et d'une productivité la reléguant au rang de pays en développement. Doper la seconde pour « sauver » les premiers – le projet affiché par M. Raúl Castro – implique de trancher dans les effectifs de l'État en invitant les Cubains à basculer dans le privé. Or certains dirigeants du PCC identifient le secteur comme l'un des ennemis jurés de la révolution.

« Le problème principal, c'est la rigidité idéologique d'une partie du pouvoir, conclut Pérez. Le pays est en récession, mais leur principale inquiétude, c'est que des gens puissent se constituer un patrimoine. Comme le dit l'économiste Pedro Monreal, alors que la plupart des pays luttent contre la pauvreté, Cuba lutte contre la richesse ! » Le texte programmatique du Congrès de 2016, les *lineamientos*, se caractérise par une certaine rigidification par rapport au précédent. « Au sein des nouvelles formes de gestion non étatiques, la concentration de la propriété par des personnes juridiques ou naturelles ne sera pas permise », proclamait le document de 2011. Le suivant va plus loin en interdisant également la « concentration de richesses ». Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale de juin 2017, consacrée à la discussion de ces *lineamientos*, le sujet le plus discuté a été – de loin – la « menace » de l'accumulation.

S'agit-il toutefois uniquement d'une manifestation du monolithisme idéologique cubain ? De l'autorisation des rémunérations basées sur la productivité à l'augmentation des sommes que les Cubano-Américains peuvent envoyer à leurs proches, la période actuelle se traduit par un accroissement des inégalités assumé par le président. M. Raúl Castro reformule ainsi à sa façon les classiques de la théorie socialiste : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins » mute en « De chacun selon ses capacités à chacun selon son travail » lors d'un discours devant le PCC, le 17 avril 2016. Or, pas plus à Cuba qu'ailleurs, le travail n'explique tout. Entre 70 et 80 % des *cuantapropistas* ont lancé leur « affaire » grâce à l'envoi d'argent de leurs proches exilés à Miami : ils sont en général issus des familles les mieux loties, inquiétées par le projet socialiste. Si bien que le petit patronat émergent provient des franges les plus hostiles au projet politique de la révolution. On y a rarement la peau noire.

« Ici, il y a eu des petits et moyens entrepreneurs jusqu'à l'offensive révolutionnaire du 13 mars 1968, rappelle Rafael Hernández, directeur de la revue *Temas*, qui vient de consacrer un numéro à la question des inégalités. Entre le 1^{er} janvier 1959 et cette date, personne n'avait imaginé dire – ni Fidel ni le Che – que le secteur privé constituait une « classe bourgeoise », étrangère à la révolution. Ce que Raúl a fait, c'est réaffirmer l'idée selon laquelle le secteur privé n'est pas une cellule maligne du capitalisme qui aurait pénétré la société cubaine. Après l'avoir rendue légale, il a fait en sorte que l'activité à compte propre devienne légitime. »

Reste que, dans un contexte où les Cubains ne peuvent pas faire valoir leurs compétences techniques ou scientifiques, ils se trouvent confrontés à ce que la loi du marché offre sans doute de plus violent. « Est-ce que le patron

travaille ici ? » La serveuse de ce grand *paladar* de Trinidad reprend notre question dans un éclat de rire. « Ah non ! Le patron n'est pas là, il se repose ! Et tant mieux, d'ailleurs, parce que, quand il vient, c'est uniquement pour distribuer les ordres. » « Et vos horaires ? », poursuit-on. La jeune femme lève les yeux au ciel... « Est-ce que le secteur privé se développe dans le respect de la loi, notamment du droit du travail ? », continue Hernández. Ça, c'est un problème. Si vous interrogez une personne qui travaille dans un *paladar*, il est fort possible qu'elle explique que le patron lui demande de travailler plus de huit heures, que la règle du salaire égal à travail égal n'est pas respectée, que le patron n'aime pas beaucoup embaucher des Noirs, etc. La solution ? « Faire respecter notre code du travail, mais sans asphyxier le secteur privé par des contrôles intempestifs. Comme on fait en France, par exemple ! »

Un secteur privé sans pouvoir politique

Certes, mais lorsque le secteur privé grandit il finit par se forger un pouvoir qui lui ouvre les portes du monde politique. De sorte qu'en France la définition de ce qui constitue un « contrôle intempestif » dans les couloirs de l'Élysée ressemble davantage à celle du patronat que des syndicats. « Cette préoccupation, nous la partageons, concède Hernández. Mais les circonstances, à Cuba, sont très différentes. Je ne crois pas qu'il existe un seul membre du secteur privé capable d'influencer les autorités politiques à l'heure actuelle. Ce qui ne signifie pas que cela ne représentera pas un problème à l'avenir. »

Deux logiques se heurtent donc dans l'île. Ingénieur en physique nucléaire et chauffeur de taxi, Javier résume la première en ces termes : « Hier, c'est l'URSS qui finançait nos conquêtes socialistes. Aujourd'hui, ce sont les touristes et les petits entrepreneurs : il faut donc un peu plus de marché pour sauver notre révolution. » À cette analyse, également défendue par M. Raúl Castro, s'oppose une autre, qui rassemble les membres les plus orthodoxes du PCC et... les anticapitalistes. Pour eux, l'introduction d'une dose de capitalisme n'aura pas pour principal effet de consolider le socialisme cubain, au contraire... Prenant la parole devant un parterre de patrons désireux d'investir dans l'île, M^{me} Maria Contreras-Sweet, qui représentait le gouvernement Obama, ne s'embarassa pas de pincettes diplomatiques : « Ce que vous devez exporter, ce sont les valeurs américaines et le sens du capitalisme (10). »

Alors, quelle serait la position des héros de la Sierra Maestra : orthodoxie ou réforme ? Peut-être jugeraient-ils la question vaine, se souvenant avec le journaliste Fernando Ravsberg que « le socialisme à la soviétique n'a jamais constitué un projet politique à Cuba : il s'agissait d'un moyen de sauver la révolution, avant tout conçu comme un projet d'indépendance nationale. Dans ces conditions, socialisme ou pas, le combat continue. »

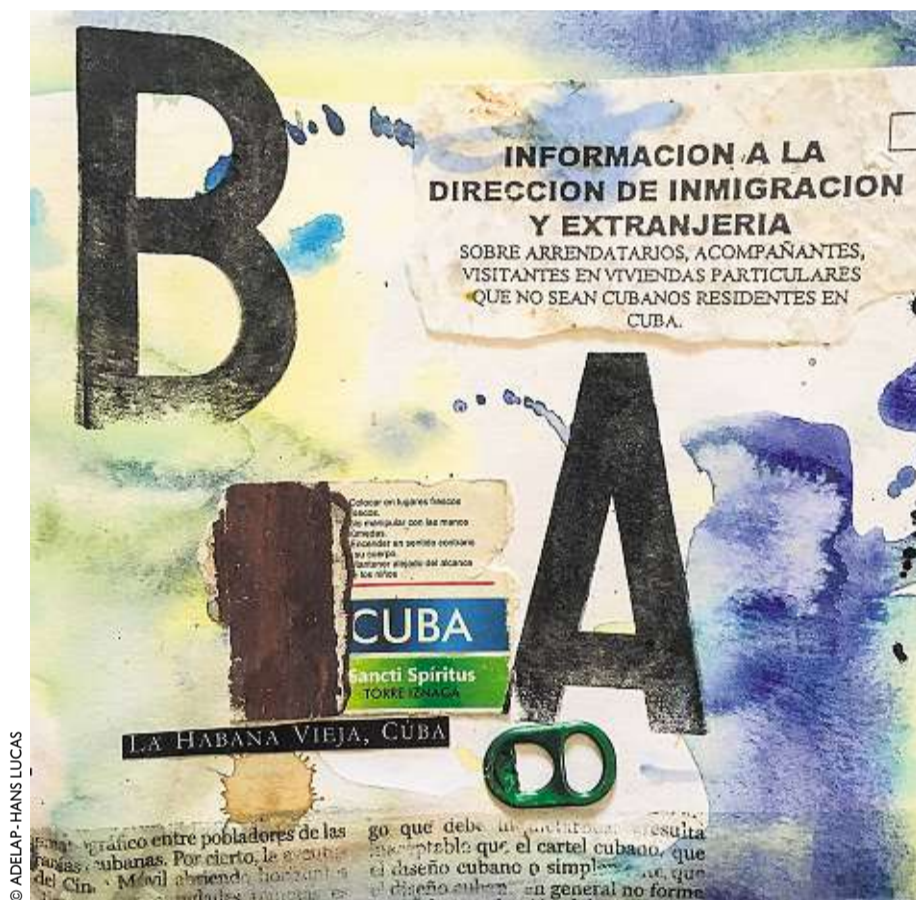
RENAUD LAMBERT.

(7) José Azel, « So much for Cuban economic reform », *The Wall Street Journal*, New York, 10 janvier 2011.

(8) Carmelo Mesa-Lago « La reforma de la economía cubana: secuencia y ritmo », *Estudios de política exterior*, n° 161, Madrid, septembre-octobre 2014.

(9) Lire « Ainsi vivent les Cubains », *op. cit.*

(10) Lucie Robequain, « Comment l'Amérique compte envahir Cuba », *Les Échos*, Paris, 5 mai 2015.



ADELAP. – De la série « Il fait trop chaud pour aller vite, La Havane », 2017

un gel du processus de rapprochement, de part et d'autre du détroit de Floride. » L'économiste qui nous reçoit était réputé avoir l'oreille du président en 2011, certains allant jusqu'à le présenter comme l'un des inspirateurs de l'ouverture économique. Cinq ans plus tard, Omar Everleny Pérez a été expulsé du Centre d'étude de l'économie cubaine de l'université de La Havane au motif qu'il discutait trop volontiers avec les journalistes étrangers. Son éviction illustre surtout la capacité retrouvée des opposants aux réformes de M. Raúl Castro – au sein de l'appareil d'État – à entraver ses desseins. Car le contexte général s'est dégradé.

« Obama aurait dû aller plus loin, poursuit Pérez. Plus il aurait avancé, plus il aurait été difficile à Trump de revenir en arrière. » Si l'arrivée à la Maison Blanche du milliardaire new-yorkais n'augure pas une embelle pour Cuba, les difficultés de l'île s'accumulaient sur le front intérieur avant même le passage de l'ouragan Irma. Dans le domaine économique, notamment : en 2016, le pays a essuyé une récession (-0,9 %), la première depuis la « période spéciale en temps de paix » qui succéda à l'effondrement du bloc soviétique et provoqua un plongeon de 35 % du produit intérieur brut (PIB) entre 1991 et 1994. « C'est l'histoire d'une mort annoncée : il fallait se douter que notre dépendance vis-à-vis du Venezuela aurait des conséquences en cas de problème là-bas. »

« Ici, on lutte contre la richesse ! »

Chute du cours du pétrole, crise politique interminable : la production de richesses vénézuélienne a été amputée d'un cinquième en 2016, alors que l'inflation a dépassé 700 %. Caracas vendait hier à Cuba cent mille barils de pétrole à prix subventionné par jour ; ces envois ont été réduits de 40 % en 2016. Il faut donc économiser l'énergie : certains bureaux du gouvernement ferment plus tôt, on y ouvre les fenêtres au lieu d'allumer le climatiseur, l'éclairage public se fait (encore) plus rare. « Toutes les dépenses non essentielles doivent cesser », a prévenu M. Raúl Castro en juillet 2016. Et ce d'autant plus que le seul secteur économique en croissance, le tourisme, se caractérise par sa

« Tout cela, on le savait, reprend Pérez. C'est justement l'une des raisons pour lesquelles il fallait avancer dans les réformes. Mais Raúl s'est arrêté au milieu du gué. Les mesures initiales qu'il a lancées en appelaient d'autres pour porter leurs fruits. Mais non : on procède au compte-gouttes, et de nouveaux problèmes apparaissent. » Comme les pénuries et les phénomènes d'accaparement.

S'il est légal d'ouvrir un restaurant ou de vendre des pizzas dans la rue, l'État n'a pas prévu de chaîne d'approvisionnement spécifique pour le secteur de la restauration. Les *paladares* siphonnent donc boutiques et marchés. Les conséquences d'un contexte de tension de ce type sont connues : hausse des prix, ce qui oblige certains Cubains à se serrer (davantage) la ceinture ; spéculation, puisqu'on gagne désormais plus en revendant des œufs qu'en travaillant comme instituteur ; et pénurie, comme en août 2014 ou en avril 2016, lorsqu'il était devenu difficile de trouver de la bière dans l'île...

Cela fait trois fois que le téléphone de Pérez sonne. L'économiste finit par décrocher. La conversation est courte. Il range son appareil en secouant la tête, la mine dépitée : « Je travaille avec un jeune type, brillant. On se met d'accord sur les délais des travaux qu'il doit me rendre, et à chaque fois c'est la même chose : ça n'arrive pas. Son truc, c'est l'économétrie, mais il gagne sa vie en louant des chambres à des touristes. Alors, j'essaie de le récupérer, de faire en sorte qu'il ne lâche pas l'économie. Mais, régulièrement, il m'appelle : « Écoute, désolé, j'ai un couple d'Américains qui arrive ce soir. Est-ce que je peux avoir un délai supplémentaire ? » Moi, ça m'agace, mais j'en rigole. Pour le pays, c'est une perte considérable. »

Personne n'imaginerait vivre de son seul salaire à Cuba. Si le *paladar* Chachachá pratique des prix taillés sur mesure pour les touristes, le mojito coûte tout de même 1 CUC dans les quartiers populaires de La Havane, soit un neuvième du salaire minimum mensuel... Chacun doit donc « se débrouiller » en imaginant les combines les plus diverses (9) ou en se rapprochant de secteurs d'activité plus lucratifs : on ne compte plus le nombre de titulaires d'un diplôme d'ingénieur qui travaillent comme serveurs ou qui émigrent, alors que le pays consacre environ 25 % de son budget à l'éducation.

La petite île qui a défié les géants

« IL FAUT que les Cubains gagnent ou que nous perdions tout, même l'espoir », écrivait Jean-Paul Sartre quelques mois après la victoire des guérilleros emmenés par Fidel Castro contre la dictature de Fulgencio Batista. Près de soixante ans plus tard, où en est la petite île qui a désarçonné les géants du XX^e siècle ? D'incontestables réussites, dans le domaine de la santé notamment, ne masquent plus les fissures qui lézardent l'édifice du socialisme caribéen depuis l'effondrement du bloc soviétique. « Le modèle cubain ne fonctionne même plus pour nous », concédait Castro en septembre 2010. Cette nouvelle livraison de *Manière de voir* (1) propose une plongée dans les



archives du *Monde diplomatique*, l'une des publications qui ont le plus attentivement suivi la révolution cubaine, décrivant ses succès comme ses échecs. Outre une riche iconographie et une sélection de textes ayant fait l'objet d'un minutieux travail d'actualisation et de remise en contexte, la publication s'accompagne d'une bande dessinée inédite ainsi que d'un cahier documentaire proposant une autre porte d'entrée dans l'histoire de l'île : des cartes, des données statistiques, des citations, des anecdotes, des chiffres particulièrement éclairants...

(1) « Cuba. Ouragan sur le siècle », *Manière de voir*, n° 155, octobre-novembre 2017, 8,50 euros, en kiosques.

Improbable justice internationale en Syrie

Alors que les pourparlers sur l'avenir de la Syrie doivent reprendre à Genève, les forces fidèles à M. Bachar Al-Assad tirent profit du cessez-le feu conclu avec l'opposition non djihadiste pour réduire les zones contrôlées par l'Organisation de l'État islamique. Mais la perspective d'une paix durable semble presque aussi éloignée que celle d'un jugement pour les exactions commises depuis six ans.

PAR EMMANUEL HADDAD *

« J'ES SUIS FRUSTRÉE, j'abandonne ! (...) Je ne peux plus être dans cette commission qui ne fait absolument rien (1). » En août dernier, M^{me} Carla Del Ponte annonce son départ de la commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie. L'ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) au bilan très contesté claqué la porte de cet organe créé le 23 août 2011, estimant être devenue « un alibi ». Elle accuse le gouvernement syrien de « terribles crimes contre l'humanité », et considère, dans le même temps, que l'opposition syrienne n'est « désormais composée que d'extrémistes et de terroristes ». Trois semaines plus tard, elle demandera la création d'un tribunal international pour la Syrie.

Aveu d'impuissance, cette démission médiatisée a toutefois permis de rappeler l'impunité judiciaire dont bénéficie le gouvernement syrien. Si des crimes et des atrocités sont perpétrés par toutes les parties du conflit, notamment les groupes islamistes armés, le régime est accusé d'être responsable de la mort de très nombreux civils. Lui seraient imputables plus de 90% des tués entre mars 2011 et mars 2017, selon le Réseau syrien des droits de l'homme, une organisation non gouvernementale fondée en juin 2011 par le militant syrien Fadel Abdul Ghani (2), membre de la Coalition internationale pour la « responsabilité de protéger ». Ce principe controversé (3), mentionné lors du sommet mondial de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2005, spécifie que l'État est le premier responsable de la protection

de la population civile contre les génocides et les crimes contre l'humanité, et que la « communauté internationale » doit user de tous les moyens appropriés pour protéger ces civils, y compris le recours à la force dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Certes, le régime de M. Bachar Al-Assad fait l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne et des États-Unis. Plus de 250 personnalités syriennes demeurent soumises à une interdiction de pénétrer sur les territoires européen et américain ainsi qu'à un gel de leurs avoirs, valables au moins jusqu'au 1^{er} juin 2018. Les sanctions concernent aussi soixante-sept entités étatiques ou gouvernementales, dont la Banque centrale syrienne. À cela s'ajoutent un embargo pétrolier et des restrictions sur certaines catégories d'investissements et d'exportations. Mais aucune procédure judiciaire internationale n'a été prise à l'encontre des responsables politiques.

Pourtant, les documents ne manquent pas. Dès le début du soulèvement populaire de mars 2011, le Centre de documentation des violations (VDC) et le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), respectivement créés par les avocats et militants des droits humains Razan Zaitouneh et Mazen Darwich, ont abréuvé l'opinion internationale de données sur la pratique de la torture et sur des disparitions forcées dans les centres de détention secrets du régime syrien. Lauréate du prix Sakharov de la liberté de pensée en 2011, M^{me} Zaitouneh a été enlevée en décembre 2013 avec trois autres membres du VDC dans la Ghouta orientale. Les

réseaux de l'opposition accusent l'Armée de l'islam, qui contrôlait la Ghouta, d'être responsable de leur disparition. De son côté, M. Darwich et treize de ses collègues ont été arrêtés et torturés par les services de renseignement syriens. Le militant a été libéré le 10 août 2015, année où il a remporté le Prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco. « Des disparitions forcées ont été organisées par le gouvernement pour faire taire l'opposition et répandre la peur parmi les proches des manifestants », dénonçait pour sa part le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (4).

La même année, César, pseudonyme utilisé par un ex-photographe de la police militaire, fuit la Syrie avec 53 275 clichés qui tendent à prouver l'existence d'un système de torture et d'exécution de masse dans les geôles syriennes. L'étude méticuleuse de ces photographies permet à Human Rights Watch (HRW) d'identifier 6 786 personnes mortes en détention (5). « D'authentiques et accablantes preuves de crimes contre l'humanité », selon M. Nadim Houry, responsable du bureau proche-oriental de cette organisation non gouvernementale. En février 2017, Amnesty International estime qu'entre 5 000 et 13 000 détenus ont été pendus dans la prison centrale de Saindaya (6).

Professeure de droits humains à l'université Stanford, Beth Van Schaack éclaire ce paradoxe : « Même quand des crimes de guerre sont clairement reconnus, il n'est pas toujours facile de trouver une cour dans laquelle ils puissent être poursuivis. » En mai 2014, la Russie et la Chine ont bloqué un projet de résolution présenté par la France et la Lituanie sur une saisine de la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes graves commis par toutes les parties du conflit en Syrie. Ce pays ne faisant pas partie des 124 États ayant ratifié le statut de Rome de la CPI (7), seule une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU peut permettre à la Cour d'exercer sa juridiction sur le territoire syrien (8).

Devant ce blocage et en l'absence de tribunal ad hoc, le dernier recours contre l'impunité est la « compétence universelle », qui permet à une juridiction nationale de poursuivre les responsables de violations

graves du droit international humanitaire dans un autre pays. « Le cas syrien pourrait permettre de prendre conscience qu'il ne s'agit pas d'une solution de rechange, mais d'une autre facette, complémentaire, du système pénal international », explique M. Joël Hubrecht, responsable du programme Justice pénale internationale à l'Institut des hautes études sur la justice.

C'est l'objectif de la Commission pour la justice internationale et la responsabilité (CIJA), fondée en 2012 par M. Stephen Rapp, ex-ambassadeur itinérant des États-Unis contre les crimes de guerre et crimes contre l'humanité – une responsabilité assez paradoxale dès lors que Washington interdit que ses ressortissants soient poursuivis à l'étranger pour ces chefs d'accusation – et M. William Wiley. Cet ancien membre du bureau du procureur du TPIY et de celui de la CPI nous explique que, grâce à une cinquantaine d'enquêteurs installés en Syrie et dans les pays voisins, « la CIJA est parvenue à faire sortir 700 000 documents officiels de Syrie, qui prouvent l'existence d'une chaîne décisionnelle remontant jusqu'à la tête de l'État syrien pour l'usage de la torture systématique dans les prisons ». Outre ses propres enquêteurs, la CIJA a formé des centaines de personnes aux techniques d'investigation sur les crimes de guerre. Forte de ces éléments de preuve récoltés sur le terrain, la commission, dont le siège est tenu secret pour des raisons de sécurité et qui reçoit des financements occidentaux (9),

accompagne désormais les juridictions nationales dans leurs enquêtes. « Nous travaillons avec douze États en Europe et en Amérique du Nord, qui, selon le principe de la compétence universelle, peuvent poursuivre en justice tout suspect de crime de guerre ou de crime contre l'humanité présent sur leur territoire. En 2016, nous avons reçu de leur part une liste de 409 suspects, contre qui nous avons constitué des dossiers à charge », précise M. Wiley.

Le premier résultat vient de France. En octobre 2016, aux côtés de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), M. Obeida Dabbagh, un Franco-Syrien, saisit le parquet du pôle spécialisé dans les crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du tribunal de grande instance de Paris. Le frère et le neveu de cet ingénieur de 64 ans ont été arrêtés en novembre 2013 et emmenés dans le centre de détention de Mezzeh, connu pour être l'un des plus meurtriers du régime syrien. Sans nouvelles d'eux depuis leur disparition, M. Dabbagh a finalement reconnu le visage sans vie de son frère sur les clichés de César. Avocate de la FIDH, M^{me} Clémence Beccarte insiste sur l'importance de cette affaire : « Jusqu'ici, la compétence universelle avait été utilisée afin de poursuivre pour terrorisme d'ex-membres de groupes rebelles et djihadistes. Aucune procédure ne visait les responsables du régime syrien, malgré les preuves accablantes des crimes qu'ils ont commis. »

Une plainte déposée en Espagne

EN MARS 2017, la première plainte visant des responsables du régime est déposée en Espagne. Dans les bureaux madrillènes du cabinet Guernica 37, l'avocate Maite Parejo revient sur les prémices de l'affaire. « La CIJA avait identifié une victime espagnole. S'en sont suivis huit mois d'enquête solide jusqu'au dépôt de la plainte », explique-t-elle. La plaignante, une Syrienne ayant acquis la nationalité espagnole, est la sœur d'Abdelmoumen Al-Haj Hamdo, qu'elle a identifié sur les photographies insoutenables de César. Le cadavre de ce chauffeur y gisait, décharné, à même le sol du centre de détention 248. Au même moment en Allemagne, l'avocat et ex-détenu Mazen Darwich et six autres victimes syriennes de torture ont eux aussi déposé une plainte contre six officiels du régime syrien.

Du côté de l'opposition armée, le premier procès pour crime de guerre s'est tenu en Suède en février 2015, pour aboutir à la condamnation d'un réfugié, M. Mohannad Droubi, ex-membre de l'Armée syrienne libre, à huit ans de prison. En février 2017, M. Haisam Omar Sakhanh, ex-combattant rebelle et demandeur d'asile en Suède, a été condamné à perpétuité pour sa responsabilité dans le meurtre de sept soldats syriens à Idlib.

Enfin, à la suite des atrocités perpétrées contre la minorité yézidie par l'Organisation de l'État islamique (OEI) à Sinjar, province irakienne à la frontière de la Syrie, les enquêteurs de la CIJA sont aussi parvenus à identifier quarante-neuf détenus d'esclaves yézidites et trente-quatre dirigeants de l'OEI (10). La commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie estime que l'OEI a perpétré un génocide contre les yézidites. En février 2016, l'association Coordination chrétiens d'Orient en danger (Chredo) a porté plainte contre X devant le parquet de Paris, accusant l'OEI de crimes contre l'humanité à

l'occasion des minorités chrétiennes d'Irak et de Syrie.

Pour soutenir ces initiatives, l'Assemblée générale de l'ONU a créé en décembre 2016 un « mécanisme international, impartial et indépendant [MIII] chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger ceux qui en sont responsables (11) ». La magistrate française Catherine Marchi-Uhel, auparavant juriste en chef du TPIY et de la chambre d'appel au Tribunal pénal international pour le Rwanda, a été nommée à sa tête début juillet. Dans la foulée, la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, M^{me} Federica Mogherini, a déclaré que l'Europe financerait le MIII à hauteur de 1,5 million d'euros : « La justice pour les victimes est la clé d'un processus de réconciliation efficace et inclusif en Syrie. C'est pourquoi les responsables de crimes de guerre doivent être poursuivis le plus vite possible », a-t-elle insisté.

À la veille de nouveaux pourparlers de paix prévus pour octobre à Genève, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, a appelé l'opposition à « être assez réaliste pour réaliser qu'elle n'[avait] pas gagné la guerre ». « Al-Assad a gagné et il va rester au pouvoir. Il pourrait ne jamais être poursuivi en justice », estime pour sa part M. Robert Ford, ex-ambassadeur des États-Unis en Syrie (12). « Le temps judiciaire est très long », rappelle M^{me} Becarte, tandis que M. Dabbagh déplore que, en dépit de son témoignage l'an dernier devant le tribunal de grande instance de Paris, « rien ne s'est passé, c'est au point mort (13) ». En Espagne, le juge Eloy Velasco s'est finalement déclaré incompétent, en juillet dernier, pour traiter la plainte pionnière déposée par Guernica 37 ; les avocats se préparent désormais à faire appel.

l'Arabie saoudite, la Chine, la Turquie ou l'Indonésie, ne l'ont même pas signé.

(1) *Blick*, Zurich, 6 août 2017.

(2) www.whoiskillingciviliansinsyria.org

(3) Lire Anne-Cécile Robert, « Origines et vicissitudes du "droit" d'ingérence », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

(4) Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie, « Without a trace : Enforced disappearances in Syria », 19 décembre 2013.

(5) Human Rights Watch, « If the dead could speak : Mass deaths and torture in Syria's detention facilities », 16 décembre 2015.

(6) Amnesty International, « Abattoir humain. Pendaions de masse et extermination à la prison de Saindaya, en Syrie », 7 février 2017.

(7) La Syrie fait partie des trente-deux États ayant signé le statut mais ne l'ayant pas ratifié, à l'instar des États-Unis, de la Russie ou d'Israël. D'autres, comme

(8) La Cour peut aussi être compétente si le criminel et la victime sont ressortissants d'un pays signataire de la CPI.

(9) Royaume-Uni, Danemark, Canada, Union européenne, Allemagne et Norvège.

(10) Entretien avec William Wiley, British Broadcasting Corporation (BBC), 3 août 2016.

(11) « L'Assemblée générale crée un Mécanisme international chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international dans le conflit en Syrie », communiqué du 21 décembre 2016, www.un.org

(12) *The National*, Abou Dhabi, 28 août 2017.

(13) Luc Mathieu, « Franco-Syriens disparus en 2013 : une famille en quête de réponses », *Libération*, Paris, 7 août 2017.

Un monde brisé, quel monde nouveau ?
Où va la Russie ?
La guerre de l'information



PRIX DE LANCEMENT
27 €
jusqu'au 31 octobre 2017, puis 37 €

ifri

www.ifri.org

www.dunod.com

DUNOD
ÉDITEUR DE SAVOIRS

LE MEILLEUR AMI DU POUVOIR TURKMÈNE

Akhal-téké, ce cheval qui incarne une nation

Le Turkménistan vient d'accueillir les cinquièmes Jeux asiatiques des sports en salle et des arts martiaux. Des athlètes d'une soixantaine de pays y rivalisaient sous le haut patronage... d'un cheval! L'histoire de l'akhal-téké, l'un des ancêtres du pur-sang, offre un témoignage privilégié sur un pays encore très opaque.

PAR DAVID GARCIA *

EN CE 28 avril 2013, sept cavaliers s'élancent sur l'hippodrome d'Achkhabad, la capitale du Turkménistan. Parmi eux, un certain Gourbangouly Berdymoukhammedov. Ce jockey plus lesté que ses camarades n'est autre que le président de cette république d'Asie centrale renommée pour ses réserves de gaz naturel, son urbanisme tape-à-l'œil et son régime ultra-autoritaire. Vainqueur de l'épreuve, le chef de l'État... voit sa monture s'effondrer sous lui sitôt franchie la ligne d'arrivée!

Chaque dernier dimanche d'avril, la Fête du cheval turkmène, voulue et instituée par M. Berdymoukhammedov, célèbre l'akhal-téké, ou cheval turcoman, un animal longiligne au crin rare et au poil fin, doté d'une encolure relevée et d'une petite tête. Grande fierté du peuple turkmène, il est réputé dans le monde entier pour sa vitesse et surtout pour son endurance exceptionnelle, qui lui permettrait de parcourir jusqu'à mille kilomètres en moins d'une semaine (1). Un public de connaisseurs, locaux et étrangers, se masse pour admirer le concours de beauté et suivre les courses. Isolé à l'extrême sur la scène internationale, ce pays très difficile d'accès s'entrouvre alors pendant quelques jours.

À l'instar de nombre de ses compatriotes, le président voue un culte à ces chevaux légendaires. Il n'est pas le seul : « *Lorsqu'il se déplace, à grandes foulées rasantes, monté sur les vibrants ressorts de ses fines guibolles, il se dégage de lui une sorte de grâce vigoureuse – curieux mais harmonieux mélange de force et de fragilité, de virilité et de féminité* », décrit lyriquement l'encyclopédiste du cheval Jean-Louis Gouraud (2). Formée il y a environ deux mille cinq cents ans, la plus ancienne race chevaline du monde aurait connu très peu de croisements depuis, comme le montre l'étude des restes trouvés dans les tombes scythes (3). Selon l'histoire officielle du pays, Bucéphale, le légendaire destrier d'Alexandre le Grand, aurait appartenu à cette glorieuse lignée, dont sont en partie issus les pur-sang anglais. Installés dans la vallée de l'Akhal, près d'Achkhabad, les cavaliers tékés, la plus puissante des tribus turkmènes, étaient redoutés pour leurs razzias. Ils donnèrent leur nom au distingué équidé.

Figure centrale du blason national, où l'entourent cinq tapis représentant les principales tribus du pays, l'animal incarne l'identité et l'unité du Turkménistan. « *Émancipées de la tutelle soviétique il y a moins de trente ans, les jeunes nations d'Asie centrale mettent l'accent sur les symboles fédérateurs. Berdymoukhammedov valorise son pays par le biais de l'akhal-téké* », explique M. Pierre Lebovics, ambassadeur de France au Turkménistan de 2010 à 2014. Cultes du cheval et de la personnalité présidentielle se mêlent d'ailleurs étroitement. Dans le centre de la capitale, une statue équestre du président, recouverte de feuilles d'or et juchée sur un immense socle de marbre, toise ses sujets d'une hauteur de vingt mètres.

Depuis son accession au pouvoir, en 2007, M. Berdymoukhammedov a publié plusieurs ouvrages à la gloire du dieu cheval. « *L'engouement pour l'akhal-téké était déjà présent dans la propagande d'État sous son prédécesseur, Saparmourad Niazov* (4). Il a amplifié le mouvement, en insistant sur le cheval comme vecteur d'une économie du sport », précise M. Christian Lechery, ambassadeur entre 2006 et 2009.

* Journaliste, auteur de l'ouvrage *Le Pays où Bouygues est roi*, Danger public, Paris, 2006.

Point d'orgue de cet infléchissement stratégique, le déroulement des cinquièmes Jeux asiatiques des sports en salle et des arts martiaux à Achkhabad, du 17 au 27 septembre. Organisateur d'une compétition sportive internationale d'envergure pour la première fois de son histoire, le Turkménistan accueillait plus de cinq mille sportifs dans vingt et une disciplines. « *Le cheval que l'on peut voir en décor au-dessus du stade, c'est un akhal-téké. Il est considéré comme le symbole du Turkménistan* », souligne M. Dayanch Gulgeldiyev, président du comité exécutif de ces jeux (5). Pour la première fois dans l'histoire de cette compétition, l'équitation était à l'honneur : « *Le président Berdymoukhammedov a obtenu l'accord du Comité olympique asiatique pour ajouter les sports équestres au programme des épreuves* », déclare M^{me} Hélène Ghirardi, administratrice de l'Association internationale de l'élevage des chevaux akhal-tékés.

Constructeur frénétique, dans la lignée de son prédécesseur, M. Berdymoukhammedov a ordonné le renouvellement complet des infrastructures hippiques du pays. Entre 2010 et 2011, cinq hippodromes majeurs sont sortis de terre. Chaque province du pays possède désormais son champ de courses haut de gamme. Vite remis de sa chute de 2013, le président a persévéré dans son projet de créer une véritable filière de courses d'akhal-tékés, avec la perspective de lancer un grand prix international.

Dans les tribunes de Longchamp

À l'affût d'occasions sonnantes et trébuchantes, un expert français propose ses services dès 2012. Propriétaire d'une écurie domiciliée en Irlande, M. Hervé Barjot noue un dialogue direct et suivi avec le président. M. Berdymoukhammedov, pourtant réputé secret et inaccessible, lui ouvre les portes de son palais et surtout de son haras, objet de fantasmes et de convoitise. Enhardi par le succès de ses premières approches, M. Barjot invite son interlocuteur présidentiel à se rendre à Paris. « *J'ai lancé mon invitation trois semaines avant le Prix de l'Arc de triomphe. Vu les délais, mes chances de réussite semblaient nulles. Mais le président a finalement accepté de venir, à condition qu'un jockey turkmène puisse participer à la course* », raconte M. Barjot. Accompagné d'une délégation de quarante personnes coiffées de la toque turkmène traditionnelle, l'hôte ne passe pas inaperçu dans les tribunes de Longchamp.

Les tractations franco-turkmènes n'ont cependant pas abouti, au grand regret de l'homme d'affaires, déçu d'avoir échoué à rééditer le coup de Bouygues. Vingt ans plus tôt, en effet, le groupe français de construction avait entamé une collaboration fructueuse avec le président Niazov (6). À l'époque, déjà, un akhal-téké avait joué un rôle diplomatique de premier plan. En visite officielle au Turkménistan en 1994, le président François Mitterrand reçoit en cadeau un splendide cheval turcoman. Au lieu d'être transféré aux Haras nationaux, Gend Jim est secrètement confié à un cadre technique de la Fédération française d'équitation, M. Alexandre Gros, puis consigné à l'abri des regards dans une résidence présidentielle, à Souzy-la-Briche, au sud de Paris. On apprendra par la suite que Mitterrand l'a offert à sa fille cachée, Mazarine Pingot, férue de chevaux.

Grâce à l'obstination de l'écrivain Jean-Louis Gouraud – le mémorialiste du cheval –, l'existence de Gend Jim et, par ricochet, celle de Mazarine Pingot seront révélées au public en novembre 1994.

Quasi inconnu jusqu'alors, l'akhal-téké devient la coqueluche des passionnés d'équitation. Les grands de ce monde se l'arrachent. « *En visite à Paris, le roi du Maroc Hassan II remarque la photo de Gend Jim dans un magazine. "Je veux un akhal-téké", réclame-t-il immédiatement à François Mitterrand* », relate le très discret M. Gros. L'écuyer « prépare » Ajdar, ramené du Caucase aux frais de la République française. Déjà, Ivan le Terrible aurait été fasciné par ce cheval qui, très tôt, représenta un cadeau de premier choix et permit quelques rapprochements diplomatiques majeurs. Michel I^{er}, le premier tsar des Romanov, aurait reçu plusieurs montures d'une ambassade persane. En 1956, Nikita Khrouchtchev en offrit une à la reine Élisabeth II.

Mais le premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique fut avant tout le fossoyeur des akhal-tékés. « *Khrouchtchev les a envoyés à la boucherie* », résume abruptement M. Geldy Kyarizov. Directeur général du Turkmen Atlary, une association d'État chargée des chevaux, ce personnage avait le rang de ministre de 1997 à 2002 – cas unique au monde, un ministre gère les affaires chevalines à temps plein au Turkménistan. Nous l'avons rencontré à Prague, où il vit en exil depuis 2016. Intarissable, ce sexagénaire à l'allure sportive déroule le fil d'une existence consacrée à la préservation des akhal-tékés. À partir de la conquête russe du pays, en 1881, le cheptel, qui comptait de vingt mille à cent mille individus selon les sources, diminue rapidement, au point de frôler la disparition (7). « *Pour le pouvoir tsariste puis soviétique, la destruction des akhal-tékés, symbole militaire fort, représentait un moyen de soumettre le peuple turkmène* », explique M. Kyarizov. En révolte contre Moscou, les *basmatchi* – peuples musulmans de l'Asie centrale –, montés sur leurs akhal-tékés, résistèrent farouchement à la domination russe. Jusqu'à leur reddition, au début des années 1930.

En 1988, M. Kyarizov, infatigable défenseur de la cause, conduit une expédition à dos d'akhal-téké entre Achkhabad et Moscou. Il rallie la capitale, distante de plus de quatre mille kilomètres, en deux mois, soit vingt-quatre jours de moins que la précédente expédition du même type, en 1935. À chaque fois, il s'agissait d'alerter les autorités soviétiques sur le déclin de la race, tout en faisant la démonstration de ses exceptionnelles qualités d'endurance.

Devenu indépendant en 1991, le Turkménistan élève ses chevaux au rang de martyrs de la colonisation. Les autorités russo-soviétiques porteraient l'entière responsabilité de leur quasi-élimination (seulement 2 100 chevaux de race recensés en 1980). « *La mécanisation de l'agriculture au siècle dernier explique en grande partie la diminution des effectifs, comme pour d'autres races dans le monde* », nuance l'experte chevaline russe Natalia Gourevitch. Conscients du risque d'extinction, une poignée d'experts soviétiques avaient créé dès 1932 un registre de la race. Ce livre généalogique recense les chevaux « purement » akhal-tékés (à 75 %) et leurs descendants, et offre un aperçu de l'évolution de la race. Mais, tenu par une association sous tutelle du ministère de l'agriculture russe à Riazan, à 185 kilomètres au sud de Moscou, il échappa au



ALAMY STOCK PHOTO

GUILLEM LOPEZ. – Monument équestre dans le parc de l'Indépendance, Achkhabad, Turkménistan

gouvernement turkmène. Une survivance coloniale, aux yeux de M. Berdymoukhammedov.

Première étape d'un rétablissement de la souveraineté turkmène sur cette race fétiche : le 14 août 2010, le président crée l'Association internationale d'élevage d'akhal-tékés, dont il prend aussitôt la tête. « *Son projet était de récupérer le registre général* », confirme M. Jean de Bannes, président d'Akhal-téké France de 2008 à 2015 et membre fondateur du groupement international. Mais il se heurte à une fin de non-recevoir russe. L'institut gestionnaire du livre généalogique brandit un accord datant de la fin de l'Union soviétique, aux termes duquel les registres des races doivent rester en Russie. À défaut de superviser la totalité des effectifs mondiaux, le nouvel État turkmène garde la main sur ses effectifs nationaux, en interdisant l'exportation des akhal-tékés... sauf cadeau diplomatique.

Dépoillé pour le haras présidentiel ?

Au-delà du contentieux avec Moscou, les autorités turkmènes paient une certaine négligence, attestée par les meilleurs spécialistes. Formation des professionnels, contrôle sanitaire : les normes locales laisseraient à désirer. « *Le gouvernement turkmène n'exerce aucun contrôle sérieux sur la filière depuis quinze ans* », assure M. Leonid Babaev, un important éleveur russe, propriétaire d'une soixantaine d'akhal-tékés.

En 2002, M. Kyarizov est arrêté sur ordre du président Niazov. Il croupit en prison pendant cinq ans pour un supposé vol de chevaux. En fait de vol, c'est lui qui a été dépouillé de ses cent huit akhal-tékés, intégrés au haras présidentiel. Crime de lèse-Turkmenbachi (« le père des Turkmènes »), son principal tort aura peut-être été d'élever de trop belles montures... Car, selon un usage bien établi, les éleveurs turkmènes cèdent leurs meilleurs chevaux au chef de l'État.

Propriétaire de plus de 600 spécimens, M. Berdymoukhammedov possède personnellement près d'un dixième de l'effectif mondial d'akhal-tékés. Premier producteur, le Turkménistan en élève 3 000. La Russie arrive en deuxième position, avec 1 600 individus. Suivent l'Europe, l'Amérique du Nord et les autres pays d'Asie centrale, pour un cheptel mondial estimé à 6 600 chevaux, selon M. de Bannes.

Si l'akhal-téké a échappé à l'éradication à laquelle il était promis, ce cheval demeure l'apanage d'une élite. Le peuple se contente de le fêter en avril, et d'admirer celui qui eut l'audace de faire chuter son illustre cavalier.

(1) Carole Ferret, « À chacun son cheval ! Identités nationales et races équines en ex-URSS », *Cahiers d'Asie centrale*, n° 19-20, Bichkek, 2011.

(2) Jean-Louis Gouraud, *Petite Géographie amoureuse du cheval*, Belin, Paris, 2017.

(3) Fiche de l'Institut français du cheval et de l'équitation, www.haras-nationaux.fr

(4) Président de 1991 – date de l'indépendance – jusqu'à sa mort, fin 2006.

(5) www.euronews.com, 11 juillet 2017.

(6) Lire « Bouygues, le bâtisseur du dictateur », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

(7) Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Turkménistan*, CNRS Éditions, Paris, 2010.

Négociateur sans préalable avec Pyongyang

(Suite de la première page.)

Fini le temps où l'actuel locataire de la Maison Blanche assurait être « prêt à rencontrer Kim, si les circonstances s'y prêtent (1) ». Au lieu d'utiliser l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 septembre, pour lancer un appel à la paix, il a jeté de l'huile sur le feu en menaçant de « détruire complètement la Corée du Nord » si le territoire américain ou celui de ses alliés étaient attaqués ; avant d'annoncer des sanctions supplémentaires. Le Pentagone et ses experts en sont à étudier les scénarios d'une guerre, totale ou partielle, préventive ou défensive, et même celui de l'assassinat du dirigeant nord-coréen, bien qu'ils reconnaissent que « toutes les options sont mauvaises (2) ».

La France aussi possède ses va-t-en-guerre (derrière leur bureau). « Face à la Corée du Nord, l'option militaire est la moins risquée », assure la responsable du pôle Asie de la Fondation pour la recherche stratégique Valérie Niquet dans une tribune (3). Les vingt-cinq millions de personnes vivant dans la région de Séoul, à moins de soixante kilomètres de la frontière nord-coréenne, apprécieront. Même M. Stephen Bannon, l'ex-conseiller stratégique du président américain, qu'on ne saurait classer dans le camp des pacifistes bêtards, estime qu'« il n'y a pas de solution militaire (4) ». Qu'importe. Tel un chef d'état-major, la sinologue française rêve de remodeler la région avec une Corée du Nord dénucléarisée et à terre, une Chine rabaisée dans ses ambitions régionales, une Corée du Sud endommagée mais satisfaite que « ses appels aux représailles les plus sévères » aient été entendus, et des États-Unis confortés dans leur rôle d'anges de la paix... Comme en Irak, sans doute.

Excepté quelques conservateurs particulièrement endurcis, la grande majorité des Sud-Coréens est trop consciente des conséquences pour miser sur l'option militaire. M. Moon Jae-in a certes accepté le déploiement du système antimissile Thaad (Terminal High Altitude Area Defense), qu'il avait gelé dès son arrivée à la tête de l'État le 10 mai dernier – ce qui ne fait que rajouter des armes aux armes. Mais il a réclamé du président américain qu'il ne

Occasions manquées

« LE PRÉSIDENT MOON s'est mis à la place du chauffeur, mais il n'est pas dans la bonne voiture », nous explique avec son sens de la formule le professeur Park Sun-song, de l'Institut des études nord-coréennes de l'université Dongguk, à Séoul. C'est « sur Washington qu'il devrait faire pression », pour qu'il abandonne sa politique du tout ou rien. Car il n'y a aucune chance d'obtenir une reddition sans condition du dirigeant nord-coréen. On ne résoudra pas pacifiquement les tensions sans en comprendre les racines.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Pyongyang a peur – non de Séoul, mais des États-Unis. Les dirigeants nord-coréens les croient capables d'envahir leur pays pour en finir avec un régime publiquement qualifié de « voyou ». Le nucléaire apparaît à leurs yeux comme la seule assurance-vie possible – la force du faible face au géant militaire mondial. Faute de cette arme redoutable, expliquent-ils à qui veut les entendre, l'Irak a été détruit par des Américains qui se sont d'ailleurs passés de l'aval onusien. A contrario, ils ont été contraints de négocier avec l'Iran sur le point de se « nucléariser ». Quant à la Libye, elle avait renoncé en 2003 à son programme d'armement nucléaire contre la promesse de rejoindre le camp des nations respectées. « On voit ce qu'il en est advenu ; on sait ce que valent ces promesses », assure un interlocuteur nord-coréen qui préfère rester anonyme. Nous n'avons pas fait tous ces sacrifices pour en arriver là. » Pas question de suivre le chemin de Tripoli.

En effet, le problème de la nucléarisation ne date pas du dernier rejeton de la dynastie Kim. Comme le rappelle l'historien américain Bruce Cumings (6), « on oublie souvent que ce sont les États-Unis qui, en 1958, ont introduit pour la première fois des armes nucléaires dans la péninsule

décide rien « sans consulter » Séoul (c'est bien le moins). Et il envisage, selon un dirigeant du ministère de l'unification, d'envoyer au Nord « une aide humanitaire de 8 millions de dollars via des organisations internationales, comme l'Unicef et le Programme alimentaire mondial (5) ». Le président parle d'emprunter ce qu'il nomme la « double voie » – les pressions et le dialogue. Mais, en adoptant la vision américaine, il se prive de tout crédit.

coréenne » – soit cinq ans après la guerre sans merci entre le Nord et le Sud, moins de quinze ans après les bombardements de Nagasaki et Hiroshima. La course est alors ouverte. Discrètement et avec l'appui soviétique, la RPDC se dote des technologies nécessaires, tout en signant le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 1985. La chute de l'URSS, l'allié le plus proche du régime, la convaincra de maîtriser la filière. Kim Il-sung, le grand-père de l'actuel dirigeant, proposa bien à M. George H. Bush d'ouvrir des discussions pour remplacer l'armistice qui mit fin à la guerre de Corée (1950-1953) par un traité de paix en bonne et due forme. Mais il essuya une rebuffade et tira son premier missile en 1993 (7).

D'abord prêt à en découdre avec Pyongyang, le président William Clinton finit par conclure un accord-cadre en 1994, dont la moisson n'est pas négligeable : arrêt du réacteur de Yongbyon, alors mis sous scellés, surveillance des installations, création d'un consortium formé des deux Corées, des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne et chargé de construire deux centrales nucléaires à eau légère aptes à fournir l'électricité dont le pays a besoin, aides alimentaires et pétrolières, poursuite des négociations pour une normalisation des rapports. Mais on ne dépassera pas le stade des discussions. Ainsi, quand en avril 1997 Pyongyang demanda son admission à la Banque asiatique de développement pour financer sa croissance, Washington et Tokyo mettent leur veto. « À peine la RPDC commença-t-elle à s'entourer qu'elle se trouva isolée et étranglée par des sanctions internationales », note le journaliste Philippe Pons (8). Quant aux centrales électriques, elles ne verront jamais le jour. M. George W. Bush (le fils), arrivé au pouvoir en 2001, ferme toutes les portes au terme d'une série de manipulations (fuites d'informations qui se révéleront

erronées, accusation de financement du terrorisme montée de toutes pièces [9]...).

Les conservateurs américains sont alors persuadés que le régime, privé de l'aide soviétique et aux prises avec une famine meurtrière, peut s'effondrer sous le coup des sanctions. Mauvais calcul. Biberonnée au nationalisme le plus exacerbé, la population se soude autour des dirigeants, qui annoncent leur retour en fanfare sur la scène nucléaire. La RPDC se retire du TNP en 2003, refusant tout contrôle des inspecteurs de l'AIEA en échange de livraisons de pétrole et d'une levée (partielle) des sanctions. Une fois de plus, l'administration Bush se montre inflexible : elle refuse de considérer la Corée du Nord comme un État normal et d'alléger son embargo. Celle-ci brandit à nouveau son bâton nucléaire et procède à un deuxième essai souterrain (mai 2009), ouvrant une nouvelle période de tension qui débouchera en 2012 sur un accord (nourriture contre gel des tirs) aussi fragile que les autres. On connaît la suite. À chaque étape, les dirigeants nord-coréens augmentent la mise.

Depuis 1993, douze résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ont été adoptées. Contrairement à une idée reçue, la Chine les a toutes votées, sauf en 1993 (où elle s'est abstenue). Cela ne veut pas dire qu'elle a appliqué les sanctions avec zèle : pour preuve, la montée continue des échanges commerciaux entre les deux pays, passés de 3,46 milliards de dollars en 2010 à 6,53 milliards en 2013, avec une très légère décline en 2016 (6,05 milliards). Depuis la mi-février, les achats de charbon ont été stoppés, puis ceux de textile et de poisson. Les dirigeants chinois ont toutefois refusé de fermer totalement le robinet du pétrole, ce qu'exigeait M. Trump.

Singulière relation entre Pyongyang et Pékin, qui a défendu l'existence de son voisin lors de la guerre de Corée au prix exorbitant d'au moins un million de morts ; une relation faite d'entente cordiale et de

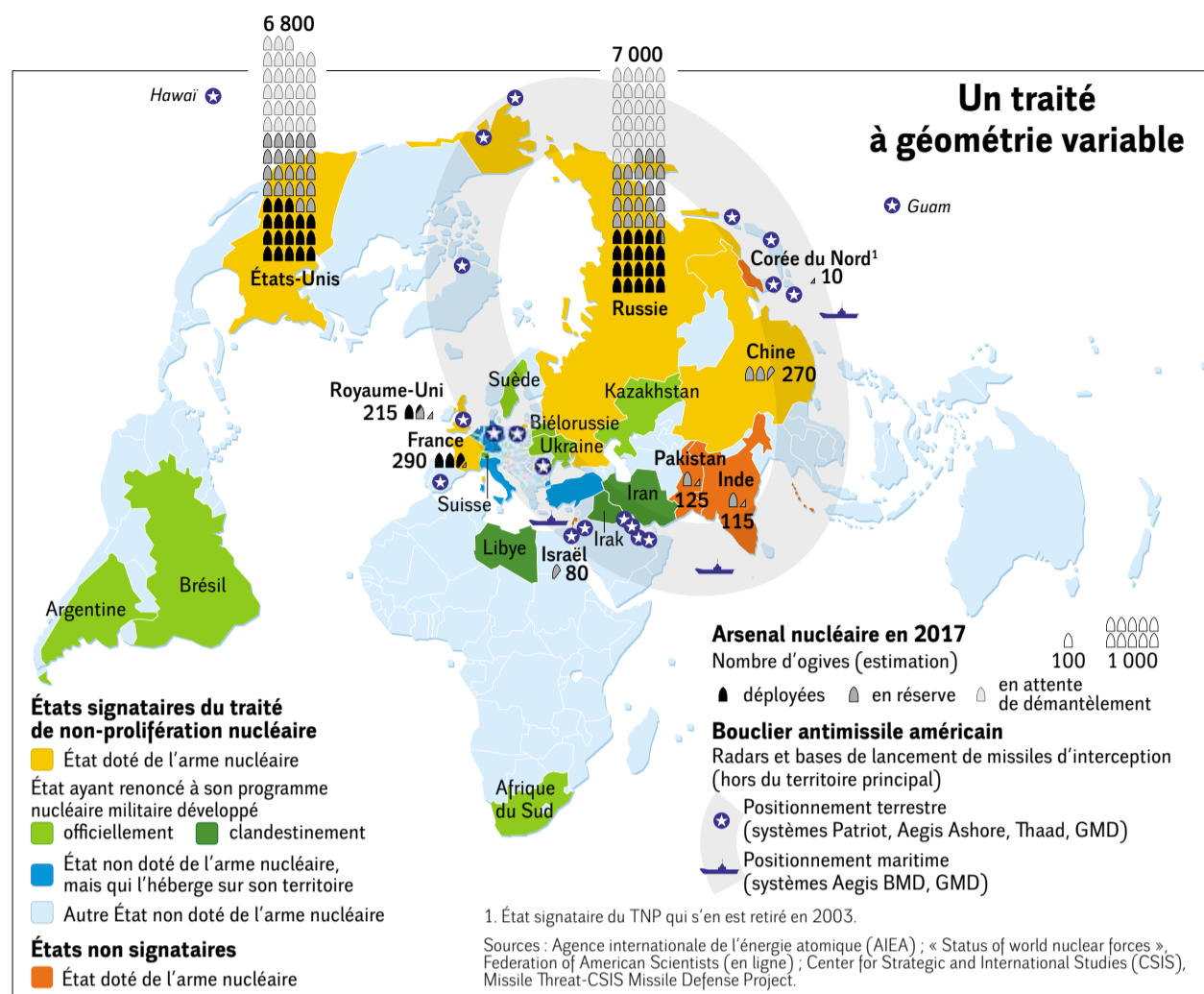
détestation à peine voilée. Pyongyang a joué tantôt de feu l'Union soviétique, tantôt de la Chine pour ne rien céder de son indépendance. Aujourd'hui, M. Kim Jong-un ne compte que sur lui-même. Depuis son arrivée au pouvoir en 2011 et celle de M. Xi Jinping en 2013, les deux chefs d'État ne se sont jamais rencontrés – une première dans l'histoire des deux pays. Le dirigeant nord-coréen a même éliminé tous ceux qui, autour de lui, pouvaient être soupçonnés de quelque sympathie chinoise. Parmi eux, son oncle Jang Song-thaek, numéro deux du régime, spectaculairement arrêté et exécuté en 2013. Autant dire que les moyens de pression de Pékin sont bien moins réels

Une paix à l'échelle régionale

QU'ON le regrette ou pas, la RPDC a rejoint le cercle fermé des puissances nucléaires. Comme, en leur temps, le Pakistan ou l'Inde. Bien que non signataire du TNP, New Delhi n'en a pas moins été adoubi par Washington et les autres nations nucléaires, qui ont levé les sanctions à son encontre. Son voisin pakistanais n'a pas bénéficié d'un tel traitement. Ces décisions à géométrie variable n'aident guère à convaincre de la sincérité des chantres du désarmement. C'est d'ailleurs la faiblesse du TNP que d'accorder à cinq pays le privilège d'imposer aux autres ce qu'ils refusent pour eux-mêmes (voir la carte ci-dessus). D'où l'importance du traité sur l'interdiction des armes nucléaires adopté aux Nations unies, le 7 juillet dernier, qui vise à imposer à tous les États un démantèlement contrôlé de leur arsenal.

En attendant, Pyongyang dispose d'une force de dissuasion nucléaire. Plutôt que de faire de son démantèlement un préalable à la discussion, mieux vaudrait entamer un dialogue stratégique comportant à la fois la reconnaissance du régime, enfin débarrassé de son statut de paria, un traité de paix solide, un engagement de non-agression et un désarmement réciproque. Rien ne sert de se voiler la face : la force de frappe nord-coréenne bouleverse l'ordre asiatique. Tokyo, actuellement sous le parapluie américain, pourrait se doter de sa propre bombe, tout comme Séoul. Éviter une nucléarisation en cascade de la région impose donc de penser et d'agir autrement.

En effet, estime Lee Heajeong, professeur de science politique et de relations



En vigueur depuis 1970, le traité de non-prolifération (TNP) stipule que seuls les États dotés d'une arme nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967 ont le droit de poursuivre leur programme : la Chine, la France, le Royaume-Uni, la Russie et les États-Unis. Malgré le TNP, certains pays se sont dotés clandestinement de la force nucléaire (Inde, Pakistan, Israël et désormais Corée du Nord) ; d'autres y ont renoncé alors qu'ils possédaient les technologies, telles la Suède (en 1968), la Suisse (1969), l'Argentine (1983), l'Afrique du Sud (1989) ou les ex-républiques soviétiques... Parallèlement, Washington a construit un chapelet de radars et de bases antimissiles sur l'ensemble de la planète. La meilleure façon de lutter contre la prolifération est d'interdire les armes nucléaires pour tout le monde. Le 7 juillet 2017, 122 États ont adopté un traité en ce sens à l'ONU – une première, même si, sans surprise, les États nucléarisés ne l'ont pas voté.

que certains ne le pensent. Hier taboue dans la sphère publique chinoise, la question des relations avec cet encombrant voisin apparaît désormais au grand jour. Zhang Liangu, professeur à l'école centrale du Parti communiste, ne prend pas de gants : « Les sanctions prises par la Chine manquent de force et de cohérence. Pour l'heure, elles sont inefficaces et trop faibles (10). » Des critiques rares pour un intellectuel de ce rang. D'autres, à l'image du professeur Shi Yinhong, de l'université du Peuple (Renmin) de Pékin, estiment que, « sous la pression américaine, la Chine a multiplié tant et plus les concessions... au point de perdre presque toute marge de manœuvre politique ». Les milieux militaires, dit-on à Pékin, verraient d'un très mauvais œil l'abandon de Pyongyang, avec pour conséquence le stationnement de troupes américaines le long du fleuve Yalou, frontière naturelle entre la Corée et la Chine.

À la veille du XIX^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) – il s'ouvrira le 18 octobre –, M. Xi Jinping navigue avec une extrême prudence. Le très officiel *Global Times* a d'ailleurs tenu à rappeler que, si « la Chine et les États-Unis s'accordent pour la dénucléarisation de la péninsule, ils divergent sur la façon d'atteindre l'objectif. Washington croit que la crise peut être résolue en imposant toujours plus de sanctions économiques (...). Pékin pense que cela ne pourra se faire que par des discussions (11) ». Et de rappeler l'idée chinoise de « suspension contre suspension » – un gel des activités nucléaires et balistiques contre un gel des manœuvres conjointes américano-sud-coréennes. La proposition est tombée dans le vide, si l'on peut dire.

Comme le résume le président russe Vladimir Poutine, « les Nord-Coréens préféreraient manger de l'herbe » plutôt que d'abandonner leur programme nucléaire. Moins présente en RPDC que la Chine, la Russie voisine s'inquiète, elle aussi, de la nucléarisation de la péninsule, mais rejette toute « strangulation » de Pyongyang, qui l'accuserait à l'implosion (12). Elle réclame l'ouverture de « discussions directes » avec les dirigeants nord-coréens. Telle est également la position du président français Emmanuel Macron (13). Toutefois, la France, seul pays européen (avec l'Estonie) à ne pas avoir reconnu la RPDC, n'est guère en mesure de peser sur les solutions. Comment sortir de l'impasse ?

MARTINE BULARD.

(1) Margaret Talev et Jennifer Jacobs, « Trump says he'd meet with Kim Jong-un under right circumstances », Bloomberg News, 1^{er} mai 2017.

(2) Marc Bowden, « Here's how to deal with North Korea. It's not going to be pretty », *The Atlantic*, Washington, DC, juillet-août 2017.

(3) *Le Monde*, 6 septembre 2017.

(4) Robert Kuttner, « Steve Bannon, unrepentant », *The American Prospect*, New York, 16 août 2017.

(5) NK News, Séoul, 15 septembre 2017.

(6) Bruce Cumings, « A murderous history of Korea », *London Review of Books*, vol. 39, n° 10, 18 mai 2017.

(7) Lire les déclarations de l'ex-ministre de l'unification sud-coréen dans « La réunification de la Corée aura-t-elle lieu ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

(8) Philippe Pons, *Corée du Nord. Un État-guerilla en mutation*, Gallimard, Paris, 2016.

(9) *Ibid.*

(10) *Financial Times*, Londres, 6 septembre 2017.

(11) « North Korea, trade to top Trump's visit to China », *Global Times*, Pékin, 14 septembre 2017.

(12) Andrei Lankov, « Why Russia may use its veto power on new North Korea sanctions », NK News, 10 septembre 2017.

(13) Agence France-Presse, Paris, 15 septembre 2017.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN QUESTIONS

Du séisme qui bouleversa la Russie en 1917 émerge le récit d'une révolution sociale qu'accompagna avec radicalité le parti bolchevique, force politique dont le projet émancipateur passait prioritairement par l'éducation des masses (pages 12 et 13). Sa démarche autoritaire, aggravée par le « communisme de guerre », suscitait déjà des critiques au temps de Lénine, avec une interrogation-clé : agir avec le peuple ou

seulement en son nom (pages 14 et 15) ? La révolution d'Octobre ébranla le monde ; elle secoua également l'art, réinventé jusque dans sa finalité. Mais, en l'absence des répliques escomptées en Europe, son cours économique ou diplomatique dut s'infléchir (pages 16 et 17). La faillite du modèle soviétique remet-elle en cause l'internationalisme qui accompagna ses premiers pas (ci-dessous) ?

Le siècle de Lénine

PAR SERGE HALIMI

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques. Au départ, le nom ne renvoie pas à un territoire mais à une idée : la révolution mondiale. Ses frontières seront celles du soulèvement qui a triomphé en Russie, puis de ceux qu'on attend ailleurs. Sur le coin supérieur gauche d'un immense drapeau rouge, une faucille et un marteau symbolisent le nouvel État, dont le premier hymne national sera... *L'Internationale*.

Internationaliste, le fondateur de l'Union soviétique l'est à n'en pas douter. Lénine a vécu une bonne part de sa vie de révolutionnaire professionnel en exil (Munich, Londres, Genève, Paris, Cracovie, Zurich, Helsinki...). Et il a participé à presque tous les grands débats du mouvement ouvrier. En avril 1917, lorsqu'il revient en Russie, où la révolution vient d'éclater et le tsar d'abdiquer, son train a beau traverser le territoire allemand au plus fort de la Grande Guerre, on y entend *La Marseillaise*, un chant qui incarne pour ses camarades la Révolution française. À bien des égards, cette référence est plus présente que l'histoire de la Russie des tsars dans les textes de Lénine. Faire aussi bien que les Jacobins, « le meilleur exemple de révolution démocratique et de résistance à la coalition des monarches (1) », durer plus longtemps que la Commune de Paris, telle sera son obsession. Le nationalisme n'y tient aucune place.

Le chef bolchevique* le rappellera plus tard : dès 1914, à rebours de la quasi-totalité des socialistes et des syndicalistes européens qui se laissèrent enrôler dans une « union sacrée » contre l'ennemi étranger, son parti « n'avait pas craint de préconiser la défaite de la monarchie tsariste et de stigmatiser une guerre entre deux rapaces impérialistes ». Sitôt parvenus au pouvoir, les bolcheviks ont donc « proposé la paix à tous les peuples [et entrepris] tout ce qui était humainement possible pour hâter la révolution en Allemagne et dans les autres pays » (2). L'internationalisme, encore.

Suprême paradoxe, qui sera lourd de conséquences : un parti voué à la dictature du prolétariat profite de l'effondrement soudain de la dynastie des Romanov et de l'absence d'autres candidats sérieux au pouvoir (3) pour s'emparer de l'appareil d'État dans un pays où la classe ouvrière représente à peine 3 % de la population. Mais, au fond, peu importe au départ puisque le salut, le relais, le secours doivent venir de l'étranger, des pays plus avancés, des prolétariats plus puissants, plus instruits politiquement. C'est une question de semaines, de mois peut-être : en Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, la colère monte, les mutineries se multiplient. En octobre 1917, Lénine s'impatiente. Le soulèvement russe ne peut plus attendre alors que se manifestent les « symptômes irrécusables d'un grand tournant, d'une veille de révolution à l'échelle mondiale ». Il revient aux bolcheviks de tirer la première salve. En attendant la relève.

À Berlin, Munich, Budapest, la relève est écrasée. Et, quand le nouveau pouvoir propose « à tous les peuples belligérants la paix immédiate sans annexions ni indemnités », l'Allemagne impériale poursuit les hostilités, assurée que les soldats russes, eux, en ont assez d'être massacrés. Pour se sauver, en signant le traité de Brest-Litovsk, le jeune État renonce à une partie de son territoire. Il cède de l'espace contre du temps, en espérant toujours la révolution en Europe... Mais c'est la contre-révolution qui s'active : au lieu de la « paix des travailleurs faite contre tous les capitalistes » réclamée par Lénine, dix corps expéditionnaires (États-Unis, Canada, France, Royaume-Uni, Serbie, Finlande, Roumanie, Turquie, Grèce, Japon) se portent au secours des armées « blanches » pour rétablir l'ordre ancien.

La Russie révolutionnaire émerge victorieuse de cette nouvelle guerre en 1921, mais dévastée. Et mise à l'index par des puissances qui lui



OLIVIER PASTOR - VILLA TAMARIS CENTRE D'ART, LA SEINE-SUR-MER

GIANGIACOMO SPADARI. – « V. I. Lénine », 1971

seront d'autant plus hostiles qu'elle n'a jamais dissimulé son intention de les renverser. Après Octobre, le capital a perdu le pouvoir sur le plus vaste territoire de la Terre. Et, comme si ce coup de tonnerre ne suffisait pas, le communiste – hirsute, menaçant, cosmopolite, juif, un couteau entre les dents (lire ce qu'en écrivait Albert Londres en 1920 page 14) – ne représente pas seulement une particularité nationale russe qu'on pourrait à la rigueur contenir derrière un cordon sanitaire. C'est également l'ennemi intérieur, le fantassin discipliné d'une Internationale qui a Moscou pour capitale, la menace obsédante d'une révolution sociale. Ici, maintenant, ailleurs.

Une menace ? Une espérance aussi, persistante nonobstant les flaques de sang qui vont jalonner son parcours. En 1934, la philosophe et militante ouvrière Simone Weil dénonce « l'outrage infligé à la mémoire de Marx par le culte que lui vouent les oppresseurs de la Russie moderne ». Pourtant, trois ans plus tard, au plus fort des purges staliniennes à l'issue desquelles 70 % des dirigeants bolcheviks sont fusillés (lire la lettre-testament de Nikolai Boukharine page 16), elle écrit : « Le mythe de la Russie soviétique est subversif pour autant qu'il peut donner au manœuvre d'usine communiste renvoyé par son contremaître le sentiment que malgré tout il a derrière lui l'Armée rouge et Magnitogorsk, et lui permettre ainsi de conserver sa fierté. Le mythe de la révolution historiquement inéluctable joue le même rôle, quoique plus abstrait ; c'est quelque chose, quand on est misérable et seul, que d'avoir pour soi l'histoire (4). »

ET CE FAIT DEMEURE : en dépit de ses échecs, même dans ses formes les plus perverses, le système social qui a gouverné le tiers de la planète, le mouvement politique le plus important du siècle écoulé a signifié presque partout l'abolition de la propriété capitaliste, le développement de l'instruction, la santé gratuite, une émancipation des femmes, l'appui – diplomatique, militaire, financier, technique – apporté à la plupart des luttes anticoloniales et aux États indépendants qu'elles fondèrent. Sans oublier « une entreprise inédite de promotion politique des classes populaires » qui propulsera « des ouvriers et des paysans dans des instances de pouvoir réservées jusque-là aux seuls représentants de la bourgeoisie (5) ».

Car entre militants communistes les liens internationalistes se sont en définitive autant joués des langues, des religions, des ethnies, des frontières que les réseaux sociaux d'aujourd'hui. La charge d'espérance qui galvanisait le manœuvre d'usine évoqué par Simone Weil lorsqu'il pensait à Magnitogorsk dans la France radicale et laïque des années 1930 se retrouvait dans l'Allemagne protestante, la Chine confucéenne, l'Indonésie musulmane, auprès des ramasseurs de tabac de Cuba comme des tondeurs de moutons d'Australie (6). Quel mouvement politique peut en dire autant aujourd'hui ?

Dans sa nouvelle *Le Soldat Tchapaïev à Santiago du Chili*, Luis Sepúlveda raconte une de ses actions de solidarité avec les Vietnamiens, en décembre 1965, pendant la guerre américaine. Chemin faisant, le lecteur découvre que l'écrivain était secrétaire politique de la cellule Maurice Thorez du Parti communiste chilien, que son camarade pilotait la cellule Nguyen Van Troi, qu'ils débattaient entre eux de *La Révolution permanente*

(de Léon Trotski) et de *L'État et la Révolution* (de Lénine), qu'ils se souvenaient que, « à la douma de Saint-Petersbourg, bolcheviks et mencheviks avaient discuté soixante-douze heures avant d'appeler les masses russes à l'insurrection », qu'ils courtoisaient les filles en les invitant à lire *Et l'acier fut trempé*, de Nikolai Ostrovski, et à aller voir des films soviétiques... Des histoires internationalistes de ce genre, il y en eut des milliers, des millions en vérité.

Après Moscou, Davos ? La faillite du modèle soviétique a précipité le triomphe d'un autre universalisme, mais de sens contraire, celui des classes possédantes. Le renversement fut à ce point foudroyant que dès 2000 l'historien Perry Anderson notait, dans un article remarqué : « Pour la première fois depuis la Réforme, il n'y a plus d'opposition proprement dite – c'est-à-dire de vision du monde rivale – dans l'univers de la pensée occidentale ; et presque aucune à l'échelle mondiale, si l'on exclut les doctrines religieuses, archaïsmes inopérants (...). Le néolibéralisme, en tant qu'ensemble de principes, règne sans partage sur le globe (7). »

Avec cette conséquence, sonnante et trébuchante, que, selon Branko Milanović, économiste à la Banque mondiale, depuis 1988 l'augmentation de la richesse globale provoque celle des inégalités, alors qu'après 1914 c'était l'inverse. Or il ne voit pas dans le volontarisme social d'autrefois l'effet d'une coïncidence : « La pression de la révolution russe, celle du mouvement socialiste et du syndicalisme, renforcées par le désenchantement des classes populaires envers les classes riches, jugées responsables du conflit, ont accentué le phénomène de redistribution (8). » Une fiscalité progressiste, le code du travail, la journée de huit heures, la sécurité sociale, la réticence à confier aux riches les rênes de l'État : tout cela ne fut pas étranger au mythe d'Octobre pour les uns, à la crainte d'une révolution chez les autres. Une fois celle-ci conjurée, les contreparties malheureuses de la « mondialisation heureuse » se sont multipliées : restauration sociale, « droit d'ingérence » occidental, privatisation des services publics, disqualification de tout projet révolutionnaire – communiste, anarchiste, autogestionnaire.

ANTICIPANT de quelques semaines la dislocation de l'Union soviétique, un avocat français – de centre gauche et académicien – apporta en août 1991 une touche mélancolique aux proclamations éblouies sur la « fin de l'histoire ». « Est-il possible d'avancer », écrivait alors Jean-Denis Bredin, que le socialisme n'eût peut-être été, chez nous, qu'un radicalisme autrement dénommé s'il n'y avait eu le communisme qui le surveillait, qui le talonnait, toujours prêt à lui prendre sa place, le communisme qui l'empêchait de dériver trop vite, ou trop fort ? (...) Est-il possible d'avancer que tous ces entêtés, ces sectaires, ces grévistes infatigables, ces envahisseurs de nos usines et de nos rues qui fichaient le désordre, ces obstinés qui ne cessaient de réclamer des réformes en rêvant de la révolution, ces marxistes, à contre-courant de l'histoire, qui empêchèrent le capitalisme de bien dormir, nous leur devons beaucoup (9) ? »

La « fin du communisme » a paru trancher le grand débat qui opposa les deux principaux courants de la gauche internationale après la révolution russe, la défaite d'un des protagonistes signifiant la victoire de l'autre, c'est-à-dire la revanche de la social-démocratie sur son cadet plus turbulent. Mais ce triomphe a été de courte durée. Le centenaire de la prise du Palais d'hiver coïncida en effet avec la rafale de revers que vient d'essuyer le courant réformiste. La dynastie Clinton est balayée ; MM. Anthony Blair, Felipe González et Gerhard Schröder font des affaires ; quant à M. François Hollande... Simultanément, une forme d'impatience, de radicalité renaît dans la plupart de ces pays – et ailleurs.

Peu avant la célébration aux airs d'exorcisme du bicentenaire de 1789 en France, le socialiste Michel Rocard estimait « que la Révolution, c'est dangereux et que, si on en fait l'économie, ce n'est pas plus mal (10) ». Trente ans ont passé, la mondialisation s'est imposée, les fantômes sont revenus, et la momie de la révolution remue encore.

(1) Lénine, 24 juin 1917. Cité par Victor Serge, *Lénine, 1917* (1924).

(2) Lénine, *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* (1920).

(3) Cf. sur ce point Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Fayard - *Le Monde diplomatique*, Paris, 2003, et Eric Hobsbawm, *Marx et l'histoire*, Demopolis, Paris, 2008.

(4) Simone Weil, « Méditations sur l'obéissance et la liberté », dans *Œuvres complètes*, tome II, *Écrits historiques et politiques*, Gallimard, Paris, 1991.

(5) Julian Misch, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014.

(6) Cf. Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Complexe - Le Monde diplomatique*, Bruxelles-Paris, 1999.

(7) Perry Anderson, « Renewals », *New Left Review*, n° 1, Londres, janvier-février 2000.

(8) *Le Monde*, 21 juillet 2016.

(9) Jean-Denis Bredin, « Est-il permis ? », *Le Monde*, 31 août 1991.

(10) Cité par Eric Hobsbawm, *Aux armes, historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, La Découverte, Paris, 2007.

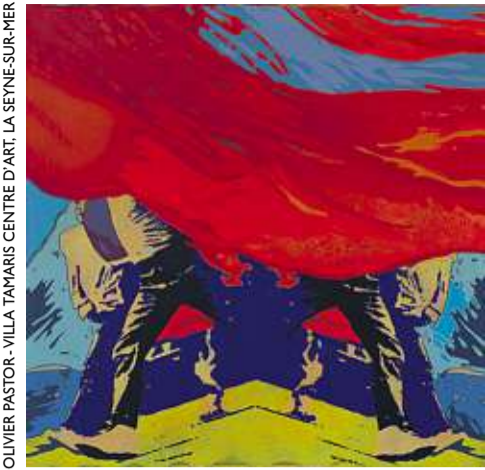
SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 12 ET 13 : La lame de fond de la contestation sociale, par **Éric Aunoble**.
Priorité à l'éducation des masses, par **Nicolas Fornet**.

PAGES 14 ET 15 : Quand la révolution doute, par **Hélène Richard**.
Au nom du peuple ou avec le peuple ?, par **Korine Amacher**.

PAGES 16 ET 17 : Alors l'art se souleva, par **Evelyne Pieller**.
Diplomatie, de l'idéologie au réalisme, par **Gabriel Gorodetsky**.

* LES FORCES POLITIQUES CITÉES DANS CE DOSSIER FONT L'OBJET D'UN LEXIQUE EN PAGE 17, INTITULÉ « LES PARTIS EN PRÉSENCE ».



GIANGIACO SPADARI – « La Ligne »
(La Ligne), 1969

Le grand basculement

23-27 février (8-12 mars) 1917*. Les ouvrières du textile des faubourgs de Vyborg manifestent contre le rationnement du pain et sont rejointes par 150 000 ouvriers. Grève générale. La répression fait une centaine de morts et provoque des mutineries. Soldats et ouvriers se procurent des armes et occupent des points stratégiques de la ville.

27 février (12 mars). À Petrograd, un groupe de députés de la Douma forme un comité provisoire. Dans une salle voisine, des dirigeants socialistes créent un comité exécutif provisoire du soviet et appellent à l'élection de délégués dans les usines et les unités de soldats. Les deux organes scellent un compromis : le soviet reconnaît la légitimité d'un gouvernement provisoire dominé par les libéraux (KD), à condition qu'ils appliquent un programme de réformes démocratiques et sociales.

2 mars (15 mars). Le tsar Nicolas II cède le trône à son frère, qui abdique à son tour.

Mars-avril. Le premier gouvernement provisoire adopte des mesures concernant les libertés fondamentales, le suffrage universel, une amnistie générale, l'abolition de la peine de mort, la suppression des discriminations de caste, de race ou de religion, la reconnaissance du droit de la Finlande et de la Pologne à l'autodétermination. Il se déclare favorable à la poursuite de la guerre. Plus de 600 soviets sont constitués sur le modèle de Petrograd. Des comités de soldats, d'usine, de quartier émergent dans tout le pays. Plus de 150 000 désertions.

4 (17) avril. De retour d'exil, Lénine propose trois mots d'ordre : « À bas la guerre ! », « À bas le gouvernement provisoire ! » et « Tout le pouvoir aux soviets ! ».

20-21 avril (3-4 mai). Manifestations contre le gouvernement provisoire, qui, dans une note secrète divulguée dans la presse, a déclaré aux Alliés vouloir « se battre jusqu'à la victoire finale ».

5 (18) mai. Six anciens dirigeants socialistes du soviet entrent au second gouvernement provisoire. Les bolcheviks s'y refusent.

18 juin (1^{er} juillet). La grande offensive russe s'enlise. Le 2 (15) juillet, les empires centraux lancent une contre-offensive victorieuse.

3-4 (16-17) juillet. Insurrection populaire déclenchée par les marins de Cronstadt. Accusés de défaitisme en intelligence avec l'ennemi, de nombreux dirigeants bolcheviques sont emprisonnés. Lénine se réfugie en Finlande.

27 août (9 septembre). Tentative de putsch militaire mise en échec par les comités d'usine et les syndicats. Les KD sont discrédités pour avoir soutenu le général putschiste Lavr Kornilov. Les bolcheviks apparaissent comme les défenseurs de la révolution.

Fin août. Début d'une grande jacquerie contre les propriétaires terriens.

9 (22) septembre. De nouvelles élections donnent une majorité aux bolcheviks dans presque tous les soviets des centres industriels du pays. Léon Trotski est élu président du soviet de Petrograd.

25 octobre (7 novembre). Les bolcheviks s'emparent du Palais d'hiver et des principaux centres du pouvoir. Après le départ des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires (SR), le II^e Congrès panrusse des soviets entérine un gouvernement exclusivement bolchevique.

26 octobre (8 novembre). Le nouveau pouvoir annonce une paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et abolit la grande propriété.

12 (25) novembre. Élection de l'Assemblée constituante, où les SR dominent, les bolcheviks n'obtenant que 175 sièges sur 703.

14 (27) novembre. Les entreprises industrielles expropriées sont placées sous la responsabilité de comités élus par les travailleurs. Le gouvernement reconnaît le principe de la journée de huit heures. Les banques seront nationalisées le mois suivant.

15 (28) novembre. Le décret sur les nationalités reconnaît l'égalité et la souveraineté des peuples, le droit à l'autodétermination, à la fédération, à la sécession. Polonais, Finnois, Baltes, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, Azerbaïdjanais proclameront leur indépendance.

7 (20) décembre. Création de la Tcheka, la police politique du nouveau régime.

Fin décembre. Formation d'une armée contre-révolutionnaire « blanche » dans le sud du pays.

* Avant le 31 janvier 1918, la Russie vivait au rythme du calendrier julien, que les pays européens catholiques ont abandonné dès la fin du XVI^e siècle au profit du calendrier grégorien, mais qui reste la référence de l'Église orthodoxe russe. Cette chronologie recourt au calendrier en vigueur au moment des événements, avec entre parenthèses la correspondance dans le calendrier grégorien.

Dans une Russie ruinée et affamée par la guerre, le parti bolchevique s'avère la seule force organisée capable d'accompagner la révolution sociale. La radicalité de ses militants rencontre celle des couches populaires, dont l'instruction est, alors, une priorité.

PAR ÉRIC AUNOBLE *

EN 1917, après trois ans de guerre, l'enthousiasme patriotique des soldats est retombé dans l'Empire russe. L'un d'entre eux déclare à une infirmière : « C'est qu'avant je ne savais pas à quel point les riches vivaient bien. [Près du front], on a commencé à nous loger dans des maisons réquisitionnées et j'ai vu comme c'était bien ; j'ai vu par terre et sur les murs toutes les sortes de choses qu'ils possèdent, (...) des choses chères, belles et qui ne servent à rien. Maintenant, je vivrai de cette façon et pas avec les cafards (1). »

Le tsar Nicolas II, commandant en chef des armées, a déconsidéré sa fonction en laissant le mystique Raspoutine influencer la famille impériale. L'effort économique nécessaire pour la guerre totale a révélé les carences de l'État. Depuis 1914, les prix ont plus que doublé, et les autorités veulent réquisitionner les récoltes des paysans pour nourrir les villes aussi bien que le front.

Plus personne ne défend le régime quand les manifestations ouvrières du 8 mars 1917 (23 février du calendrier orthodoxe) débouchent sur des grèves puis sur une insurrection dans la capitale, Petrograd. Le tsar abdique. Le seul organe un tant soit peu représentatif est la Douma. Cette assemblée consultative, élue selon des règles iniques en 1912, nomme un gouvernement provisoire comprenant une majorité de « cadets », chargé de mener « la guerre jusqu'à la victoire » tout en posant « les bases du droit, de l'égalité et de la liberté ».

La contestation populaire ne tarit pas. La désagrégation et le discrédit de l'État obligent à créer de nouveaux organismes. Une milice populaire remplace la police, qui a tiré sur le peuple. Souvenir de la révolution avortée de 1905, un conseil des délégués ouvriers, le soviet, est créé et doit immédiatement se charger du ravitaillement de Petrograd. Il frappe d'illégitimité toute autorité en appelant les soldats à « élire sans délai des délégués » dans chaque unité militaire.

Les soviets essaient rapidement dans tout le pays. Ils sont mis en place par des militants de diverses tendances qui héritent d'une longue tradition révolutionnaire : ils ont participé aux grèves, aux occupations de terres et, après les soulèvements de 1905, ont organisé des syndicats et des coopératives. En février 1917, tous chantent sur l'air de *La Marseillaise* et leurs banderoles clament « Vive la république démocratique ». Néanmoins, comme l'affirme le slogan des socialistes-révolutionnaires (SR), les militants pensent que le droit s'obtient dans la lutte. Ils ouvrent ainsi la possibilité d'un débordement des institutions. Alors qu'à Petrograd le pouvoir vacille, le gouverneur d'Ekaterinoslav propose à une délégation ouvrière de « travailler ensemble » (2). Pour refuser, un dénommé Orlov lui rappelle la répression de la Commune de Paris. Cet Orlov est un menchevik, membre « modéré » du POSDR. Avec de tels modérés, on comprend le tour qu'a pris la révolution...

La radicalité des militants rencontre celle, croissante, des couches populaires. La méfiance envers le pouvoir enclenche un processus sans précédent d'auto-organisation. D'après le journaliste français Serge de Chessin, « chaque classe sociale, tout corps de métier, tout groupe professionnel ou politique, se frayent violemment un chemin, se bousculent au risque de se piétiner pour poser au premier rang leurs réclamations spéciales. "Unissez-vous ! Organisez-vous !" Cet appel retentit à travers la Russie entière (3) ».

LES TENSIONS S'EXACERBENT À L'USINE, AU RÉGIMENT ET AU VILLAGE

L'égalité civile que le gouvernement provisoire reconnaît rapidement aux anciens parias – les femmes et les minorités nationales de l'Empire russe – est immédiatement mise en pratique. Cependant, les questions essentielles pour un pays qui doit conjurer en même temps le danger extérieur et la ruine intérieure se décident dans trois lieux où les tensions sociales s'exacerbent : l'usine, le régiment et le village. Dès mars, à l'usine de locomotives de Kharkov, on exige « que les licenciements n'aient lieu qu'après examen par les délégués du personnel ». Fin mai, une « commission de contrôle de la production » est élue par tout le personnel. En juin, le directeur ordonne aux chefs d'atelier de « ne donner aucune information et de ne montrer aucun document ni livre à cette commission ». En vain. À Kiev, un cadre se souvient que « les ingénieurs et les contremaîtres étaient de plus en plus réduits au rôle de figurants. (...) Une "orientation contre-révolutionnaire" était souvent un motif suffisant pour que l'assemblée des ouvriers renvoie un chef ».

Début octobre, des soldats écrivent maladroitement une pétition : « Nous exigeons encor devous Gouvernement Provisoire une paix très rapide si vous n'essayez pas camarade Kerenski alors nous jeterons bientôt nos fusils et nous quitterons le front pour venir à l'arrière vous écraser vous la bourgeoisie (4). » Le socialiste Alexandre Kerenski avait été nommé premier ministre en juillet pour donner des gages de radicalité au peuple...

À la mi-octobre, l'assemblée des paysans d'un village de la région de Petrograd vote une résolution qui dénonce « une guerre folle (...) dans l'intérêt d'un petit groupe de capitalistes ». Ajoutée à la ruine de l'éco-

* Historien, chercheur à l'université de Genève, auteur de *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, La Fabrique, Paris, 2016.

La lame de fond de

nomie, « une telle situation menace tout l'État du pire des dangers ». En plus d'une « paix honnête et démocratique », les villageois exigent « un contrôle de tout l'État » sur les terres, les capitaux et la production.

Ces luttes nourrissent la montée en puissance des soviets des députés ouvriers, paysans et soldats. Flanc gauche soutenant le gouvernement provisoire en février, ils deviennent de véritables contre-gouvernements. Sociale, la révolution conteste toutes les figures de pouvoir : pères de famille, fonctionnaires, industriels, propriétaires terriens, officiers...

Au-delà de quelques milliers de latifundiaires et de capitalistes, ce sont plus largement les classes instruites qui commencent à avoir peur. Les lunettes sont devenues, comme les galons, le symbole du *bourjoui*, le bourgeois honni. L'intellectuel a perdu son rôle « naturel » d'éducateur et de directeur de conscience du peuple. L'écrivain Ivan Bounine se pensait bon en laissant sa servante s'exercer à la lecture sur des bouts de manuscrits déchirés, et voilà qu'il est traité de « despote » et de « fils de pute » par un soldat ivre (5) ! Enthousiaste en février, une jeune musicienne d'Odessa ne supporte plus les « camarades » en novembre : « Je me droitis de plus en plus et peut-être deviendrai-je monarchiste... Je suis maintenant une pure cadette, alors qu'il n'y a pas si longtemps j'étais une SR. » Deux mois plus tard, elle agonit un « blanc-bec de petit youpin » qui s'en prend à des officiers (6).

« QU'IMAGINIEZ-VOUS DONC ? QUE LA RÉVOLUTION ÉTAIT UNE IDYLLE ? »

Ce désamour entre les intellectuels et le peuple a été vivement ressenti et finement analysé par le poète Alexandre Blok. « Qu'imaginiez-vous donc ? Que la révolution était une idylle ? Que l'acte créateur ne détruisait rien en chemin ? Que le peuple était sage comme une image ? Que (...) la haine séculaire opposant les "ouvriers noirs" aux "mains blanches", les "gens instruits" aux "gens ignorants", l'intelligentsia au peuple allait se résoudre "sans effusion de sang" et "sans douleur (7) ? »

Parmi les gens instruits qui voient avec effroi un gouffre social s'ouvrir sous leurs pieds, on compte les responsables des partis de gauche. Au gouvernement, les SR justifient la poursuite de la guerre et prêchent la patience pour les questions sociales comme pour l'élection d'une

(1) Sofia Fedortchenko, *Le Peuple à la guerre*, Valois, Paris, 1930.

(2) Sauf mention contraire, les citations sont tirées des archives de Kiev (TsDAGO, TsDAVO) et Kharkov (DAKHO).

(3) Serge de Chessin, *Au pays de la démenche rouge. La révolution russe (1917-1918)*, Plon-Nourrit, Paris, 1919.

(4) Cité dans Mark D. Steinberg (sous la dir. de), *Voices of Revolution, 1917*, Yale University Press, New Haven et Londres, 2001.

(5) Ivan Bounine, *Jours maudits*, L'Âge d'homme, Lausanne, 1988.

(6) Journal d'Elena Lakier, cité dans « *Preterpevchi do kontsa spasen budet* ». *Jenskie ispovedalnye teksty o revolutsii i grajdanskoj voïne v Rossii* (« Celui qui endure jusqu'à la fin sera sauvé ». Confessions de femmes sur la révolution et la guerre civile en Russie), Éditions de l'Université européenne à Saint-Petersbourg, 2013.

(7) Alexandre Blok, « L'intelligentsia et la révolution » (19 janvier 1918), dans *Œuvres en prose, 1906-1921*, L'Âge d'homme, 1974.

Priorité

PAR NICOLAS FORNET *

LA SCÈNE de la bibliothèque de Iouriatine, ville imaginée par Boris Pasternak dans *Le Docteur Jivago*, paru en 1958, traduit l'impression profonde qu'il avait dû ressentir quarante ans plus tôt : le héros entre dans une salle de lecture où l'on trouve, à côté des représentants de l'ancienne intelligentsia, des gens du peuple, endimanchés, venus « l'air confus, comme dans une église ». L'auteur témoigne là de la formidable soif de culture qui s'empara en 1917 des classes populaires, tenues à la lisière du savoir.

Quand les bolcheviks arrivent au pouvoir, la politisation des classes populaires et leur aspiration à l'instruction font écho à leur projet émancipateur. De février à octobre 1917, avant d'envahir les écoles et les bibliothèques, la population avait été à l'école des soviets : dans les conseils, plus de 1 500 en octobre 1917, elle apprenait, débattait, organisait la vie sociale et, finalement, osait revendiquer le pouvoir. Le nouveau pouvoir fit de l'instruction de la population une priorité – cent cinquante millions d'enfants, d'hommes et de femmes ne maîtrisant pas ou à peine, pour les trois quarts, la lecture ni l'écriture. Pour Léon Trotski, « la culture vit de la sève de l'économie (1) ». Or les guerres, mondiale puis civile, avec l'embargo imposé par les grandes puissances, avaient réduit les faibles ressources et décimé les prolétaires les plus conscients. L'arriération économique et culturelle, héritée du tsarisme, aggravait le tout.

Malgré le manque chronique de papier, les imprimeries sortirent des millions de manuels et d'abécédaires, dans des dizaines de langues parlées au sein de la nouvelle Union soviétique. Le pouvoir des soviets proclama dès décembre 1917 l'obligation pour tous d'apprendre à lire et écrire ; un an plus tard, celle pour tout homme cultivé d'« instruire plusieurs illettrés », avant de préciser en décembre 1919 que « quiconque (...) empêch[er]ait des analphabètes d'assister aux cours organisés s'expos[er]ait à des poursuites pénales (2) ». On instaura la lecture à haute voix des journaux dans les campagnes reculées. Pendant la guerre civile, lorsqu'en avril 1918 l'instruction devint obligatoire, l'Armée rouge devint un de ses principaux vecteurs pour des milliers de jeunes prolétaires

* Auteur de *La Révolution dans la culture et le mode de vie. Russie soviétique (1917-1927)*, Les Bons Caractères, Pantin, 2016.

la contestation sociale

Assemblée constituante. Espérant bâtir petit à petit un modèle social adossé aux organisations ouvrières, dans le cadre d'une république démocratique, les mencheviks les soutiennent. Le plus lucide de ces derniers, Julius Martov, comprend que le succès des bolcheviks, l'aile gauche du POSDR, tient à leur capacité d'unir les couches qui, loin de toute sociologie « scientifique », se voient comme un prolétariat : jeunes ouvriers sans expérience, gueux des campagnes, soldatesque.

Le seul parti qui apparaît en rupture avec les institutions mais en phase avec le mouvement populaire est le parti bolchevique. Lénine, son leader, affirme dès le mois d'avril être prêt à assumer le pouvoir en s'appuyant sur les soviets. Prenant de cours un mouvement anarchiste balbutiant, la petite organisation marxiste de cinq mille membres convainc et recrute parmi les plébiens révoltés. Elle est la seule force organisée à accompagner la subversion, à la politiser. En un mot, les bolcheviks se distinguent par leur choix de l'affrontement avec les

pouvoirs constitués. Ils organisent une insurrection à Petrograd le 7 novembre (25 octobre), jour d'ouverture du II^e Congrès national des soviets, où ils sont majoritaires (8).

CET AFFRONTEMENT DESSINERA LE VISAGE DE L'EUROPE POUR VINGT-CINQ ANS

Portés par la lame de fond de la contestation sociale, les bolcheviks se retrouvent devant des choix cornéliens. Dans un État qui se désagrège, doivent-ils toujours promouvoir l'autogestion décentralisée des soviets dans les usines et les villages, au risque de ruiner le pays ? Que faire d'une Assemblée constituante finalement élue en novembre mais dont la majorité est issue des anciens partis discrédités ? Comment conclure la paix promise avec des « partenaires » parmi lesquels l'« allié » principal, la France de Georges Clemenceau et de Philippe Pétain, est tout aussi hostile aux soviets que l'ennemi, l'Allemagne de Guillaume II ?

En désaccord avec plusieurs décisions de Lénine, Rosa Luxemburg note néanmoins dans sa prison de Breslau : « *L'insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international* (9). » L'enjeu du moment dépasse la Russie. La révolte monte dans toute l'Europe. Des grèves ont éclaté au printemps : métallos en Allemagne, midinettes à Paris. À l'été, les marins allemands protestent alors que des mutineries viennent d'être réprimées dans l'armée française. En juin, le préfet de l'Isère rapporte que, « *influencés par la révolution russe, [les travailleurs] rêvent déjà de comités d'ouvriers et de soldats, et de révolution sociale* (10) ». La révolution russe est le pivot de la « *guerre civile européenne* (11) » qui commence. Cet affrontement dessinera le visage de l'Europe pour vingt-cinq ans, entre communisme et fascisme. Son issue déterminera également l'évolution du régime des soviets en Russie, entre dictature du prolétariat et dictature sur le prolétariat.

ÉRIC AUNOBLE.



GIANGIACOMO SPADARI. – « Propaganda » (Propagande), 1969

OLIVIER PASTOR-VILLA TAMARIS CENTRE D'ART, LA SEINE-SUR-MER

(8) Soixante-quinze pour cent des délégués sont pour le transfert de « tout le pouvoir aux soviets ». Cf. Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*, La Fabrique, Paris, 2016.

(9) Rosa Luxemburg, *La Révolution russe* (1918), Spartacus, Paris, 1977.

(10) Cité par Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, Paris, 1980.

(11) Enzo Traverso, *1914-1945, la guerre civile européenne*, Hachette, coll. « Pluriel », Paris, 2009.



5 (18) janvier 1918. Réunion de l'Assemblée constituante, la majorité refuse d'avaliser les décrets du gouvernement. Lénine décide de dissoudre l'Assemblée au profit du Congrès des soviets.

3 mars. Le traité de Brest-Litovsk avec les empires centraux entraîne la perte de 26 % de la population et des régions les plus productives en acier et en blé.

Mai-juin. Réquisition forcée du blé dans les campagnes. Nationalisation des entreprises au capital supérieur à 500 000 roubles.

6-7 juillet. Les SR « de gauche » tentent un coup d'État.

Août. Lancement de l'intervention alliée pour soutenir les Russes « blancs ».

30 août. La SR Fanny Kaplan tente d'assassiner Lénine à Moscou. Le régime répond par la « terreur rouge » (arrestations préventives, exécutions d'otages). Les « blancs », de leur côté, multiplient les exactions dans les villes qu'ils reprennent et annulent les décrets sur la terre, s'aliénant les masses paysannes.

21 novembre. Tous les magasins sont municipalisés. L'interdiction du libre commerce et les réquisitions aggravent les pénuries.

Mars 1919. Première grande purge du Parti. Un tiers des effectifs sont exclus.

11 novembre 1920. Les dernières troupes « blanches » fuient vers Istanbul. Elles résisteront en Extrême-Orient jusqu'en 1922.

Février-mars 1921. Insurrection des marins et des ouvriers de Cronstadt contre la « dictature des commissaires bolcheviques ». Au même moment, flambée de révoltes paysannes.

8 mars 1921. Ouverture du X^e Congrès, à l'issue duquel sont réintroduits des éléments d'économie de marché : la nouvelle politique économique (NEP).

3 avril 1922. Joseph Staline devient secrétaire général du Parti.

Décembre 1922. Malade, Lénine rédige des notes pour alerter contre les risques de déchéance et de bureaucratisme du Parti. Circonspect face à Trotski, il juge Staline encore plus dangereux. Création de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), le 30.

21 janvier 1924. Mort de Lénine.

Sources : Nicolas Werth, *Les Révolutions russes*, Presses universitaires de France, Paris, 2017, et *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)*, Presses universitaires de France, 2017.

à l'éducation des masses

et paysans mobilisés. Dès 1919, elle compte 1 200 clubs de lecture et 6 200 cercles politiques, scientifiques, agricoles, etc. Émulation entre les programmes d'alphabétisation, tutorat par les néo-alphabètes ou par les ouvriers envers les paysans, radio, cinéma, affiches, théâtre... : tous les moyens furent mis à contribution.

On enseignait dans des granges, des usines, des fermes, des tentes de nomades. Bateaux et trains dits « de propagande » désenclavaient les contrées isolées, attirant un public populaire que les témoignages décrivent avide de journaux, de livres et de connaissances. D'après l'historien Jean-Michel Palmier, « *en deux ans, ces trains de propagande visitèrent quelque mille localités, et leur personnel donna plus de trois mille conférences* (3) ». Des cours du soir ou à domicile s'adressaient spécialement aux femmes.

En dépit de la guerre civile, le pouvoir soutint les initiatives et les innovations pédagogiques de toutes sortes. En 1918, on décida que des soviets d'éducation contrôlés par la population éliraient les enseignants, une pratique qui refluera avec la bureaucratisme au milieu des années 1920. Pour aider quelque quatre millions d'orphelins misérables, le gouvernement encouragea les expériences éducatives : colonies, orphelinats, maisons et communes des enfants, où la vie collective et ce qu'elle apporte dans l'apprentissage et l'autonomie étaient promus, tout comme l'activité productive. Et, si les compétences de certains enseignants recrutés sur le tas étaient bien minces, le dévouement collectif compensait, ce qui étonna nombre d'observateurs : Célestin Freinet dit en 1925 sa « *surprise et [son] émerveillement, surtout si l'on songe dans quelles conditions ont été réalisés ces immenses progrès* ». Les pédagogues russes, écrivit-il, ont « *trouvé dans leur dévouement à la cause du peuple et dans l'activité révolutionnaire des clartés suffisantes pour non seulement hausser leur pédagogie au niveau de la pédagogie occidentale, mais pour dépasser aussi, et de beaucoup, nos timides essais* » (4).

Alors que le tsarisme ne scolarisait qu'un enfant sur cinq, l'école devint obligatoire, gratuite et mixte. Le 7 octobre 1918, remplaçant l'ancien système éducatif, l'École unique du travail fut instaurée par décret. Les débats sur les programmes scolaires – les uns privilégiant le développement de la personnalité de l'enfant, contre l'autoritarisme professoral, les autres prônant une école communautaire, dont les enseignements seraient tirés de la vie concrète – furent si passionnés que la rentrée scolaire de 1918 dut être retardée. Les désaccords persistant, le gouvernement ne vit pas d'inconvénient à expérimenter des programmes différents selon les villes. La révolution voulait libérer l'enseignement de

l'ancien système de reproduction des inégalités. Le commissariat du peuple (ministère) à l'éducation prônait une école autogérée, où l'enseignement généraliste et polytechnique permettrait de former des ingénieurs et des techniciens capables de moderniser la production et de faire progresser la science, mais aussi des futurs citoyens de la société socialiste. Les difficultés matérielles conduisirent, en janvier 1921, à réduire la scolarité à un cycle allant de 8 à 15 ans, au lieu des 17 ans initiaux. Parallèlement, à partir de 1919, fut introduite une dose de discrimination positive : les *rabfak* (facultés ouvrières) ouvraient à un public peu instruit un accès privilégié à l'enseignement supérieur. Allaient éclore des instituts de recherche et des universités où se côtoieraient des milliers de chercheurs de toutes sortes de disciplines, telle la cité scientifique d'Akademgorodok, fondée en Sibérie en 1957, avant l'essor de la Silicon Valley. Toute cette politique volontariste en matière d'éducation et de recherche, qui permettra à l'URSS d'envoyer dans l'espace le premier homme, fut engagée dès les premières années de la révolution, dans un dénuement presque total.

MAISONS DU PEUPLE, CLUBS OUVRIERS, « ISBAS DE LECTURE »...

Dans la mosaïque de peuples qu'était l'ex-Empire russe, certains presque analphabètes, on mit en place des systèmes d'écriture pour une quarantaine de langues et dialectes. À la différence de la russification imposée par les tsars, qui sera reprise plus tard par Joseph Staline, les bolcheviks n'imposèrent pas le cyrillique, vecteur de domination grand-russe. Soucieux de rejeter toute forme de chauvinisme, ils encouragèrent un étonnant mouvement de romanisation qui connut un énorme succès chez les peuples du Grand Nord, les minorités du Caucase, les populations chinoise et coréenne d'Extrême-Orient, ou encore tous les turcophones, pour qui cela recouvrait la lutte des exploités contre les féodaux, la bourgeoisie naissante ou les castes religieuses défendant l'alphabet arabe ou gardant pour eux le mystère de l'écriture. Cela signifiait l'ouverture sur le monde occidental, une tentative de rapprocher les populations de Russie de la classe ouvrière des pays les plus avancés. En URSS, où l'on dénombrait 122 langues et dialectes, l'alphabet latin nota jusqu'en 1929 des dizaines de langues parlées (5).

Entre le désir du peuple de s'instruire, la conviction bolchevique que les masses devaient et pouvaient acquérir les moyens culturels de gérer elles-mêmes leur État (jusqu'à la simple ménagère, disait Lénine) et les

conditions matérielles imposées par les circonstances, les obstacles étaient immenses. Le roman *Le Premier Maître*, de Tchinghiz Aïmatov (6), décrit un soldat de l'Armée rouge fort peu lettré, n'ayant ni manuel ni pédagogie, juste des rudiments appris à l'armée, venu construire une école dans un village kirghize en 1924. Rétifs, les villageois rechignent d'abord à participer à l'ouvrage. Des dizaines de milliers de maisons du peuple, de clubs ouvriers, d'« isbas de lecture » et de bibliothèques (indispensables vu la pénurie de papier pour l'édition) apparurent. Visant à la fois à instruire et convaincre – surtout dans les campagnes, jugées plus hostiles au pouvoir soviétique après la mise en place des réquisitions forcées au printemps 1918 –, ces institutions se heurtaient souvent à une certaine résistance. En dépit des difficultés, 200 000 formateurs avaient alphabétisé 5 millions de personnes en 1921 ; 7 millions fin 1922. Au sortir de la guerre civile en 1921, le nombre de jeunes scolarisés était passé de 3,5 à 5 millions. En 1929, il atteignait 13 millions, avec 139 000 écoles.

La massification de l'enseignement se poursuivait sous Staline, d'autant qu'elle était indispensable à la politique d'industrialisation à marche forcée qu'il lança sur fond de collectivisation agricole. Se turent cependant les débats pédagogiques qui agitaient les premières années. Tout en fournissant ses bataillons d'ingénieurs et de spécialistes, le système bureaucratique purgea les ouvriers et enfants des classes populaires promus à des postes de responsabilité durant la première décennie soviétique. Il eut raison de ce qui, dans l'esprit de Lénine et des bolcheviks, aurait au contraire permis aux masses ouvrières, grâce notamment à l'instruction, de contrecarrer la montée de la bureaucratie, qui finit pas leur confisquer le pouvoir, en apprenant à gérer elles-mêmes « leur » État. Ainsi fut enterré le projet émancipateur que les bolcheviks associaient à l'éducation.

NICOLAS FORNET.

(1) Léon Trotski, *Littérature et révolution*, introduction de 1924, Les Éditions de la passion, Paris, 2000.

(2) Harbans S. Bhola, « Campagne d'alphabétisation en Union des républiques socialistes soviétiques 1919-1939 », dans *Les Campagnes d'alphabétisation. Étude de l'action menée par huit pays au XX^e siècle et note à l'intention des décideurs*, Unesco, Paris, 1986.

(3) Jean-Michel Palmier, *Lénine, l'art et la révolution*, Payot, Paris, 2006.

(4) Célestin Freinet, « Mes impressions de pédagogie en Russie soviétique », *L'École émancipée*, n° 7, Marseille, 8 novembre 1925.

(5) Lire Philippe Descamps et Xavier Monthéard, « Mille et une résistances à l'alphabet latin », *Le Monde diplomatique*, août 2017.

(6) Tchinghiz Aïmatov, *Le Premier Maître*, Éditions français réunis, Paris, 1964.

Quand la révolution doute

La dérive autoritaire était-elle consubstantielle au projet bolchevique, ou provenait-elle des circonstances pesant sur le nouveau pouvoir ? La question se posait déjà du vivant de Lénine, quand, du rêve d'un peuple russe autogéré, on passa au commandement sur les masses.

PAR HÉLÈNE RICHARD

P OUR LES HISTORIENS conservateurs, soucieux de disqualifier l'idée même de révolution, le ver était dans le fruit : « *La répression de masse ne fut pas un accident ou une réponse à une situation difficile, mais une composante du projet léniniste* », affirme Dominique Colas (1). Leurs confrères de gauche insistent, à l'inverse, sur les circonstances qui ont poussé les bolcheviks à user, dans l'urgence et sans plan établi, de moyens coercitifs, pensés comme provisoires, afin de défendre la révolution contre les armées « blanches », les forces étrangères et les soulèvements paysans (2). La sinistre période stalinienne qui suivit a peu à voir avec le projet communiste lui-même, davantage avec la guerre civile.

Avant d'agiter les historiens dans la quiétude de leurs bibliothèques, les choix de Lénine furent abondamment discutés de son vivant. À l'intérieur comme à l'extérieur du Parti, certains les justifiaient, les jugeant dictés par les impératifs politiques et militaires du moment ; d'autres ont dénoncé, plus ou moins précocement, une dérive autoritaire. Plusieurs moments de la révolution ont constitué des points de bifurcation où se posait la question de l'usage de la force, de la démocratie, ou encore de l'État dans le processus révolutionnaire. Trois, en particulier : la prise du pouvoir par une insurrection armée en octobre 1917 (novembre, selon le calendrier grégorien), la dissolution de l'Assemblée constituante en janvier 1918, et enfin la répression de la révolte des marins de Cronstadt en 1921.

Quelques mois seulement après la chute du tsarisme, en plein conflit mondial et après la mise en place d'un gouvernement provisoire, l'idée que les bolcheviks pourraient prendre le pouvoir par les armes grandit. La base ouvrière du Parti et les conscrits excédés par la poursuite de la guerre y poussent. D'abord pris de court, Lénine commence à défendre cette option auprès des membres du Comité central. La radicalisation des bolcheviks, à l'unisson de l'atmosphère politique du moment, effraie les autres forces socialistes – socialistes-révolutionnaires (SR) et mencheviks –, et même un compagnon de route comme Maxime Gorki. Représentatif d'une intelligentsia progressiste attachée aux acquis de la révolution de Février (libertés publiques, suffrage universel, abolition de la peine de mort), l'écrivain observe avec inquiétude, voire dégoût, les formes parfois brutales que prend le réveil politique d'une population avide de paix et de terre (lire l'article d'Éric Aumoble page 12). Il accuse les bolcheviks d'attiser « *tous [ces] instincts sombres d'une foule irritée par le démantèlement de la vie quotidienne, le mensonge et la boue de la politique, (...) empestant de hargne, de haine et de vengeance* (3) ».

À l'inverse, Lénine interprète ce chaos comme la preuve que les structures de l'ancien régime se décomposent inexorablement. À ses yeux, la Russie a dépassé l'étape bourgeoise de sa révolution, que les mencheviks pensent devoir stabiliser le temps que le pays devienne une puissance capitaliste, selon une lecture plus littérale de Karl Marx. Lénine, observateur des événements, pense dès février 1917 que les deux pouvoirs,

celui du gouvernement provisoire lié à la Douma (Assemblée consultative) et celui des soviets, représentatif des travailleurs (ouvriers, paysans, soldats), sont appelés à s'affronter. Il faut donc renverser par les armes un gouvernement provisoire discrédité afin de mettre en place un programme réellement démocratique, c'est-à-dire correspondant aux aspirations de la majorité : la paix immédiate, la terre aux paysans, le contrôle ouvrier des usines – et le fameux « *Tout le pouvoir aux soviets !* ». Ce sera chose faite dans la nuit du 24 au 25 octobre : les gardes rouges prennent le Palais d'hiver de Petrograd (Saint-Petersbourg), siège d'un gouvernement provisoire abandonné de tous, sans rencontrer une grande résistance.

En optant pour l'insurrection armée, les bolcheviks affirmaient défendre préventivement la Constituante contre un putsch militaire, comme celui qui faillit l'emporter en septembre. Minoritaires (175 sièges sur 703) à l'issue des élections de novembre, ils la dispersent dès la première séance en janvier 1918. Cette deuxième décision lourde de conséquences éveille des doutes, même chez les partisans du « *socialisme maintenant* ». Dans sa prison de Breslau, Rosa Luxemburg s'interroge. La révolutionnaire allemande le sait : cette dissolution n'a ému que les cercles socialistes et syndicaux de l'opposition, pas la population, restée indifférente. Elle ne reproche pas à Lénine la dissolution de cette Assemblée constituante-là, mais s'inquiète qu'à cette occasion les bolcheviks abolissent « *la démocratie en général* ». La transformation socialiste de la société lui semble devoir s'appuyer sur les inventions « *bourgeoises* » que sont le suffrage universel ou la liberté de la presse (dénoncées par les bolcheviks comme fallacieuses). « *Assurément toute institution démocratique, comme toute les institutions humaines d'ailleurs, a ses limites et ses défauts. Mais le remède inventé par Lénine et [Léon] Trotski (...) est pire que le mal qu'il est censé guérir : il obstrue en effet la seule source vivante d'où peuvent sortir les moyens de corriger les insuffisances congénitales des institutions sociales, à savoir la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires. (...) Les tâches gigantesques auxquelles les bolcheviks se sont attelés avec courage et résolution nécessitaient l'éducation politique des masses la plus intense et une accumulation d'expérience qui n'est pas possible sans liberté politique* (4) ».

LA LÉGITIMITÉ DU « COMMUNISME DE GUERRE » EST FINALEMENT MISE EN DOUTE

Dans le feu des événements, ce genre de réticences intellectuelles ne justifiait pas nécessairement que l'on se désolidarise du « *camp de la révolution* ». Hantés par le souvenir des répressions sanglantes des soulèvements de 1848, 1871 et 1905, beaucoup de militants de gauche – les anarchistes et les SR « *de gauche* », au gouvernement jusqu'en mars 1918 – jugeaient indispensable l'emploi de mesures coercitives et centralisatrices pendant la guerre civile : réquisition forcée du blé, nationalisation des industries, arrestations – même préventives – d'opposants. « *La Russie n'aurait évité la "terreur rouge" qu'en subissant la "terreur blanche"*. (...) *Je concevais la révolution comme un vaste sacrifice nécessaire à l'avenir ; et rien ne me semblait plus essentiel que d'y maintenir ou d'y retrouver l'esprit de liberté* (5) », se rappelle le libéral belge d'origine russe Victor Serge, que rien ne prédisposait à la discipline de parti exigée par Lénine.

La légitimité de ce « *communisme de guerre* » finit néanmoins par être mise en doute, tant la contrainte d'État semble parfois virer à la répression aveugle. La police politique, dont les effectifs atteignent près de 200 000 personnes (civils et troupes) au plus fort de la guerre civile, commet bien des exactions, pas moins violentes que celles des « *blancs* ». Ses méthodes brutales s'avèrent surtout incapables d'endiguer la famine, qui

Albert Londres au pays des Soviets

Reporter pour « *Excelsior* », Albert Londres réussit à visiter la Russie soviétique en 1920. L'homme qui a donné son nom à des prix de journalisme se révèle aveuglé par ses préjugés... de toutes sortes.

DANS LE TRAIN, une dame se rendait à Raïaïoki. Quand elle apprit que j'apparaissais pour Petrograd, elle poussa une exclamation de pitié. (...) En octobre 1917, les bolcheviks, prenant le pouvoir, ont saisi Petrograd, l'ont comme pendue à un crochet et l'ont écorchée de sa civilisation. (...) De 3 à 4 heures, le troupeau humain s'y traîne. Chacun porte son écuelle, ou une vieille boîte de conserve, ou un ex-plat à barbe, voire de vraies gamelles. Ils tendent cela au comptoir graisseux.

La portion de bouillon immonde, éblouissant, tombe comme elle peut dans leurs baquets. Avidement, ils l'avalent. C'est le dernier degré de la dégradation, ce sont des étables pour hommes. C'est la III^e Internationale. À la quatrième, on marchera à quatre pattes, à la cinquième, on aboiera. (...) Le bolchevisme n'est pas l'anarchie, c'est la monarchie, la monarchie absolue, seulement le monarque au lieu de s'appeler Louis XIV ou Nicolas II se nomme Proletariat I^{er}. Les cobayes de Lénine, ce sont des hommes. Il en a déjà tué des centaines de mille. (...) Alors, qui règne ? Règne tout l'ancien personnel agissant des congrès socialistes. Règnent tous les ex-exilés crasseux, taupes des bibliothèques internationales qui usèrent leur jeunesse sur les livres traitant du paupérisme, afin de rechercher comment ils pourraient vivre. Règnent le Sibérien, le Mongol, l'Arménien, l'Asiatique et, au détour de tous les couloirs des commissariats, derrière les paravents, entre deux buvards, sous la corbeille à papier, le roi, le juif. Ah ! l'horrible joli petit massacre qui chauffe à l'horizon. (...) Et nous étions chez le doux Tchitcherine [commissaire du peuple aux affaires étrangères]. Et vingt juifs, quarante juifs, soixante juifs voltigeaient autour de nous dans les couloirs de ce commissariat, et nous attendions que le chef de cette tribu hébraïque, glissant entre les portes comme une anguille dans



la main, et qui avait pour nom Roseberg, que le camarade Roseberg, enfin, voulût bien nous donner un billet de logement, quand un homme habillé en soldat russe, de la joie sur le visage, la main tendue et les yeux tendres, venant à nous, se mit à dire avec un accent de bonheur : « *Enfin ! un Français ! Je suis bien heureux de vous voir.* »

Et il se présenta : « *Je suis Pascal.* » Un Français ! Un homme qui avait une figure de civilisé et des yeux où l'on pouvait regarder dedans, et une poignée de main qui était directe, et de la franchise dans son allure, et dans le regard de la douceur qui n'était pas de l'hypocrisie. (...) Que l'on gémissait de faim à ses pieds, que l'on était incarcéré sous ses yeux, que l'on fusillait sous ses fenêtres, que dans toute l'immensité d'un immense pays le râle ait remplacé le rire, tout cela est bien, puisque tout cela est pour Dieu,

c'est-à-dire pour le communisme ; car Pascal, le normalien, Pascal, l'ex-lieutenant d'infanterie de France, Pascal n'est plus un homme, n'est plus un civilisé, n'est plus un Français : c'est un communiste. (...)

SI NOUS ÉTIONS le gouvernement français, nous savons bien ce que nous ferions. Nous déléguerions des orateurs aux Bourses du travail et aux usines, et ces orateurs tiendraient ce langage aux ouvriers : « *Quel sont ceux, parmi vous, qui sont bolcheviques ? Vous ? Bien ! Vos camarades ont confiance en vous, j'espère. Vous allez passer à votre maison, prendre votre femme et vos enfants (qu'on n'oublie pas les femmes et les enfants !), le gouvernement de la République va vous donner des visas, vous payer le voyage. Vous allez partir, vivre, travailler, manger, vous et les vôtres, six mois durant, sous le régime des Soviets. Après, vous reviendrez, et vous direz ce que vous avez vu. Bonne chance, camarades !* » (...)

Cloître, son chat sur les genoux, ses yeux asiatiques mi-fermés, Lénine rêve.

Albert Londres, *Dans la Russie des Soviets*, Arléa, Paris, 2008 (1^{re} éd. : 1920).



OLIVIER PASTOR-VILLA, TAMARIS CENTRE D'ART, LA SEVINE-SUR-MER

GIANGIACOMO SPADARI. – « *Elementary* »

sévit d'autant plus durement que les paysans cachent leurs récoltes pour éviter qu'elles ne soient confisquées, et manquent de grain pour semer.

Ces tensions culminent en mars 1921, au moment de la révolte de l'île-garnison de Cronstadt, fer de lance de la révolution d'Octobre. Comme en février 1917, les restrictions alimentaires mettent le feu aux poudres. Les ouvriers de Petrograd débrayent en février, rejoints le mois suivant par les soldats et les marins de la forteresse. Un comité, à domi-

Au nom

PAR KORINE AMACHER *

À LA VEILLE d'octobre 1917, Lénine estimait que la première tentative de renversement du pouvoir tsariste, en décembre 1825 à Saint-Petersbourg, avait échoué notamment parce que les révoltés étaient « *trop loin du peuple* ». S'il portait un regard bienveillant sur ceux qui, les premiers, jetèrent le gant au tsarisme, il soulignait le gouffre qui séparait les bolcheviks des insurgés de 1825. Ces derniers, des officiers issus de la noblesse, rejetaient toute idée d'insurrection populaire : les massacres de propriétaires terriens qui avaient accompagné les grandes révoltes d'antan avaient inscrit dans la mémoire de la noblesse russe une terreur profonde.

Le reproche que Lénine adressait aux révoltés de 1825 ne peut-il être adressé aux marxistes russes également ? Si ces derniers faisaient de la classe ouvrière le fer de lance de la révolution, ils se désintéressaient de ceux qui constituaient l'écrasante majorité de la population de l'Empire russe jusqu'en 1917, à savoir le monde paysan, considéré par Gueorgui Plekhanov comme « *moins capable que les ouvriers de l'industrie de prendre des "initiatives" politiquement conscientes* ». La population rurale, expliquait le père du marxisme russe, a plus de difficultés à assimiler la doctrine socialiste, « *parce que ses conditions d'existence diffèrent trop des conditions qui ont engendré cette doctrine* » (1).

À l'inverse des décembristes, qui voulaient tenir le peuple à distance, et des marxistes, qui ne croyaient pas au potentiel révolutionnaire des paysans, les populistes russes ont attribué un rôle central à la paysannerie dans l'avènement d'une société nouvelle. C'est dans les années 1840 qu'émerge le populisme ou socialisme (2), sous la plume d'Alexandre Herzen, qui a quitté la Russie en 1847. Témoin à Paris de l'échec des révolutions de 1848, Herzen perd tout espoir en un progrès social et politique en provenance de l'Occident. Son regard se tourne vers les communautés rurales russes, qui ne connaissent pas la propriété privée de la terre. Telle est la base, affirme-t-il, à partir de laquelle s'épanouiront les principes égalitaires, collectivistes, lorsque le servage et l'autocratie auront disparu. Le peuple, perçu il y a peu encore comme une force destructrice, devient alors dépositaire de valeurs morales, de formes de vie sociale qui permettront au pays d'éviter la voie capitaliste et bourgeoise (3).

* Professeure associée d'histoire de la Russie et de l'URSS, université de Genève.



«Éléments mécaniques» (Éléments mécaniques), 1971

nante SR et menchevique, politise la contestation, réclamant de nouvelles élections aux soviets, la liberté syndicale et la liberté de la presse, l'abolition des détachements alimentaires armés. «*Nous sommes partisans du pouvoir des soviets, non des partis. Nous sommes pour l'élection libre de représentants des masses travailleuses. Les soviets fantoches manipulés par le Parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications ; nous n'avons reçu qu'une réponse : la mitraille*», déclarent le 6 mars les insurgés dans un message radio.

du peuple ou avec le peuple ?

À Londres, d'où il mène au début des années 1860 la lutte contre le tsarisme, Herzen exhorte la jeunesse intellectuelle radicale russe à «*aller au peuple*» (4). Quelques années plus tard, l'exilé russe Mikhaïl Bakouline appelle de Suisse cette même jeunesse à «*réaliser l'idée du peuple*», qu'il estime naturellement révolutionnaire et socialiste. Le peuple russe, écrasé, malheureux, est prêt à tout moment à se révolter, affirme le célèbre anarchiste (5) : en témoignent les grandes insurrections populaires de jadis, ainsi que les troubles qui ont suivi l'abolition du servage en 1861. La terre n'a pas été donnée aux paysans, mais vendue.

En 1873-1874, environ 2 500 jeunes, étudiants et étudiantes pour la plupart, se répandent dans les campagnes pour prêcher le socialisme. Ils n'ont ni plan ni programme politique, mais sont persuadés de l'imminence du grand soulèvement révolutionnaire. L'échec est à la hauteur des illusions : les paysans ne comprennent pas cette jeunesse venue leur parler de liberté. Surtout, ils restent étrangers à l'idée de mise en commun de la terre, qu'ils rêvent de posséder individuellement. Pis, certains dénoncent les «*propagandistes*» à la police. Sur la trentaine de provinces visitées par les missionnaires socialistes, aucune ne se soulève à l'appel de ces jeunes qui n'ont respecté aucune règle de clandestinité. Le mouvement est brisé.

Suivent des années de doutes et de polémiques. Puisque le peuple est trop accablé par ses peines, trop résigné pour se révolter, il faut agir en son nom, afin de briser le cœur de l'État : en 1881, une bombe lancée par un membre de l'organisation anarchiste La Volonté du peuple (Narodnaïa Volia) fauche le tsar Alexandre II durant sa promenade. Toutefois, au lieu de l'effondrement du régime, il en résulte un renforcement du joug autocratique, dans une Russie qui s'industrialise rapidement et où le prolétariat se développe. Certains populistes – Gueorgui Plekhanov et Véra Zassoulitch sont les plus célèbres – s'ouvrent alors au marxisme, qu'ils découvrent dans l'exil où les a menés la répression.

Les premiers marxistes russes reportent en quelque sorte sur la classe ouvrière leur foi en un potentiel révolutionnaire de la paysannerie. Plekhanov écrit : «*Parce qu'ils sont parvenus à un plus haut degré de développement que la paysannerie, parce qu'ils ont plus de besoins et un horizon intellectuel plus vaste, les ouvriers de l'industrie se rallieront à notre intelligentsia révolutionnaire dans sa lutte contre l'absolutisme, puis, ayant obtenu la liberté politique, s'organiseront en un parti socialiste ouvrier, qui devra entreprendre la propagande systématique du socialisme chez les paysans* (6).»

Porteur de tous les espoirs de régénération sociale pour les populistes, le paysan incarne, pour les marxistes, une force passive et conservatrice. Mais comment croire à la victoire du prolétariat dans un pays majoritairement agricole ? Jusqu'en 1917, les marxistes resteront minoritaires au sein du mouvement révolutionnaire. Leurs plus grands concurrents sont

Situé dans la baie de la Neva, à trente kilomètres à l'ouest de Petrograd, Cronstadt constitue un verrou militaire stratégique au moment où les armées paysannes de l'anarchiste Nestor Makhno (Ukraine) et de l'ancien socialiste-révolutionnaire Alexandre Antonov (région de Tambov) défient encore le pouvoir bolchevique. Prêtextant un complot «*blanc*», les gardes rouges lancent l'offensive le 7 mars. Ils reprennent la forteresse au prix d'une dizaine de milliers de morts. Des milliers d'exécutions suivent. «*Jours d'angoisse et de canonnades. Mon cœur est engourdi de désespoir ; quelque chose en moi est mort*», note Alexandre Berkman, anarchiste venu des États-Unis qui, avec sa camarade Emma Goldman, tenta une médiation avec les insurgés (6). «*Ce jour-là, j'ai finalement, et irrévocablement, rompu avec les communistes*, analysera-t-il rétrospectivement. *Il était devenu clair pour moi que jamais, en aucune circonstance, je ne pourrais accepter (...) ce chauvinisme de parti et cet absolutisme d'État qui étaient devenus l'essence de la dictature communiste.*»

« NOTRE ÉTAT EST UN ÉTAT OUVRIER PRÉSENTANT UNE DÉFORMATION BUREAUCRATIQUE »

Au-delà de ces trois décisions majeures, la critique de la dérive bureaucratique n'est pas absente du débat interne au Parti. Peu avant Cronstadt, celui-ci est secoué par la «*controverse syndicale*», lancée en 1920 par Trotski. Le fondateur de l'Armée rouge affirme que la reconstruction de l'économie exige la militarisation du travail et la mise au pas des syndicats, devenus inutiles dans un État ouvrier. Plusieurs groupes d'opposition «*de gauche*» lui répliquent. En janvier 1921, Alexandra Kollontaï, une de leurs chefs de file, avertit qu'avec la victoire sur la dernière armée «*blanche*» doit venir le temps d'un changement d'orientation. Épuisés par trois années de guerre civile, les ouvriers, estime-t-elle dans un article programmatique (7), sont en droit de se demander s'ils sont «*le fer de lance de la dictature de classe*» ou bien «*un troupeau obéissant qui sert de soutien à ceux qui, ayant coupé tous les liens avec les masses, mènent leur propre politique sans se soucier de [leurs] opinions et de [leurs] capacités créatrices*». Elle ajoute : «*Plus le Parti attire les meilleurs éléments de nos syndicats et de nos usines en les envoyant au front ou dans les institutions soviétiques, plus devient faible la liaison entre les ouvriers de la base et les centres directeurs du Parti.*» Elle préconise l'autonomie des syndicats et leur rôle prépondérant dans la production.

Cet appel à l'inflexion sera écouté, mais pas de la manière espérée par Kollontaï. Lors du X^e Congrès – qui se tient en pleine révolte de Cronstadt – est lancée la nouvelle politique économique (NEP), qui vise un apaisement avec la paysannerie. Un impôt en nature remplace les réquisitions forcées. La propriété privée des petites et moyennes entreprises est restaurée ; le contrôle du commerce de détail s'assouplit. Soucieux d'éviter la paralysie du pays alors que le spectre d'un soulèvement paysan généralisé n'est pas écarté, Lénine ferme à double tour le Parti, «*la seule force dont il disposait*». L'interdiction des fractions, décision qu'il pensait révisable à l'épreuve des résultats, pèsera lourdement sur l'avenir du pays. «*Elle allait renforcer le Bureau*

les socialistes-révolutionnaires (SR), célèbres jusqu'à l'étranger pour leurs attentats terroristes d'une grande audace. Les SR continuent de défendre l'idée d'un socialisme paysan. Leur objectif principal est la socialisation de la terre, c'est-à-dire sa répartition entre ceux qui la travaillent selon des principes égalitaires. Bien qu'ils soient également actifs dans les milieux ouvriers, ils sont surtout implantés dans les campagnes.

Durant la révolution de 1905, l'attention de Lénine se tourne vers les campagnes agitées par des troubles. Il tente alors de systématiser les rôles respectifs des deux classes dominées. La bourgeoisie étant trop compromise avec le tsarisme pour mener à bien la révolution bourgeoise, les paysans pauvres ne pourraient-ils pas s'allier au prolétariat ? Dans *Deux Tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Lénine évoque pour la première fois une «*dictature démocratique des ouvriers et des paysans*», c'est-à-dire une alliance des classes dominées des villes et des campagnes pour éradiquer l'ancien régime. En raison de son nouvel intérêt pour les paysans, certains militants l'accusent d'avoir – un comble – des affinités avec les populistes. Toutefois, à la différence de ces derniers, il ne croit pas aux capacités révolutionnaires autonomes des paysans. Ce qu'il souhaite, c'est exploiter leur potentiel subversif dans le processus révolutionnaire en cours.

LÉNINE COMPREND QU'IL EST IMPOSSIBLE DE VAINCRE SANS L'APPUI DES PAYSANS

En février 1917, la révolution éclate, jetant à bas le tsarisme. À l'approche de l'été, les troubles agraires viennent rappeler la question paysanne au gouvernement provisoire comme aux partis révolutionnaires. Dans ses thèses d'avril, Lénine prône désormais le «*passage du pouvoir entre les mains du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie*». Il évoque la «*nationalisation de toutes les terres dans le pays*», et ajoute que «*les terres sont mises à la disposition des soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans*».

Lénine va ensuite s'adapter au cours des événements. En effet, les paysans ont commencé à s'organiser en assemblées, que le gouvernement provisoire cherche en vain à contrôler en suscitant par décret des comités agraires. La situation lui échappe. Sans l'appui des paysans, ou du moins leur neutralité, Lénine comprend qu'il est impossible de vaincre. À l'approche de l'été 1917, sa position est claire : les terres resteront sous le contrôle des comités agraires. Il n'évoque plus la nationalisation des terres, sachant que les paysans, dans leur grande majorité, souhaitent prendre possession de celle qu'ils travaillent (7). Preuve de sa grande plasticité tactique, il a adopté le programme politique de ses adversaires,

politique et son secrétariat (8)» (dont Joseph Staline est responsable à partir d'avril 1922).

À la fin de sa vie, Lénine percevait nettement les limites de la formidable machine administrative qui lui permit de gagner la guerre. «*Notre État est un État ouvrier présentant une déformation bureaucratique. Et c'est cette triste, comment dirais-je, étiquette que nous avons dû lui apposer. Voilà la transition dans toute sa réalité*», déclarait-il en 1920 (9). Les années de guerre civile ont littéralement dévoré la classe ouvrière, base sociale du pouvoir bolchevique. Enrôlés dans l'Armée rouge, beaucoup de cadres dévoués sont tombés au front. L'esprit de sacrifice hérité de la clandestinité se dissout à mesure que le Parti recrute dans les milieux, plus divers et moins politisés, de ceux qui cherchent d'abord une place dans le nouvel appareil d'État. En 1921, la «*vieille garde*» bolchevique ne représente plus que 2 % des effectifs du Parti, qui ont quadruplé depuis 1918 (10). «*La dictature du prolétariat, que la pression des circonstances avait transformée en dictature d'une minorité socialement diverse, devient bientôt une dictature du Parti seul*», analyse l'historien Moshe Lewin, qui parle aussi de «*dictature dans le vide*» ou de «*pouvoir politique pur*» (11).

Affaibli par plusieurs attaques cérébrales, Lénine dicte fin 1922 à ses secrétaires des notes que la postérité retiendra sous le nom de testament. Il y dessine une réforme (élargissement du Comité central, mise en place d'une commission de contrôle) permettant de reproduire une forme d'équilibre des pouvoirs malgré l'interdiction des fractions. En vain : il ne parvient pas à imposer sa ligne. «*Nous pouvons dire, à l'honneur des bolcheviks, qu'ils sont nombreux à avoir tenté, opposition après opposition, de corriger le trajet de leur train, mais que rien n'a pu marcher*», médite Moshe Lewin (12). Prêt à remettre son travail sur l'établi, Lénine, au soir de sa vie, essayait aussi.

HÉLÈNE RICHARD.

(1) Dominique Colas, *Lénine politique*, Fayard, Paris, 2017.

(2) Cf., par exemple, Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Fayard - *Le Monde diplomatique*, Paris, 2003, ou Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*, La Fabrique, Paris, 2016.

(3) Cité par Orlando Figes, *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, Denoël, Paris, 2007.

(4) Rosa Luxemburg, *La Révolution russe* (1918), Spartacus, Paris, 1977.

(5) Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques, 1908-1947*, Robert Laffont, coll. «*Bouquins*», Paris, 2001.

(6) Alexandre Berkman, *Le Mythe bolchevik. Journal, 1920-1922*, Klincksieck, Paris, 2017.

(7) Alexandra Kollontaï, «*L'opposition ouvrière*», texte publié en Russie au début de l'année 1921, traduit en français (à partir d'une version anglaise) dans la revue *Socialisme ou barbarie*, n° 35, Paris, janvier-mars 1964.

(8) Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Syllepse, Paris, 2015.

(9) Lénine, «*Discours à la séance commune des délégués au VIII^e Congrès des soviets, des membres du Conseil central des syndicats de Russie et du conseil des syndicats de la ville de Moscou*», 30 décembre 1920.

(10) Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)*, Presses universitaires de France, Paris, 2017.

(11) Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, op. cit.

(12) Moshe Lewin, *La Formation du système soviétique*, Gallimard, coll. «*Bibliothèque des histoires*», Paris, 1987.

les SR : expropriation des propriétaires fonciers et partage égalitaire des terres sous l'égide de la communauté paysanne.

Au lendemain d'octobre 1917 est publié le décret sur la terre qui déclare «*la propriété privée de la terre (...) abolie sans indemnité*». Les terres «*sont mises à la disposition des comités agraires locaux et des soviets de députés paysans de district, jusqu'à l'Assemblée constituante*». Révolutionnaire sur le papier, le décret entérine en réalité une situation de fait : depuis l'été, les communautés villageoises se sont approprié les terres des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, lassés d'attendre que leur partage soit enfin décidé par le gouvernement provisoire, dont le ministre de l'agriculture Viktor Tchernov était pourtant le dirigeant des SR.

À l'issue de la guerre civile, les paysans se sont finalement retournés contre les bolcheviks, venus non seulement, comme les populistes, leur prêcher les vertus du socialisme, mais en outre réquisitionner leurs biens pour nourrir les villes affamées. En 1921, Lénine accorde un répit au pays en instaurant la nouvelle politique économique (NEP), qui marque un retour partiel à certaines formes d'entreprise privée. Elle s'adresse plus à la paysannerie qu'aux ouvriers : on substitue aux réquisitions de la guerre civile un impôt en nature, puis en argent, ce qui donne aux paysans la possibilité de vendre les surplus. On leur permet de ravitailler librement le marché afin de faciliter l'essor industriel en restaurant les relations commerciales entre la ville et la campagne. Si l'agitation anti-communiste se calme dans les villages, le problème d'une agriculture encore plus parcellaire qu'avant 1917 reste en suspens.

Dès le «*grand tournant*» de 1928-1929, Joseph Staline règle brutalement la question paysanne : par la collectivisation forcée des terres, qui causera la mort de millions de personnes. Du rêve populiste – naïf mais généreux – d'une autogestion d'un peuple russe qui vivrait selon son idéal, on est passé au commandement sur les masses. Les premiers populistes, ceux qui «*allèrent au peuple*», n'entendaient pas se substituer au peuple, mais au contraire s'unir à lui.

KORINE AMACHER.

(1) Georges Plekhanov, *Œuvres philosophiques*, tome 1, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1961.

(2) Le populisme russe (*narodnitchestvo*) du XIX^e siècle n'a donc rien à voir avec l'acception actuelle du terme «*populisme*».

(3) Cf. *La Russie, 1598-1917. Révoltes et mouvements révolutionnaires*, Infolio, Paris, 2011.

(4) Nikolaï Ogarev, «*De quoi le peuple a-t-il besoin ?*», *Kolokol*, Londres, juillet 1861.

(5) Michel Bakouline, *Étatisme et anarchie*, E. J. Brill, Leiden, 1967 (1^{re} éd. : 1873).

(6) Georges Plekhanov, *Œuvres philosophiques*, tome I, op. cit.

(7) Marc Ferro, *La Révolution de 1917*, Albin Michel, coll. «*Bibliothèque de l'évolution de l'humanité*», Paris, 1997.

Alors l'art se souleva

Dès avant guerre, la rupture avec les codes de l'art bourgeois avait été consommée. Après 1917, les artistes s'emploient à rendre les enjeux révolutionnaires sensibles, ce qui ouvre sur de nouvelles voies esthétiques. Mais non sans contradictions pour eux-mêmes.

PAR EVELYNE PIEILLER

EN 1919, George Grosz et John Heartfield, membres actifs du Club Dada à Berlin, affirment avec panache que « le titre d'artiste est une insulte ». Car « le terme "art" est l'annulation de l'égalité entre les hommes » (1). Tous deux sont... des artistes. Ils n'ont pas 30 ans. Ils ont connu et haï la guerre au point d'américaniser leur nom par dégoût du nationalisme, ils viennent d'adhérer au tout jeune Parti communiste allemand et de voir l'écrasement meurtrier de la révolution spartakiste. Grosz et Heartfield approuvent les « Treize points du dadaïsme » berlinois, et notamment celui qui prône une « association internationale et révolutionnaire des créateurs et intellectuels du monde entier sur la base du communisme radical » (2). Ce ne sont pas des « paroles verbales », mais l'expression d'une aspiration ardente. Dans le sillage de 1917 et de la déferlante insurrectionnelle qui secoue l'Europe, de l'Allemagne à l'Autriche, de l'Italie à la Hongrie, les avant-gardes artistiques qui se joignent à l'avant-garde politique vont entreprendre pendant quelques années effervescentes d'élaborer les esthétiques propres à servir cet engagement. Si les urgences et les possibilités ne sont pas identiques selon les pays, sera commun le questionnement sur le rôle même de l'art et de l'artiste, dans la perspective de la vie collective à construire.

La rupture avec les codes de l'art bourgeois – par le cubisme, le futurisme, l'abstraction, le symbolisme, etc. – a été opérée avant la guerre, c'est maintenant le sens même de la démarche qu'il faut, en cette aube, définir. En quoi, comment, jusqu'où les artistes peuvent-ils contribuer à la révolution, advenue ou à venir, aider, par leurs compétences propres, à l'embellissement des humains ? À cette question, qui n'a plus rien d'abstrait après le surgissement de la révolution d'Octobre, les artistes les plus novateurs vont, en Russie, dans une tension souvent productive avec les représentants du pouvoir, proposer pendant une petite dizaine d'années des réponses hardiment inventives, ouvrant parfois sur des contradictions violentes. L'Allemagne puis la France, pour s'en tenir à deux pays où l'avant-garde est très active sur fond de lutte politique, se saisiront à leur façon et à leur rythme de ces avancées.

La première réponse, la plus directe, sera que l'art doit être utile. Et son application la plus directe, c'est d'abord sa mise au service de la cause. Propagande, oui. Les affiches fleurissent sur les murs des usines, sur les tramways, aux endroits les plus fréquentés, pour rendre sensibles mots d'ordre, explications, incitations. Le poète et dramaturge Vladimir Maïakovski collabore aux « fenêtres Rosta », ces affiches de près de trois mètres sur trois qui commentent les dernières nouvelles. Le même Maïakovski, qui fonde en 1923 la revue *LEF* (« Front gauche de l'art »), « libre association de tous les travailleurs de l'art », écrit avec entrain sur l'édification économique ou la lutte contre la bureaucratie, fait briller des slogans pour une campagne sanitaire ou célèbre les mérites des tétines soviétiques. Car « les *leftistes* se battent pour imposer l'affiche, l'illustration, la réclame, le photomontage et le cinématage, c'est-à-dire des formes d'art utilitaro-figuratif qui puissent servir de moyens de réalisation de masse » (3). Le plasticien Alexandre Rodchenko, le peintre Marc Chagall, le metteur en scène Vsevolod Meyerhold, qui exerceront tous

une influence majeure bien au-delà de la Russie, participent à de grandes fêtes civiques, célébration et commentaire des événements.

Mais plus largement, au-delà de la contribution à la mobilisation révolutionnaire, une autre fonction échoit à l'artiste : le professionnel qu'il est va introduire le peuple à la connaissance de l'histoire, des codes et de la pratique de l'art. Les écrivains donnent des cours (André Biely), éditent des classiques (Alexandre Blok), et les plasticiens vont enseigner aux Ateliers supérieurs d'art et de technique (Vkhoutemas), créés en 1920. Le cursus de cinq ans, dont le programme s'appuie sur les propositions du peintre Vassily Kandinsky, pionnier de l'abstraction, a pour ambition de répondre aux besoins artistiques et techniques du pays, qui donneront forme à l'espérance qu'il porte. Dans le même élan, les troupes, composées le plus souvent d'amateurs, de théâtre d'agit-prop, d'une vitalité splendide, vont entretenir des liens tant avec Meyerhold qu'avec Maïakovski ou avec le jeune Sergueï Eisenstein, qui bientôt tournera *Le Cuirassé « Potemkine »* (1925) (4).

L'AVANT-GARDE ŒUVRE À LA TRANSFORMATION SOCIALE SANS POUR AUTANT SE RENIER

L'étonnant, c'est évidemment que la mise au service d'une cause n'amointrisse pas le travail artistique. Or l'avant-garde trouve les moyens de remplir la fonction d'instrument de transformation sociale à laquelle elle entend se vouer sans se renier, et peut-être même en s'accomplissant. Car l'art expérimental et l'art populaire vont conjuguer leurs ressources, comme en témoignaient dès l'abord les affiches de propagande hardiment et « naïvement » stylisées qui ne renonçaient à rien des plus vives innovations graphiques. Et semblablement, la prééminence du collectif sur le singulier, la nécessité de rendre sensibles les enjeux révolutionnaires contribuent à l'invention de ressources esthétiques. Il suffit de rappeler les fulgurances du cinéma d'alors, son exemplaire usage du montage entre autres, d'Eisenstein à Vsevolod Poudovkine (*La Mère*), la liberté d'un théâtre qui, parti du refus radical des normes conventionnelles, va intégrer les ressources populaires du music-hall, du cirque, du cinéma, et sortir de sa « boîte ».

Mais cet enrichissement réciproque est menacé par un obstacle considérable, sans doute intrinsèque à la tension entre les contraintes de la demande sociale et le jeu propre au développement de l'art. Si l'art reconnaît à la demande sociale une absolue priorité, n'accepte-t-il pas alors de se dissoudre en artisanat, en métier ? L'artiste doit-il se transformer en technicien spécialisé ? Alexandre Rodchenko, Vladimir Tatline, Kazimir Malevitch, qui enseignent aux Vkhoutemas, sont partie prenante du constructivisme. Ce mouvement, lié au cubisme et au futurisme, élabore un art non figuratif au moyen d'éléments géométriques. Il est traversé de courants divergents : l'un se dirige vers un art fonctionnel, qui s'épanouira dans l'architecture, le design, la typographie ; l'autre tend à privilégier la forme pure. L'étude des matériaux et des techniques liés à la fabrication d'objets utilitaires devient prioritaire dans les écoles d'art, les Vkhoutemas privilégient désormais les demandes des usines : jusqu'où aller ? Certains parmi les constructivistes approuvent l'évolution, et

(1) « La canaille de l'art », dans Günther Anders, George Grosz, John Heartfield et Wieland Herzfelde, *L'art est en danger*, Allia, Paris, 2012.

(2) Louis Janover, *La Révolution surréaliste*, Klincksieck, Paris, 2016 (1^{re} éd. : 1989).

(3) Cité dans Serge Fauchereau, *Avant-Gardes du XX^e siècle. Arts et littérature, 1905-1930*, Flammarion, Paris, 2016 (1^{re} éd. : 2010).

(4) Cf. Claude Frioux, « Lénine, Maïakovski, le Proletkult et la révolution culturelle », dans *Littérature*, n° 24, Paris, 1976, et Denis Bablet (sous la dir. de), *Le Théâtre d'agit-prop de 1917 à 1932, L'Âge d'homme*, Lausanne, trois tomes, 1977-1978.



Cocktail révolutionnaire

En 1920, dans « La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme ») », Lénine livre les clés du succès, selon lui, d'une révolution.

La loi fondamentale de la révolution, (...) la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (...), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.

C'est la pagaille !

En mai 1917, Louis de Robien est l'attaché d'ambassade de la France en Russie. Dans son journal, il déplore la lente agonie du gouvernement provisoire.

J'ai assisté, il y a quelques jours à la gare Nicolas, au départ du train pour Moscou. Bien entendu, tout était bondé : compartiments, corridors, toilettes où s'empilaient quatre à cinq soldats, marchepieds, toits. Le chef de gare, estimant qu'il était dangereux de partir dans ces conditions, essaya de faire descendre les *tovarich* [« camarades » en russe] (dont aucun n'avait payé sa place, bien entendu). Ne pouvant y parvenir, il demanda secours au comité des ouvriers et soldats. Celui-ci envoya un détachement commandé par un officier qui somma les soldats d'obéir. Ceux-ci refusèrent et décidèrent de nommer eux aussi un comité... Les élections furent faites aussitôt et, dans les wagons et sur les toits, on constitua un « comité du train ». Ce comité, bien entendu, décida qu'il fallait rester [dans le train] et, comme le disaient les soldats, « notre comité vaut bien l'autre puisque, après tout, tous les deux sont élus par nous ».

À la génération future

Figure historique de la droite du parti bolchevique, Nikolaï Boukharine écrit cette lettre-testament après son arrestation par la police de Joseph Staline en 1937. Il est exécuté un an plus tard et ne sera réhabilité qu'en 1988.

Je quitte la vie. Je ne baisse pas la tête devant la hache prolétarienne, qui doit être aussi impitoyable que vertueuse. Je suis accablé par l'impuissance ressentie face à la machine infernale qui, avec des méthodes moyenâgeuses, déploie une force titanesque, produit des mensonges à la chaîne selon un plan soigneusement concerté et dont l'audace rivalise avec l'assurance.

(...) Je suis membre du Parti depuis l'âge de 18 ans, et le combat pour les intérêts de la classe ouvrière, pour la victoire du socialisme est l'unique but de ma vie. Récemment, le journal qui porte le nom sacré de *Pravda* a publié un mensonge ignoble, en affirmant que moi, Nikolaï Ivanovitch, je souhaiterais détruire les conquêtes d'Octobre et restaurer le capitalisme. C'est d'une impudence inouïe. (...) Je me suis plus d'une fois trompé sur les voies de la construction du socialisme, je demande seulement que la postérité ne me juge pas plus sévèrement que Vladimir Ilitch [Lénine] ne l'a fait. Les premiers, nous nous sommes engagés vers un but unique, empruntant un chemin que personne n'avait encore pris. C'était une autre époque, avec d'autres pratiques. Dans la *Pravda*, une colonne était réservée à la discussion, tout le monde y participait, les uns comme les autres nous nous efforcions de trouver des voies nouvelles, nous nous disputions, pour nous réconcilier ensuite et avancer ensemble.

(...) Sachez camarades que sur le drapeau que vous portez, en marche triomphale vers le communisme, il y a aussi une goutte de mon sang !

Au cours de sa première décennie d'existence, le jeune État ne cesse de réévaluer sa politique étrangère, en quête d'un équilibre entre l'impératif de propager la révolution à l'étranger et la nécessité d'assurer la survie du pouvoir.

PAR GABRIEL GORODETSKY *

À L'ORIGINE, les bolcheviks se gardent bien de formuler des principes de politique étrangère. À leurs yeux, la Russie sera en danger tant qu'une révolution dans les pays occidentaux industrialisés n'aura pas levé la menace d'une intervention impérialiste. D'autant qu'en dernière analyse l'avènement du socialisme en Russie, un pays économiquement arriéré, dépend de leur aide technique et économique.

Pour ces raisons, Léon Trotski juge avec dédain le poste de commissaire du peuple aux affaires étrangères qu'on lui confie au lendemain de la prise du Palais d'hiver en octobre 1917. L'apôte de la « révolution permanente » ne voit guère l'intérêt d'établir des relations diplomatiques avec des régimes capitalistes dont il croit la fin imminente. Il annonce même aux employés de son cabinet son intention de publier les traités secrets passés par l'ancien régime avec les gouvernements impérialistes, avant de « fermer boutique » et de les congédier. À peine dix ans plus tard, l'as-

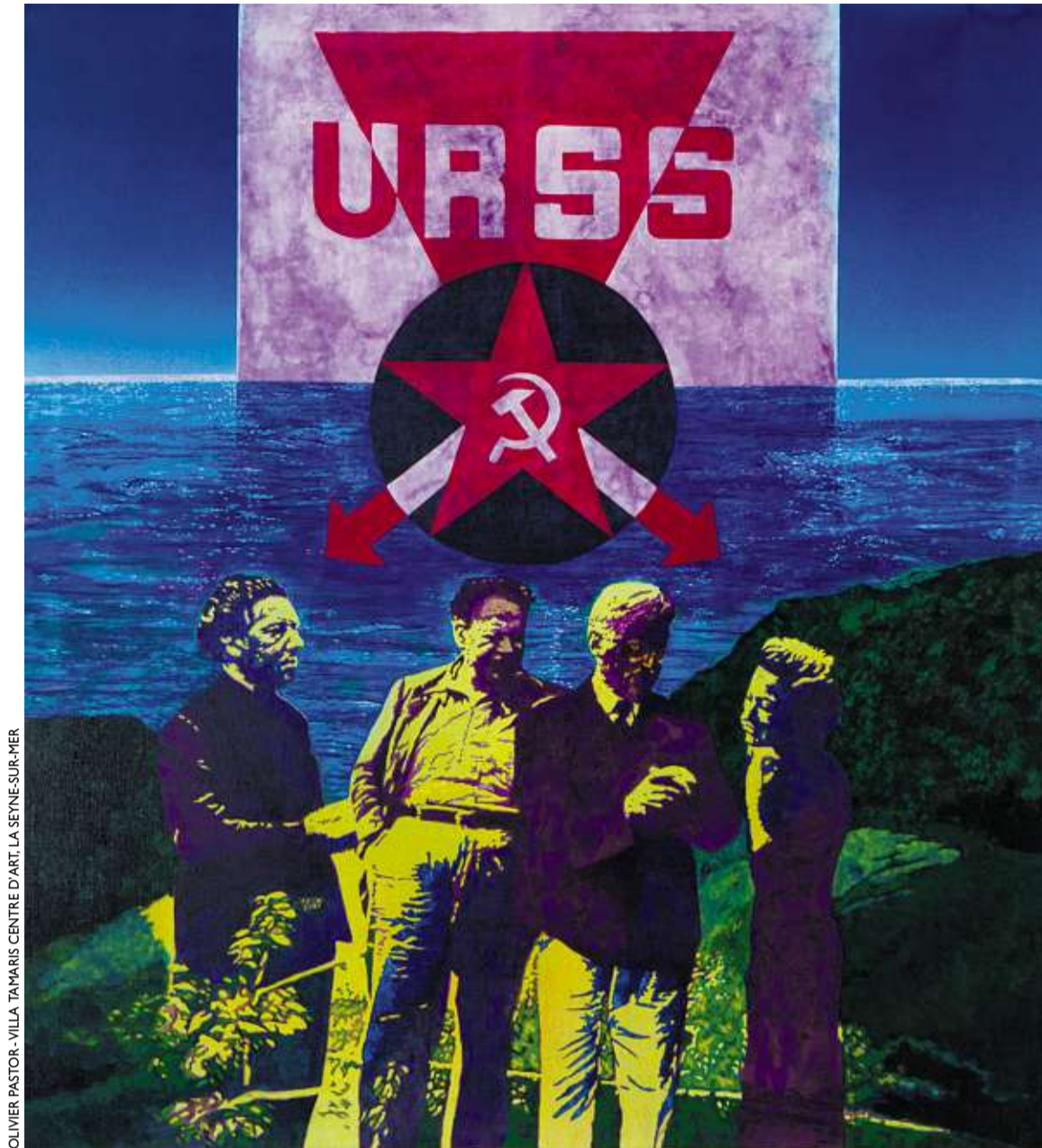
* Historien, professeur émérite du All Souls College, université d'Oxford. Auteur d'*Ivan Maïski, journal (1932-1943). Les révélations inédites de l'ambassadeur russe à Londres*, Les Belles Lettres, Paris, 2017.

Diplomatie,

cension du « solide, sévère et silencieux » Joseph Staline au rang de chef incontesté du Parti rassura le ministère des affaires étrangères britannique. « Il n'est pas surprenant, commente un de ses représentants, que la défaite de la fanatique opposition bolchevique [les trotskistes] annonce une politique étrangère qui utilise des "outils nationaux" classiques. »

L'écart entre ces deux orientations reflète la transformation qu'a connue la politique extérieure soviétique durant la première décennie suivant 1917. Longtemps, la lutte des classes reste un élément structurant, même après le revers que subissent les révolutions en Europe centrale et orientale. La « normalisation » des relations avec les autres pays est rarement présentée comme un but ultime, plutôt comme un repli tactique. Lénine formule clairement cette idée dès novembre 1920 : « À ce jour, nous n'avons toujours pas remporté de victoire en dehors de nos frontières, ce qui serait pour nous la seule manière d'assurer notre sécurité. Néanmoins, nous sommes entrés dans une nouvelle ère, puisque nous sommes désormais reconnus comme un acteur important sur la scène internationale. » Le nouveau régime connaît ses premiers succès en mettant en œuvre cette politique : le décret sur la paix (sans annexion ni indemnités) pris au lendemain de la révolution d'Octobre consolide le pouvoir aux yeux de la population ; le traité de Brest-Litovsk met fin à la guerre avec l'Allemagne en mars 1918 ; celui de Rapallo brise l'isolement diplomatique de l'URSS en 1922 (*lire la chronologie pages 12 et 13*).

Mais, au fond, reconnaissance internationale et stabilité politique, bien que temporaires, représentent une contradiction pour un régime qui se prétend internationaliste et toujours en mouvement. Dans un effort désespéré pour rester fidèles à leurs principes, les bolcheviks sont contraints d'adopter une politique dualiste : favoriser les relations diplomatiques avec l'Occident afin d'assurer la sécurité nationale, tout en encourageant les activités révolutionnaires à l'étranger lorsque les circonstances deviennent propices, comme l'illustre leur soutien au soulèvement avorté à Hambourg en octobre 1923.



OLIVIER PASTOR-VILLA, TAMARIS CENTRE D'ART, LA SEYNE-SUR-MER

GIANGIACOMO SPADARI. – « La Nuit des surréalistes », 1992

souhaitent la mort de l'art en tant que coupé de la vie commune ; d'autres partiront, comme Kandinsky. Plus largement, c'est la question du lyrisme, du solo de l'intériorité qui se pose. Quelle place pour le « je », quel droit pour l'expression peu « constructive » ? L'artiste doit-il ne plus être que le porte-parole du peuple, et sommé de s'en faire comprendre ? « *Le voici donc mon pays ! Quelle grande gueule je faisais à brailler, dans mes vers, du peuple à être l'ami ! / Ma poésie, ici, n'est plus bonne à personne / au reste moi non plus* » (5). Le poète Sergueï Essenine meurt en 1925, dans des conditions contestées, meurtre ou suicide, mais sa douleur et sa lutte avec ces contradictions sont, elles, incontestables. Maïakovski se donne la mort en 1930. On ne saurait réduire son suicide à une seule raison. Mais lui qui aura accompagné la révolution sans fléchir tout en restant en marge du Parti, qui aura vu certaines de ses œuvres se heurter à l'incompréhension et su néanmoins poursuivre, sait que l'époque héroïque dont il fut acteur est terminée. Le « *camarade gouvernement* », pour reprendre le terme de sa dernière lettre, n'est plus porté à accueillir la liberté d'invention des camarades artistes...

Les avant-gardes en Allemagne vont à leur façon, pendant les premières années de la république de Weimar (1919-1933), affronter la même question de l'utilité et de l'efficacité d'un art de combat. Le metteur en scène Erwin Piscator, dadaïste et communiste, formé à l'agit-prop et dont Bertolt Brecht sera d'une certaine façon le génial héritier, travaille à un théâtre prolétarien, considéré comme un moyen de libération idéologique.

La scène, qui peut recourir si besoin à un match de boxe ou à des sketches de cabaret, s'y divise en espaces de jeu juxtaposés, propices, entre autres, à la matérialisation des conflits de classe. Les plasticiens comme Grosz ou Otto Dix pratiquent une esthétique de la laideur, de l'outrance et de la distorsion pour « *montrer aux opprimés le véritable visage de leurs maîtres* » (6). Heartfield élabore l'arme puissante du photomontage... Autant de formes pour saper les pouvoirs en place. Fondé par Walter Gropius, le Bauhaus, qui prend son essor en 1919, se situe quant à lui dans la lignée des Vkhoutemas : centre d'enseignement, il propose à l'avant-garde de concevoir et de produire les éléments concrets d'une société meilleure en travaillant sur l'habitat et l'architecture au moyen de la synthèse des arts plastiques, de l'artisanat et de l'industrie, pour un style « fonctionnaliste ». L'avant-garde se professionnalise, et le constructivisme gagne une légitimité économique, tandis que l'esthétique épurée du Bauhaus acquiert une réputation internationale, quitte à ce que son orientation politique s'érouisse progressivement (7)...

En France, l'avant-garde la plus secouante, qui apparaît avec son *Manifeste* en 1924, c'est le surréalisme. Porté par son projet fondamental de transformer le monde et de changer la vie, en particulier en libérant les capacités créatrices de chacun, le groupe ne pouvait que rencontrer les promesses d'Octobre. Ses relations avec l'idéal et les réalisations communistes seront mouvementées. Néanmoins, l'esprit même du surréalisme est « *au service de la révolution* », comme l'indique le titre

d'une revue née en 1930 (8). Sa volonté de socialiser l'expression poétique, d'en mettre les outils (écriture automatique, récits de rêves, cadavres exquis...) à la portée de chacun, pour que la poésie soit faite précisément « *par tous et non par un* », selon l'expression de Lautréamont, est en elle-même fautive de désordre et de bouleversement.

En ces « *années brûlantes* » (9), les artistes qui surent passer de la révolte à la révolution furent des héros aussi bien que des héros. Ils eurent le courage de mener le combat sur deux fronts : celui de la libération de l'art, à dégager des limites de son enfermement dans le petit individu isolé, et celui de la libération des opprimés. Et tant les contradictions qu'ils connurent que les formes qu'ils inventèrent demeurent, enthousiasmantes et poignantes, des émotions toujours à questionner, des voies toujours à explorer.

EVELYNE PIELLER.

(5) Sergueï Essenine, *Journal d'un poète*, La Différence, Paris, 2004.(6) *L'art est en danger*, op. cit.(7) Béatrice Joyeux-Prunel, *Les Avant-Gardes artistiques. Une histoire transnationale*, Gallimard, coll. « Folio histoire », Paris, deux volumes, 2016 et 2017.(8) Cf. Louis Janover, *La Révolution surréaliste*, op. cit.(9) Cf. Louis Aragon sur John Heartfield, 2 mai 1935, dans Aragon, *Les Collages*, Hermann, Paris, 1965.

de l'idéologie au réalisme

Cette contradiction s'approfondit pendant l'année 1924, quand le Royaume-Uni, la France et l'Italie reconnaissent l'Union soviétique, à la grande surprise du pouvoir bolchevique. Au même moment, le Komintern – l'Internationale communiste – admet que la révolution mondiale n'advient pas aussi tôt qu'espéré. Dans ces circonstances, comment l'Union soviétique peut-elle préserver son statut d'avant-garde de la révolution mondiale sans sacrifier ses intérêts nationaux ? Progressivement, le Komintern est mis au service de la diplomatie « nationale » soviétique, tandis que son identité internationaliste fait office de façade. Adoptée lors du XI^e Congrès du Parti en 1922, la tactique du front uni dessine également une voie de compromis en posant les fondations d'une réconciliation avec les organisations ouvrières non communistes.

QUAND L'UNION SOVIÉTIQUE TISSAIT DES LIENS AVEC LES SYNDICATS BRITANNIQUES

Les relations avec le Royaume-Uni durant la période 1924-1927 éclairent d'une lumière crue les contradictions de cette politique à deux faces. En février 1924, le premier gouvernement travailliste de Ramsay MacDonald reconnaît, non sans réticence, l'Union soviétique. À la suite d'une campagne durant laquelle le Parti travailliste est assimilé au péril communiste, les conservateurs reprennent les rênes du pouvoir en novembre. Sur la défensive, l'Union soviétique s'emploie à tirer des avantages diplomatiques des liens fraternels tissés avec les organisations ouvrières britanniques. Le rapprochement, en particulier avec la Confédération des syndicats britanniques (TUC), débouche sur la création en 1925 d'un comité mixte entre syndicats soviétiques et britanniques.

On peut s'étonner que les Soviétiques aient pensé que les syndicats parviendraient à forcer le gouvernement conservateur à adopter une attitude bienveillante envers eux. À leur décharge, l'expérience des années 1918-1920 leur donnait quelques raisons d'espérer. À cette époque,

la gauche britannique avait critiqué l'intervention militaire dans la guerre civile. Sous le slogan « *Hands Off Russia* » (« Laissez la Russie tranquille »), elle s'opposa à l'envoi de troupes et de munitions sur le front russe. Sous la pression de la base, le Parti travailliste et le TUC exigèrent du gouvernement qu'il « *prenne les mesures nécessaires dans les plus brefs délais pour rapatrier les forces britanniques envoyées en Russie* ». Ce fut la première et la dernière tentative de la gauche britannique pour contraindre le gouvernement à infléchir sa politique extérieure par des moyens extraparlimentaires.

Les efforts pour s'entendre avec Londres sur le front diplomatique vont de pair avec un certain désintérêt pour les activités du comité mixte. Cependant, quand un conflit social embrase le secteur minier britannique, au début de l'année 1926, le Kremlin décide de ne pas démanteler cet organe, que l'opposition trotskiste dénonce comme opportuniste. Ce choix s'explique en partie par le souhait de la direction du Parti de ne rien concéder à son aile gauche. Autre motif, plus substantiel : le potentiel diplomatique de cette institution, devenue d'autant plus précieuse que l'Union soviétique est menacée d'isolement sur la scène internationale. Pendant ce temps, les conservateurs britanniques purs et durs font pression sur le gouvernement pour rompre les relations avec l'Union soviétique. En 1925, le traité de Locarno, inspiré par le Royaume-Uni pour se réconcilier avec l'Allemagne, annule les effets du traité de Rapallo... et menace d'isoler Moscou. La voie est ouverte pour l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations, que Moscou considère comme le fer de lance d'une croisade contre l'Union soviétique.

Cette tactique à double tranchant comporte certains risques, comme le montre l'épisode de la grève générale lancée en mai 1926 par le TUC en solidarité avec le mouvement des mineurs en grève de l'hiver. Pris de court, mais attaché à son rôle de meneur de la révolution mondiale, le Kremlin ne peut que soutenir pleinement la grève à ses débuts. Après l'échec du mouvement, il se défait sur le TUC, l'accusant d'avoir trahi les travailleurs et décliné l'« or rouge », l'aide économique de l'Union

soviétique. La simple évocation de cette aide, qu'elle soit symbolique ou réelle, provoque immédiatement un nouvel appel à l'expulsion des Russes du territoire britannique.

La séquence conduit à un premier réexamen de cette politique. À l'automne 1926, Ivan Maïski et Leonid Krassine, un diplomate réputé conservateur et traditionnel, sont envoyés à Londres dans une ultime tentative d'éviter la crise. Au même moment, les activités du Komintern sont considérablement réduites. Ces mesures d'urgence arrivent trop tard et ne suffisent pas à empêcher une série de défaites diplomatiques en 1927. L'Allemagne poursuit son virage vers l'Ouest. En avril, la police chinoise, agissant à la demande de Londres, fait une descente au siège de la délégation soviétique à Pékin ; Tchchang Kaï-cheh fait massacrer ses anciens alliés communistes. En mai, le gouvernement britannique fouille les bureaux de la délégation commerciale soviétique à Londres et, sous prétexte d'avoir trouvé des documents prouvant une ingérence soviétique, rompt les relations diplomatiques. En septembre, les négociations économiques avec la France aboutissent à une impasse, et Christian Rakovski, l'ambassadeur soviétique à Paris, devient persona non grata.

Cette sinistre année plonge Moscou dans la « peur de la guerre » et dans un profond pessimisme, qui lui font prendre conscience de l'échec de sa politique extérieure. Le ministre des affaires étrangères Gueorgui Tchitcherine est remplacé par son adjoint Maxime Litvinov, qui a toujours prôné une approche plus conventionnelle et l'intégration de l'Union soviétique au système européen. Après sa nomination, l'hostilité intransigeante envers les régimes capitalistes laissera progressivement place à une ligne favorable à la coexistence pacifique fondée sur l'opportunisme mutuel. Répétées tout au long de l'existence soviétique, les « périodes de répit » éroderont de manière irréversible les aspirations révolutionnaires. La diplomatie de l'URSS finira par ressembler à celle de ses sœurs occidentales, au point de retrouver une partie du lustre qu'on lui attribue dans les autres régimes...

GABRIEL GORODETSKY.

L'agriculture africaine dans

Pour la première fois depuis dix ans, la famine ne recule plus dans le monde, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce désastre s'explique pour partie par le changement climatique et par les conflits armés. Il vient également des accords de libre-échange, qui imposent une ouverture des frontières déstabilisant les agricultures locales.

PAR JACQUES BERTHELOT *

LE VENT du libre-échange souffle de plus belle sur le continent noir. D'un côté, l'Union européenne accroît sa pression sur les capitales africaines pour finaliser la signature d'accords de partenariat économique (APE) (1) et en finir avec les préférences commerciales non réciproques : pour conserver l'exemption des droits de douane sur leurs exportations vers l'Europe, les Africains devront supprimer 80% de ceux qui s'appliquent aux importations en provenance du Marché commun. De l'autre, l'Union africaine lance les négociations en vue de créer une zone de libre-échange continentale (ZLEC). À Niamey (Niger), le 16 juin 2017, les ministres du commerce africains ont d'ores et déjà décidé de supprimer à terme 90% des droits de douane entre les pays du continent.

Cet emballement libre-échangiste laisse songeur, en particulier dans le sec-

* Économiste, auteur de *Réguler les prix agricoles*, L'Harmattan, Paris, 2013.

teur agricole. Prenons le cas de l'Afrique de l'Ouest, qui fait face au triple défi d'un déficit alimentaire croissant, d'une explosion démographique (2) et du changement climatique. Son déficit alimentaire est passé de 144 millions d'euros en moyenne en 2000-2004 à 2,1 milliards d'euros en 2013-2016 (si l'on ajoute le cacao, qui n'est pas un produit alimentaire de base, le déficit a bondi de 2,5 à 7,5 milliards d'euros). Il devrait encore s'aggraver avec le doublement de la population prévu d'ici 2050 alors que, dans le même temps, un réchauffement de 2 °C pourrait diminuer de 10% le rendement agricole en Afrique subsaharienne, selon les Nations unies. Les APE réclamés par l'Union européenne doivent réduire à zéro, dès la cinquième année d'application, les droits de douane sur les produits alimentaires de base que sont les céréales (hors riz) et la poudre de lait. Cela devrait non seulement accroître fortement la dépendance alimentaire, mais aussi ruiner les éleveurs laitiers et

les producteurs de céréales locales (mil, sorgho, maïs) et autres produits amyliques (manioc, ignames, plantains).

La Commission de Bruxelles présente les APE comme des accords « gagnant-gagnant ». Pourquoi alors la plupart des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont-ils refusé de les signer formellement après les avoir paraphés, c'est-à-dire avoir déclaré leur intention de les signer ? C'est le cas notamment du Nigeria, qui comptait pour 72% du produit intérieur brut (PIB) et 52% de la population de l'Afrique de l'Ouest en 2016. Son président, M. Muhammadu Buhari, a déclaré devant le Parlement européen le 3 février 2016 que l'APE régional ruinerait son programme d'industrialisation. En Afrique de l'Est, les dirigeants de la Tanzanie et de l'Ouganda formulent les mêmes craintes. Si les APE sont si bénéfiques, pourquoi l'Union européenne a-t-elle refusé de diffuser les trois études d'impact (avril 2008, avril 2012 et janvier 2016) menées sur l'Afrique de l'Ouest ?

La Commission de Bruxelles méconnaît totalement l'agriculture locale quand elle affirme, dans un rapport de 2016, que les APE augmenteraient les exportations ouest-africaines de céréales de 10,2% et celles de viande bovine de 8,4% (3). Les céréales sont les principales importations agricoles de la sous-région : elles représentaient 16,1 millions de tonnes en 2013, dont 2,8 millions de tonnes provenant du Marché commun (3,4 millions de tonnes en 2016). L'Union européenne n'a importé que 22 tonnes de viande bovine d'Afrique de l'Ouest en 2016, où elle a exporté 84 895 tonnes.

En réalité, les pertes annuelles de droits de douane et de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de la sous-région sur ses importations européennes passeraient de 66 millions d'euros la première année à 4,6 milliards la dernière année (2035), et les pertes cumulées atteindraient 32,2 milliards (4). Or ces pertes sont loin d'être compensées par les aides européennes prévues pour la période 2015-2020 : 6,5 milliards du programme APE

pour le développement (Paped), qui ne sont d'ailleurs qu'un recblage des aides accordées normalement, comme l'a déclaré la direction de la coopération de la Commission. Les perspectives sont d'autant plus sombres que le Royaume-Uni, qui contribuait pour 14,5% au Fonds européen de développement (FED), quitte l'Union, tandis que la France a déjà réduit son budget de coopération de 140 millions en 2017.

Ouverture prématurée

EN EUROPE, de puissants intérêts sont en jeu et exercent de fortes pressions sur les responsables politiques nationaux et européens pour la conclusion des APE. Les entreprises françaises font partie des principales sociétés agroalimentaires intéressées par ces marchés : la Compagnie fruitière de M. Robert Fabre produit et exporte l'essentiel des bananes et ananas de Côte d'Ivoire, du Ghana et du Cameroun ; les Grands Moulins d'Abidjan, ceux de Dakar et la Compagnie sucrière du Sénégal étaient la propriété du groupe Mimran, qui vient de les céder à un groupe marocain ; le groupe Bolloré contrôle les infrastructures portuaires du golfe de Guinée et participe à l'exportation des produits vers l'Europe.

Les professions de foi libérales de l'Union européenne ne l'empêchent pas de subventionner ses exportations vers l'Afrique de l'Ouest. En 2016, elle a accordé 215 millions d'euros pour 3,4 millions de tonnes de céréales, et 169 millions d'euros pour 2,5 millions de tonnes de produits laitiers en équivalent-lait. La même année, les aides aux exportations vers l'Afrique australe ont atteint 60 millions pour les céréales, 41 millions pour la viande de volaille et les œufs et 23 millions pour les produits laitiers. Enfin, 18 millions d'euros d'aides ont été versés pour les produits laitiers à destination de l'Afrique centrale. Les droits de douane pratiqués par l'Union européenne vis-à-vis du reste du monde et hors quotas tarifaires sont beaucoup plus élevés pour les céréales transformées, les produits lai-

tiers et les viandes que ceux appliqués par l'Afrique subsaharienne.

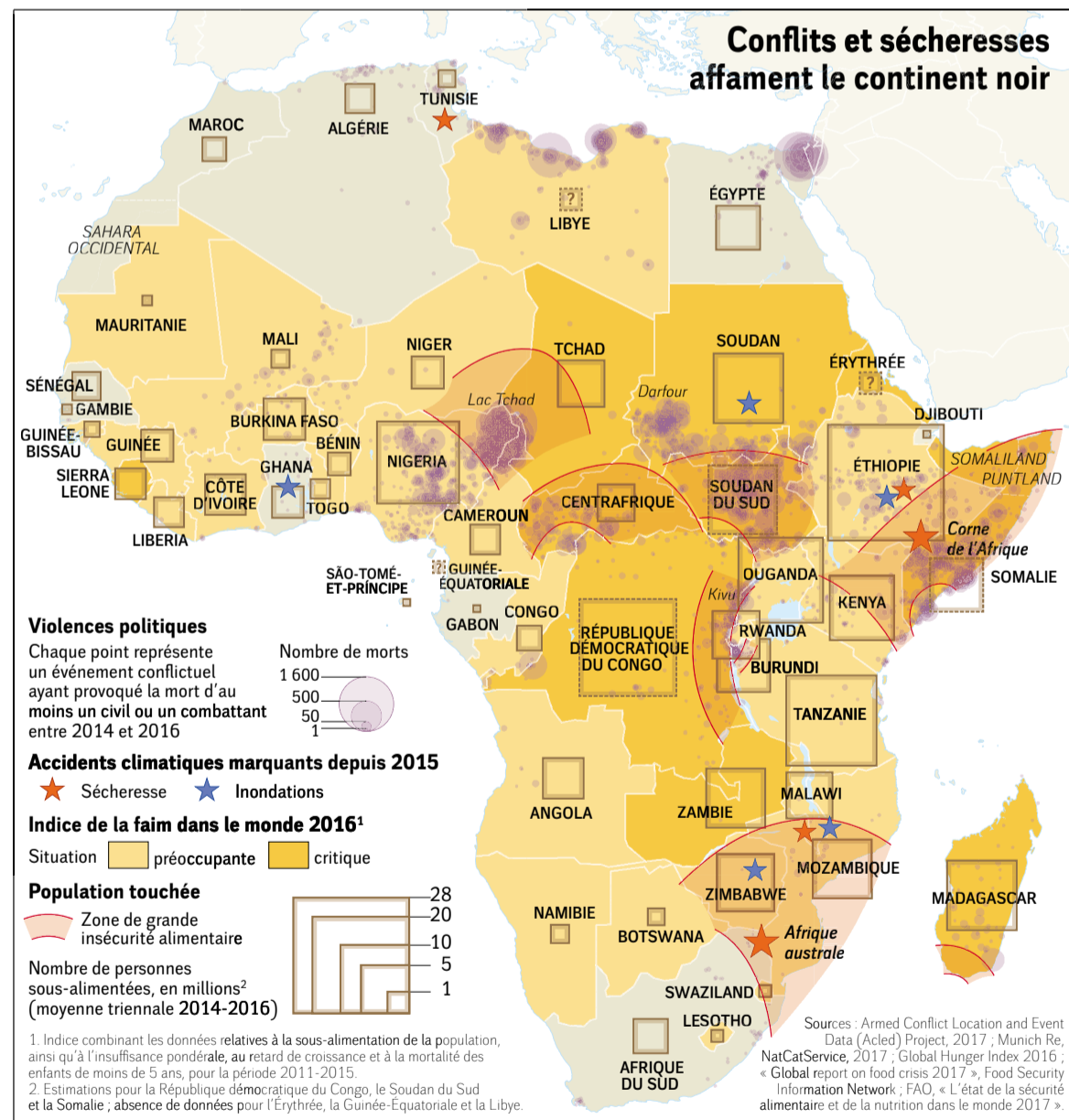
C'est dans ce contexte que l'Union africaine, soutenue par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et les institutions financières internationales, a décidé de lancer une ZLEC d'ici fin 2017 et une union douanière continentale d'ici 2019, la première supprimant les droits de douane entre les 55 États et la seconde les dotant d'un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde. Fascinée par les grands accords de libre-échange en gestation, comme le grand marché transatlantique (GMT, Tafta en anglais), le partenariat transpacifique et l'Accord économique et commercial global (CETA en anglais) entre l'Union européenne et le Canada, l'Union africaine prétend faire encore mieux : « *L'apparition de méga-accords commerciaux régionaux continue de menacer l'accès des Africains aux principaux marchés*, déclarait ainsi M^{me} Fatima Haram Aycl,

(1) Lire « Le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(2) Lire Henri Leridon, « L'Afrique, énigme démographique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(3) Commission européenne, « The economic impact of the West Africa-EU economic partnership agreement », mars 2016.

(4) Cf. « Pertes douanières de l'Afrique de l'Ouest avec l'APE et sans APE », 7 février 2017, www.sol-asso.fr



En 2015, l'Organisation des Nations unies s'est fixé la tâche ambitieuse de mettre un terme à la faim et à la malnutrition d'ici 2030, classant même le « Défi faim zéro » au deuxième rang de ses dix-sept Objectifs de développement durable. Mais l'insécurité alimentaire s'étend.

PAR DAVID BEASLEY *

DEPUIS la nuit des temps, la famine menace l'humanité. Les plus vieilles représentations du phénomène viennent de l'Égypte antique, où l'on a retrouvé des scènes de disette peintes sur les murs de tombeaux

pharaoniques. Aujourd'hui, les pénuries au sens strict se font plus rares, mais elles existent toujours. Certaines régions connaissent des « famines silencieuses », passant inaperçues aux yeux du monde. D'autres courent un risque flagrant : plus de vingt millions de personnes, réparties dans quatre pays, sont actuellement

nomment « insécurité alimentaire » ou « malnutrition », des termes techniques qui peuvent sembler opaques. Par facilité de langage, on parle souvent de « faim ». Mais cela décrit une condition physique, là où l'insécurité alimentaire recouvre un problème plus large. Dans son acception la plus simple, elle désigne la situation des personnes qui n'ont pas accès quotidiennement à une alimentation suffisante ou assez variée. Ces personnes ont faim, ou vivent avec la peur plus ou moins constante d'être confrontées à ce problème.

Pour comprendre leur crainte, il faut saisir ce qu'elle implique dans leur vie quotidienne. Mettez-vous un instant dans la peau d'un agriculteur africain. Avec vos deux hectares de terres, vous êtes plutôt bien loti, comparé à certains de vos voisins, qui possèdent moins d'un hectare. Vous cultivez du maïs, des haricots et quelques légumes. Vous possédez une vache

directement menacées. Trois d'entre eux – le Yémen est le quatrième – sont situés en Afrique subsaharienne, où la « saison de la faim » bat son plein en été : le Soudan du Sud, le Nigeria et la Somalie – laquelle traverse sa pire sécheresse depuis soixante-dix ans. Ces États sont situés dans des zones de conflit : la guerre et l'insécurité gênent les interventions humanitaires, mettant en péril la vie de millions de gens, parmi lesquels des centaines de milliers d'enfants.

Au fil des siècles, depuis que les Égyptiens de l'Antiquité ont figuré ces scènes, aucun continent n'a été épargné. Tandis que la faim apparaît avant tout liée à la pauvreté, la famine s'impose comme le produit de la guerre ou de catastrophes naturelles. Forme la plus extrême de la crise nutritionnelle, elle est précédée par ce que les experts et deux chèvres. Vous avez l'impression que votre situation s'améliore, mais votre famille traverse parfois des moments difficiles, surtout à certaines périodes de l'année.

Vous avez récolté votre maïs il y a quelques mois et en avez vendu une partie tout de suite, parce que vous aviez besoin d'argent pour payer les frais de scolarité de vos enfants et acheter des aliments que vous ne cultivez pas. Vous avez gardé le reste dans un cellier pour nourrir votre famille, mais il n'y en a plus beaucoup. La vente du maïs ne vous a pas rapporté grand-chose, car les prix étaient bas, tous les agriculteurs de la région vendant en même temps. Mais vous ne pouviez pas attendre : votre silo est de mauvaise qualité, votre récolte se serait gâtée en quelques mois. Commence la période de vaches maigres. Vous avez dépensé tout l'argent gagné grâce à la vente de vos produits, et la nourriture dans les magasins est hors de prix. Il vous reste de quoi tenir deux semaines. Vous avez planté des haricots et travaillez aux champs tous les jours pour que la récolte soit abondante, mais rien ne pourra être vendu avant six semaines. En attendant, vous ne savez pas de quoi se nourriront vos enfants. Vous devez trouver un moyen de leur donner à manger.

VOTRE ÉPOUSE et vous commencez peut-être à sauter des repas : cela aide à faire durer les réserves. Vous servez peut-être des portions plus petites aux enfants à l'heure du dîner. Ainsi, vous gagnez encore une semaine ou deux. Vous envisagez aussi de contracter un emprunt, mais votre village ne compte aucune banque, et celles de la ville n'ont aucun intérêt à prêter à des paysans ne présentant aucune garantie. Vous pourriez recourir au prêteur du village, qui prend 40% d'intérêts ; cela devrait vous tirer d'affaire un moment, mais comment le rembourser ?

Vous cherchez une autre solution. Vous envisagez alors de vendre un peu de ce que vous possédez. Vous

* Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM).

L'UNION EUROPÉENNE ET L'UNION AFRICAINE

la tenaille libre-échangiste

alors commissaire au commerce et à l'industrie de l'Union africaine, et il semble que cette tendance va continuer à s'accélérer. Même si nous ne sommes pas capables de contrôler ce qui se passe à l'Organisation mondiale du commerce ou ailleurs, ce que nous faisons de la ZLEC est entièrement entre nos mains (5). »

L'idée que le continent noir pourrait brutalement s'ouvrir à la concurrence internationale et en tirer des bénéfices économiques relève de l'illusion. Dans l'histoire, aucun pays n'a atteint un développement suffisant pour affronter la compétition avec les autres sans protéger son agriculture et ses industries naissantes des importations. En outre, les États déjà développés ont bénéficié et bénéficient encore de subventions considérables, comme dans le cadre de la politique agricole commune européenne. « On ne peut demander aujourd'hui à l'Afrique d'être le premier exemple qui montre que c'est en ouvrant d'abord ses marchés qu'elle va se développer », résumait ainsi M. Mamadou Cissokho, président honoraire du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, lors du Forum public de l'Organisation mondiale du commerce de septembre 2014.

Accueillant à Accra, le 9 mars 2016, une réunion de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le ministre du commerce et de l'industrie du Ghana, M. Ekwow Spio-Garbrah, lance un avertissement : « La mise en œuvre réussie de la ZLEC dépendra de la façon dont elle répond aux besoins du secteur privé. Il est généralement prévu que les règles que les pays africains adoptent pour la conduite du commerce sont destinées à être exploitées par le secteur privé. L'engagement du secteur privé et sa sensibilisation à la ZLEC sont donc essentiels (6). » Le « secteur privé » auquel fait allusion le ministre ne désigne pas les centaines de millions de petits agriculteurs africains – qui produiraient beaucoup plus en étant assurés de prix

rémunérateurs garantis par une protection efficace à l'importation –, mais quelques dizaines de multinationales installées en Afrique et d'entreprises privées africaines qui font pression pour abolir les droits de douane entre pays africains. « Certes, tirer des avantages du commerce international reste un défi pour la plupart de nos pays, reconnaît le ministre, car des mesures comme les règles d'origine, les déficits d'infrastructure, les normes et les obstacles tech-

niques déguisés en instruments de politique commerciale continuent de nous empêcher de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés, entravant ainsi notre intégration effective au système commercial multilatéral. » Mais il semble ignorer que les APE vont ouvrir une énorme brèche dans la protection des marchés intérieurs africains.

La Cnuced ne voit que des avantages à la ZLEC, notamment dans le secteur

agricole. « Les exportations africaines de produits agricoles et alimentaires – en particulier le blé, les céréales, le sucre brut (de canne et de betterave) et les produits transformés (viande, sucre et autres produits alimentaires) – bénéficieront le plus de la ZLEC », écrit cet organisme des Nations unies. « Avec la ZLEC, les exportations africaines de produits agricoles et alimentaires augmenteraient de 7,2 % (soit 3,8 milliards de dollars) en 2022 par rapport à la situation ini-

tielle (7). » En réalité, la dépendance de l'Afrique ne cesse de s'aggraver : les importations annuelles de blé du continent sont passées de 26,6 millions de tonnes (pour 3,7 milliards d'euros) durant la période 2001-2003 à 48,6 millions de tonnes (pour 9,2 milliards d'euros) entre 2014 et 2016, alors que les exportations baissent de 0,3 million de tonnes (pour 31,6 millions d'euros) à 0,2 million de tonnes (pour 74,1 millions d'euros). Celles-ci ont été essentiellement le fait de l'Afrique du Sud et ont été dirigées vers le reste de l'Afrique à 71 % dans la première période et à 85 % dans la seconde, bien que son déficit en blé ait été multiplié par 5,5.

En vantant les avantages supposés de l'élimination des droits de douane sur les échanges agricoles intra-africains, la Cnuced ne fait que démontrer sa méconnaissance totale de l'histoire des marchés agricoles : depuis les pharaons, ceux-ci ont toujours été soumis à des mesures spéciales de protection dans tous les pays. Car, contrairement aux produits industriels et aux services, les marchés agricoles ne peuvent s'autoréguler : face à une demande alimentaire stable à court terme, la production et les prix agricoles sont notamment soumis aux aléas climatiques, auxquels s'ajoutent les fluctuations des prix mondiaux en dollars, accentuées par les fluctuations des taux de change et la spéculation. Puisque les agriculteurs représentent environ 60 % de la population active totale au sud du Sahara, on peut imaginer l'énorme impact social qu'aurait la libéralisation des échanges agricoles.

L'Union africaine mesure-t-elle les obstacles qui se dressent devant son projet de zone de libre-échange ? Comment établir des règles commerciales communes dans un immense continent qui abrite 1,2 milliard d'habitants en 2016 (2,5 milliards en 2050), avec des régimes politiques très différents, des régimes tarifaires très différents, de très faibles infrastructures de transport, et où le revenu national brut par tête va de 260 dollars au Burundi à 6510 dollars au Botswana ? « La ZLEC va seulement créer un marché africain géant avec peu de produits africains échangés, estime le Third World Network Africa. Elle facilitera simplement la circulation des produits importés d'Europe et d'autres régions du monde... (8) »

Un regard critique sur les politiques menées par l'Union européenne n'empêche pas de tirer des leçons de l'intégration qu'elle a accomplie et qui semble inspirer l'Union africaine. Cette dernière souligne que le commerce intra-africain représente de l'ordre de 10 % de son commerce total, alors que le commerce intra-européen représente près des deux tiers de son commerce total. Mais cela ne s'est pas produit miraculeusement. Bien que le budget de l'Union européenne ait toujours été très limité, à environ 1 % du PIB, plus d'un tiers a été consacré aux fonds structurels et au fonds de cohésion, ces transferts ayant facilité le rattrapage des États membres moins développés. Rien de tel n'est prévu sur le continent noir.

La leçon à tirer pour l'Afrique subsaharienne est donc claire : une intégration économique durable ne sera pas possible sans une politique de redistribution significative entre les États membres (notamment au sein de chaque sous-région du continent), ce qui implique une intégration politique minimale avec un budget important. L'ouverture prématurée au libre-échange sans ces contreparties ne peut que marginaliser les plus pauvres, générant des conflits sociaux et politiques structurels insurmontables et un sous-développement accru de l'Afrique.

JACQUES BERTHELOT.



NÚ BARRETO. – « Humain Sale » (L'Humain monnayable), 2014

que les paysans survivent

espérez pouvoir donner à vos enfants de la viande de vos chèvres, mais, si vous en vendiez une, vous pourriez acheter assez de maïs pour quelques semaines. Même si les prix sont au plus bas – les chèvres sont plutôt maigres à cette période de l'année –, cela reste mieux que rien. Vous essayez peut-être de trouver un travail dans les alentours. Un voisin qui possède une grande ferme pourrait vous embaucher quelques heures par jour. Mais les salaires demeurent faibles et il n'y a pas de travail au village. Tout compte fait, vous vous dites que vous allez vous en sortir : dans quelques semaines aura lieu la prochaine récolte.

Et voilà qu'un désastre se produit. Un animal nuisible, la chenille légionnaire, débarque dans votre région et cause des dommages sans précédent. Votre récolte est anéantie. Désormais, il ne vous reste plus rien. Vous pensez à retirer vos enfants de l'école : ils peuvent travailler, s'occuper du linge ou des animaux, aller ramasser du bois pour le vendre. Bref, gagner de l'argent. Vous savez que leur avenir repose sur l'école, mais l'avenir semble lointain et votre famille a besoin d'argent tout de suite. Vous espérez ne pas en arriver au point de demander à vos enfants de sauter des repas. Vous finissez donc par vendre votre dernière chèvre et votre seule vache. Les enfants regretteront le lait de vache, dont les gens du centre de santé disent qu'il est important pour les jeunes en pleine croissance. Vous allez en outre perdre les petits revenus que vous rapportait la vente du surplus de lait, et vous ne mangerez pas la viande des chèvres.

Peut-être vous dirigez-vous vers la capitale. C'est à plusieurs heures d'ici et vous ne verrez pas votre famille pendant des mois, mais avez-vous vraiment le choix ? Vous avez entendu dire qu'il y avait du travail là-bas, vos voisins aussi. Cinq d'entre eux sont déjà partis, mais personne n'a eu de nouvelles depuis des semaines. Vous cherchez bien sûr de la nourriture autour de vous : des champignons, des herbes sauvages, des petits fruits. Ce n'est pas grand-chose, mais tout est bon à prendre, au point où vous en êtes. D'ailleurs, vous devriez peut-être vendre une partie de vos terres. Cela vous rappor-

terait assez d'argent pour tenir jusqu'à la prochaine récolte de maïs, mais vous savez aussi que cette récolte sera encore plus petite si vous réduisez la surface cultivée. Vous repensez au prêteur du village. Vous voulez éviter d'emprunter de l'argent : vous avez vu vos voisins tomber dans un engrenage de dettes inextricable, mais c'est toujours mieux que de voir vos enfants avoir faim. Vous n'aimez pas penser à ce qui se passera quand l'emprunt arrivera à échéance. Aussi mauvaise soit-elle cette année, la situation pourrait encore s'aggraver.

Voilà un exemple parmi d'autres de ce que signifie l'insécurité alimentaire pour un individu, et un aperçu des causes profondes de la faim pour une grande partie de la population d'Afrique subsaharienne. Ce problème résulte d'un mélange de pauvreté et d'un développement insuffisant dans les secteurs agricole, économique, social et politique, qui s'accompagne d'un manque d'accès aux services de base. Dans une zone rurale où ces services sont limités, un seul événement peut anéantir les maigres revenus d'une famille : sécheresse, funérailles, hospitalisation... Les problèmes de santé générés par la faim ont des répercussions sur la capacité à travailler, ce qui affecte la capacité à se procurer de la nourriture, puis la malnutrition vient encore aggraver l'état de santé, et ainsi de suite.

EN OUTRE, beaucoup de personnes sont touchées par le VIH-sida dans des régions qui ne disposent pas d'infrastructures de santé appropriées. Les malades se comptent surtout parmi les habitants les plus pauvres, qui n'ont ni assurance-maladie ni les moyens de payer un traitement. Dans certains pays africains, comme la Somalie, le Soudan du Sud ou la République démocratique du Congo, c'est la guerre qui est le plus grand obstacle. Lorsqu'on fuit la violence, on ne peut pas s'occuper de ses champs, élever du bétail ou monter un commerce. L'économie est faussée et les prix explosent. L'éducation, la santé et le commerce en pâtissent : il devient de plus en plus difficile de gagner sa vie.

Autre facteur, le changement climatique. Les scientifiques et les agronomes s'inquiètent des dégâts qu'il pourrait causer. Les agriculteurs et éleveurs africains ont beaucoup moins contribué au réchauffement climatique que leurs confrères des pays plus riches, mais ils en subissent les conséquences de manière très concrète. Dans certaines régions du continent, les sécheresses sont devenues plus fréquentes et plus intenses, menaçant des modes de vie tout entiers. Associé à la forte croissance démographique, le changement climatique épuise la terre. Des familles se retrouvent contraintes de cultiver des sols peu fertiles avec des outils peu performants qui n'en améliorent guère la productivité.

Cependant, il est possible de rompre ce cycle. Malgré des chiffres qui demeurent alarmants, les choses s'améliorent pour beaucoup d'Africains. La proportion d'habitants souffrant de la faim a diminué depuis vingt ans, même si leur nombre absolu a augmenté du fait de la croissance démographique. Les gouvernements du continent et les agences qui les assistent, comme le Programme alimentaire mondial (PAM), doivent trouver le moyen d'accélérer ces progrès. Dans un continent aussi immense, la situation varie selon les régions. Tandis que les pays d'Afrique centrale se trouvent en difficulté, l'Afrique de l'Ouest a connu des progrès considérables depuis vingt-cinq ans : la part d'habitants souffrant de la faim y a diminué de plus de la moitié, passant de 24 % à 10 %. L'Afrique australe, qui était déjà en meilleure posture, continue de se relever ; une bonne gestion de la sécheresse a permis d'éviter la catastrophe en 2016. Quant à l'Afrique de l'Est, elle a connu des avancées, mais la route demeure longue. On estime que l'Éthiopie, pourtant en plein essor économique, perd 16,5 % de son produit intérieur brut annuel en raison de la malnutrition infantile (1).

DAVID BEASLEY.

(1) Cf. Union africaine, Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), Programme alimentaire mondial (PAM) et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), « Le coût de la faim en Afrique. L'incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l'enfant en Égypte, en Éthiopie, au Swaziland et en Ouganda », Addis-Abeba, 2017, en libre accès sur <http://fr.wfp.org>

(5) Déclaration complète sur le site de l'Union africaine, www.au.int

(6) Déclaration complète sur le site de la Cnuced, <http://unctad.org>

(7) Données Cnuced.

(8) *African Agenda*, « Which way Africa's CFTA », vol. 19, n° 2, 2016.

Une certaine idée de la France

(Suite de la première page.)

En effet, dans le même temps et malgré tout, la France s'est insérée dans un système occidental dont les contraintes lui étaient d'autant plus légères qu'elle y jouait un rôle majeur. L'Union européenne se bâtissait selon des règles administratives et juridiques très proches des canons français. Fondatrice du groupe des 5 (G5, devenu G7 puis G8 avec la Russie), titulaire de facto du poste de directeur général du Fonds monétaire international (FMI), la France exerçait une influence relativement hors de proportion avec son importance économique. Un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), conquis de haute lutte après la guerre, permettait de peser d'autant plus sur le cours des choses que

la ligne politique paraissait indépendante. Les initiatives diplomatiques de Paris, bien ou mal accueillies par ses alliés, finissaient toujours par être prises en considération : reconnaissance de la Chine populaire, « détente, entente et coopération » avec l'Union soviétique, reconnaissance du droit à une patrie puis à un État pour les Palestiniens... : la France faisait même parfois figure de pionnière.

Mais la diplomatie hexagonale ne pouvait se déployer avec une telle autonomie qu'en raison de circonstances favorables. Passager clandestin de la guerre froide, la France était un allié incommode mais nécessaire pour les États-Unis, une porte ouverte vers l'Occident et un espoir d'en ébranler la solidarité pour les Soviétiques, une source d'aide et un vecteur indirect d'influence pour les pays pauvres.

Hostilité américaine

LA CHUTE de l'URSS en 1991 a mis fin à ce statut privilégié. Le jeu de balancier entre la solidarité atlantique et l'indépendance est devenu plus difficile à assumer. Paris a rapidement vu ses marges d'action se rétrécir. La réunification de l'Allemagne et ses succès économiques ont accru son poids au sein de l'Union européenne. L'élargissement aux pays de l'ex-bloc soviétique a infléchi dans un sens libéral et atlantiste l'esprit de la construction communautaire, entraînant un déclin de l'influence française à Bruxelles. De façon plus caractéristique encore, les élites hexagonales, de plus en plus formées selon des modèles homogènes de type euro-américain (processus de Bologne, par exemple [1]), pensent de façon « globalisée » plutôt que selon les préoccupations nationales. Demeurée dans les limbes, l'Europe diplomatique et militaire n'a pas apporté à Paris le « prolongateur de puissance » espéré. Plombée par les divergences de fond entre les pays membres, la diplomatie des Vingt-Huit demeure à l'état d'esquisse au moment où la France renonce à une politique étrangère purement nationale.

La structure même du Quai d'Orsay a été modifiée en conséquence. Les réformes de 2007 et 2008, à rebours des préconisations du rapport Juppé-Schweitzer (2), ont étroitement subordonné les directions géographiques, garantes des intérêts nationaux dans le monde, à la direction politique, chargée notamment de faire rentrer les actions bilatérales dans le moule du multilatéralisme européen (Comité politique et de sécurité de l'Union européenne) et atlantiste (Conseil de l'Atlantique nord) : la cohérence de la politique étrangère est désormais avant tout fondée sur un effort d'harmonisation des positions au sein de l'Union et ensuite du monde occidental. Prise de court par la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de la guerre froide, la France a certes essayé de promouvoir un ordre multilatéral fondé sur des institutions plus fortes : Conseil de sécurité élargi, proposition d'une Organisation mondiale de l'environnement, soutien à la création de la Cour pénale internationale, développement des opérations de maintien de la paix de l'ONU... Mais ces efforts se sont le plus souvent heurtés à l'opposition

des États-Unis et plus particulièrement du Congrès, hostile à toute idée de « gouvernance mondiale », au point de cesser de verser à l'ONU, notamment sous les présidences de Ronald Reagan et de M. George W. Bush, la contribution américaine (1,3 milliard de dollars de dette en 2003, soit l'équivalent du budget de l'Organisation cette année-là).

L'invasion de l'Irak en mars 2003 a constitué un tournant. Chant du cygne du gaullo-mitterrandisme, l'opposition active à l'intervention américaine a suscité une violente réaction de Washington, à laquelle Paris ne s'était pas préparé : campagne de presse, boycott, interruption partielle des contacts, refus de livraison de matériel, concurrence exacerbée sur les marchés stratégiques... Selon le mot de M^{me} Condoleezza Rice, secrétaire d'État dans l'administration du président Bush, il fallait « punir la France ». Paris rentra rapidement dans le rang via le vote d'une résolution justifiant après coup l'invasion de l'Irak et lui accordant le « label » de l'ONU (22 mai 2003). Commence alors une sorte de descente aux enfers du gaullo-mitterrandisme.

La plupart des marqueurs historiques de la diplomatie hexagonale se sont effacés les uns après les autres : discrétion sur le conflit israélo-palestinien et abandon de la politique arabe au profit d'approches souvent mercantiles ; incapacité à défendre un modèle français en Europe ; déséquilibre croissant du couple franco-allemand ; retour dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique en 2009 au nom d'une hypothétique défense européenne commune ; difficulté à formuler une politique vis-à-vis des pays du Sud... Seule la relative continuité de la politique africaine et le consensus sur la dissuasion peuvent s'inscrire dans la tradition. Mais, surtout, la diplomatie française est devenue idéologique. Paris a implicitement adhéré à l'idée d'une « fin de l'histoire » marquée par le triomphe mondial des valeurs occidentales. Il ne s'agit plus d'atlantisme, choix somme toute raisonné d'une subordination relative aux États-Unis pour assurer la sécurité de la France face aux ambitions soviétiques. Mais d'un sentiment d'appartenance profondément ancré dans

les mentalités qui conduit parfois à devancer les décisions attendues ou même, comme pour la Libye, à faire de la surenchère dans le cadre naturel d'une solidarité axiologique (partage des « valeurs ») et stratégique. C'est ce que l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine appelle l'« occidentalisme ».

Cette approche a conduit à une série de déconvenues graves : déstabilisation du monde arabe aux portes de la France, détérioration des rapports avec la Russie, poussée des extrémismes islamistes revancharde. L'addition est lourde pour Paris, qui se laisse entraîner depuis 2014 dans une crise avec Moscou alors que le simple engagement de ne pas laisser l'Ukraine entrer dans l'OTAN aurait sans doute désamorcé les craintes russes de voir un ancien fleuron de l'Union soviétique et la base maritime de Crimée tomber aux mains de l'Alliance atlantique. Paris a soutenu, par principe et activement, les « printemps arabes ». Ces révolutions, a priori porteuses de valeurs démocratiques et humanistes, suscitent sympathies, voire enthousiasme. Mais, ignorant la pesanteur de l'histoire, la diplomatie fait l'économie d'une analyse objective des situations et des rapports de forces. Le résultat a été catastrophique : partout, sauf peut-être en Tunisie, la France a favorisé la prééminence des forces les plus réactionnaires, la montée des intégrismes armés et hos-

tiles, la fuite ou la révolte armée des minorités et surtout la prolongation des violences et des cruautés. De fait, la France s'est exclue des négociations sur la crise syrienne en reconnaissant hâtivement en novembre 2012 une opposition sous l'emprise croissante des islamistes comme « la seule représentante du peuple syrien ». Elle a même pris le risque de fragiliser sa position de membre permanent du Conseil de sécurité en se déclarant prête à bombardier la Syrie sans l'aval de l'ONU. En Libye, M. Nicolas Sarkozy a tenu à aller encore plus loin que ne le souhaitait le président Barack Obama, et lui a forcé la main pour renverser Mouammar Kadhafi en 2011.

Paradoxe : avec un effet retard d'une dizaine d'années et après s'être opposée à l'intervention en Irak en 2003, la France chevauche les valeurs néoconservatrices américaines. Autre paradoxe : c'est au moment où le monde multipolaire, appelé en son temps de ses vœux par la France gaullo-mitterrandienne, est en passe d'advenir que Paris se montre incapable d'en affronter les complexités et les dangers. À supposer qu'elle souhaite agir de façon autonome, la diplomatie française n'a plus les coudées aussi franches qu'au temps du général de Gaulle. Quel serait le sens, dans ce contexte, d'une politique étrangère gaullo-mitterrandienne ?

Revivifier l'« Europe puissance »

FORMATAGE de la réflexion aux normes occidentalistes et recours révérencieux aux expertises extérieures ne doivent pas se substituer à une vision claire des intérêts nationaux de sécurité et à l'analyse géopolitique. Les instances européennes peuvent constituer des leviers pour peu que l'on s'y montre actif et déterminé, ce que savent faire les diplomates français dès que l'impulsion politique est donnée. L'Union européenne suscite un effet multiplicateur, de la faiblesse quand nous y sommes passifs, et de la puissance quand la France et l'Allemagne sont d'accord. L'Europe était devenue un thème incantatoire. La cohérence est difficile à faire naître entre les défis migratoires et sécuritaires au sud, les craintes de certains nouveaux membres vis-à-vis du retour d'un impérialisme russe mêlées parfois de désirs de revanche, la priorité donnée à l'alliance américaine d'autant plus forte que la tension se maintient avec le grand voisin de l'Est. L'Europe, allégée du Royaume-Uni, se voit placée face à ses responsabilités par la réaffirmation d'un nationalisme américain dépourvu d'appât « occidentaliste ». Si la voix de la France est forte et si l'Allemagne se rallie au projet sans l'écraser, l'idée d'« Europe puissance » peut reprendre des couleurs.

une approche prometteuse. En Afrique, comme l'a écrit l'ancien premier ministre Dominique de Villepin en prenant l'exemple du Mali, l'intervention militaire, si légitime soit-elle, est promise à l'enlèvement si l'on n'en profite pas pour négocier une solution politique (3). En tout état de cause, au-delà des processus de démocratisation imparfaits, le renforcement des États est une condition nécessaire à la stabilité du continent.

Avec son siège au Conseil de sécurité et appuyée quand c'est possible par l'Union européenne, la diplomatie française peut prendre l'initiative de négocier des équilibres porteurs de paix et de développement, avec les États et les groupes régionaux tels qu'ils sont. Dans ce nouveau contexte, mi-westphalien (équilibre des puissances), mi-multilatéral (mondialisation et ensembles régionaux), l'exercice de la politique étrangère est sinon plus périlleux, du moins plus complexe. Affirmant sa rupture avec le néoconservatisme de ses prédécesseurs et rappelant son souci de « rang » de la France dans son discours aux ambassadeurs le 29 août, le président Emmanuel Macron inspirera-t-il un nouveau gaullo-mitterrandisme ?

JEAN DE GLINIASTY.

Mais la renaissance d'une telle entreprise n'est possible que si la tension avec la Russie s'apaise sur le Vieux Continent. Une conférence sur la paix et la sécurité en Europe pour refonder l'accord d'Helsinki de 1975, mis à mal par les uns et les autres depuis la chute de l'empire soviétique (Kosovo, extension de l'OTAN, Crimée...), pourrait constituer

(1) Adoptée le 19 juin 1999, la déclaration de Bologne a pour objectif la convergence des systèmes d'enseignement supérieur en Europe.

(2) Alain Juppé et Louis Schweitzer, *La France et l'Europe dans le monde. Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, 2008-2020*, en libre accès sur www.ladocumentationfrancaise.fr

(3) Cf. Dominique de Villepin, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Grasset, Paris, 2016.

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Formation de haut niveau destinée aux diplomates, officiers, hauts fonctionnaires et cadres supérieurs

- Des Conférences, séminaires de spécialisation et exercices de négociation dispensés par des experts de haut niveau
- Un voyage d'étude optionnel au sein d'une organisation internationale
- Un enseignement présentiel de novembre 2017 à juin 2018 compatible avec les obligations professionnelles (deux demi-journées par semaine)

Formation certifiée par l'EXECUTIVE POST-GRADUATE DIPLOMA IN DIPLOMATIC STUDIES

Inscriptions jusqu'au 15 octobre 2017 sur www.ceds.fr
contact@ceds.fr - 00 33 (0) 1 47 20 78 47



37, Quai de Grenelle 75015 Paris

Organisme doté du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies

Nos précédents articles

- « La canonnière, une passion française », par *Philippe Leymarie* (avril 2017).
- « Crise ukrainienne, une épreuve de vérité », par *Jean-Pierre Chevènement* (juin 2015).
- « La France gesticule... mais ne dit rien », par *Dominique de Villepin* (décembre 2014).
- « L'obsession antirusse », par *Olivier Zajec* (avril 2014).
- « François Hollande, président à Bangui », par *Anne-Cécile Robert* (janvier 2014).
- « L'OTAN, terrain d'influence pour la France », par *Hubert Védrine* (avril 2013).
- « La France doit quitter l'OTAN », par *Régis Debray* (mars 2013).
- « Cinglante débâcle de la diplomatie française », par *Olivier Zajec* (octobre 2013).
- « Enquête sur le virage de la diplomatie française », par *Alain Gresh* (juillet 2008).
- « Le Quai d'Orsay, c'est moi ! », par *Alain Gresh* (juillet 2008).
- « Errements de la diplomatie française au Kosovo », par *Éric Rouleau* (décembre 1999).

LE MODE DE SCRUTIN COMME CHAMP D'EXPÉRIMENTATION

Noter pour mieux voter ?

M. Jean-Luc Mélenchon vainqueur de la présidentielle! Voilà ce qui aurait pu se produire si les électeurs avaient attribué des notes à chaque candidat plutôt que d'en choisir un seul. M. Emmanuel Macron l'aurait tout de même emporté avec d'autres types de scrutin. Au-delà de ces résultats, une meilleure prise en compte des souhaits des citoyens intéresse les chercheurs.

PAR CHARLES PERRAGIN *

DANS LA VASTE salle de la Bourse de Strasbourg, les électeurs votent plusieurs fois ce 23 avril, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Après leurs obligations citoyennes, ils sont invités à remplir deux bulletins alternatifs : l'un permet d'attribuer une note à chaque candidat (vote par évaluation); l'autre, de donner sa voix non à un, mais à autant de concurrents que l'on souhaite (vote par approbation). Le vainqueur étant celui qui totalise le plus de points ou de voix. En tout, 6 358 personnes se sont prêtées à l'expérience dans cinq communes : Strasbourg, Grenoble, Hérouville-Saint-Clair, Crolles et Allevard. Sept chercheurs venus de diverses universités françaises et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pilotaient cette opération, « Voter autrement ».

Le faible nombre de sièges remportés par l'opposition de droite et plus encore de gauche dans la dernière Assemblée nationale interroge. En promettant – comme son prédécesseur – d'introduire une part de proportionnelle, le nouveau président de la République relance le débat sur la bonne dose susceptible d'améliorer la représentation sans que l'éparpillement des voix

favorise l'instabilité gouvernementale. Mais ce débat se focalise sur la façon dont sont valorisés les votes après les élections. Depuis 2002, une dizaine de mathématiciens, économistes ou informaticiens poussent le questionnement plus loin en proposant la remise en cause du mode universel d'expression politique : le choix d'un seul individu ou d'une seule liste.

« Est-ce que l'on vote au premier tour pour donner son opinion ou pour peser sur la décision finale, comme dans le cas du vote utile ? Idéalement, ces deux objectifs devraient coïncider, mais ce n'est pas le cas », explique Jean-François Laslier, chercheur en sciences sociales au CNRS et à l'École d'économie de Paris. Initiateur des expériences électorales en France en 2002, cet héritier de l'économie normative analyse depuis quinze ans la façon dont émergent les décisions collectives à partir des choix individuels. « Avec le vote stratégique, un nombre important de voix ne traduit pas nécessairement une préférence politique », poursuit-il. Ainsi, le vote « utile » conduit à privilégier des candidats dont les chances de gagner sont supposées plus importantes, même si ce n'est pas le premier choix de l'électeur.

François Fillon à la huitième place

CE CONSTAT n'est pas nouveau. Dès la fin du XVIII^e siècle, Nicolas de Condorcet relève ce paradoxe (1) : dans une élection à plus de deux participants, un candidat peut obtenir une majorité de voix alors qu'il perdrait face à un seul de chacun des autres candidats. Autrement dit : avec le scrutin majoritaire à deux tours, un candidat éliminé au premier tour aurait tout à fait pu battre chacun des deux qualifiés pour le second. Pour tenter d'éliminer ce paradoxe, l'équipe de « Voter autrement » a proposé aux électeurs – y compris ceux qui avaient voté blanc – de choisir plusieurs candidats ou de noter chacun avec des échelles de valeurs variées : uniquement positive (0, 1, 2), par exemple, ou également négative (-1, 0, 1), etc.

Qu'en est-il du vainqueur ? Avec les deux scrutins par approbation (à un ou deux tours), M. Emmanuel Macron reste élu. En revanche, M. Jean-Luc Mélenchon – arrivé quatrième lors du scrutin officiel – l'emporte dans certains cas de figure par évaluation. Une échelle de valeurs différente engendre un vainqueur

différent : sur les neuf testées, le candidat de La France insoumise gagne dans cinq cas, M. Macron dans les quatre autres. La possibilité d'attribuer des notes négatives pénalise davantage ce dernier. Elle fait par ailleurs plonger M^{me} Marine Le Pen ou M. François Fillon, qui se retrouvent par exemple à la huitième et à la neuvième place quand ils sont évalués sur l'échelle - 2, 0, 1. Libéré des aléas du vote utile, M. Benoît Hamon bondit dans tous les protocoles à la troisième place, les deux premiers étant systématiquement MM. Macron et Mélenchon. Enfin, 75 % des personnes qui avaient voté blanc à la présidentielle officielle manifestent une préférence quand on leur propose de noter les candidats, les 25 % restants ayant attribué la note minimale à tous les candidats. Globalement, il apparaît que les électeurs s'emparent facilement des possibilités d'expression accrues offertes par les modes de scrutin testés et n'hésitent pas à soutenir plusieurs concurrents, deux ou trois en moyenne. En outre, l'évaluation permet de nuancer le vote en prenant en compte différents degrés d'assentiment : un soutien de M. Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste) lui donne une

très bonne note et évalue en général favorablement M. Mélenchon ; les « petits candidats » ne sont ainsi plus pénalisés par leurs homologues bien placés dans les sondages.

Il serait bien imprudent de généraliser la façon dont les citoyens pourraient s'approprier ce type de scrutin à partir d'une expérience ponctuelle, tout comme de conclure que cette solution permettrait à elle seule de ramener vers les urnes les abstentionnistes. Toutefois, les personnes interrogées à la sortie de l'expérience strasbourgeoise se sont montrées particulièrement enthousiastes. Le plus souvent, elles mettent en avant la possibilité de donner un avis plus « élargi et nuancé », « moins influencé par les sondages » ou « plus sincère ».

Si dans six cas sur onze le mode de scrutin alternatif ne change pas le vainqueur, il renverse systématiquement le classement. Sur l'ensemble des tests électoraux menés depuis quinze ans, les candidats centristes et écologistes émergent, tandis que le Front national dévise (2). La puissance relative des familles politiques serait-elle pour autant différente si l'on réformait le vote ? « Au-delà de la qualification au second tour, le premier tour de la présidentielle donne aussi une photographie des rapports de forces entre les familles politiques, ainsi que l'importance de divers enjeux de société (écologie, immigration, sécurité...). Cette photographie sera importante pour la suite, non seulement pour négocier des portefeuilles ministériels ou des alliances aux élections suivantes, mais plus généralement pour la perception que la société a d'elle-même », rappelle Karine Van der Straeten, de l'École d'économie de Toulouse.

Selon le politiste Nicolas Sauger, dont le travail s'articule autour des transformations historiques de la compétition

politique, « le fait que les expérimentations soient menées après une campagne structurée par le mode uninominal majoritaire à deux tours doit nous faire relativiser la valeur de ces résultats. Il faut garder à l'esprit qu'un mode de scrutin différent aurait aussi des répercussions en amont, sur les discours politiques, la structure des partis et, plus généralement, sur la façon de faire de la politique ». On peut aussi s'interroger sur la façon dont une presse avide de spectacle et de prescriptions pourrait s'en saisir. « Enfin, l'espace politique n'est pas seulement déterminé par la façon dont on agrège les votes, souligne-t-il. Le calendrier électoral ou le découpage des circonscriptions influencent aussi considérablement les résultats et les stratégies partisanes. »

Dès le milieu du XX^e siècle, les théoriciens du choix social, dont l'économiste

néoclassique américain Kenneth Arrow est l'une des figures principales, ont formalisé qu'il ne pouvait exister de système électif parfait permettant d'éviter l'écueil du choix stratégique (3) ni de s'abstraire de phénomènes pervers, comme le paradoxe de Condorcet (4). « Pour autant, tous les systèmes de vote ne se valent pas. Et nous menons justement des expérimentations pour compléter la théorie, savoir dans quel sens un mode de scrutin détermine le comportement des électeurs et comment ils se l'approprient », précise Herrade Igersheim, chargée de recherche en économie au CNRS et à l'université de Strasbourg. Par exemple, si le vote par évaluation était adopté, il n'est pas impossible qu'à terme les électeurs n'utilisent que les notes extrêmes afin de peser plus sur la décision finale. Le vote utile réapparaîtrait ainsi sous une autre forme.

Prime aux candidats « exclusifs »

À CE JOUR, peu de travaux scientifiques permettent de prédire les conséquences qu'aurait la mise en place d'autres modes de scrutin sur l'offre politique. « Ce qui compte aujourd'hui, c'est d'être classé haut dans les préférences de certains électeurs, analyse toutefois Karine Van der Straeten. Et, si vous anticipez que certains groupes d'électeurs vous sont hostiles, il n'y a aucune sanction politique, ils ne voteront simplement pas pour vous. » Le scrutin uninominal favorise ainsi des candidats dits « exclusifs », qui se détachent nettement dans l'offre politique comme étant les défenseurs de la sécurité ou de la ruralité, capables d'accaparer un public ciblé en usant de stratégies de clivage plutôt que de rassemblement. En revanche, avec un système de vote par évaluation et le risque d'être sanctionné par des notes négatives, il deviendrait coûteux électoralement pour les candidats d'avoir des programmes ciblés uniquement sur certains groupes au mépris d'autres, poursuit-elle : « Les procédures électorales permettant aux citoyens de s'exprimer sur toute l'offre politique favoriseraient probablement des programmes et des campagnes plus inclusifs, et généreraient des clivages politiques moins violents. »

Pour tester cette hypothèse, Karine Van der Straeten expérimente avec d'autres chercheurs le vote par approbation au Bénin, où les discours des partis politiques

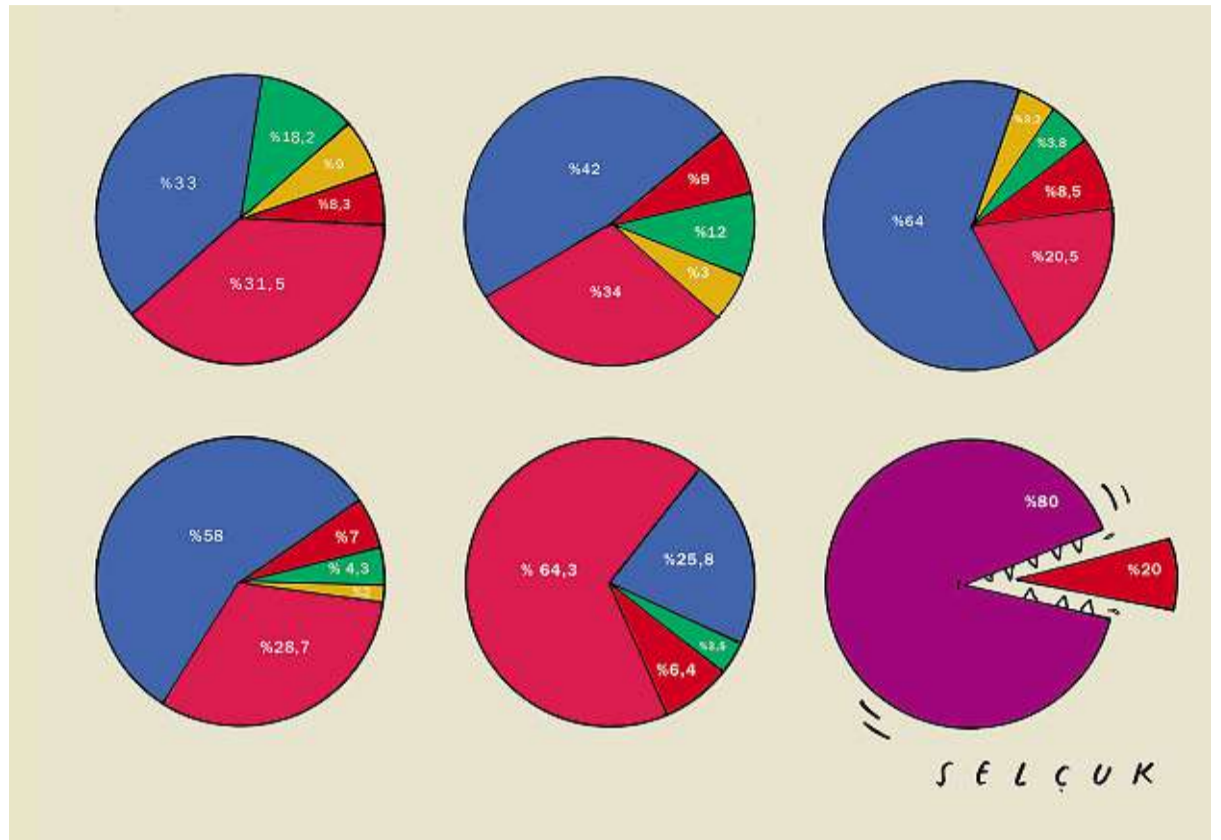
revivent des affrontements ethniques très violents. Parmi la centaine de pays où se tiennent des élections au suffrage universel, environ 80 % utilisent le mode de scrutin uninominal majoritaire, à un ou deux tours. Très peu de pays ont recours à des modes alternatifs pour élire le chef de l'État, comme l'Irlande, où les électeurs doivent classer tous les candidats. C'est aussi le cas pour les députés en Australie ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi qu'au niveau local à San Francisco et dans plusieurs autres villes américaines. Certains pays, comme le Royaume-Uni en 2011 ou le Canada (lire l'encadré ci-contre), ont vu la réforme s'enlisier. L'espace politique reste perçu comme un ensemble en lutte, et l'élection comme un rituel d'affrontement.

(1) Nicolas de Condorcet, *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix*, 1785.

(2) Cf. Antoinette Baujard, Frédéric Gavrel, Herrade Igersheim, Jean-François Laslier et Isabelle Lebon, « Who's favoured by evaluative voting? An experiment conducted during the 2012 French presidential election », *Electoral Studies*, n° 34, Amsterdam, 2014.

(3) Cf. Allan Gibbard, « Manipulation of voting schemes: A general result », *Econometrica*, vol. 41, n° 4, Hoboken (New Jersey), juillet 1973, et Mark Allen Satterthwaite, « Strategy-proofness and Arrow's conditions: Existence and correspondence theorems for voting procedures and social welfare functions », *Journal of Economic Theory*, vol. 10, n° 2, Amsterdam, 1975.

(4) Kenneth Arrow, *Social Choice and Individual Values*, Yale University Press, New Haven (Connecticut), 2012 (1^{re} éd. : 1951).



DESSIN DE SELÇUK

Fausse promesse au Canada

LORS DE LA CAMPAGNE pour les élections fédérales de 2015, le chef du Parti libéral du Canada, M. Justin Trudeau, avait annoncé que ce serait les dernières organisées selon un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Après sa victoire, la Chambre des communes (Chambre basse du Parlement) créée au printemps 2016 un comité incluant les cinq partis élus. Pendant six mois, ses douze membres reçoivent des experts, organisent des consultations locales dans toutes les provinces et mettent en ligne un questionnaire. « Au début, le premier ministre avait évoqué un mode préférentiel (classement). Petit à petit, le Parti libéral a fait marche arrière, regrette M. Alexandre Boulerice, représentant du Nouveau Parti démocratique dans ce comité. Aujourd'hui, la réforme est complètement enrayée, et le premier ministre a dit clairement qu'il n'y aurait pas de changement pour les prochaines élections de 2019, invoquant une absence de consensus dans la société canadienne. »

« Quand M. Trudeau a fait cette promesse électorale, le Parti libéral était loin derrière dans les sondages, se

rappelle André Blais, professeur de science politique à l'université de Montréal. Puis il a finalement remporté 55 % des sièges avec 39 % des voix. » Le rapport remis en décembre dernier ne préconise pas un mode de scrutin précis, simplement la mise en place d'une proportionnelle avec un seuil, comme en Allemagne. Mais il n'a pas reçu l'assentiment des libéraux, ceux-ci ne voulant plus remettre en cause un système qui les a avantagés.

En 2005, un comité de cent soixante citoyens tirés au sort avait déjà proposé un système de classement en Colombie-Britannique. Mais le gouvernement provincial avait fixé un seuil de 60 % pour que la réforme soit adoptée, et 2 % ont finalement manqué. Depuis la reculade de M. Trudeau, néodémocrates et Verts ont repris le flambeau, et, dans une autre province, le Nouveau-Brunswick, une commission a remis au gouvernement local un rapport en faveur d'un mode de scrutin préférentiel.

C. P.

MONDE diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DES ARCHIVES DU JOURNAL

Plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives

Et si l'on refondait

(Suite de la première page.)

Cette mutation technique, qui alimente les débats actuels sur la robotisation, la fin du travail ou l'uberisation, peut tout aussi bien aggraver la déshumanisation du travail engagée sous le taylorisme que permettre l'établissement d'un « régime de travail réellement humain », comme le prévoit la Constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT), c'est-à-dire un travail procurant à ceux qui l'exercent « la satisfaction de donner toute la mesure de leur habileté et de leurs connaissances et de contribuer le mieux au bien-être commun (2) ». Un tel horizon serait celui du dépassement par le haut du modèle de l'emploi salarié, plutôt que du retour au « travail marchand ».

Tel qu'il s'est consolidé jusqu'aux années 1970, l'emploi désigne un échange : l'obéissance contre la sécurité (3). Le salarié renonce à toute espèce d'autonomie dans son travail moyennant la limitation de sa durée, la négociation collective de son prix et la protection contre les risques de sa perte. Mis en œuvre sous des formes juridiques diverses dans tous les pays industriels, ce modèle a réduit le périmètre de la justice sociale aux termes quantitatifs de l'échange salarial ainsi qu'à la sécurité physique au travail et aux libertés syndicales. En revanche, le travail en tant que tel – son contenu et sa conduite – s'en est trouvé exclu, car, en terre capitaliste comme en terre communiste, on a considéré qu'il relevait d'une « organisati-

on scientifique » – ce que l'on a appelé le taylorisme. L'autonomie n'y avait donc aucune place ; elle est demeurée l'apanage des cadres dirigeants et des indépendants.

La révolution informatique offre une chance de conférer à tous les travailleurs une certaine autonomie, en même temps qu'un risque de les soumettre tous – y compris les indépendants, les cadres ou les professions intellectuelles – à des formes aggravées de déshumanisation de leur travail. Cette révolution ne se limite pas en effet à la généralisation de l'usage de techniques nouvelles, mais déplace le centre de gravité du pouvoir économique. Ce dernier se situe moins dans la propriété matérielle des moyens de production que dans la propriété intellectuelle de systèmes d'information. Et il s'exerce moins par des ordres à exécuter que par des objectifs à atteindre.

À la différence des précédentes révolutions industrielles, ce ne sont pas les forces physiques que les nouvelles machines épargnent et surpassent, mais les forces mentales, ou plus exactement les capacités de mémorisation et de calcul. Incroyablement puissantes, rapides et obéissantes, elles sont aussi – comme aime à le répéter le savant informaticien Gérard Berry – totalement stupides (4). Elles offrent donc une chance de permettre aux hommes de se concentrer sur la part « poétique » du travail, c'est-à-dire celle qui exige imagination, sensibilité ou créativité – et donc celle qui n'est pas programmable.

Des hommes forts aux idées faibles

MAIS la révolution informatique s'avère aussi source de dangers nouveaux si, plutôt que mettre ainsi les ordinateurs au service des hommes, on cherche à organiser le travail des hommes sur le modèle de celui des ordinateurs. Au lieu que la subordination laisse place à plus d'autonomie, elle prend alors la forme d'une gouvernance par les nombres (5), qui étend aux cerveaux l'emprise que le taylorisme exerçait seulement sur les corps.

Cette quête chimérique d'une programmation des êtres humains les coupe de l'expérience de la réalité ; elle explique la montée en puissance des risques pour la santé mentale (6) et l'augmentation des fraudes, identiques à celles jadis suscitées par la planification soviétique lorsque, pour assurer la quantité de bottes requise par le Gosplan sans disposer du cuir nécessaire, on ne fabriquait que des bottes de taille enfantine. Sommé d'atteindre des objectifs inatteignables, un travailleur n'a en effet guère d'autre choix que de sombrer dans la dépression ou de donner le change en satisfaisant à des indicateurs de performance déconnectés de la réalité.

L'imaginaire cybernétique dont procède la gouvernance par les nombres est en accord parfait avec la promesse néolibérale de la globalisation, c'est-à-dire d'une autorégulation de la « grande société ouverte » par les forces d'un marché devenu total. C'est pourquoi ce type de gouvernance se généralise, au détriment de ce que la Déclaration universelle des droits de l'homme nomme un « régime de droit ».

Ce n'est donc pas dans les recettes écoulées du néolibéralisme qu'on peut espérer trouver les outils juridiques propres à domestiquer l'outil informatique, à en civiliser l'usage, afin qu'il libère l'esprit des hommes au lieu de l'aliéner. Administrées

à doses massives dans tous les pays depuis quarante ans, ces recettes ont contribué à façonner le monde où nous vivons : celui de la surexploitation des ressources naturelles, de la prédation de l'économie par la finance, de la montée vertigineuse des inégalités de toutes sortes, des migrations massives de populations fuyant la guerre ou la misère, du retour des fureurs religieuses et des repliements identitaires, du déclin de la démocratie et de l'arrivée au pouvoir d'hommes forts aux idées faibles. La plus élémentaire sagesse voudrait qu'au lieu de persévérer dans l'erreur, en appliquant mécaniquement en France les « réformes structurelles » prescrites par les responsables de ce bilan désastreux, on commence par en tirer les leçons, notamment sur le plan juridique.

Le propre du néolibéralisme – ce qui le distingue du libéralisme à l'ancienne – consiste à traiter le droit en général et le droit du travail en particulier comme un produit législatif en compétition sur un marché international des normes, où la seule loi qui vaille est la course au moins-disant social, fiscal et écologique. À l'État de droit (*rule of law*) est ainsi substitué le marché du droit (*law shopping*), en sorte que le droit se trouve placé sous l'égide d'un calcul d'utilité, au lieu que le calcul économique soit placé sous l'égide du droit. Pareille métamorphose s'avère lourde de conséquences et éclaire l'obésité et l'instabilité de nos codes, au premier rang desquels le code fiscal et celui du travail.

En principe, le droit est à la vie civile ce que nos maisons sont à notre vie matérielle : un cadre ferme et stable, avec ses murs, son toit, ses portes et fenêtres, ses pièces aux fonctions différenciées. Mais l'indexer en temps réel sur des calculs d'utilité revient à lui ôter toute stabilité, comme une maison maudite dont les murs seraient

mous, les moquettes colleraient aux pieds, les plafonds s'affaisseraient, les fenêtres et les portes changeraient chaque jour de place. Celui qui se trouverait piégé dans un tel édifice serait naturellement tenté de l'abattre, à la grande satisfaction du mauvais génie qui lui aurait jeté pareil sort.

Et de fait, les grands simplificateurs qui crient aujourd'hui haro sur le code du travail sont ceux-là mêmes qui, année après année, s'acharnent à l'alourdir et le compliquer. Ils n'attendent même plus que l'encre de la dernière loi soit sèche pour entamer la rédaction de la suivante. Le gouvernement s'étant privé de tous les grands leviers macroéconomiques susceptibles de peser sur l'emploi (maîtrise de la monnaie, contrôle des frontières du commerce, taux de change, dépense publique), il s'agrippe frénétiquement à celui qui lui reste entre les mains : le droit du travail, présenté comme un obstacle à l'embauche. Aucune étude sérieuse ne confirme cet argument.

Depuis la suppression de l'autorisation préalable de licenciement en 1986 (en vigueur aujourd'hui encore aux Pays-Bas, où le taux de chômage est de 4,8%), les promesses mirifiques de création d'emplois qui accompagnent chaque nouvelle flexibilisation du marché du travail n'ont jamais été tenues. En Europe, les taux de chômage ne sont nulle part plus élevés que dans les pays du Sud (7), qui ont été les champions de cette flexibilisation. On se garde bien en revanche de revenir sur les réformes du droit des sociétés (par exemple l'autorisation du rachat d'actions, qui permet d'enrichir les actionnaires sans contrepartie de leur part, en détruisant du capital et en minant l'investissement), du droit comptable (par exemple l'abandon du principe de prudence au profit de la juste valeur [8]) ou du droit financier (par exemple l'existence de banques privées « trop grosses pour tomber » [too big to fail], c'est-à-dire jouissant de l'intangibilité, aujourd'hui refusée aux États endettés). Autant de changements dont les effets négatifs sur l'investissement et l'emploi sont avérés. Il est vrai que, dans la novlangue en vigueur, plafonner l'indemnisation pour licenciement abusif est qualifié de « réforme courageuse », tandis que pla-

fonner le bénéfice des stock-options qu'un dirigeant peut percevoir à la faveur de licenciements serait jugé « démagogique ».

Ainsi, le droit du travail n'a pas connu de réforme digne de ce nom depuis 1982, date des lois Auroux (9). Il ne faut pas confondre en effet le réformisme avec le transformisme. Au sens que lui a donné Antonio Gramsci, le transformisme désigne une politique qui, prétendant gouverner au centre, n'a d'autre boussole que l'adaptation aux contraintes extérieures pour accéder ou se maintenir au pouvoir. Le réformisme, au contraire, désigne une action politique animée par le projet d'un monde plus juste qu'on entend faire advenir pacifiquement. Aujourd'hui, une réforme sérieuse du droit du travail aurait pour ambition d'instaurer une certaine démocratie économique, sans laquelle la démocratie politique ne pourra que continuer à déprimer. La limite idéale vers laquelle elle devrait tendre serait de conférer à chacun plus d'autonomie et de

responsabilité dans la conduite de sa vie de travail, moyennant de nouvelles sécurités – sécurités actives rendant possible l'initiative et complétant les sécurités passives héritées du modèle fordiste (10). Mais elle ne saurait être approchée sans tenir compte des transformations profondes intervenues depuis 1981 dans l'organisation du travail et des entreprises.

La condition première d'une telle réforme serait d'étendre, comme son nom l'y invite, le droit du travail « au-delà de l'emploi » pour embrasser toutes les formes de travail économiquement dépendant. La révolution numérique ainsi que le modèle de la start-up donnent une nouvelle jeunesse à l'espoir d'une émancipation fondée sur le travail indépendant et les petites coopératives. Mais la réalité est plutôt celle d'un brouillage de la distinction du travail indépendant et subordonné, tout travailleur se trouvant pris dans des liens d'allégeance qui impliquent une réduction plus ou moins forte de son autonomie.

Un critère-clé, la dépendance économique

L'IDÉE que l'intermédiation opérée par une plate-forme informatique entre des travailleurs et des utilisateurs de leurs services serait le terreau d'un renouveau du travail indépendant est démentie par les faits, comme le montrent l'organisation et les actions collectives conduites avec un certain succès par les chauffeurs d'Uber pour obtenir d'être reconnus comme des salariés. Du reste, aux États-Unis et au Royaume-Uni, plusieurs juridictions ont requalifié en contrat de travail salarié les contrats des chauffeurs Uber (11).

Face à ces évolutions, il conviendrait de faire de la dépendance économique le critère du contrat de travail, ainsi que le recommande la stimulante *Proposition de code du travail* que vient de publier un groupe de juristes animé par Emmanuel Dockès (12). L'adoption de ce critère serait

un facteur de simplification du droit du travail, en même temps qu'il permettrait d'indexer le degré de protection du travailleur sur celui de sa dépendance. Le management par objectifs fait resurgir en effet la vieille figure juridique de la « tenure service », par laquelle un tenancier se plaçait dans l'allégeance d'un maître qui lui concédait l'exploitation d'un fonds. Ce renouveau des liens d'allégeance est rendu possible par l'outil informatique, qui permet à celui qui détient un système d'information de contrôler le travail d'autrui sans avoir à lui donner des ordres.

Ces liens d'allégeance tissent la trame juridique de l'économie en réseaux et se retrouvent selon des modalités différentes à tous les niveaux de l'organisation du travail : depuis les chefs d'entreprise soumis aux exigences de leurs actionnaires ou don-



MARYLIN CAVIN. – « La Marche circulaire des mutations », 2010

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 octobre 2017

1 ^{er} CHINE	Fête nationale	12 ESPAGNE	Fête nationale
CHYPRE	Fête nationale	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
NIGERIA	Fête nationale	24 ZAMBIE	Fête nationale
PALAU	Fête de l'indépend.	25 KAZAKHSTAN	Fête de l'indépend.
TUVALU	Fête de l'indépend.	26 AUTRICHE	Fête nationale
2 GUINÉE	Fête nationale	27 SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indépend.
3 ALLEMAGNE	Fête nationale	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
CORÉE DU SUD	Fête nationale	28 GRÈCE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale	RÉP. TCHÈQUE	Fête nationale
9 OUGANDA	Fête nationale	29 TURQUIE	Fête nationale
10 FIDJI	Fête nationale		
TAÏWAN	Fête nationale		

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

ACPM
OJD

IMPRIM'VERT

Commission paritaire des publications
et agences de presse : n° 0519 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes de réassort
ou autre, nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

(2) Déclaration de Philadelphie (1944).

(3) Lire Danièle Linhart, « Imaginer un salariat sans subordination », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

(4) Gérard Berry, « Pourquoi et comment le monde devient numérique », *Annuaire du Collège de France*, Paris, 2007-2008.

(5) Lire « Le rêve de l'harmonie par le calcul », *Le Monde diplomatique*, février 2015.

(6) Les risques pour la santé mentale au travail ne cessent de croître, en dépit de l'affirmation du « principe de l'adaptation du travail à l'homme » par la directive européenne du 12 juin 1989. Ils peuvent conduire au suicide, à la mort subite par épuisement (*karoshi*) ou au burn-out. Cf. le rapport du Bureau international du travail, « Stress au travail. Un défi collectif », Genève, 2016 (accessible en ligne), et Loïc Lerouge, *La Reconnaissance d'un droit à la protection de la santé mentale au travail*, Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ), Paris, 2005.

(7) Le taux de chômage atteint officiellement 11,3% en Italie, 17,1% en Espagne (juillet 2017) et 21,2% en Grèce (juin 2017).

(8) Remplaçant l'ancien principe de prudence comptable, cette norme indexe la valeur des actifs de l'entreprise sur leur prix de marché supposé et permet de faire apparaître ainsi des richesses purement hypothétiques. Lire Jacques Richard, « Une comptabilité sur mesure pour les actionnaires », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005.

(9) Du nom du ministre du travail Jean Auroux, ces lois visaient à introduire la « citoyenneté dans l'entreprise ». Elles ont encadré les pouvoirs de l'employeur, développé la négociation collective, reconnu aux salariés « un droit d'expression directe et collective sur l'organisation et le contenu de leur travail ». Ainsi, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ont été créés.

(10) Sur la façon de concevoir ces sécurités nouvelles, cf. *Au-delà de l'emploi. Transformations du travail et devenir du droit du travail en Europe*, Flammarion, Paris, 2016 (1^{re} éd. : 1999).

(11) Le suivi de cette lutte juridique est mis à jour sur le site <http://ubersalut.com>

(12) Emmanuel Dockès (sous la dir. de), *Proposition de code du travail*, Dalloz, Paris, 2017.

DIGNE DE CE NOM

le droit du travail...



MARYLIN CAVIN. – « Plus haut que le toit du monde », 2008

neurs d'ordre, jusqu'aux travailleurs salariés, dont on exige une flexibilité, c'est-à-dire une réactivité et une disponibilité de tous les instants. Les débats sur l'uberisation illustrent le besoin d'un cadre juridique propre à tenir les promesses (d'autonomie) et à conjurer les risques (de surexploitation) inhérents à ces situations.

Dans un tel contexte, on voit combien est datée et hors de propos une réforme qui prétend faire de la négociation d'entreprise le centre de gravité du droit du travail. Ce choix pouvait être approprié aux États-Unis en 1935, lorsqu'il a présidé à l'adoption du

National Labor Relations Act dans le contexte du New Deal; mais il ne répond pas aux problèmes posés par l'organisation réticulaire et transnationale du travail en 2017. Tenir compte des réalités de cette organisation conduirait à dresser un tout autre programme de réformes, dont on ne peut donner ici que quelques exemples.

La première question à se poser est celle des procédures permettant aux travailleurs de retrouver effectivement une certaine prise sur le sens et le contenu de leur travail. La liberté d'expression collective des salariés reconnue par les lois Auroux a ouvert

ce chantier, qu'il conviendrait de reprendre en faisant de la conception et de l'organisation du travail un objet de négociation collective et d'alerte individuelle. Aujourd'hui, cette question n'est abordée que négativement, lorsque cette organisation conduit aux suicides ou aux troubles psychosociaux. Elle devrait l'être positivement et préventivement.

Encore faut-il que la négociation collective puisse être conduite à des niveaux pertinents, et pas seulement à ceux de la branche ou de l'entreprise. Deux de ces niveaux mériteraient particulièrement d'être définis et organisés : celui des chaînes et réseaux d'approvisionnement et de production, et celui des territoires. De telles négociations permettraient de tenir compte des

intérêts spécifiques des entrepreneurs dépendants, qui peuvent rejoindre ceux de leurs salariés vis-à-vis des entreprises dont ils dépendent. Ou encore d'impliquer toutes les parties prenantes intéressées au dynamisme d'une région. Ici encore, le face-à-face employeur-salarié au sein d'une entreprise ou d'une branche n'est plus adéquat et exigerait la présence d'autres acteurs autour de la table des négociations.

Un troisième sujet de réformes concerne celui de la distribution des responsabilités au sein des réseaux d'entreprise. Ces derniers permettent à ceux qui les contrôlent

d'exercer le pouvoir économique en se défaussant de leurs responsabilités sur des lampistes. La question se pose donc d'indexer la responsabilité de chacun des membres de ces réseaux sur le degré réel d'autonomie dont il dispose (13). Une telle réforme ferait sortir du clair-obscur l'actuelle responsabilité sociale et environnementale (RSE) (14), qui est au néolibéralisme ce que le paternalisme fut au libéralisme. Elle permettrait de rendre en tant que de besoin les entreprises dominantes solidairement responsables des dommages causés par l'organisation du travail qu'elles ont conçue et qu'elles contrôlent.

« Égalisation dans le progrès »

AU NIVEAU INTERNATIONAL, il faudrait tirer toutes les conséquences du préambule de la Constitution de l'OIT, selon lequel « la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays ». Et aussi tenir compte du fait que la division internationale du travail et l'empreinte écologique sur la planète sont indissociables. Les normes sociales et environnementales doivent donc être dotées d'une force juridique équivalente aux normes du commerce mondial, ce qui suppose l'institution d'une instance internationale de règlement des litiges, ayant le pouvoir d'autoriser les pays qui les respectent à fermer leur marché aux produits fabriqués dans des conditions qui ne les respectent pas. Le recours à de nouvelles formes d'action collective, dont le boycott de ces produits, serait alors reconnu comme une liberté inhérente à la liberté syndicale et d'association. L'Union européenne pourrait reconquérir sa légitimité politique si elle se plaçait à l'avant-garde d'une telle réforme, et renouait ainsi avec l'objectif d'« égalisation dans le progrès » figurant encore dans ses traités, au lieu de s'employer à attiser la course au moins-disant social et fiscal entre les États membres, comme le fait sa Cour de justice.

Enfin, une réforme ambitieuse du droit du travail devrait prendre en considéra-

tion le travail non marchand, notamment le travail d'éducation des enfants ou d'assistance aux parents âgés, qui est aussi vital pour la société qu'ignoré des indicateurs économiques. Depuis que l'invention de l'éclairage artificiel permet de faire travailler ses semblables jour et nuit, sept jours sur sept, c'est le droit du travail qui a édifié un cadre spatio-temporel compatible avec nos rythmes biologiques et respectueux du droit (humain) à une vie privée et familiale. Ce cadre se trouve aujourd'hui menacé par le néolibéralisme et l'informatique, qui se conjuguent pour étendre l'emprise du travail marchand en tous lieux et à tout moment (15). Le prix à payer, notamment du point de vue éducatif, est exorbitant mais jamais pris en compte par les obsédés du travail dominical et du travail de nuit, que désole la survivance de temps sociaux échappant à la marchandisation de la vie humaine.

ALAIN SUPIOT.

(13) Cf. Alain Supiot et Mireille Delmas-Marty (sous la dir. de), *Prendre la responsabilité au sérieux*, Presses universitaires de France (PUF), Paris, 2015.

(14) Selon la définition adoptée par l'Union européenne, la RSE désigne « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes ».

(15) Cf. Laurent Lesnard, *La Famille désarticulée. Les nouvelles contraintes de l'emploi du temps*, PUF, 2009.



**ASSOCIATION
LES AMIS
DU MONDE
DIPLOMATIQUE**

Auvergne-Rhône-Alpes

CLERMONT-FERRAND. Le 7 octobre, à 17 heures, au café-lecture des Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins : « Que voulait dire être socialiste en 1914 ? ». (*saphi@orange.fr*)

GRENOBLE. Le 13 octobre, à 20h15, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux, projection du film de Sandra Blondel et Pascal Hennequin *Irrintzina*. (*jacques.toledano@wanadoo.fr*)

LYON. Le 3 octobre, à 19 heures, à la Bourse du travail, salle Moissonnier : « La loi travail 2 », avec Thomas Coutrot. Le 12 octobre, à 19 heures, à la librairie Terre des livres, 86, rue de Marseille : débat avec Olivier Cyran autour du livre *Boulois de merde !* (La Découverte). (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

VALENCE. Au Cause toujours, 8, rue Gaston-Rey : le 10 octobre, à 19 heures, projection du film de Gilles Perret *La Sociale*, puis, le 12 octobre, à 19 heures, débat sur la protection sociale. (*suzanne.dejours@orange.fr*)

Bourgogne-Franche-Comté

BELFORT. Le 18 octobre, à 20h30, au Bar atteint, 25, rue de la Savoureuse : projection-débat autour d'*Une histoire de la grève générale*, d'Olivier Azam et Laure Guillot. Le 25 octobre, à 20h30, au même endroit, et le 26 octobre, à 20h30, à la Maison de la ruralité de Noroy-le-Bourg : « Quand le bio dénature le bio », avec Claire Lecœuvre. (*odile-mangeot@wanadoo.fr*)

Bretagne

RENNES. Le 20 octobre, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc, « café-Diplo » : « La Chine et les routes de la soie ». (*yves.paris-tad@wanadoo.fr*)

Centre-Val-de-Loire

ORLÉANS. Le 5 octobre, à 20 heures, à la Maison des associations, 46 ter, rue Sainte-Catherine : « café-Diplo » autour de l'article d'Olivier Cyran « L'enfer du miracle allemand » paru dans l'édition de septembre du *Monde diplomatique*. (*lesamdorleans@outlook.fr*)

TOURS. Le 20 octobre, à 20h30, au Foyer des jeunes travailleurs, 16, rue Bernard-

Palissy : « Le dévoilement des Draculas (CETA, Tafta et TISA) », avec Jean-Marie-Bonnet. Le 19 octobre, à 19 heures, et le 23 octobre, à 11 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (*pjc.arnaud@orange.fr*)

Grand-Est

METZ. Le 12 octobre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, « café-Diplo » : « L'appropriation nationale du judaïsme par Israël », avec Richard Srogosz. (*amd.metz@gmail.com*)

Guadeloupe

Le 19 octobre, à 18 heures, médiathèque du Lamentin : soirée « C'est quoi ce travail ? », autour du film de Michele Placido *7 Minutes*. Le 20 octobre, à 19 heures, quartier Paul-Mado à Port-Louis : projection en plein air du film de Sacha Wolff *Mercenaire*, suivie d'un débat. (*danimaginaire@yahoo.fr*)

Hauts-de-France

LILLE ET NORD. Le 3 octobre, à 20 heures, à l'espace Marx, 6 bis, rue Roger-Salengro : « L'impunité fiscale, ça suffit », avec Dominique Plihon. Le 9 octobre, à 20 heures, au Méliès à Villeneuve-d'Ascq, projection du film *Aube dorée. Une affaire personnelle*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Angélique Kourounis. Le 11 octobre, à 20 heures, à la MRES, 23, rue Gosselet : débat avec Jean-Christophe Giuliani et Bernard Legros autour de leur livre *Le Travail, et après ?* (Écosociété). Le 26 octobre, au Méliès, projection du film *It Been*, d'Yves Lenoir et Michel Hugot, suivie d'un débat avec Yves Lenoir. (*amd.nord@yahoo.fr*)

Île-de-France

PARIS. Le 18 octobre, à 19 heures, à l'Institut de relations internationales et stratégiques, 2, rue Mercœur : « L'Iran, un pouvoir régional ? », avec Alain Gresh et Bernard Hourcade, à l'occasion des 15 ans du *Monde diplomatique* en farsi. (*persaf@monde-diplomatique.fr*) Le 25 octobre, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier : « Le travail, aujourd'hui... et demain », avec Danièle Linhart. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

VAL-DE-MARNE. Le 5 octobre, à 20h30, à la Maison du citoyen et de la vie associative à Fontenay-sous-Bois : projection du film de Claude Hirsch *1336 jours. Des hauts, débats, mais debout*, suivie d'un débat avec des « Fralib ». (*amd94@numericable.fr*)

Nouvelle-Aquitaine

GIRONDE. Le 3 octobre, à 19 heures, salle Aragon à Port-Sainte-Foy : repas partagé, et, à 20 heures, débat sur l'article de Marie-Noël Rio « Retrouver le rire de Bertolt Brecht » (édition de juin du *Monde diplomatique*). Le 5 octobre, à 18h30, à la médiathèque de Cestas : « Où va l'Amérique de Donald Trump ? », avec Anne Deyssine. Le 6 octobre, à 19 heures, à la bibliothèque du Haillan : « Écologie, changer les comportements, changer de politique ? », avec Michel Cabannes. Le 9 octobre, à 12h45, au Poulailler à Bègles : « déjeuner diplomatique ». Le 18 octobre, à 19h30, au théâtre Le Levain à Bègles : « café-Diplo ». Le 27 octobre, à 20h30, au Black House Café à Libourne : « café-Diplo ». (*amis.diplo33@gmail.com*)

LA ROCHELLE. Le 17 octobre, à 20h15, à la librairie Les Rebelles ordinaires, 9 bis, rue des Trois-Fuseaux : discussion autour du *Monde diplomatique* du mois. (*jose.dacunha5@free.fr*)

Occitanie

ARIÈGE. Le 17 octobre, à 20 heures, salle des fêtes d'Artigat : « Que faire face à un monde en multicrises ? », avec François Morin. (*micsans@gmail.com*)

CARCASSONNE. Le 3 octobre, à 20h30, au cinéma Le Colisée, projection du film de Jonathan Attias et Alexandre Lumbroso *Des clics de conscience*, suivie d'un débat. Le 13 octobre, à 18h30, à l'Espèce Temps, 48, avenue de la République : réunion autour du *Monde diplomatique* du mois. (*amd11@free.fr*)

MONTPELLIER. Le 9 octobre, à 20 heures, salon du Belvédère au Corum : « Médias et Venezuela », avec Maurice Lemoine. Le 10 octobre, à 18 heures, au cinéma Diagonal : projection du film *A Long Hot Summer in Palestine*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Norma Marcos. (*amis-diplo34@orange.fr*)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent tous les troisièmes jeudis du mois, à 19 heures, à la résidence Habitat Jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (*am.bordas@laposte.net*)

TOULOUSE. Le 4 octobre, à 20h30, salle du Sénéchal : « La loi travail et le modèle allemand », avec Pauline Le Bourgeois, Olivier Cyran et Cédric Caubère. Le 10 octobre, à 18 heures, à la librairie Ombres blanches, rencontre avec Serge Paugam autour de son livre *Ce que les riches pensent des pauvres* (Seuil). Le 25 octobre, à

20h30, salle du Sénéchal : « Des animaux génétiquement modifiés bientôt dans nos assiettes ? » avec Alain Ducos. (*amdoul@gmail.com*)

Pays-de-la-Loire

LAVAL. Le 16 octobre, à 20 heures, au Cinéville : projection du film de Claude Hirsch *1336 jours. Des hauts, débats, mais debout*, suivie d'un débat avec des « Fralib ». Le 20 octobre, à 19 heures, au café Le Méridional, 114, rue du Pont-de-Mayenne : « café-Diplo » autour de l'article d'Olivier Cyran « L'enfer du miracle allemand » (*Le Monde diplomatique* de septembre). (*amdmayenne_aml@orange.fr*)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 7 octobre, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : « café-Diplo ». (*michelmerel54@laposte.net*)

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

AIX-EN-PROVENCE. Le 19 octobre, à 18 heures, à Sciences Po, 25, rue Gaston-de-Saporta : « La troisième guerre mondiale est sociale », avec Bernard Thibault, du Bureau international du travail. (*d.brueat@orange.fr*)

AVIGNON. Le 26 octobre, à 20h30, au cinéma Utopia, projection du film *A Long Hot Summer in Palestine*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Norma Marcos. (*ruiz.bouquetryan@wanadoo.fr*)

HAUTES-ALPES. Le 27 octobre, à 19 heures, au Fourmidiable, 33, rue Jean-Jaurès à Veynes : « Diplo-docus » : débat autour de l'article « L'enfer du miracle allemand » (*Le Monde diplomatique* de septembre), avec Olivier Cyran, et projection d'extraits de films de Pierre Carles. (*diplo-docus@kheper.org*)

Hors de France

BOBO-DIOULASSO. Le 19 octobre, à 16 heures, à l'Institut français : projection-débat du film *Kemtiyu*, d'Ousmane William Mbaye. (*christian.darceaux@laposte.net*)

GENÈVE. Le 10 octobre, à 18h30, au café-restaurant Le Platane, 91, boulevard de la Cluse : « café-Diplo » autour de l'article d'Anne-Cécile Robert et Romuald Sciora « Dans les coulisses de l'Assemblée générale des Nations unies » (septembre). (*claude.sumi@gmail.com*)

LUXEMBOURG. Le 12 octobre à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : « Les jeudis du Diplo ». Débat autour de l'article d'Olivier Cyran « L'enfer du miracle allemand » (*Le Monde diplomatique* de septembre). (*amdluxembourg@gmail.com*)

Rencontres avec Jean-Baptiste Malet à l'occasion de la parution de son livre *L'Empire de l'or rouge. Enquête mondiale sur la tomate d'industrie* (Fayard) et de l'article « Le capitalisme raconté par le ketchup », paru dans *Le Monde diplomatique* de juin.

NANTES. Le 11 octobre, à 19h30, au Flesselles, 3, allée Flesselles. Réservation conseillée. (*claudie.desfosses@wanadoo.fr*)

EAUBONNE. Le 12 octobre, à 20h30, au centre culturel L'Orange bleue, 7, rue Jean-Mermoz. (*amd95@orange.fr*)

PARIS. Le 13 octobre, à 19 heures, au café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

VERSAILLES. Le 14 octobre, à 17 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville de Versailles. (*eveleveque@wanadoo.fr*)

LYON. Le 17 octobre, à 19 heures, Château sans souci - Maison des associations, 36, avenue Lacassagne. (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

ALÈS. Le 18 octobre, à 20 heures, au Forum de la médiathèque. (*amd30@orange.fr*)

MONTPELLIER. Le 19 octobre, à 20 heures, salle Fernand-Pelloutier, 15, place Zeus. (*amis-diplo34@orange.fr*)

PENNAUTIER. Le 20 octobre, à 20h45, salle des associations. (*amd11@free.fr*)

SAINT-FERRIOL. Le 21 octobre, à 20h30, au Foyer. (*amd11@free.fr*)



LITTÉRATURES

ASIE

GÉOPOLITIQUE DE LA CHINE. – Mathieu Duchâtel.

Presses universitaires de France, Paris, 2017, 126 pages, 9 euros.

Fidèle aux traditions de la collection « Que sais-je ? », Mathieu Duchâtel dresse un tableau simple, mais non simpliste, de la diplomatie chinoise, en ayant le souci de remonter aux racines (des dynasties impériales aux grandes heures du maoïsme). Le directeur adjoint du programme « Asie et Chine » du think tank Conseil européen des relations internationales aborde chacune des grandes phases de l'histoire. Il montre que, contrairement aux idées reçues, Pékin s'est attaché au cours des dernières décennies à résoudre les différends territoriaux avec ses voisins et à fixer ses frontières terrestres. Seules celles avec l'Inde et le Bhoutan demeurent en suspens. Dans le domaine maritime en revanche, ses revendications se sont affirmées... Si la partie consacrée aux soubresauts de relations avec la Russie ne semble pas la plus réussie, on s'attardera sur ce qu'il nomme les « nouveaux horizons » de la Chine. Il y éclaire ses ambitions géopolitiques et sa diplomatie économique, en pointant quelques-unes des conséquences : comment protéger ses ressortissants à l'étranger et consolider ses investissements tout en maintenant ses principes de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

MARTINE BULARD

ÊTRE CORÉENS AU KAZAKHSTAN. Des entrepreneurs d'identité aux frontières du monde coréen. – Eunsil Yim

Éditions de Boccard, Paris, 2017, 408 pages, 30 euros.

Comment peut-on être Coréen du Kazakhstan ? Cette singularité, apparue dans un monde qui n'a jamais été le théâtre de mouvements massifs de population, prend naissance au XIX^e siècle quand des Coréens partent travailler dans l'Extrême-Orient russe. En 1937, l'Union soviétique les déporte pour l'essentiel au Kazakhstan et en Ouzbékistan, qui accèderont à l'indépendance au moment de son éclatement. Des citoyens d'origine coréenne sont ainsi devenus kazakhs (103 000), ouzbeks (183 000) ou encore russes (107 000). Une histoire picaresque jamais finie, car la guerre froide perdure dans les échos de la confrontation entre les deux Corées. Du coup, les Coréens du Kazakhstan rappellent l'existence de diasporas (presque) oubliées et les enjeux qui existent entre des États prétendant exercer un magistère politique. Bien malgré elles, ces minorités, marginales par le nombre et la notoriété, constituent des laboratoires in vivo où se mettent en évidence des « entrepreneurs en identité ».

ALAIN GARRIGOU

AMÉRIQUES

RÉGIMES NATIONAUX D'ALTÉRITÉ. États-nations et altérités autochtones en Amérique latine, 1810-1950. – Sous la direction de Paula López Caballero et Christophe Giudicelli

Presses universitaires de Rennes, 2016, 248 pages, 19 euros.

La douzaine de spécialistes mobilisée ici explore une période allant des premières indépendances jusqu'au milieu du XX^e siècle dans six pays du continent américain. Comment les États intègrent-ils l'altérité « indienne » dans la construction d'une identité nationale commune ? De l'invisibilisation à l'inclusion, ces identités sont diversement prises en compte selon les projets nationaux et les époques. On folklorise parfois la grandeur passée des « naturels » pour insuffler aux jeunes républiques la profondeur historique qui leur manque. Dans d'autres cas, l'eugénisme politique des élites provoque regroupements démographiques et scolarisation forcée. Loin de s'interroger sur une essence de l'autochtonie qu'il s'agirait de découvrir, les chapitres de l'ouvrage soulignent que ces régimes d'altérité sont le produit des histoires nationales et des rapports de forces. De fait, les définitions de l'« Indien » restent par nature fluctuantes et profondément instables.

RAPHAËL COLLIAUX

EUROPE

LA GUERRE ET APRÈS... – Pauline Maucort

Les Belles Lettres, Paris, 2017, 300 pages, 21 euros.

Retour d'Afghanistan, du Mali et de la Centrafrique : neuf militaires français racontent les blessures de guerre, physiques comme mentales, les traces invisibles qu'elles laissent dans les corps et les esprits, les répercussions sur leur foyer. C'est l'épreuve de « l'après » : « Je ne suis plus rien », « l'angoisse qui prend », « ma blessure est à l'intérieur », « total décalage »... Dans un tel climat, et en dépit du « sas de décompression » à Chypre – quelques jours d'hôtel avec piscine – avant le retour dans les familles, les guérir s'avère mission quasi impossible pour les psychologues : « C'est comme apprendre à danser sur des pointes à un rugbyman », dit l'un d'eux. Outre ces confidences de cabossés de la guerre, la documentariste Pauline Maucort souligne le changement de mentalité et de comportement des soldats français induit par la réintégration au commandement militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 2009 : rapports durcis avec l'environnement, harnachement et protections diverses, enfermement dans les garnisons. « On veut faire la guerre comme les ricains, mais avec les moyens des Roumains », se plaint un gradé.

PHILIPPE LEYMARIE

MAGHREB

FRANCE-ALGÉRIE. 50 ans d'histoires secrètes (tome I). – Naoufel Brahimi El Mili

Fayard, Paris, 2017, 416 pages, 20 euros.

Ce livre très documenté éclaire d'un jour nouveau les relations franco-algériennes depuis 1962. Loin du cliché qui veut que les rapports entre Alger et Paris sont toujours tendus et compliqués, l'ouvrage met en exergue un théâtre d'ombres régi par une dualité érigée en principe. Ces relations « sont particulièrement bonnes quand elles sont secrètes, et beaucoup plus heurtées quand elles sont publiques ». D'un côté, il y a donc ce que l'on jette en pâture aux opinions publiques des deux pays : polémiques mémorielles, surenchères nationalistes, tensions à propos de la question du Sahara et du soutien français au Maroc. De l'autre, il y a une alliance stratégique de fait, l'Algérie officielle, y compris sous la présidence de Houari Boumediène (1965-1978), ayant toujours accordé la priorité à l'ancienne puissance coloniale. Même s'il arrive que les deux pays soient en opposition, l'Algérie, rappelle l'auteur à plusieurs reprises, n'a jamais constitué une menace à l'égard des intérêts stratégiques français. À preuve, depuis 1964 et la lutte contre l'Organisation armée secrète (OAS), les services secrets algériens et français entretiennent une collaboration étroite et souvent complique.

AKRAM BELKAÏD

PROCHE-ORIENT

HISTOIRE DU LIBAN. Des origines à nos jours. – Xavier Baron

Tallandier, Paris, 2017, 589 pages, 24,90 euros.

Exception actuelle en matière de paix dans une zone embrasée, le Liban n'est pas pour autant tiré d'affaire, car il n'a pas réussi à solder le poids d'un passé douloureux. Dans cet ouvrage complet et didactique, le journaliste Xavier Baron revient ainsi sur les décennies de crises politiques et de guerres civiles qui n'ont cessé de mettre en péril le pays du Cèdre. Le livre montre d'ailleurs qu'il est erroné d'évoquer la période 1975-1990 comme un temps de guerre civile, cette dernière étant en réalité la succession, parfois la superposition, de conflits « multiples et interminables ». Les uns étaient propres aux Libanais et à leurs divisions, notamment religieuses, les autres résultaient de l'ingérence des puissances régionales (Israël et Syrie) et du jeu compliqué des grandes puissances. Aujourd'hui, alors que la Syrie se démembrer, le Liban a certes résolu la longue crise politique qui le privait de président, mais il doit encore composer avec nombre de défis : inégalités sociales, faiblesse de l'exécutif et de l'État, archaïsme du système politique, prégnance du professionnalisme et, enfin, place désormais incontournable du Hezbollah sur l'échiquier national.

A. B.

L'ÉTAT ISLAMIQUE PRIS AUX MOTS. – Myriam Benraad (Armand Colin, Paris, 2017, 187 pages, 14 euros). Comment « comprendre » l'Organisation de l'État islamique (OEI), mieux en saisir le fonctionnement et les motivations ? Politiste et spécialiste de l'Irak, Myriam Benraad analyse le discours et la propagande de cet acteur majeur des conflits en Irak et en Syrie. Depuis son émergence, l'OEI a produit une impressionnante somme de publications diffusées notamment via les réseaux sociaux. En sélectionnant vingt diptyques-clés (« tradition et modernité », « beauté et laideur », « califat et démocratie » ou « paradis et enfer »), le livre permet de prendre la mesure de la représentation djihadiste du monde : souvent binaire, conflictuelle, mais qui répond à sa propre cohérence.

AFRIQUE

THOMAS SANKARA. La liberté contre le destin. – Sous la direction de Bruno Jaffré

Syllepse, Paris, 2017, 480 pages, 20 euros.

Trente ans après son assassinat, le 15 octobre 1987, Thomas Sankara est peut-être plus que jamais un modèle en Afrique. Le souvenir du révolutionnaire burkinabé, élevé au rang de mythe par une partie de la jeunesse du continent, excédée par les abus de ses dirigeants, fut au cœur de l'insurrection qui renversa M. Blaise Compaoré en 2014. Il n'est donc pas inutile, en cette période de commémoration, de le relire afin de s'approprier sa réflexion, qui fut sur bien des sujets (écologie, féminisme, dette...) en avance sur son temps, et de s'emparer de son bilan : échecs parfois dramatiques et réussites longtemps minorées. L'originalité de ce recueil d'allocutions tient à quelques textes inédits et surtout aux notes du journaliste Bruno Jaffré en introduction de chaque discours : elles visent à « permettre une approche globale de la pensée de Thomas Sankara » et à la « confronter » à ses réalisations.

RÉMI CARAYOL

GÉOPOLITIQUE

INDISPENSABLE ONU. – Jean-Marc de La Sablière

Plon, Paris, 2017, 288 pages, 12 euros.

Plus critique que son titre ne le laisse penser, l'ouvrage de l'ambassadeur Jean-Marc de La Sablière, qui fut notamment représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de 2002 à 2007, propose une plongée lucide dans l'action quotidienne de l'Organisation des Nations unies (ONU). Développement, paix, droits humains, etc., il s'attache, tout en ouvrant de nouvelles pistes, à souligner les progrès – et leurs limites. Par exemple, si l'ONU ne parvient pas à empêcher toutes les guerres, comme l'illustre l'agression américaine contre l'Irak en 2003, elle réussit à désamorcer de nombreuses crises en organisant la rencontre des parties et, tout au long de l'année, les discussions sur le désarmement. Elle a également imposé l'idée d'un lien entre paix et développement. L'ONU traite enfin des sujets récemment apparus, comme le contrôle d'Internet. Le bilan des réformes n'est toutefois pas suffisant, le Conseil de sécurité en particulier n'étant pas assez représentatif des évolutions géopolitiques.

ANNE-CÉCILE ROBERT

VERS UN MONDE NÉO-NATIONAL ? – Bertrand Badie et Michel Foucher

CNRS Éditions, Paris, 2017, 208 pages, 20 euros.

Territoire et frontières, politique étrangère, nouvelles confluctualités, gouvernance mondiale, les principaux « enjeux mondiaux au prisme néo-national » sont ici questionnés, au fil d'entretiens avec le journaliste Gaïdz Minassian. Déniant au Brexit, aux tensions en mer de Chine ou à la crise ukrainienne une explication commune, Michel Foucher insère ces événements dans une multipolarité « fondée sur un pur rapport de puissance ». Au contraire, Bertrand Badie y voit les formes diverses d'une idéologie néonationaliste. Au-delà des divergences (définition de l'intérêt national, réalité et émergence d'une gouvernance mondiale), ces échanges repèrent un nationalisme « d'affirmation et d'émancipation » vis-à-vis des Occidentaux (principalement en Chine pour Foucher) face à un nationalisme occidental marqué par le retour des « références identitaires », qui s'accompagnerait chez les anciennes puissances, pour Badie, d'une « ambition néo-impériale » messianique (rôle de la France en Afrique francophone).

NICOLAS APPELT

Apprendre à désobéir

Fille de joie
de Kiyoko Murata

Traduit du japonais par Sophie Refle,
Actes Sud, Arles, 2017,
272 pages, 21,80 euros.



TOUT DÉBUT du XX^e siècle, pendant l'ère Meiji. Ichi, 15 ans, est envoyée par ses parents, des pêcheurs de perles, dans une maison close à Kumamoto, sur l'île de Kyushu. La novice semblant avoir des aptitudes naturelles, elle est placée sous la tutelle de l'oiran M^{lle} Shinonome, la « tirelire vivante », prostituée la plus riche et la plus fameuse du lieu. Avec ses aides, celle-ci va l'initier au plaisir sexuel – de l'homme uniquement – afin d'en faire une experte, ce qui lui permettra peut-être de rembourser plus rapidement sa dette, celle que les femmes contractent lorsqu'elles sont « louées » aux tenanciers.

À travers le regard d'Ichi et grâce à un extraordinaire travail de documentation, Murata Kiyoko, née en 1945, auteure de plusieurs titres célèbres dont *Le Chaudron* (Actes Sud), adapté au cinéma par Kurosawa Akira (sous le titre *Rhapsodie en août*), donne à voir le quotidien des jeunes femmes, leurs rares moments de répit – comme le bain collectif, les repas, l'achat de tabac ou les jeux lorsque le client est rare –, leur intimité, leur crainte des maladies vénériennes, leur frayeur d'être renvoyées du quartier réservé. Car elles seraient alors promises au sort de la prostituée déçue : les clients en continu, la maladie, la misère, le viol... la mort.

Ichi fréquente aussi l'école « féminine », où les prostituées du quartier réservé se défont de leur langue maternelle – celle de leur région d'origine –, apprennent à se tenir, à sourire et à mettre en valeur les hommes, mais aussi à lire et écrire. Sa vivacité d'esprit lui gagne rapidement l'affection de l'institutrice, M^{lle} Tetsuko, fille d'un samouraï ruiné, et l'école deviendra peu à peu pour Ichi et ses camarades un aiguillon vers l'émancipation et la liberté.

L'ouvrage révèle la complexité d'un système dont les femmes ne peuvent jamais s'échapper ou presque. Seule Ichi, curieuse et combative, pousse ses compagnes à rêver d'indépendance. « À quoi ressemble ici vu du dehors de dehors ? », se demande-t-elle dans un court poème. Ses haïkus, comme les compositions des demoiselles Tetsuko et Shinonome, ne sont pas simplement des œuvres artistiques : libérateurs, ils sont aussi profondément politiques. On trouve dans ce roman de nombreuses références à l'enseignement de Fukuzawa Yukichi, considéré comme l'un des penseurs du Japon moderne, promoteur d'une pédagogie nouvelle et ouvert à la culture occidentale. Il inspire M^{lle} Tetsuko, jusqu'à lui faire remettre en question un maître bien peu soucieux du droit des femmes et des pauvres. Elle rejoint alors le mouvement lancé par Ichi et ses autres élèves, révoltées par leurs conditions d'existence. Les édits régulant la prostitution (1872) ne sont toujours pas appliqués, et les prostituées restent assimilées au bétail. Mal renseignées et peu instruites, elles ne peuvent faire respecter leurs droits ou sont trompées sur les montants qui leur sont dus. Ichi et ses amies s'organisent, font grève et lancent une pétition. Lorsque M^{lle} Shinonome ajoute sa signature, elles savent qu'elles ont enfin gagné. Ensemble, faisant fi de leurs différences de statut ou d'origine, elles quitteront leur asservissement en franchissant sans regret les portes du quartier réservé. « Quand on rit sans ouvrir/la bouche du haut/Celle du bas fait pareil/rire/rire/rire », écrit Ichi dans un de ses haïkus.

CLEA CHAKRAVERTY.

LITTÉRATURE

Mark Twain, franchisseur de frontières

QU'EST-CE QUI LES HABITAIT, ces auteurs du Nouveau Monde, pour qu'ils se ruent vers la vieille Europe que leurs ancêtres avaient quittée ? Nostalgie, envie de racines, besoin de constater que l'Amérique est neuve et que l'Europe s'endort... ou promesse d'un décalage fictionnel permettant de narrer en un récit épique et burlesque ce long voyage d'ouest en est ? Quand, en 1878, Mark Twain (1835-1910) embarque pour l'Europe, il n'est plus un inconnu dans la littérature et le journalisme (1). Il a été imprimeur, prospecteur, pilote de bateau à vapeur sur le Mississippi, se choisissant même un pseudonyme issu du jargon des bateliers, « Mark Twain ! » (« Marque deux sondes ! »), signifiant que le fleuve est assez profond pour passer. Il a écrit des pièces de théâtre, notamment *Une histoire vraie*, dont le narrateur est un esclave : une première tentative pour faire entendre une voix noire. Il y reviendra avec *Les Aventures de Tom Sawyer* (2), dont l'impertinence juvénile annonce la subversion plus adulte des *Aventures de Huckleberry Finn* (3), qui content l'évasion du « nègre Jim » – le livre sera interdit dans une bibliothèque du Massachusetts.

Il a donné des conférences, tâté de la politique, et son choix de ne publier pratiquement que sur souscription lui vaut une réputation de self-made-man – mais uniquement dans le domaine de la littérature, car ses essais dans les affaires se soldent par des échecs. Il n'empêche, il est reconnu par ses pairs comme l'archétype

de l'écrivain américain : un dilettante boulingueur, un citoyen tranquille qui ne se départ jamais de son bon sens et pose sur les gens et les choses un regard étonné. Nulle naïveté cependant, mais le constat amusé que l'humain est une drôle de bestiole, capable du pire et parfois du meilleur. Unique antidote : l'humour, qui décale l'émotion.

L'Europe, il y est passé quelques années auparavant, en a vu villes et pays, mais sans s'y promener. Il signe avec son éditeur pour un récit de voyage où il est censé marcher dans les lieux qu'il va visiter – Allemagne, Suisse, Italie, France, Angleterre. Et il emmène avec lui sa famille. C'est le début d'un périple qui durera une année (1878-1879) et lui permettra d'observer, avec une bienveillance nostalgique et ironique, les us et coutumes de l'Ancien Monde. Et de les comparer au « réalisme yankee ». Sans outrance. Baden-Baden, Milan, Venise, Rome, réduites à l'état de chromos... Il épingle au passage les touristes, surtout quand il s'agit de compatriotes. Il s'est inventé un compagnon de voyage, Harris, chargé d'accomplir à sa place les exploits pédestres qu'il prétend faire pour tenir la gageure du livre, dont le titre sera *A Tramp Abroad* (*Un vagabond à l'étranger*), *tramp* désignant aussi bien une excursion à pied qu'un vagabond. « En utilisant le mot *tramp*, j'étais en train de décrire inconsciemment autant le *marcheur que la marche* », note-t-il. La marche efface

les clichés de l'Europe et de ses grandeurs... Et le piéton n'est plus que le témoin partial d'un passé dont il ne reste que souvenirs et fascination, qui lui inspireront *Le Prince et le Pauvre* en 1881 et *Un Yankee du Connecticut à la cour du roi Arthur* en 1889.

Twain, plus marqué par l'Allemagne que par les autres contrées, n'omet, au fil de textes minutieusement composés, ni les légendes du Rhin, magnifiées par les paysages de la Forêt-Noire, ni les histoires de duels entre corporations d'étudiants, ni les exploits accomplis sur un radeau dévalant le Neckar pour aller à Heidelberg, charmant bourg environné de châteaux forts et de forêts, et pas davantage les difficultés de « l'horrible langue allemande »... De l'Ouest à l'Est, la quête de l'inconnu fera ainsi progressivement place à un démystifiant retour aux origines.

ARNAUD DE MONTJOYE.

(1) Mark Twain, *Un vagabond à l'étranger*, La Baconnière, Genève, 2017, 104 pages, 23 euros.

(2) Mark Twain, *Les Aventures de Tom Sawyer*, Gallimard, coll. « Folio Junior », Paris, 2017, 350 pages, 5,90 euros.

(3) Mark Twain, *Les Aventures de Huckleberry Finn*, Gallimard, coll. « Folio Junior », 2017, 448 pages, 6,90 euros. Cf. aussi *Œuvres*, édition publiée sous la direction de Philippe Jaworski avec la collaboration de Thomas Constantinesco, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2015, 1 648 pages, 65 euros.



DU MONDE

La quête des égarés

Pina
de Titaua PeuAu vent des îles, Tahiti, 2016,
368 pages, 21 euros.

Mais Auguste, revenu miraculeusement à la vie, se donne une mission : purifier son pays. « Lui, le guerrier, parce que descendant de guerrier », se convainc d'être habité par le souffle des ancêtres, les *aitos*, les hommes forts des lignées polynésiennes, qui se battaient à mains nues contre les armes à feu durant la guerre de Raiatea, entre 1888 et 1897. Il sera le rédempteur, quoi qu'il en coûte. Manière selon lui de venger l'humiliation que leur infligèrent les Français.

Après son premier roman, *Mutismes* (Haere Pō, 2003), Titaua Peu confirme son talent. Il lui aura fallu

une longue gestation pour mettre en scène cette histoire, inspirée d'un fait divers. Mais son style précis, dense, haletant porte l'urgence de la course d'êtres malmenés, et elle entremêle avec soin les destins d'une vaste galerie de personnages, qui illustrent les malaises d'une société alourdie par les ombres du passé. Chez les « demi », on ne valorise de l'héritage que la partie européenne, et on ignore la partie autochtone. Comment se construire ainsi ? Comment transcender le passé en assumant pleinement son chaos ? La colonisation, l'évangélisation, le développement rapide avec le Centre d'expérimentation du Pacifique (créé en 1964 pour procéder aux essais nucléaires français)... autant de violences subies en deux siècles. Le roman entier se présente comme une métaphore de ce monde où on peine à embrasser le présent et à se projeter, mais Titaua Peu dessine les possibilités d'un avenir apaisé, au-delà des expédients, de la dépendance, notamment à la métropole, et des compromissions. Car ses héros, égarés et en quête d'amour, vont finalement s'avérer riches d'une énergie salvatrice.

La jeune écrivaine (la petite quarantaine) marche ainsi dans les pas de son aînée Chantal T. Spitz, auteure notamment de *L'île des rêves écrasés* et d'*Elles* (Au vent des îles, respectivement 1991 et 2011). Elle se réapproprie la parole longtemps monopolisée par les Européens et redonne sa place à la partie « noire » du patrimoine polynésien.

CHRISTINE CHAUMEAU.

ÉCONOMIE

VA-T-ON PAYER POUR TRAVAILLER ? -
Valérie Segond

Stock, Paris, 2016, 304 pages, 19 euros.

À l'heure où M. Emmanuel Macron a décidé de supprimer nombre d'emplois aidés, la journaliste Valérie Segond souligne les contradictions. D'un côté, ces suppressions vont affaiblir encore un peu plus des secteurs de cohésion sociale, comme la santé, l'éducation ou la culture, et fragiliser le quotidien de milliers de salariés. De l'autre, il ne faut pas oublier que ces emplois aidés s'inscrivent dans le détricotage systématique du salariat pérenne entrepris par les gouvernements de droite ou socialistes depuis une trentaine d'années. L'auteure égrène ainsi une liste interminable de situations professionnelles totalement paupérisées où la notion même de salaire minimum est contournée : stage, emploi aidé, service civique, contrat pro, travail détaché, temps partiel forcé, apprentissage, forfait jours, autoentrepreneur, etc. Parmi les multiples exemples de ce sombre tableau, on pourrait citer le sort des jeunes pilotes d'avion, notamment ceux de Ryanair : ils se retrouvent à devoir payer une grande partie de leur formation (entre 40 000 et 150 000 euros), qui hier était prise en charge par les compagnies aériennes.

GILLES BALBASTRE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 2017. - Observatoire français des conjonctures économiques.

La Découverte, Paris, 2016,
126 pages, 10 euros.

Pourquoi les phases d'expansion en France sont-elles toujours plus brèves et moins dynamiques qu'aux États-Unis ? L'atonie de notre croissance tiendrait-elle à des politiques européennes de sortie de crise mal coordonnées ? L'ouvrage de l'Observatoire français des conjonctures économiques, sous la direction d'Éric Heyer, dresse un bilan du quinquennat précédent : performances macro-économiques médiocres, gestion restrictive des finances publiques, dualité d'un marché du travail de plus en plus flexible et régression du pouvoir d'achat des ménages, victimes d'une contraction de l'emploi depuis 2008 et d'un accroissement de la pression fiscale en 2012-2013. La fragile stabilisation du chômage et le tassement des prélèvements obligatoires en 2015 laissent augurer pour 2016 un retour au niveau de revenu moyen de 2011, inférieur cependant à celui observé avant l'application des politiques d'austérité en 2010. Des analyses plus spécifiques étudient l'efficacité des mesures d'allègement de cotisations salariales et l'opportunité d'un prélèvement à la source.

ANDRÉ PRIOU

IDÉES

LENIN 2017. - Slavoj Žižek

Verso, Londres, 2017, 272 pages,
12,99 livres sterling.

Dans les essais qui encadrent un choix de textes de Lénine, le philosophe Slavoj Žižek entend réexaminer l'expérience communiste cent ans après Octobre selon la formule de Sigmund Freud : « se souvenir, répéter, réélaborer ». Empruntant un parcours sinueux, il bouscule avec brio quelques idoles de la gauche radicale, de la défense de l'État-providence au souverainisme antieuropéen, et égratigne le plus connu des philosophes « maoïstes », Alain Badiou. Žižek propose, dans la lignée de l'historienne Sophie Wahnich, une réflexion sur la violence révolutionnaire et, s'il assume que le stalinisme n'est pas extérieur à la révolution, il souligne que c'est une rupture avec le léninisme. Mais, comme il récite le « rêve d'une "démocratie directe" des conseils ouvriers », son Lénine, très éloigné des rapports de forces sociaux et même du parti qu'il dirigeait, ressemble souvent moins au révolutionnaire qu'à la statue soviétique de l'homme d'État. Choix de l'auteur ou paresse de l'éditeur, cette désagréable impression est renforcée à la lecture des notes explicatives, reprises des Éditions de Moscou. Reste l'espoir de trouver, loin du totalitarisme, le passage vers l'émancipation alors que « nous naviguons aujourd'hui dans des parages inexplorés ».

ÉRIC AUNOBLE

DICTIONNAIRE HISTORIQUE DE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION. - Sous la direction de Maurice Cheza, Luis Martínez Saavedra et Pierre Sauvage

Lethias, Paris, 2017, 656 pages, 52 euros.

Fondée sur la réflexion théologique progressiste en Europe mise en valeur par le concile Vatican II, la théologie de la libération a échappé au pouvoir central de l'Église dans un grand esprit de renouveau, qui n'a pas concerné que l'Amérique latine. Son principe central, l'« option préférentielle pour les pauvres », a été élargi à tous les opprimés, indigènes, Afro-Américains, femmes... Il ne s'agit pas de faire « pour » les pauvres, mais avec eux, en s'appuyant sur les communautés ecclésiales de base, qui regroupent d'abord mais non exclusivement les chrétiens d'un quartier. Vivant le partage des responsabilités, ils élisent leur responsable, ce qui remet en question l'ordre vertical de l'institution. Cette théologie, qui fut présentée comme une dangereuse révolution communiste, a rencontré l'opposition du tandem formé par le pape Jean Paul II (de 1978 à 2005) et le cardinal Ratzinger (qui lui succéda), appuyé par les pouvoirs conservateurs occidentaux. Ce dictionnaire recense thèmes, lieux et acteurs, et offre un résumé historique donnant cohérence à l'ensemble.

BRUNO LOMBARD

MUSIQUE

Long Time No Sea
d'El StrömGRRR, distribution Orkhëstra,
79 minutes, 2017, 15,50 euros.

La chanteuse Birgitte Lyregaard, l'électronicien et percussionniste Sacha Gattino et l'amoureux du son des objets (entre autres) Jean-Jacques Birgé composent un trio de musiciens hors pair qui s'est baptisé « Le Courant » en danois. Neuf titres ici, dont six avec des textes en français, en anglais, en danois. Tout leur est matière sonore, des instruments (la gamme jouée à deux musiciens est saisissante), la voix, d'une ampleur étonnante, les mots, les machines musicales, les synthétiseurs et les objets... C'est une musique de couleurs, de timbres avant toute chose, qui procède par grands plans rêveurs, qui prend son temps et que des interruptions inattendues, des explosions chamboulent brusquement. Toujours joueuse, à l'instar de « Radio Sandwich », flirtant à l'occasion d'un morceau avec l'érotisme, elle se nourrit d'elle-même et meurt de sa propre consommation, créant un monde en soi, enfantin et savant, où passent des échos de chansons, de musiques de film, de jazz, avec comme un air parfois de Lewis Carroll. Le dernier mot de la dernière chanson donne le mode d'emploi : « That will speak if only one listens » (« Ça parlera si seulement on veut bien écouter »).

MARIE-NOËL RIO

South From Here
de Winter FamilyIci d'ailleurs, 2017, 43 minutes,
17 euros le vinyle, 12 euros le CD.

Après un premier disque portant le nom du groupe en 2007 puis le superbe *Red Sugar* en 2011, Winter Family revient avec *South From Here*, enregistré entre Brooklyn, Paris et Tel-Aviv. Pour raconter la violence politique en cours, le couple franco-israélien développe une énergie sombre à la grâce mystique au travers de treize chansons exaltantes, puissamment révoltées, entre messe nihiliste et rite vaudou. Machines, boîte à rythme, synthétiseur, célesta et piano se mêlent aux accents d'un orgue aux accords lancinants assénés par Xavier Klaine, tandis que Ruth Rosenthal chante, anglais onirique et voix d'outre-tombe. « Le Caire, Beyrouth, Tel-Aviv, prends l'histoire dans tes mains (...) yallah, fais une révolution ! » Saluons donc ce duo en exil et sa mystérieuse Lotharingie, déployée au cœur d'un monde dont ils mesurent la confusion et célèbrent malgré tout l'indéniable beauté : « Nous surmonterons les rêves faux, les longues nuits solitaires des nécessités (...), nous surmonterons l'amour (...), nous surmonterons la vie. »

CLÉMENT BONDU

ÉCOLOGIE

Les colibris n'éteindront pas l'incendie

PROMOTEUR d'une « sobriété heureuse », Pierre Rabhi, qui se définit sur son site comme « l'un des pionniers de l'agriculture écologique en France », jouit d'un magistère étonnant. Lui qui loue la « puissance de la modération » est aujourd'hui admiré par des vedettes comme Leonardo DiCaprio. Lui qui, avec des accents mystiques, revendique l'humilité face à la nature et le travail de la terre est consulté par la presse parisienne, du *Figaro* à *Elle*, et star de l'édition – depuis 2000, il est auteur, coauteur ou préfacier d'une trentaine de livres. Mieux encore, les médias traditionnels ne sont pas les seuls à lui reconnaître une aura de sage : ceux qui cherchent à construire des voies alternatives en font autant. En témoigne notamment le documentaire *La Révolution silencieuse* (1), qui le cite en ouverture :

« La vraie révolution est celle qui nous amène à nous transformer nous-mêmes pour transformer le monde. » On y suit un paysan suisse en train de passer de la production laitière conventionnelle à la culture biodynamique de variétés anciennes de blé. Une « révolution » qui n'est pas sans ressembler à un choix entrepreneurial – mais écologiquement vertueux.

« Et si la révolution s'inspirait de la nature ? », interroge également *L'Éveil de la permaculture* (2), où l'on retrouve Rabhi et qui rend compte de diverses initiatives d'autogestion et de formation en France – un panorama qui donne à penser que l'écologie pratique serait en soi révolutionnaire. Enseignant en permaculture (3), Éric Escoffier en synthétise l'essence :

« La révolte et la voie politique, je n'y crois absolument pas. Par contre, c'est là, dans le jardin-forêt, qu'on va résoudre les problèmes. » Ce film illustre la fable du colibri, souvent citée par Rabhi, créateur du mouvement auquel l'oiseau a donné son nom : lors d'un incendie de forêt, tous les colibris se précipitent avec chacun sa goutte d'eau dans le bec pour la verser sur les flammes, afin de faire leur part, notion essentielle dans la pensée de Rabhi : « "Fais ta part sans attendre qu'un autre le fasse à ta place. Arrête de protester, de geindre et agis" : c'est le premier pas vers la convergence des consciences, préalable à toute fédération et coordination des "hommes de bonne volonté" (4). » Pour le « colibrisme », que le capitalisme ne préoccupe pas, « il ne peut y avoir de changement de société sans changement humain ». Il n'envisage jamais, par exemple, de loi contre les multinationales de l'agrochimie. Et, quand il est question de collectif, ce n'est pas pour organiser une lutte, c'est pour déplorer l'« immaturité collective », cause des maux du monde. La « révolution » ne peut qu'être privée.

Le film *Qu'est-ce qu'on attend ?* (5), de Marie-Monique Robin, ne parle pas de révolution. Elle y montre la transition écologique dans laquelle un maire a engagé un village alsacien, Ungersheim. Une initiative qui conjugue l'écologie pratique et l'écologie politique, dans un apprentissage tant de la démocratie, par l'action participative et décisionnaire, que de la planification écologique et de la solidarité sociale. Le film a des airs de parabole pour l'autogestion, où les citoyens s'informent et décident par et pour eux-mêmes sans s'en remettre à des experts ni à la délégation passive de pouvoir à une autorité centrale. Au « colibrisme » dépolitisé et libéral-compatible s'oppose alors une vision dont les deux faces seraient indissociables : « pour transformer la société, il faut se transformer soi-même »... sans oublier que « le collectif, c'est la base de tout ».

MIKAËL FAUJOUR.

(1) Lila Ribí, *La Révolution silencieuse*, Tipimages - Agora Films, 92 minutes, en salles depuis janvier 2017.(2) Adrien Bellay, *L'Éveil de la permaculture*, Media Solution - L'École de la permaculture - Destiny Films, 2016, 82 minutes, en salles depuis avril 2017. Sortie en DVD prévue pour 2018.

(3) La permaculture est un mode d'agriculture durable respectueuse de la nature et des hommes.

(4) Pierre Rabhi, *La Convergence des consciences*, Le Passereau, Paris, 2016, 240 pages, 17,90 euros.(5) Marie-Monique Robin, *Qu'est-ce qu'on attend ?*, M2R Films, 119 minutes, en salles depuis novembre 2016.

ROMAN VISUEL

Échappées belles

À L'ÉCART DES ACRONYMES, des listings et des sigles, loin de la fourmière des villes et du monde des « ressources humaines », *La Compagnie des vaches* (1) est un livre du grand dehors. Là où l'on ne tente pas de vous remettre dans le droit chemin, celui de l'obéissance sociale et de l'intégration dans le système productif. Là où les territoires abandonnés du désert français recèlent encore les gestes d'une civilisation paysanne en état de disparition avancée. Là où paissent les vaches, où elles parlent, rescapées des stabulations, des convois de la peur et des usines à sperme de taureau de l'industrie de la viande.

Dans cette fable sociale, Elsa Dauphin tisse d'une écriture tendue et rapide les fils de vies que nous avons approchées ou qui pourraient être les nôtres, jusqu'au dénouement, où la peur enfin s'évanouit. Le grand dehors est aussi le monde du peintre Michel Julliard. Extraits de toiles peintes à la lecture de ce texte, des éléments choisis nous accompagnent comme autant de portes ouvertes sur le temps du rêve cher aux artistes aborigènes. Ici, le taureau est totem, et d'innombrables yeux nous scrutent pour nous rappeler l'unité perdue de l'univers.



Ce premier roman visuel des toutes jeunes Éditions du Larzac est bien, par la grâce du dialogue entre mots, lignes et couleurs, un hommage à la dissidence.

PATRICK HERMAN.

(1) Elsa Dauphin et Michel Julliard, *La Compagnie des vaches*, Les Éditions du Larzac, Nant, 2017, 171 pages, 22 euros.



HISTOIRE

ILS NE SAVAIENT PAS QUE C'ÉTAIT UNE GUERRE! Appelés en Algérie, aujourd'hui ils racontent. – Sous la direction de Jean-Paul Julliard, Fabrice Badol et Claire Nicolas

Chronique sociale, Lyon, 2017, 192 pages, 14,50 euros.

Bourg-Argental? Un village de la « France profonde », au cœur d'une vallée dans le département de la Loire. C'est là qu'est né Jean-Paul Julliard. Il a réuni quinze Bourguignons, qui eurent 20 ans entre 1954 et 1963 et qui furent des « appelés », comme des centaines de milliers d'autres jeunes, envoyés dans un brasier qui se cachait sous l'euphémisme « événements d'Algérie ». Ils ont découvert une guerre, une vraie. Ils ont découvert le danger, la peur, les embuscades, la mort. À des degrés divers, ils en furent marqués à vie. Ils se sont alors murés dans le silence jusqu'à ce que l'auteur les rassemble, d'abord pour un documentaire puis pour cet ouvrage qui nous raconte, à travers leurs témoignages intenses, l'histoire de la France rurale sortant de sa torpeur en ces années 1950 pour recevoir en pleine figure une guerre, lointaine et proche. Loin dans l'espace. Proche parce qu'elle fut tatouée dans la chair de ces jeunes villageois.

AREZKI METREF

L'ART DE L'HISTOIRE. Construction sociale de l'authenticité et de la vraisemblance historiques au cinéma. – Gábor Erőss

L'Harmattan, Paris, 2016, 292 pages, 30 euros.

Dédié aux « absents de l'histoire », ce livre articule une série de paradoxes et d'oxymores (la représentation *in absentia*, l'anachronisme comme gage d'authenticité, la vraisemblance du faux, l'Internationale des représentations nationales, la rareté des films d'histoire récente, etc.) pour analyser le caractère sociologique des films historiques sur quatre plans. D'abord en tant qu'ils renvoient au savoir tacite des spectateurs et aux représentations non cinématographiques (scolaires et autres); ensuite comme les produits culturels d'un champ de rapport de forces; troisièmement comme images-mémoires accompagnant des « identités collectives (générationnelle, religieuse, culturelle) liées à des groupes sociaux particuliers »; et enfin en tant que manifestation soit d'un « monde de la vie » charnel sans cesse menacé, soit d'un « système » oppresseur en perruque, soit d'une. La révolte passerait par les travellings avant, tandis que le hors-champ constituerait l'enjeu politique majeur des films.

EVA VAMOS

SPORT

LA SOCIÉTÉ DOPÉE. Peut-on lutter contre le dopage sportif dans une société de marché? – Jean-François Bourg et Jean-Jacques Gouguet

Seuil, Paris, 2017, 220 pages, 17 euros.

Le champ disciplinaire des sciences du sport défend souvent sa légitimité en affirmant que les stades sont l'avant-poste des phénomènes sociaux. Pas toujours fondée, cette affirmation trouve cependant une démonstration ravageuse dans le dopage sportif. Organisé autour des deux principes de l'antagonisme et de la recherche permanente du « toujours plus », le sport de compétition engendre mécaniquement le dopage, « conséquence des conditions du travail sportif ». Économistes hétérodoxes, Jean-François Bourg et Jean-Jacques Gouguet décrivent en termes précis à quel point la pression du résultat transforme les athlètes en une force de travail dont est extraite non pas un produit, mais une performance : « le dopé est davantage victime qu'acteur autonome ». Reste à déterminer les coupables : la compétition sportive et ses promoteurs, qui transposent l'économie capitaliste de marché. Le remède : « Si le but ultime de la vie n'est plus d'être le plus fort, d'être le plus performant possible, suggèrent les auteurs de ce vigoureux essai, le dopage devient [d'ra] inutile. »

FRANÇOIS BOREL-HÄNNI

CINÉMA

La mort se mérite de Nicolas Droic

Les Films Furax, 97 minutes, 2017. Sortie nationale le 20 septembre.

La voix est rocailleuse, la présence charismatique : Serge Livroz est, c'est sûr, un personnage. Ancien taulard, cofondateur du Comité d'action des prisonniers, Livroz défraya plus d'une fois la chronique dans les années 1960 et 1970. Écrivain et militant anarchiste, il a le verbe haut et la façon cabotine. Le choix du noir et blanc renforce sa présence, offre un caractère intemporel à sa révolte. Qu'on n'aille pas chercher ici uniquement un documentaire sur le combat contre le système carcéral, sur le camarade de Michel Foucault, etc. La réflexion y est existentielle – existentialiste, même. Ce que ces digressions transmettent, c'est un itinéraire militant, certes, mais aussi une volonté de vivre. *La mort se mérite* est un bras d'honneur à la société bourgeoise et capitaliste. C'est également, malgré la peur qui suit, un bras d'honneur à la mort. Parce que chez Livroz et il y aura jusqu'au bout la révolte. Nicolas Droic signe ici un documentaire jubilatoire.

ANNE MATHIEU

GÉOPOLITIQUE

Le piège de Thucydide

EN 1971, Graham Allison déconstruisait la théorie de l'acteur rationnel en politique étrangère en analysant les arborescences de choix de l'administration Kennedy lors de la crise des missiles de Cuba en 1962 (1). Loué, attaqué, à son tour déconstruit, l'ouvrage a marqué son époque et demeure une lecture essentielle pour tous les étudiants en relations internationales.

Destined for War, nouvel ouvrage du professeur émérite à Harvard (2), est bâti autour d'une *big idea* assez simple, bien faite pour retenir l'attention du grand public : les dirigeants américains et chinois, qui croient à leur pleine liberté d'action décisionnelle, seraient en réalité d'ores et déjà pris dans l'engrenage d'un piège historico-stratégique qui, bon gré mal gré, les conditionnerait pour un affrontement probable.

La référence théorique choisie par Allison est *La Guerre du Péloponnèse*, ouvrage dans lequel Thucydide exposait, il y a deux mille cinq cents ans, la manière dont prit forme le conflit : « Ce fut l'ascension d'Athènes et la peur que celle-ci instilla à Sparte qui rendirent la guerre inévitable. » De ce schéma opposant un gardien du statu quo (menacé de paranoïa) et un perturbateur ambitieux (tenté par l'hubris) Allison déduit une grille d'analyse pour comprendre l'avenir des relations entre Chine et États-Unis. Au cours des cinq cents dernières années, l'auteur relève seize occurrences de ce qu'il nomme le « piège de Thucydide » : rois de France et Habsbourg se disputant la prépondérance européenne lors du premier XVI^e siècle, Royaume-Uni des années 1890 tentant de freiner le formidable potentiel d'une Allemagne entreprenante jusqu'à entraîner toute l'Europe dans le cauchemar de deux guerres mondiales... Douze fois, le piège a débouché sur la guerre. Quatre fois seulement, celle-ci a été évitée. Le couple antagonique de ce début de XXI^e siècle peut-il échapper à cette fatalité statistique?

L'auteur répond par une analyse prospective des combinaisons de choix qui se nouent entre les dirigeants d'États aspirant à une forme de prépondérance économique, idéologique et politique. Après une série de scénarios de crise qui insistent sur les possibilités actuelles d'ascension aux extrêmes entre l'Aigle et le Dragon (des îles Spratleys à la Corée du Nord), l'essai s'achève sur un chapitre raisonnablement optimiste. Allison y prodigue des conseils de modération à Pékin, tout en avisant Washington de ne pas confondre ses

intérêts vitaux et ceux de ses alliés asiatiques. S'extraire du piège consisterait à ne pas multiplier sans nécessité les lignes rouges, culs-de-sac décisionnels dont on ne voit plus à terme comment sortir sans perdre la face, sauf par la guerre. Multipliant les statistiques sur le dynamisme économique et militaire de Pékin, Allison est convaincant sur le plan historique, moins sur le plan militaire, son évaluation du potentiel de l'armée chinoise semblant exagérée. Comme au temps des discours biaisés sur le *missile gap* (« retard nucléaire » américain sur l'Union soviétique), les États-Unis dominent en réalité largement leur supposé *peer competitor* (3) sur le plan capacitair, et les récents progrès technologiques chinois – cybertechnologies et armes spatiales – ne suffisent pas à en faire un adversaire stratégique de même classe. On peut aussi juger que l'auteur se montre un rien schématisé quant aux spécificités socioculturelles : les récentes déclarations du Parti communiste chinois en faveur des valeurs confucéennes montrent par antithèse que celles-ci ont fait place à une occidentalisation galopante des mœurs, fondée sur un ethos consumériste. Chinois et Américains ne vivent plus dans des univers mentaux étanches, et la modélisation de leurs interactions stratégiques doit en tenir compte.

À condition d'être pondéré par d'autres lectures (le récent *Avoiding War With China*, d'Amitai Etzioni [4], et surtout le très informé *Everything Under the Heavens* [5], de Howard French), *Destined for War* constitue un plaidoyer convaincant en faveur du concept réaliste d'équilibre de la puissance.

OLIVIER ZAJEC.

(1) Graham Allison, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Little Brown, Boston, 1971.

(2) Graham Allison, *Destined for War : Can America and China Escape Thucydide's Trap?*, Scribner, Melbourne-Londres, 2017, 384 pages, 18,99 livres sterling.

(3) Ce terme désigne « un État ou un ensemble de challengers ayant la puissance et la motivation pour se confronter aux États-Unis à une échelle internationale de façon soutenue et à un niveau suffisant, rendant l'issue du conflit incertaine » (*The Emergence of Peer Competitors*, Rand Corporation, Santa Monica, 2001).

(4) Amitai Etzioni, *Avoiding War With China : Two Nations, One World*, University of Virginia Press, Charlottesville, 2017, 216 pages, 24,95 dollars.

(5) Howard French, *Everything Under the Heavens : How the Past Helps Shape China's Push for Global Power*, Knopf, New York, 2017, 352 pages, 27,95 dollars.

SOCIAL

Nihilisme et radicalisation

DANS LA PROFUSION des publications – essais parfois polémiques, enquêtes journalistiques, vulgarisation de la recherche historique, sociologique ou géopolitique – consacrées au phénomène que, de façon plus ou moins rigoureuse, on désigne sous l'expression « terrorisme djihadiste », peu aident à comprendre ce qui s'y joue.

C'est en revanche le cas du dernier ouvrage du politiste Olivier Roy, *Le Djihad et la Mort* (1). Il éclaire très utilement le profil des jeunes Européens « djihadistes » qui rejoignent les rangs de l'Organisation de l'État islamique (OEI) en Irak et en Syrie ou qui retournent leurs armes contre leurs compatriotes. S'opposant aux représentations communément véhiculées par certains islamologues – en particulier celles données par Gilles Kepel (2) –, il entend montrer, en se fondant sur l'étude méthodique de leur parcours et de leur discours, que leur basculement dans l'action criminelle procède avant tout d'une démarche nihiliste, qui vient trouver dans la rhétorique des groupes terroristes – et la communication audiovisuelle très moderne de l'OEI – l'occasion d'une transfiguration narcissique. En d'autres termes, la « radicalisation » violente ne proviendrait pas d'une quelconque radicalisation religieuse, salafite ou autre; elle la précéderait. Pour les mêmes raisons, le passage à la violence, de la délinquance à l'engagement en Syrie ou en Irak, se ferait avant le recrutement par le groupe terroriste – qui, le plus souvent, prendrait la forme d'un adoubement a posteriori. L'auteur en conclut que « la seule faiblesse que Daech met au jour est la faiblesse que nous nous attribuons ».

Si la démocratie est menacée, c'est aussi en raison de la réaction disproportionnée de nos gouvernants au phénomène terroriste. Telle est notamment l'analyse de François Saint-Bonnet, professeur d'histoire du droit à l'université Paris-II, qui, avec *À l'épreuve du terrorisme* (3), replace la réaction des pouvoirs publics dans le temps long. Rappelant que la modernité libérale s'est construite sur une conception de la sécurité liant la protection de l'intégrité physique de l'individu et le respect de sa liberté, il conclut que la logique de la « guerre contre le terrorisme » nous ramène à l'époque

médiévale, l'État se donnant pour mission d'éradiquer le « mal » au mépris d'atteintes parfois considérables aux droits fondamentaux des citoyens, particulièrement quand sont adoptés des dispositifs de restriction, voire, comme à Guantánamo, de privation de liberté, totalement arbitraires. Son analyse trouve cependant ses limites dans la présentation de la logique guerrière de l'état d'urgence comme inéluctable, sans y opposer une véritable solution de rechange.

À cet égard, l'ouvrage *Démocraties sous stress*, du magistrat Antoine Garapon et du professeur de droit constitutionnel Michel Rosenfeld (4), propose des pistes. Les auteurs soulignent que, si le propre de ce terrorisme djihadiste est bien de révéler les peurs et les fragilités de nos sociétés et de leurs institutions démocratiques, la lutte contre la criminalité terroriste suppose non seulement une politique pénale adaptée, mais encore et surtout le renforcement de « notre capacité à cultiver les vertus démocratiques de résistance et de sérénité », à ne pas céder à la panique et à la surenchère belliqueuse mais à leur opposer un attachement inébranlable à l'État de droit démocratique, tant dans les discours que dans les actes.

On regrettera toutefois que ces ouvrages ne s'intéressent pas à la façon dont la réaction des pouvoirs publics aux actes désignés comme terroristes peut renforcer et entretenir le phénomène qu'elle affirme combattre. Une analyse critique des formes contemporaines de politiques se voulant antiterroristes reste donc à écrire.

VINCENT SIZAIRE.

(1) Olivier Roy, *Le Djihad et la Mort*, Seuil, Paris, 2016, 176 pages, 16 euros.

(2) Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, coll. « Folio actuel », Paris, 2017, 400 pages, 7,70 euros.

(3) François Saint-Bonnet, *À l'épreuve du terrorisme. Les pouvoirs de l'État*, Gallimard, 2017, 176 pages, 18 euros.

(4) Antoine Garapon et Michel Rosenfeld, *Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global*, Presses universitaires de France, Paris, 2016, 232 pages, 17 euros.

DANS LES REVUES

▣ **THE ATLANTIC.** Une « gauche violente », décidée à en découdre avec les partisans de la « droite alternative » (*alt-right*), est-elle en train d'émerger aux États-Unis? Quels effets la diffusion massive des smartphones a-t-elle sur les jeunes Américains? (Vol. 320, n° 2, septembre, dix numéros par an, 4,95 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

▣ **MOTHER JONES.** Un reportage au Texas, État traditionnellement républicain où les démocrates gagnent du terrain élection après élection. Très courtisés par certaines universités américaines, les étudiants indiens peinent ensuite à y trouver des emplois qualifiés. La Chine et son projet de « grande muraille verte » destinée à stopper l'avancée du désert. (Vol. 42, n° 5, septembre-octobre, bimestriel, abonnement un an : 32 dollars. – San Francisco, États-Unis.)

▣ **EXTRA!** Racheté en 2013 par M. Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, le *Washington Post* sait ménager son propriétaire : à peine 5 % des articles consacrés au géant de la vente en ligne entre juillet 2016 et juillet 2017 évoquaient l'entreprise sous un jour négatif, contre 48 % qui lui adressaient des louanges. (Vol. 30, n° 7, septembre, mensuel, 48 dollars par an. – New York, États-Unis.)

▣ **MONTHLY REVIEW.** Le *New York Times*, roi des fausses informations et officine de propagande américaine sur la Russie depuis un siècle; comment le capitalisme s'est adapté pour survivre à la révolution d'Octobre. (Vol. 69, n° 3, juillet-août, mensuel, 14 dollars. – New York, États-Unis.)

▣ **SOCIALIST REVIEW.** – La revue évoque le mouvement de résistance – parfois musclée – à la « droite alternative » américaine. Plaidoyer pour un mouvement écologiste plus rouge que vert. (N° 427, septembre, mensuel, 3 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

▣ **NUEVA SOCIEDAD.** – La relation houleuse entre le président américain Donald Trump et les médias privés. Quel avenir pour l'Europe, « au-delà du nationalisme et du néolibéralisme »? (N° 270, juillet-août, bimestriel, abonnement un an : 107 dollars. – Buenos Aires, Argentine.)

▣ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** La perspective d'un réchauffement rapide des zones arctiques aiguise les appétits des nations riveraines. Les « liens faibles » du Conseil de l'Arctique constituent une force pour conjuguer les intérêts nationaux et environnementaux en jeu. (N° 3/2017, automne, trimestriel, 23 euros. – IFRI-Armand Colin, Paris.)

▣ **UNION PACIFISTE.** En juillet 2017, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté un nouveau traité sur l'interdiction des armes nucléaires qui fait l'objet d'une opposition farouche de Washington, Paris et Londres. (N° 552, septembre, mensuel, 3 euros. – Paris.)

▣ **6 MOIS.** Trois articles consacrés à « l'autre Japon », selon le titre en « une » : les femmes de yakuzas (mafia), les personnes âgées, la vie quotidienne dans la cité balnéaire de Soma, non loin de Fukushima. (N° 14, automne, semestriel, 25,50 euros. – Paris.)

▣ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Les facettes du changement à Taïwan depuis l'élection de M^{me} Tsai Ing-wen, du Parti démocrate progressiste : l'analyse de ses valeurs et de ses acteurs, ses ambitions diplomatiques, le poids des médias avec le cas du groupe Want Want, qui a construit sa fortune en République populaire. (N° 2017/2, trimestriel, 20 euros. – CEFC, Hongkong, Chine.)

▣ **AFRIQUE ASIE.** La revue panafricaine consacre un dossier à la situation dans le Sahel, qualifiée d'« impasse néocoloniale » pour la France et ses forces armées dans un contexte d'absence de projets nationaux à long terme. (N° 142, septembre, mensuel, 4 euros. – Karthala, Paris.)

▣ **MOUVEMENTS.** Un numéro entièrement consacré à la Nouvelle-Calédonie et, plus largement, aux « situations décoloniales » qui perdurent en France. (N° 91, 2017/3, trimestriel, 15 euros. – La Découverte, Paris.)

▣ **POLITIQUE AFRICAINE.** La planification effectue un timide retour sur le continent africain avec des plans de développement à trois et cinq ans. Toutefois, ceux-ci demeurent « hors-sol », formatés par les bailleurs de fonds et appuyés sur des appareils statistiques lacunaires. (N° 145, mars, trimestriel, 20 euros. – Karthala, Paris.)

▣ **LE COURRIER DE L'ATLAS.** Plusieurs articles sur l'état de l'école française, avec un plaidoyer pour le développement des cours interactifs numériques et la mise en exergue du succès croissant des établissements confessionnels musulmans. (N° 117, septembre, mensuel, 3,20 euros. – Paris.)

▣ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** La France s'est dotée d'une loi de « responsabilisation » des multinationales en matière sociale et environnementale : travail des enfants, pollution, etc. Si elle contient peu de mesures coercitives, elle constitue néanmoins un outil pour d'éventuels recours en justice. (N° 370, septembre, mensuel, 3,50 euros. – Paris.)

▣ **FUTURIBLES.** L'article « L'avenir du travail et l'impact des technologies sur l'emploi et sa pénibilité » a comme premier mérite de mettre en valeur l'intensification du travail et ses conséquences sur la santé. À noter, un article sur l'avenir du fédéralisme en Allemagne et un autre sur les tensions territoriales en Espagne. (N° 420, septembre-octobre, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

ÉDITION

Actes Sud, tout un roman

Réussir à publier de la littérature, et en même temps faire prospérer son entreprise, réussir à devenir le neuvième groupe d'édition français, et en même temps s'affirmer ancré dans une région, conjuguer les chiffres et l'éthique : Actes Sud aurait dépassé ces paradoxes, et sa responsable Françoise Nyssen, aujourd'hui ministre de la culture, incarnerait harmonieusement l'union de la quête de spiritualité et d'efficacité économique...

PAR THIERRY DISCEPOLO *

DÈS LA NOMINATION au ministère de la culture de M^{me} Françoise Nyssen, héroïne incontestée de la *success story* d'Actes Sud (l'éternel «petit éditeur régional»), le chœur des médias français a célébré la «belle surprise». On fête la personne, l'entreprise, et surtout l'«esprit» qui anime cette «formidable aventure collective» lancée en 1978 par son père, Hubert Nyssen (1925-2011), publicitaire belge reconverti en écrivain et éditeur provençal qu'elle a rejoint peu après pour «s'occuper des chiffres» (*Libération*, 17 mai 2017).

Femme «simple, abordable et conviviale», la patronne du neuvième groupe d'édition français fait l'unanimité. Ce n'est pas l'une de ces «technocrates peu au fait de leur sujet» qui vient de s'asseoir «dans le fauteuil d'André Malraux», mais, comme chacun le dira, une personnalité issue de la société civile – et membre discrète des conseils d'administration d'EuropaCorp (la société du cinéaste Luc Besson), du Musée du quai Branly, de la Bibliothèque nationale de France, etc. «Peu avide de mondanités parisiennes», cette dirigeante «inattaquable» est aussi une «militante écologiste convaincue, adepte des médecines alternatives et du développement durable» (*Livres Hebdo*, 26 mai 2017). Certes, elle ne s'occupe ni des textes ni des auteurs : «Aujourd'hui encore, Françoise Nyssen dirige une maison d'édition sans être vraiment une éditrice. La seule auteure qu'elle suit personnellement est la romancière italo-algérienne Jeanne Benamer, sa plus proche amie», rappelle *Le Monde* (30 juin 2017). Mais les médias restent confiants, car cette «enfant du livre» est également passionnée de cinéma, amoureuse du théâtre, férue d'arts plastiques et de photographie, et «les musiciens sont sa famille» (*L'Express*, 17 mai 2017 ; *Paris-Match*, 1^{er} juin 2017). Enfin, on loue le président Emmanuel Macron d'avoir choisi pour la culture le premier employeur d'Arles, qui a su «aimer les initiatives privées à rayonnement mondial» pour valoriser cette «cité magnifique mais pauvre», même si «son image si arty l'associe plus à un service public qu'au Medef [Mouvement des entreprises de France]» (*Le Monde*, 19 mai 2017).

Mieux encore : M^{me} Nyssen a su prendre le meilleur du public et du privé. D'un côté, Actes Sud était en 2016 le deuxième éditeur – après le Seuil – le plus aidé par le Centre national du livre (1). De l'autre, la directrice «connaît personnellement chacun des trois cents salariés» de son entreprise, où elle «virevolte en toute bienveillance, un maître-mot pour elle», précise *La Croix* (10 octobre 2014). Quant à son amour pour les chiffres (d'affaires) et son modèle d'organisation des entreprises, elle les aurait, non sans originalité, hérités de ses études de biochimie. Mais, lorsque le quotidien catholique lui demandait si désormais Actes Sud était devenu un grand, aux côtés de Gallimard et consorts, elle exhibait un ruban de Möbius pour déclarer, macronienne avant l'heure : «Je ne suis ni à l'intérieur ni en dehors du système...» Pour elle, rapporte *Livres Hebdo*, «l'entreprise n'est pas figée dans un schéma, elle est vivante» (2 mai 2008). Organisme effectivement vivace, Actes Sud n'avait pas 10 ans lorsqu'il gobait son premier confrère. Vingt-cinq ans plus tard, totalement ou partiellement propriétaire d'une quinzième de marques – dont l'Imprimerie nationale, Inculte, Payot & Rivages, le Rouergue, Sindbad, Solin, Textuel, Les Liens qui libèrent –, il n'a cédé sa place de troisième groupe d'édition français en nombre d'acquisitions qu'après le rachat de Flammarion par Gallimard.

À Actes Sud, on méprise ce palmarès. En novembre 2011, livrant la «saga» de sa famille au *Nouvel Observateur*, M^{me} Nyssen s'opposait ouvertement aux «vautours de l'édition parisienne». Depuis toujours, ses acquisitions à elle sont menées loin de toute «volonté de prendre des parts de marché» et seulement avec les confrères qui ont «besoin de s'ouvrir» à une «maison sœur». C'est pourquoi Actes Sud n'est pas «un groupe au sens capitalistique», mais une «galaxie». L'éditrice a d'ailleurs établi une liste de «gros mots» prohibés : «Pas de "filiales" mais des "maisons associées", aucun "rachat d'entreprise" mais des "rencontres"»

* Fondateur des éditions Agone, auteur de *La Trahison des éditeurs*, Agone, Marseille, 2011.

(*Livres Hebdo*, 26 mai 2017 et 2 mai 2008).

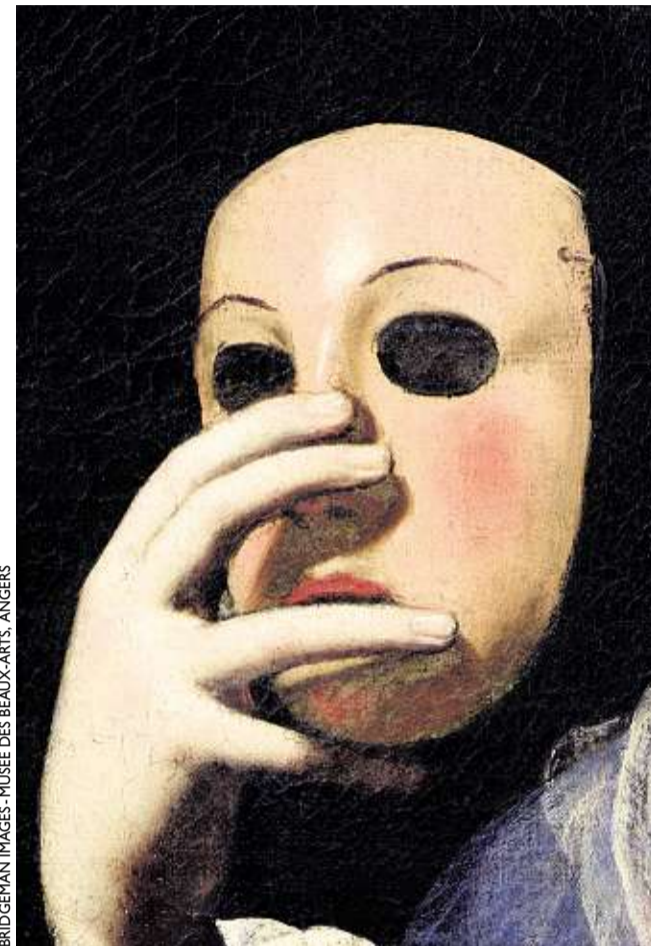
Quand, en juillet 2005, grande année de «rencontres», un journaliste de *Livres Hebdo* titre son article «Achats en cascade pour Actes Sud», l'éditrice corrige : «Nous ne sommes pas guidés par la nécessité d'apporter des revenus à des actionnaires extérieurs au secteur. C'est une question d'éthique fondamentale.» Ce fait n'est pas douteux : M^{me} Nyssen et son mari, M. Jean-Paul Capitani, directeur du développement du groupe, possèdent 95 % du capital de la holding Actes Sud Participations. Les choses ne se sont pas faites «dans une logique de concentration, mais dans une logique de coopérative, [où] il n'y avait pas de patron, de hiérarchie». Certes, en mars 2012, Actes Sud a tenté de racheter Flammarion, mais c'était «une façon de défendre l'indépendance et la pluralité de l'édition française» (*Europe* 1, 18 mars 2012). L'«indépendance» est un concept cardinal pour la famille Nyssen : chaque maison d'édition intégrée dans la «galaxie» n'augmenterait pas seulement sa propre indépendance, en plus de celle de la maison mère, mais ces «rencontres» augmenteraient, par accumulation d'indépendances, celle de l'édition française entière, en en décuplant la pluralité.

Flammarion n'a pu être «sauvé» cette année-là, mais Payot & Rivages le fut la suivante. Après l'acquisition de 100 % du capital, les nouveaux patrons déclaraient : «L'indépendance éditoriale des deux maisons restera totale.» Un an plus tard, à la directrice générale acquise avec les murs succédait une jeune normalienne formée chez Flammarion. Début 2017, M^{me} Hélène Fiamma tirait le bilan de ses trois ans de direction : «redéploiement de l'offre» avec des livres «capables de capter un large public», et un accent mis «clairement sur la promotion, (...) avec ciblage des journalistes et mises en place assurant une plus grande visibilité» (*Livres Hebdo*, 10 février 2017). Voilà qui est brutalement... indépendant des règles d'or fixées par Hubert Nyssen, auxquelles sa fille se dit très attachée : «Publier un livre parce qu'on pense que ça va marcher, ça ne nous intéresse pas.» Monde merveilleux où se côtoient désintéressement et millions d'exemplaires vendus.

ON NE SAIT quelles «rencontres» naîtront des plus de cent semaines de présence ininterrompue du livre de Giulia Enders *Le Charme discret de l'intestin* (2015) dans le classement des meilleures ventes. Mais ce sont la mythologie de l'émigration russe par Nina Berberova (*L'Accompagnatrice*) et les romans postmodernes de l'Américain Paul Auster qui ont permis l'achat des premières marques, à partir de la fin des années 1980. Et, à la fin des années 2000, la série de romans policiers *Millénium*, du Suédois Stieg Larsson, aurait apporté aux Nyssen la possibilité de racheter leurs parts aux premiers actionnaires et de sauver le groupe de la cession.

Lorsque, en mai dernier, Jérôme Garcin interroge M^{me} Nyssen pour *L'Obs* sur les limites budgétaires de son ministère et sur la délégation par l'État de ses missions aux fondations, la ministre rappelle qu'elle a été «recrutée sur travaux pratiques : qu'est-ce qu'on a fait à Arles sinon privilégier l'éducation culturelle? (...) Les grands mécènes sont aussi porteurs de grands projets ! L'erreur serait de les diaboliser».

Or les grands projets des grands mécènes ne semblent pas toujours tourner en faveur de l'éducation culturelle. Frank Gehry, architecte – entre autres – du Musée Guggenheim à Bilbao et de la Fondation Louis Vuitton à Paris, a conçu une tour d'aluminium froissée de cinquante-six mètres de haut qui se dressera dans le parc des Ateliers, une friche ferroviaire de onze hectares rénovée pour être dévolue à l'art contemporain et où Actes Sud a installé ses nouveaux bureaux. Prévu pour 2018, ce «grand



BRID GEMAN IMAGES - MUSÉE DES BEAUX-ARTS - ANGERS

LORENZO LIPPI. – «La Femme au masque» (détail), vers 1640

projet» est financé par la Fondation Luma, que dirige M^{me} Maja Hoffmann, l'une des filles de Luc Hoffmann, héritier des laboratoires Roche et mécène de la Fondation Vincent Van Gogh. Il a pour premier résultat de contribuer à faire fleurir le marché immobilier : M^{me} Hoffmann a déjà racheté quelques hôtels de luxe ; les marchands de mètres carrés arlésiens, eux, s'affairent pour accueillir les investisseurs et «les retraités, surtout», attirés par l'«offre culturelle» (*LaProvence.com*, 17 février 2016).

LADITE offre existe en réalité depuis quelques décennies, notamment avec les Rencontres d'Arles, consacrées à la photographie. Actes Sud y a également joué un rôle en ouvrant autour de la maison d'édition une librairie, un cinéma d'art et d'essai, ainsi qu'une ancienne chapelle transformée en lieu d'exposition et salle de concert. Mais le succès de l'«offre» est moindre dans le domaine de l'«éducation culturelle» que dans l'immobilier. Elle semble laisser indifférents ceux qui, écartés précisément par la gentrification du centre historique, vivent à la périphérie. La ville affichait en 2016 un taux de chômage de 14,5 % – contre un taux national de 10,2 % (*LaProvence.com*, 27 mai 2016)... Fondatrice des Suds, festival de musiques du monde créé en 1996, M^{me} Marie-José Justamond déclarait à *Télérama* (21 février 2014) : «Au début, le public était très mélangé. (...) Il est devenu de plus en plus bobo, de moins en moins populaire.» Les travaux pratiques dont se réclame la ministre sur fond de mécénat n'ont pas que des vertus...

Il serait injuste de réduire l'«esprit Actes Sud» au «méli-mélo d'amour, d'édition et d'amitiés» dont parle volontiers M^{me} Nyssen. Car, en femme de gauche que sa culture rationaliste ne ligote pas, l'éditrice le nourrit de spiritualité. En témoignent l'école privée hors contrat pour «enfants précoces» créée en 2015 à Arles, où s'épanouit la pédagogie Steiner-Waldorf (2), et une collection, «Le domaine du possible» – un «vrai slogan macronien», selon *Le Monde* (19 mai 2017) –, où se croisent le nouveau ministre de l'écologie Nicolas Hulot et l'agro-écologiste pastoral Pierre Rabhi. Tous deux ont participé à l'ouvrage collectif *Nos voies d'espérance*, édité avec Les Liens qui libèrent, chez qui on peut aussi lire le «maître» bouddhiste tibétain Yongey Mingyur Rinpotché.

Rien d'étonnant, donc, si l'éditrice appela à voter pour le candidat Emmanuel Macron et sa «société bienveillante et joyeuse» (*Actualite.com*, 6 mai 2017). L'esprit Actes Sud ne propose-t-il pas une réponse programmatique aux erreurs de la bourgeoisie critiquées en son temps par Karl Marx : restaurer «les frissons sacrés de l'extase religieuse [et] de la sentimentalité petite-bourgeoise» que sa conquête du pouvoir a noyés «dans les eaux glacées du calcul égoïste»?

(1) Actes Sud a reçu 264 167 euros, contre 264 365 euros pour le Seuil.

(2) Sur l'héritage de Rudolf Steiner, fait de syncrétisme religieux, d'irrationnalisme, d'élitisme antidémocratique et procapitaliste, cf. Jean-François Theys, «Anthroposophie et écofascisme», <https://veritesteiner.wordpress.com>

DANS LES REVUES

□ **POLITIX.** Un des articles de cette livraison consacrée à la justice au travail détaillée, à travers cinq cas de contestation judiciaire, les pratiques militantes d'un avocat contre des restructurations d'entreprises. (Vol. 30, n° 118, trimestriel, abonnement un an : 65 euros. – De Boeck Supérieur, Liège, Belgique.)

□ **COMMENTAIRE.** Pascal Bruckner, Jacques Juliard, Olivier Duhamel... mais aussi – et plutôt – un cahier d'hommages à Stanley Hoffmann, comportant un des textes du célèbre professeur de Harvard dans lequel celui-ci détaille ses rapports avec la France. (N° 159, automne, trimestriel, 23 euros. – Paris.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** Jadis marginales, les monnaies locales se répandent en France, notamment grâce aux outils numériques, mais aussi à un fonds de garantie. Des collectifs s'unissent, de nouveaux partenariats associatifs se nouent. (N° 122, septembre, mensuel, 1,50 euro. – Peipin.)

□ **WIRED.** Robots voleurs d'emploi, «trolls» saboteurs de conversations, logiciels rançonneurs : un numéro qui entend dépasser la grande panique technologique de 2017. (Septembre, mensuel, abonnement un an : 70 dollars. – San Francisco, États-Unis.)

□ **LE MOUVEMENT SOCIAL.** Dans le dossier «L'Internationale des historiens», une contribution revient sur le parcours et l'œuvre d'Eric Hobsbawm ; une autre décrit l'Association internationale d'histoire économique, qui, à partir des années 1960, organisa des rencontres entre chercheurs des blocs de l'Est et de l'Ouest. (N° 259, avril-juin, trimestriel, 16 euros. – Paris.)

□ **CRITIQUE.** Un numéro consacré à Michelle Perrot et notamment à son ouvrage *Les Ouvriers en grève*, publié en 1974. On (re)lira avec bonheur ses articles sur la gréviste Lucie Baud et sur l'historien Jean Maitron, ainsi qu'un entretien fort judicieusement intitulé «L'historien n'est pas un redresseur de torts». (N° 843-844, août-septembre, mensuel, 13,50 euros. – Les Éditions de Minuit, Paris.)

□ **VINGTIÈME SIÈCLE.** Un numéro consacré à «1917, un moment révolutionnaire», avec notamment : les révolutions russes vues de l'Europe en guerre ; l'Ukraine et la révolution de 1917 ; le cas du Turkestan. (N° 135, juillet-septembre, trimestriel, 23 euros. – Paris.)

□ **MÉDIACRITIQUE(S).** La «sondage» pendant l'élection présidentielle française ; l'entre-deux-tours et l'intimisation médiatique en faveur de M. Emmanuel Macron ; les projets du nouveau président en matière de médias ; les éditoriaux prétentieux de Raphaël Enthoven. (N° 24, juillet-septembre, trimestriel, 4 euros. – Paris.)

□ **ZISEL.** Un examen de la réception de l'«hypothèse Gaïa», élaborée par James Lovelock, et de ses dévoiements, notamment par les tenants du New Age. Un échange entre Pierre Bourdieu et Norbert Elias sur la place de la philosophie dans les sciences sociales. Une analyse de la pensée de Bruno Latour comme «théologie écologique dépolitisée». (N° 2, semestriel, 19 euros. – Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine.)

□ **LA PENSÉE.** Un rappel de la conception dialectique du développement chez l'enfant selon les psychologues Henri Wallon, Lev Vygotski et Théodore Simon. Comment Paul Boccara revisite les théories sur les crises systémiques. La réédition d'un article de Jean-Pierre Kahane sur les enjeux des mathématiques. (N° 391, juillet-septembre, quatre numéros par an, 19 euros. – Pantin.)

□ **SCIENCE & SANTÉ.** Un dossier sur la résistance des bactéries aux antibiotiques, un problème qui concerne autant les humains que les animaux et l'environnement. Par ailleurs, une analyse des difficultés de détection et de traitement de la maladie de Lyme. (N° 37, septembre-octobre, bimestriel, gratuit. – Paris.)

□ **SILENCE.** Arracher les écoliers aux écrans : la revue a interrogé plusieurs enseignants sur leur expérience de la numérisation de l'école et leurs pratiques de résistance à celle-ci. (N° 459, septembre, mensuel, 4,60 euros. – Lyon.)

□ **ÉCOREV'.** Un dossier fourni sur la «pensée vivante» d'André Gorz (1923-2007), premier grand théoricien de l'écologie politique et de la décroissance en France. Une source d'inspiration pour réfléchir à l'évolution du travail aujourd'hui. (N° 44, hiver, semestriel, 7 euros. – Paris.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Dans un long entretien, le philosophe canadien Alain Deneault décortique la proximité idéologique entre MM. Justin Trudeau et Emmanuel Macron. L'informatique est-elle un «véhicule de la déshumanisation», comme le soutient l'Association Écran total? (N° 142, septembre, mensuel, 3 euros. – Lyon.)

□ **L'ALPE.** Les effets du réchauffement climatique dans les régions de montagne : fonte des glaciers, raréfaction de la neige, menaces sur la biodiversité. Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie, et des contributions de glaciologues et de géographes sur ses conséquences pour les activités récréatives. (N° 78, automne, trimestriel, 18 euros. – Glénat, Grenoble.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

www.monde-diplomatique.fr/revues

Classe sans risque

PAR RICHARD V. REEVES *

FIN JANVIER 2015, M. Barack Obama eut à souffrir un bref mais cuisant moment d'embarras politique. Une proposition de mesure budgétaire qu'il venait d'envoyer au Congrès se révéla mort-née avant même d'être soumise au vote – tuée dans l'œuf par le président lui-même.

L'idée de départ brillait à la fois par sa retenue et par sa simplicité : abroger les avantages fiscaux accordés aux familles souscrivant un plan d'épargne destiné à financer les études universitaires de leur progéniture. En supprimant ce cadeau, qui profitait surtout aux ménages aisés (1), il s'agissait de libérer des ressources pour œuvrer à la mise en place d'un nouveau système d'exemptions fiscales, plus cohérent et surtout plus juste. C'était, à bien des égards, une décision de bon sens. Mais le président avait sous-estimé le poids des classes moyennes supérieures dans la vie politique américaine. Sitôt rendu public, son projet rameutait contre lui la fine fleur du Parti démocrate, dont le représentant du Maryland Christopher Van Hollen – aujourd'hui sénateur – et sa collègue de Californie, M^{me} Nancy Pelosi, présidente du groupe démocrate à la Chambre des représentants. Cette dernière se trouvait justement en compagnie de M. Obama à bord d'Air Force One, en plein vol entre l'Inde et l'Arabie saoudite, quand M. Van Hollen l'alerta par téléphone. Avant même que le Boeing présidentiel atterrisse à Riyad, elle avait déjà convaincu le président de renoncer à sa réforme.

L'épisode rappelle, si besoin était, qu'en politique un choix raisonnable n'est pas toujours une option commode, surtout quand les voix autorisées qui jugent, commentent ou analysent ce choix tirent presque toutes un avantage personnel du système qu'il vise à corriger. M^{me} Pelosi et M. Van Hollen représentent tous deux un électoralat libéral, cossu et instruit. La moitié environ de leurs électeurs disposent d'un revenu de plus de 100 000 dollars (83 000 euros). Je suis bien placé pour le savoir : M. Van Hollen était à cette époque le représentant du district où j'habite. Comme le soulignait Paul Waldman dans son blog du *Washington Post* (28 janvier 2015), le projet avorté de M. Obama « *ciblait un électoralat qu'il est hautement périlleux de mécontenter : les classes moyennes supérieures, suffisamment argentées pour exercer de l'influence dans les coulisses et suffisamment nombreuses pour peser sur l'issue d'un scrutin* ». À la façon d'une radiographie, l'indignation soulevée par la proposition

de M. Obama a exposé la fracture la plus béante de la société américaine, qui se creuse entre le quart le plus choyé de la population et tous les autres.

Les inégalités sociales sont devenues un sujet politique brûlant. Trop souvent, pourtant, les débats qu'elles alimentent restent focalisés sur les 1 % d'Américains les plus fortunés, comme si les 99 % du « bas » formaient un groupe homogène. Il n'est pas rare que les détracteurs les plus véhéments du petit club juché au sommet de la pyramide appartiennent aux classes sociales qui en sont les plus proches : plus d'un tiers des manifestants qui ont défilé le 1^{er} mai 2012 à l'appel du mouvement Occupy Wall Street disposaient d'un revenu annuel supérieur à 100 000 dollars (2). Une partie considérable de l'énergie politique mobilisée à gauche par M. Bernie Sanders et à droite par le Tea Party provient également des classes moyennes supérieures. L'attention obsessionnelle prêtée au faste des super-riches permet aux élites jouissant d'une richesse un peu moins colossale d'esquiver la question de leurs propres privilèges.

De nombreux Américains ont l'impression au contraire que les classes moyennes supérieures ne se soucient que de leurs propres intérêts. Ils n'ont pas tort. Les ménages dont les revenus dépassent 112 000 dollars par an – un cinquième de la population – constituent un bloc de plus en plus distinct du reste de la population et qui vit retranché. Ce n'est pas seulement par le compte en banque qu'ils s'isolent du tout-venant, mais aussi par l'éducation, la structure familiale, la santé ou l'espérance de vie, et même par l'implication dans la vie sociale et communautaire. Le fossé économique n'est que le symptôme le plus visible du creusement des inégalités de classe.

À première vue, le succès électoral de M. Donald Trump au sein des classes populaires blanches pouvait surprendre, compte tenu de la fortune du magnat de l'immobilier. Mais ce n'est pas l'argent qui a compté, c'est son discours de classe. M. Trump a flatté la culture ouvrière, et c'est pour cela qu'on l'a aimé. Ses partisans ne sont pas hostiles aux milliardaires – au contraire, ils les admirent. Leurs ennemis, ce sont les figures en vue d'une élite moins opulente : journalistes, universitaires, technocrates, managers, bureaucrates, tous ceux dont la fonction, à tort ou à raison, évoque une vie d'honneurs et de faveurs à proximité d'un pouvoir exercé par d'autres.

Les griefs portés contre ma catégorie sociale ont beau s'exprimer dans l'outrance, ils ne sont pas sans



FRANK FREED. – « Have and Have Not » (Avoir et ne pas avoir), 1970

fondements. Nous aimons à célébrer le libre-échange, le progrès technologique et l'immigration en sachant pertinemment que nous en sommes les principaux bénéficiaires. Équipés d'un « capital humain » de première classe, nous pouvons en toute quiétude nous épanouir dans l'économie mondialisée. Les quartiers résidentiels où nous vivons ont été conçus pour protéger nos biens et dissuader les moins chanceux que nous d'y prélever leur part. Le système des ordres professionnels et une politique migratoire axée sur l'exploitation d'une main-d'œuvre peu qualifiée nous mettent à l'abri de la compétition féroce qui fait rage sur le marché du travail. On aurait tort de s'étonner que les gens nous apprécient modérément.

POLITIQUES et universitaires ne cachent pas leur inquiétude devant le manque de mobilité sociale aux États-Unis. De fait, les chances pour un enfant d'origine modeste d'accéder un jour à une condition plus favorable que celle de ses parents sont statistiquement peu encourageantes. Le plus frappant, cependant, c'est que la mobilité sociale n'est nulle part aussi faible que chez les plus riches. « *Plutôt que de trapper à pauvreté, il faudrait parler d'immobilisme à l'autre bout de l'échelle : une "trappe à richesse", si vous voulez* (3) », écrit l'économiste Gary Solon. Le problème n'est pas seulement la séparation des classes, mais aussi leur perpétuation.

Nous veillons ainsi à monopoliser les emplois que nos positions nous permettent d'identifier et de préempter, sans excès de scrupules quant aux moyens de garder les « bons plans » en famille. Chaque fois

que nous procurons à l'un des nôtres une place d'université, un stage en entreprise ou un poste quelconque, que ce soit par piston ou par transmission héréditaire, nous retirons un peu plus le tapis sous les pieds de ceux qui n'ont pas notre entrent.

En tant que classe, nous détenons un pouvoir inégalé. D'abord, parce que nous sommes des électeurs assidus, avec un taux de participation de presque 80 %. Ensuite, parce que notre aire d'influence excède largement les bureaux de vote. Nous sommes puissants, car nous possédons, selon la formule de Bertrand Russell, le « *pouvoir de l'opinion* ». Chacune ou presque des positions-clés dans les milieux qui orientent la vie publique est occupée par un membre des classes moyennes supérieures – dans les médias, à l'université, dans les sciences, la publicité, les instituts de sondage ou les arts. Autant de forteresses où nous consacrons une bonne partie de notre pouvoir à renforcer nos positions et nos attributs.

Dans son ouvrage sur l'histoire récente de l'Amérique blanche, le politiste Charles Murray appelle à un « *grand sursaut civique* » qui inciterait les classes moyennes supérieures à « *regarder de près la manière dont elles vivent* » et à « *réfléchir aux moyens de changer* » (4). L'auteur ne précise pas ce qu'au juste il attend d'elles, sinon qu'elles doivent prêcher la vertu et se montrer plus adultes dans leurs modes de consommation. « *Je ne suis pas en train de suggérer qu'elles doivent sacrifier leurs intérêts personnels* », prend-il soin de signaler. Et pourquoi pas ? Sacrifier nos intérêts – juste un peu, juste pour voir – ne serait pas nécessairement une mauvaise chose.

On devine sans peine pourquoi Murray nous témoigne autant de bienveillance. Après tout, c'est nous qui lisons ses livres et qui avons vocation à suivre ses conseils. Si vous souhaitez bâtir une force politique destinée à changer le pays, il n'est pas sage de vous attaquer à un électoralat aussi tentaculaire que les classes moyennes supérieures. Mieux vaut prendre pour cible un groupe plus clairsemé ou qui n'a pas son mot à dire. C'est la raison pour laquelle les conservateurs accusent les pauvres et les immigrés de tous les maux, tandis que la gauche va répétant que c'est les 1 % de super-riches qui ruinent l'Amérique. Dans tous les cas, les classes moyennes supérieures gardent l'assurance de passer entre les gouttes. Or la crainte paralysante d'effaroucher cette force sociale lui permet de continuer à prospérer pendant que la majorité fait face à des difficultés croissantes. Admettre cette réalité est une première condition pour créer un climat politique propice à un changement réel.

(1) Plus de 90 % des allégements fiscaux réservés aux épargnants qui anticipent cette dépense profitent aux 25 % de ménages les plus riches du pays. Cf. « *An analysis of section 529 college savings and prepaid tuition plans* », ministère des finances américain, 9 septembre 2009.

(2) Adam Levine, *American Insecurity: Why Our Economic Fears Lead to Political Inaction*, Princeton University Press, 2017.

(3) Gary Solon, « *What we didn't know about multigenerational mobility* », *Ethos*, n° 14, Boston, février 2016.

(4) Charles Murray, *Coming Apart: The State of White America, 1960-2010*, Crown Forum, New York, 2012.

* Chercheur en économie à la Brookings Institution, auteur de *Dream Hoarders*, Brookings Institution Press, Washington, DC, 2017, dont ce texte est extrait.

SOMMAIRE

- PAGE 2 :**
Nouveaux dieux et vieilles ficelles, par **PIERRE RIMBERT**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
- PAGE 3 :**
Le complot des anticomplotistes, par **FRÉDÉRIC LORDON**.
- PAGES 4 ET 5 :**
Au Portugal, la gauche essaye, par **GWENAËLLE LENOIR ET MARIE-LINE DARCY**. – « Gerinçonça », l'alliance inattendue (**G. L. ET M.-L. D.**).
- PAGES 6 ET 7 :**
Cuba veut le marché... sans le capitalisme, par **RENAUD LAMBERT**. – Il court, il court, le paquet (**R. L.**).
- PAGE 8 :**
Improbable justice internationale en Syrie, par **EMMANUEL HADDAD**.
- PAGE 9 :**
Akhla-téké, ce cheval qui incarne une nation, par **DAVID GARCIA**.
- PAGE 10 :**
Négociateur sans préalable avec Pyongyang, suite de l'article de **MARTINE BULARD**.
- PAGES 11 À 17 :**
DOSSIER 1917 : LA RÉVOLUTION RUSSE EN QUESTIONS. – Le siècle de Lénine, par **SERGE HALIMI**. – La lame de fond de la contestation sociale, par **ÉRIC AUNOBLE**. – Priorité à l'éducation des masses, par **NICOLAS FORNET**. – Quand la révolution doute, par **HÉLÈNE RICHARD**. – Au nom du peuple ou avec le peuple?, par **KORINE AMACHER**. – Alors l'art se souleva, par **EVELYNE PIEILLER**. – Diplomatie, de l'idéologie au réalisme, par **GABRIEL GORODETSKY**.

Octobre 2017

- PAGES 18 ET 19 :**
L'agriculture africaine dans la tenaille libre-échangiste, par **JACQUES BERTHELOT**. – C'est ainsi que les paysans survivent, par **DAVID BEASLEY**.
- PAGE 20 :**
Une certaine idée de la France, suite de l'article de **JEAN DE GLINIASTY**.
- PAGE 21 :**
Noter pour mieux voter?, par **CHARLES PERRAGIN**. – Fausse promesse au Canada (**C. P.**).
- PAGES 22 ET 23 :**
Et si l'on refondait le droit du travail..., suite de l'article d'**ALAIN SUPIOT**.
- PAGES 24 À 26 :**
LES LIVRES DU MOIS : « *Fille de joie* », de Kiyoko Murata, par **CLEA CHAKRAVERTY**. – « *Pina* », de Titaua Peu, par **CHRISTINE CHAUMEAU**. – Mark Twain, franchiseur de frontières, par **ARNAUD DE MONTJOYE**. – Les colibris n'éteindront pas l'incendie, par **MIKAËL FAUJOUR**. – Échappées belles, par **PATRICK HERMAN**. – Le piège de Thucydide, par **OLIVIER ZAJEC**. – Nihilisme et radicalisation, par **VINCENT SIZAIRE**. – Dans les revues.
- PAGE 27 :**
Actes Sud, tout un roman, par **THIERRY DISCEPOLO**.